COMCEC

RAPPORT
DE LA TRENTE-DEUXIÈME SESSİON DU COMCEC

İstanbul, du 21 au 24 novembre 2016

Bureau de Coordination du COMCEC

OIC/COMCEC/32-16/REP

COMCEC

Comité Permanent pour la Coopération Économique et Commerciale de l'Organisation de la Coopération Islamique

RAPPORT DE LA TRENTE-DEUXIÈME SESSION DU COMCEC

İstanbul, du 21 au 24 novembre 2016

Bureau de Coordination du COMCEC
Ankara, novembre 2016

OIC/COMCEC/32-16/REP

COMCEC

Comité Permanent pour la Coopération Économique et Commerciale de l'Organisation de la Coopération Islamique

RAPPORT DE LA TRENTE-DEUXIÈME SESSION DU COMCEC

İstanbul, du 21 au 24 novembre 2016

Bureau de Coordination du COMCEC
Ankara, novembre 2016

<u>Adresse :</u>
Bureau de Coordination du COMCEC
Necatibey Cad. 110/A
Ankara – TURQUIE
Tél : 90-312-294 57 10
Fax : 90-312-294 57 77 – 57 79
Website : http//www.comcec.org
e-mail : comcec@comcec.org

TABLE DES MATIÈRES

1ère PARTIE

Page

RÉSOLUTIONS DE L'OCI SERVANT DE BASE ET DE GUIDE AUX ACTIVITÉS DU COMCEC

I. Résolution adoptée par la Troisième Conférence Islamique au Sommet Établissant les Comités Permanents de l'OCI présidés par les Chefs d'État 8

II. Communiqué Final de la Quatrième Conférence Islamique au Sommet Confiant la Présidence du Comité Permanent pour la Coopération Économique et Commerciale au Président de la République de Turquie 10

III. Communiqué Final de la Treizième Conférence Islamique au Sommet : « Unité et Solidarité pour la Justice et la Paix », République de Turquie……... 11

2ème PARTIE

ORDRE DU JOUR, RÉSOLUTION ET RAPPORT DE LA TRENTE-DEUXIÈME SESSION DU COMCEC

I. Ordre du Jour de la Trente-Deuxième Session du COMCEC 15

II. Résolution de la Trente-Deuxième Session du COMCEC.… 17

III. Rapport de la Trente-Deuxième Session du COMCEC..... 46

A N N E X E S

1. Liste des Participants à la 32ème Session du COMCEC ……. 58

2. Discours d'Inauguration de S.E. Recep Tayyip ERDOĞAN, Président de la République de Turquie et Président du COMCEC, lors de la Séance d'Ouverture…….…. 86

3. Discours de S.E. Dr Yousef A. Al-OTHAIMEEN, Secrétaire Général de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI), lors de la Séance d'Ouverture 101

4. Discours de S.E. Dr Bandar M. H. HAJJAR, Président du Groupe de la Banque Islamique de Développement (Groupe de la BID), lors de le Séance d'Ouverture …… 106

5. Rapport de la 29ème Réunion du Comité de Session…….. 112

6. Discours de Clôture de S.E. Lütfi ELVAN, Ministre du Développement de la République de Turquie …….. 185

7. Recommandations de Politiques de la Session Ministérielle d'Échange de Vues de la 32ème Session du COMCEC…….. 190

8. Recommandations de Politiques des Réunions des Groupes de Travail du COMCEC …….. 194

9. Liste des Documents de Base Examinés et / ou Présentés à la Trente-Deuxième Session du COMCEC……... 234

PREMIÈRE PARTIE

RÉSOLUTIONS DE L'OCI SERVANT DE BASE ET DE GUIDE AUX ACTIVITÉS DU COMITÉ PERMANENT POUR LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE DE L'OCI

I

RÉSOLUTION
ADOPTÉE PAR LA TROISIÈME CONFÉRENCE ISLAMIQUE AU SOMMET ÉTABLISSANT DES COMITÉS PERMANENTS DE L'OCI PRÉSIDÉS PAR LES CHEFS D'ÉTAT

Résolution No. 13/3-P (IS)

La Troisième Conférence Islamique au Sommet "Session de la Palestine et d'Al Qods" réunie à Mekka Al Mokarramah, Royaume d'Arabie Saoudite, du 19 au 22 Rabie Al Awwal 1401 H (25-28 janvier 1981),

AYANT PRIS CONNAISSANCE de la proposition faite par sa Majesté le Roi HASSAN II, Président du Comité d'AL QODS, au sujet de la création de trois Comités présidés par les Rois et Chefs d'Etat Islamiques,

CONVAINCUE de la nécessité de consolider l'action islamique conjointe dans les domaines scientifique, technologique, économique et commercial,

DESIRANT donner à l'information et à la culture un nouvel élan pour faire connaitre à l'opinion publique internationale les problèmes fondamentaux de la nation islamique surtout ceux d'AL QODS et de la Palestine et pour faire face à la campagne tendancieuse visant l'Islam et les musulmans;

DECIDE :

1. De créer des Comités Permanents pour la Coopération scientifique et technologique, la coopération économique et commerciale et de l’information ;

2. Ces Comités sont chargés de suivre la mise à exécution des résolutions adoptées ou à adopter par la Conférence Islamique dans les domaines précités, d'étudier les moyens de consolider la coopération entre les Etats islamiques dans ces domaines, d'élaborer les programmes et de faire les propositions susceptibles de consolider les capacités des Etats Islamiques à cet effet;

3. Chaque comité se compose des représentants de dix pays, au niveau Ministériel, sous la présidence d'un Chef d'Etat Islamique;

4. Les membres de ces comités sont élus par la Conférence des Ministres des Affaires Etrangères des Etats Islamiques pour un mandat de trois ans renouvelable;

5. Ces comités se réunissent sur convocation de leur Président, ou de la majorité des Etats membres; leurs réunions sont statutaires si la majorité y assiste.

II

COMMUNIQUÉ FINAL
DE LA QUATRIÈME CONFÉRENCE ISLAMIQUE AU SOMMET CONFIANT LA PRÉSIDENCE DU COMITÉ PERMANENT POUR LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE A
S.E. KENAN EVREN,
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE

Communiqué Final No. IS/4-84/E/DEC

"... La Conférence a décidé de confier à S.E. M. Kenan EVREN, Président de la République de Turquie, la présidence du Comité Permanent pour la Coopération Economique et Commerciale..." (Page 15, paragraphe 40)

- III -

COMMUNIQUÉ FINAL DE LA TREIZIÈME CONFÉRENCE AU SOMMET "UNITÉ ET SOLIDARITÉ POUR LA JUSTICE ET LA PAIX"

İstanbul, République de Turquie
Les 14 et 15 avril 2016
(OIC/13TH SUMMIT 2016/FC/FINAL)

129. La Conférence a souligné la grande importance qu'elle attache à la connectivité multimodale pour faire avancer davantage la coopération économique entre les Etats membres de l'OCI. À cet égard, elle a pris note des avancées récentes sur l'exécution du projet ferroviaire de l'OCI Dakar-Port Soudan et encouragé les parties prenantes pour les diverses composantes du projet à poursuivre leurs efforts en vue de mobiliser le soutien technique et financier requis pour la mise en œuvre et l'aboutissement de ce projet d'intégration régionale.

130. La Conférence a salué le rôle joué par le Comité permanent pour la coopération économique et commerciale (COMCEC) sous la haute égide du Président de la République de Turquie et sa contribution à la réalisation des objectifs de l'OCI dans le domaine économique.

131. La Conférence a exprimé sa profonde considération pour la mise en œuvre réussie du Règlement intérieur et de la stratégie du COMCEC, adopté par la 4ème session extraordinaire de la conférence islamique au Sommet. Elle a invité les Etats membres à promouvoir la mise en œuvre du règlement intérieur et de la stratégie révisés du COMCEC, en coordination et en coopération étroites avec le Secrétariat général et conformément à la Charte de l'OCI, et demande aux Etats membres à continuer à participer activement au travail du COMCEC, sous la présidence du S.E. Recep Tayyip Erdogan, Président de la République de Turquie.

DEUXIÈME PARTIE

ORDRE DU JOUR,
RÉSOLUTION ET RAPPORT DE LA
TRENTE-DEUXIÈME SESSION DU COMCEC

- I -

ORDRE DU JOUR
DE LA TRENTE-DEUXIÈME SESSION DU COMCEC

(İstanbul, du 21 au 24 novembre 2016)

Original : anglais

ORDRE DU JOUR
DE LA 32ème SESSION DU COMCEC
(İstanbul, du 21 au 24 novembre 2016)

1. Séance d'ouverture de la réunion et Adoption de l'Ordre du jour
2. Rapport sur la Stratégie du COMCEC et sa Mise en Œuvre
3. Programme d'Action Décennal de l'OCI
4. Développements Economiques Mondiaux avec une Référence Spéciale aux Pays Membres de l'OCI
5. Commerce Intra-OCI
6. Promotion du Rôle du Secteur Privé dans la Coopération Économique
7. Amélioration du Transport et des Communications
8. Développement d'un Secteur du Tourisme Durable et Compétitif
9. Augmentation de la Productivité du Secteur Agricole et Durabilité de la Sécurité Alimentaire
10. Allègement de la Pauvreté
11. Approfondissement de la Coopération Financière
12. Échange des points de vue sur le «Développement des stratégies financières islamiques dans les Pays Membres de l'OCI »
13. Date de la 33ème Session du COMCEC
14. Questions diverses
15. Adoption des Résolutions

RÉSOLUTION
DE LA TRENTE-DEUXIÈME SESSION DU COMCEC

(İstanbul, du 21 au 24 novembre 2016)

Original : anglais

RÉSOLUTION
DE LA TRENTE-DEUXIÈME SESSION
DU COMCEC

(İstanbul, du 21 au 24 novembre 2016)

La Trente-Deuxième Session du Comité Permanent Pour la Coopération Économique et Commerciale de l'Organisation de la Coopération Islamique (COMCEC) a été tenue du 21 au 24 novembre 2016 à İstanbul, Turquie.

Rappelant les résolutions pertinentes de la 13ème Session de la Conférence Islamique au Sommet tenue à Istanbul (Turquie) les 14 et 15 avril 2016, qui a salué le rôle du COMCEC sous la présidence du Président de la République de Turquie Réalisation en contribuant à la réalisation des objectifs de l'OCI dans le domaine économique et a exprimé sa profonde appréciation à l'égard de la mise en œuvre réussie du statut révisé et de la stratégie adoptée du COMCEC lors du 4ème Sommet Extraordinaire ;

Rappelant les Résolutions pertinentes prises par les Conférences Islamiques au Sommet, le Conseil des Ministres des Affaires étrangères (CME) et le COMCEC, la 4ème Session Extraordinaire de la Conférence Islamique au Sommet, le Sommet Économique du COMCEC en 2009, la 43ème Session du Conseil des Ministres des Affaires Étrangères et la 31ème Session du COMCEC;

Réaffirmant l'engagement de tous les États Membres à l'OIC-2025 : Programme d'action adopté à la 13ème Session de la Conférence Islamique au Sommet tenue les 14 et 15 avril 2016 à Istanbul, Turquie et à la stratégie du COMCEC adoptée par la 4ème Conférence Extraordinaire au Sommet Islamique tenue les 14 et 15 août 2012 à Makkah Al-Mukarramah;

Prenant note des rapports d'avancement soumis, des documents de travail et des études sur les différents points de l'ordre du jour soumis par le Secrétariat Général de l'OCI, le Bureau de coordination du COMCEC, le Centre de Recherches Statistiques Économiques et Sociales et de Formation pour les Pays Islamiques (SESRIC), le Centre Islamique pour le Développement du Commerce (CIDC), le Groupe de la Banque islamique de Développement (BID), la Chambre Islamique de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture (CICIA) et l'Institut de la Normalisation et de Métrologie des Pays Islamiques (INMPI);

Exprimant sa gratitude aux États Membres d'accueillir les Conférences Ministérielles, les Réunions, les ateliers, les foires et les autres activités dans les domaines de coopération ;

Saluant les efforts déployés par le Secrétariat Général de l'OCI, le Bureau de Coordination du COMCEC et les institutions de l'OCI travaillant dans le domaine de la coopération économique et commerciale, à savoir le SESRIC, le CIDC, la BID, la CICIA, l'OAIA et l'INMPI.

Rapport sur la Stratégie du COMCEC et sa Mise en Œuvre (Point 2 de l'ordre du jour) :

1- **Se félicite** du Rapport d'Avancement soumis par le Bureau de Coordination du COMCEC qui souligne les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Stratégie ; **salue** les États Membres et les Institutions de l'OCI pour leurs précieuses contributions à sa mise en œuvre et **demande aux** États membres et aux institutions de l'OCI de les soutenir pleinement en matière de la mise en œuvre de la Stratégie.

2- **Se félicite** de la convocation réussie des Groupes de Travail du COMCEC dans les domaines de coopération conformément aux résolutions pertinentes de la 31ème Session du COMCEC et **se félicite également** des études de recherche et des perspectives sectorielles réalisées et préparées par le Bureau de Coordination du COMCEC pour enrichir les discussions dans chaque Réunion du Groupe de Travail du COMCEC.

3- **Félicite** les efforts des Groupes de Travail pour rapprocher les politiques entre les États membres dans leurs domaines de compétence et **se félicite** des recommandations formulées par les Groupes de Travail lors de leurs réunions tenues en février-mars et en septembre-novembre 2016.

4- **Invite** tous les Pays Membres à déployer des efforts, dans la mesure du possible, de mettre en œuvre les recommandations de politiques et **prie instamment** les institutions pertinentes de l'OCI de soutenir les Etats Membres à cet égard.

5. **Se félicite** de la finalisation de quatorze projets financés sous l'égide du financement du projet du COMCEC en 2015 et des progrès réalisés dans la mise en œuvre des neuf nouveaux projets dans le cadre du troisième appel au projet en 2016; et **se félicite également** du quatrième appel au projet fait par le Bureau de Coordination du COMCEC en septembre 2016.

6- **Demande** au Bureau de Coordination du COMCEC de soumettre régulièrement un rapport sur le progrès réalisé dans la mise en œuvre de la Stratégie du COMCEC aux Sessions du COMCEC, aux Réunions du Comité de Suivi et aux autres instances pertinentes de l'OCI.

7. **Encourage** les États membres qui se sont inscrits aux Groupes de Travail du COMCEC à participer activement aux prochaines Réunions des Groupes de Travail

concernés et à bénéficier du Financement du Projet du COMCEC pour réaliser leurs projets de coopération.

8. **Notant** avec satisfaction que le nombre de Pays Membres s'étant inscrits au moins à un groupe de travail a atteint 50, **demande aux** États Membres qui ne l'ont pas encore fait de s'inscrire aux Groupes de Travail du COMCEC et de participer activement aux prochaines Réunions du Groupe de Travail.

9 - **Se félicite de** la tenue de la Quatrième Réunion Annuelle de Coordination des points focaux du Groupe de Travail du COMCEC, organisée par le Bureau de Coordination du COMCEC les 1er et 2 juin 2016 à Ankara, Turquie.

10- **Demande aux** Points Focaux Nationaux du COMCEC et aux points focaux des groupes de travail de travailler plus étroitement avec le Bureau de Coordination du COMCEC pour une coordination et une communication efficaces.

11- **Demande aux** États Membres concernés de répondre aux « formulaires d'évaluation » distribués chaque année par le Bureau de Coordination du COMCEC en vue de suivre la mise en œuvre des recommandations de politiques des Groupes de Travail du COMCEC.

12- **Invite également** les points focaux des groupes de travail à participer activement aux efforts de production de connaissances du COMCEC, entre autres, en aidant à la collecte et à la vérification des données propres à chaque pays et en fournissant des commentaires aux études de recherche.

13- **Exprime** sa gratitude au Bureau de Coordination du COMCEC, au SESRIC, au CIDC, au Groupe de la BID, à la CICIA et à l'INMPI pour leurs efforts déployés afin de mettre en œuvre la Stratégie du COMCEC.

14- **Adopte** les recommandations de la 32ème Réunion du Comité de Suivi du COMCEC tenue à Ankara, Turquie, les 17 et 18 mai 2016.

Programme d'Action Décennal de l'OCI (TYPOA) (Point 3 de l'ordre du jour)

15- **Se félicite de** l'adoption de l'OIC-2025 : Programme d'action adopté lors du 13ème Sommet islamique tenu à Istanbul, en République de Turquie, les 14 et 15 avril 2016, qui fixe des objectifs ambitieux dans de divers domaines aux États Membres de l'OCI en vue de les réaliser d'ici les dix prochaines années.

16- **Rappelant** les résolutions pertinentes des 30ème et 31ème Sessions du COMCEC, **souligne** l'importance du suivi actif de la section économique et commerciale de l'OCI 2025 : Programme d'action du COMCEC et **demande** au Secrétariat Général de l'OCI de

soumettre régulièrement des rapports d'avancement détaillés sur la mise en œuvre du Programme aux Sessions du COMCEC et aux Réunions du Comité de Suivi.

17- **Demande** au Secrétariat Général de l'OCI, en consultation avec les organes pertinents de l'OCI y compris le COMCEC, de proposer un plan de mise en œuvre aux Pays Membres pour examen.

18- **Rappelant** les résolutions pertinentes des Sessions du COMCEC, **demande également aux** États Membres de signer et de ratifier les accords dans le domaine économique pour approfondir la coopération économique et commerciale entre les États Membres de l'OCI.

Développements Économiques Mondiaux avec une Référence Spéciale aux Etats Membres de l'OCI (Point 4 de l'ordre du jour)

19- **Prend note de** l'édition 2016 du rapport économique annuel du SESRIC intitulé « Transformer les Potentiels en Impact ». Conformément aux résultats du rapport :

- **Demande** les États Membres à améliorer l'accessibilité, la pertinence et la qualité des programmes d'éducation et de formation afin de familiariser les jeunes générations avec un éventail varié de capacités et de compétences adaptées aux besoins du marché du travail et de faciliter leur participation à l'économie en développant les programmes de jeunes entrepreneurs.

- En prenant en considération les opportunités offertes par le grand potentiel commercial de la région de l'OCI, **invite** les États Membres à prendre des mesures efficaces pour réduire les obstacles au commerce et aux investissements intra-OCI entravant la circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux entre les États Membres.

- Compte tenu de leurs riches ressources naturelles et de leurs potentiels d'énergies renouvelables, **invite** les États Membres à diversifier leurs sources d'énergie en vue d'améliorer la sécurité énergétique globale.

20- **Confie** au SESRIC le suivi des développements économiques mondiaux et leur effet sur les États Membres et de soumettre un rapport à ce sujet à la session annuelle du COMCEC.

21-**Prend note avec satisfaction** des rapports sur les perspectives sectorielles préparés par le Bureau de Coordination du COMCEC et soumis aux réunions des Groupes de Travail concernés.

Commerce Intra-OCI (Point 5 de l'ordre du jour)

22- **Prend note avec satisfaction** de la convocation de la Septième Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur le Commerce, tenue le 25 février 2016 à Ankara, sur le thème de « Renforcer la conformité des Pays Membres de l'OCI aux normes internationales » et **se félicite** de ses recommandations de politiques suivantes :

- Développer/Renforcer une Infrastructure Nationale de Qualité
- Soutenir les efforts déployés par les États Membres pour leur participation active aux travaux des Organismes Internationaux de Normalisation.
- Renforcer l'INMPI pour l'Adoption de Normes Harmonisées pour le développement d'Infrastructure de qualité au sein de l'OCI afin de promouvoir le Commerce intra-OCI.

(Le document sur les recommandations de politiques, y compris la résolution pour chaque recommandation, est attaché en Annexe 8)

23- **Prend note avec satisfaction** de la convocation de la Huitième Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur le Commerce, le 6 octobre 2016 à Ankara, sur le thème de « Améliorer la Coopération des Agences frontalières entre les États Membres de l'OCI pour la Facilitation du Commerce » et **se félicite** de ses recommandations de politiques suivantes:

- Promouvoir l'adoption de normes internationales en matière de douanes et autres questions transfrontalières et logistiques pertinentes, ainsi que l'adhésion aux conventions internationales pertinentes pour l'harmonisation et la simplification des règles et procédures relatives au commerce transfrontalier et aux opérations logistiques,
- Promouvoir des dispositions/accords de reconnaissance mutuelle pour les contrôles aux frontières et les commerçants fiables,
- Améliorer l'échange d'informations entre les agences frontalières des Pays Membres en renforçant la connectivité des systèmes de technologie de l'information et de la communication, en fournissant régulièrement des plateformes d'échange de connaissances et en participant aux réseaux internationaux pertinents,
- Améliorer l'infrastructure des points de passage des frontières terrestres et de la connectivité des transports grâce aux efforts conjoints des pays voisins, par exemple à travers la création de comités techniques/de travail conjoints, qui comprennent les parties prenantes concernées afin d'identifier les facteurs qui engendrent des goulets d'étranglement.

(Le document sur les recommandations de politiques, y compris la résolution pour chaque recommandation, est attaché en Annexe 8)

24- **Invite** les États Membres qui se sont inscrits au Groupe de Travail du COMCEC sur le Commerce à participer à la Neuvième Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur le Commerce, qui se tiendra le 9 mars 2017 à Ankara sur le thème de « Systèmes de Guichet Unique dans les États Membres de l'OCI en vue de Faciliter le Commerce" » et à la Dixième Réunion qui sera organisée le 2 novembre 2017 sur le thème de « Zones Economiques Spéciales dans les États Membres de l'OCI: Apprendre des Expériences »et **invite** également les États Membres qui ne l'ont pas encore fait, de s'inscrire au Groupe de Travail du COMCEC sur le Commerce.

25- **Demande** aux États membres de participer activement aux activités commerciales qui seront organisées par le Bureau de Coordination du COMCEC, le SESRIC, le CIDC, le Groupe de la BID (SIFC), la CICIA et l'INMPI en 2017 et **demande** également à ces institutions d'envoyer des invitations et des documents aux États membres suffisamment à l'avance de leurs réunions afin d'assurer la participation la plus large possible.

26- **Salue** les efforts déployés par la Gambie, en partenariat avec la Turquie et le Sénégal, pour la mise en œuvre réussie du projet intitulé « Renforcement des Capacités et Renforcement Institutionnel du Bureau des Normes de Gambie pour l'Adoption et la Mise en œuvre des Normes Halal de l'OCI/INMPI ainsi que l'Evaluation de la Conformité connexe » dans le cadre du deuxième appel à projets lancé par le financement de projets du COMCEC.

27- **Salue également** les efforts déployés par le Qatar en partenariat avec cinq autres pays membres pour la mise en œuvre réussie du projet intitulé « Accords Commerciaux et Diversification Economique au Qatar, Opportunités et Défis pour les Entrepreneurs » dans le cadre du deuxième appel à projets lancé par le financement de projets du COMCEC.

28- **Reconnaissant** les efforts du COMCEC déployés lors de ses réunions du Groupe de Travail en ce qui concerne la question de la facilitation du voyage, **invite** le Bureau de Coordination du COMCEC à s'attarder sur la facilitation du déplacement des hommes d'affaires lors des prochaines réunions du Groupe de Travail.

29- **Prend note** du rapport conjoint de la BID et du CCI intitulé « le Halal devient mondial ».

i) SPC-OCI

30- **Invite** les États Membres qui n'ont pas encore signé ou ratifié les accords SPC-OCI, à savoir l'accord-cadre, les PRETAS et les Règles d'Origine, à le faire dès que possible et

exprime son intention de travailler avec les groupements commerciaux régionaux pour l'achèvement des conditions nécessaires à la mise en œuvre du système.

31- **Se félicite** de la soumission des listes de concession mises à jour au Secrétariat du CNC par la Turquie, la Malaisie, le Bangladesh, le Pakistan, la Jordanie et la République islamique d'Iran.

32- **Note avec satisfaction** que le Royaume du Maroc soumettra sa liste de concessions mise à jour au Secrétariat du CNC dans les mois prochains.

33-**Apprécie** l'engagement de l'Indonésie d'adhérer au système du SPC-OCI, **se félicite** de l'offre de l'Indonésie d'accueillir « un séminaire de formation en faveur des Etats Membres des Pays Asiatiques sur le SPC-OCI » à Jakarta en 2017.

34- Rappelant les résolutions pertinentes de la 31ème Session du COMCEC, la Session **invite** le Secrétariat du CCG, au nom de ses six États Membres, à transmettre leurs listes de concessions mises à jour le plus rapidement possible au Secrétariat du CNC en vue de saisir rapidement les opportunités d'accès au marché qui seront offertes par le SPC-OCI.

35- **Se félicite** de la notification faite par le Pakistan, le Bangladesh, la Jordanie, le Maroc et la Turquie au Secrétariat du CNC sur les mesures internes à prendre pour la mise en œuvre des Règles d'Origine du SPC-OCI et **demande** aux autres États Membres participants d'informer le Secrétariat du CNC sur les mesures internes pertinentes à prendre pour la mise en œuvre des Règles d'Origine du SPC-OCI le plus tôt possible.

36- **Félicite** le CIDC et la BID d'avoir organisé les événements de sensibilisation suivants en vue d'accroître la sensibilisation aux avantages du SPC-OCI auprès des responsables gouvernementaux et du secteur privé dans les États Membres;

- Séminaire de formation sur « Le SPC-OCI et ses protocoles au profit des pays africains», organisé du 28 au 30 mars 2016 à Casablanca (Maroc);
- Séminaire de formation sur « Le SPC-OCI et ses protocoles au profit des États de Palestine et de Jordanie », qui s'est tenu à Amman, Jordanie, les 4 et 5 avril 2016.

37- **Demande** au CIDC, au Bureau de Coordination du COMCEC, à la BID et aux autres Institutions compétentes de l'OCI de continuer à organiser des activités de sensibilisation et de renforcement des capacités en matière du SPC-OCI.

ii) Foires Islamiques de commerce

38- **Salue** les améliorations du nombre et de la qualité des foires et expositions commerciales islamiques et **exprime** ses remerciements et sa gratitude aux États membres

suivants pour avoir accueilli des foires et expositions islamiques de commerce en coopération avec le CIDC :

- L'État des Emirats arabes unis qui a accueilli en concomitance la « 2ème Exposition du Tourisme et de Voyage » et la « 4èmeExposition Halal de l'OCI » à Sharjah du 8 au 10 décembre 2015,
- Le Royaume du Maroc pour avoir accueilli la« 3èmeExposition de la santé de l'OCI » à Casablanca du 24au 26 mars 2016,
- Le Royaume d'Arabie saoudite pour avoir accueilli la «9ème Exposition des industries agroalimentaires des États Membres de l'OCI» à Djeddah du 9 au 12 mai 2016 et la « 15ème Foire de Commerce de l'OCI » à Riyad du 22 au 26 mai 2016,
- La République du Sénégal pour avoir accueilli le Premier « Forum Africain des Affaires Halal » à Dakar du 3 au 5 mars 2016 et la« 2ème Exposition de l'Education Supérieure » à Dakar du 9 au 12 mai 2016;

39- **Se félicite** de l'offre des États Membres suivants d'accueillir des foires et expositions islamiques en coopération avec le CIDC en 2017/2019 et **demande** aux États Membres d'encourager la participation active de leur secteur privé et des institutions concernées à ces événements :

- La République d'Irak accueillera la 16ème Foire de commerce des pays islamiques de l'OCI à Bagdad du 2 au 7 avril 2017,
- La République arabe d'Égypte accueillera la « 3ème Foire du Tourisme des États Membres de l'OCI » au Caire du 18 au 21 octobre 2017,
- La République du Sénégal accueillera « la 1ère Exposition de l'OCI sur l'Economie Verte » du 26 au 29 octobre 2017 et « la 1ère Exposition de l'OCI des pêcheries et du milieu marin » en 2017 à Dakar,
- La République de Turquie accueillera la « 5ème Exposition Halal de l'OCI » à Istanbul du 23 au 26 novembre 2017 en coopération avec l'INMPI ;
- La République de Guinée accueillera la 17ème Foire de commerce de l'OIC en 2019.
- L'État du Koweït accueillera « la Foire Spéciale du Commerce de l'OCI » dans la ville de Koweït du 6 au 10 février 2018.
- Le Royaume d'Arabie Saoudite accueillera « le 10ème Salon des Industries Agroalimentaires des États Membres de l'OCI » à Djeddah du 10 au 13 avril 2017.
- La République d'Azerbaïdjan accueillera « la 1ère Exposition des Équipements sportifs et de Loisirs dans les États membres de l'OCI » à Bakou du 13 au 15 mai 2017 en collaboration avec la Fédération Sportive de la Solidarité Islamique.

- La République de Côte d'Ivoire accueillera « le 2ème Salon de la Construction et de l'Immobilier de l'OCI » en 2017 et « la 4ème Exposition sur la Santé en 2018 à Abidjan.

40- **Approuve** les amendements présentés par le CIDC dans le Règlement Intérieur de la Foire Islamique Internationale de l'OCI notamment, en ajoutant le paragraphe suivant à l'article n°2: «Tout candidat à l'organisation de la Foire islamique de Commerce ou d'une Exposition Spécialisée doit répondre aux conditions suivantes :

- Le lieu choisi doit disposer d'un parc d'exposition respectant les normes internationales ;
- La société de co-organisation doit avoir une grande expérience dans l'organisation des expositions internationales ;
- La société doit disposer d'une base financière solide ;
- La ville sélectionnée doit être liée à des vols réguliers ;
- Les candidatures à l'accueil de la Foire Islamique de Commerce et des Expositions Spécialisées sont examinées par un "comité de sélection présidé par le CIDC".

41- **Réitère** sa demande au CIDC de continuer à organiser des foires sectorielles spécifiques en coopération avec les États Membres et de soumettre régulièrement des rapports d'avancement sur les foires des sessions du COMCEC.

42- **Réitère également** sa demande aux États membres d'encourager leur secteur privé à participer activement aux foires commerciales islamiques.

iii) Assistance technique liée à l'OMC

43- **Note avec satisfaction** l'organisation de la « Réunion ministérielle consultative des ministres du Commerce de l'OCI » tenue le 14 décembre 2015 en marge de la 10ème Conférence ministérielle de l'OMC à Nairobi, au Kenya.

44- **Exprime** ses remerciements et son appréciation au Groupe de la BID et au CIDC pour l'organisation des programmes de formation et des séminaires liés à l'OMC au profit des États membres.

45- **Appelle** la BID, le SESRIC et le CIDC à continuer à fournir une assistance technique aux États membres sur les questions liées à l'OMC et à poursuivre leurs efforts pour sensibiliser les États membres à l'importance des négociations commerciales de l'OMC et à leur impact sur les économies et leur **demande** d'unir et de coordonner leurs efforts pour

renforcer les capacités humaines et institutionnelles des États membres de l'OCI, de manière à faciliter leur pleine intégration dans le système commercial multilatéral sur une base juste et équitable.

46- **Appelle** les pays de l'OCI membres de l'OMC à aider les pays de l'OCI non membres de l'OMC dans leur processus d'adhésion à l'OMC

47- **Salue** la volonté du Royaume hachémite de Jordanie de continuer à partager ses expériences d'adhésion à l'OMC avec les pays de l'OCI non membres de l'OMC.

48- **Exprime** sa reconnaissance au Royaume du Maroc pour son accueil, au CIDC et au Groupe de la BID pour l'organisation des Séminaires sur « L'administration des Accords commerciaux régionaux (ACR) et les perspectives de l'intégration commerciale régionale dans les États membres de l'OCI », tenu du 21 au 23 décembre 2015 à Casablanca et sur « L'accord sur la facilitation du commerce de l'OMC et les perspectives d'activation du Guichet Unique de l'OCI » au profit des États membres africains, tenu du 30 mai au 1er juin 2016 à Casablanca ;

49- **Exprime également** son appréciation à la République Arabe d'Égypte d'avoir accueilli le CIDC et l'unité technique d'Agadir (ATU) pour l'organisation d'un atelier sur « le Commerce des Services entre les Groupements Économiques Régionaux : Quelles leçons pour les Pays de la Quadrilatérale » au Caire du 21 au 23 décembre 2015.

iv) Activités de financement du commerce

50- **Apprécie** les activités de financement du commerce, de promotion et de développement du commerce de la CIFC et la mobilisation de fonds du marché international et des partenaires du développement pour financer les opérations commerciales dans les États membres, contribuant ainsi à la réalisation de la cible commerciale intra-OCI de 25 pour cent.

51- **Se félicite** des efforts déployés par la CIFC pour financer les PME et les pays membres les moins avancés et **prend note de** ses efforts pour diversifier son portefeuille et étendre son financement au secteur agricole, ce qui a un impact direct et prépondérant sur l'amélioration de la productivité, la création d'emplois, l'augmentation des recettes d'exportation et l'allègement de la pauvreté.

52- **Appelle** les États membres à compléter leurs conditions d'adhésion aux institutions du Groupe de la BID (CIFC et SIACE), afin que le Groupe de la BID s'acquitte de son mandat avec succès.

53- **Prend note** des initiatives de promotion du commerce et de renforcement des capacités mises en œuvre par la CIFC dans le cadre de ses divers programmes phares, y compris l'Initiative Aide au commerce pour les États arabes (AFTIAS), le Programme arabo-africain du pont commercial et le Programme des connaissances commerciales.

54- **Prend également note** des efforts déployés par la CIFC dans l'organisation d'un Forum sur le développement du commerce afin de sensibiliser les secteurs privés des États membres aux services de financement du commerce de la CIFC et **encourage** les organisations du secteur privé des États membres à participer activement au Forum.

55- **Salue** le lancement officiel du Programme spécial pour l'Asie centrale (PSAC), avec sa composante de financement du commerce, lors de la 41ème Réunion annuelle du Conseil des gouverneurs du Groupe de la BID et **prend note** des efforts préparatoires entrepris par le Groupe de la BID (CIFC) pour sa mise en œuvre effective.

56- **Prend note** des efforts de la CIFC dans la mise en œuvre des Programmes commerciaux pour le développement des produits en fusionnant les services de financement du commerce avec ses interventions d'assistance technique liées au commerce et **demande** à la CIFC de développer des programmes similaires pour d'autres produits stratégiques.

57- **Se félicite** des efforts de la CIFC dans la diversification des instruments de la finance islamique encourageant les programmes de formation sur la finance islamique et visant la promotion des solutions présentées par la finance islamique dans les instances internationales et **accueille favorablement** l'annonce d'organiser un événement parallèle sur la finance du commerce islamique lors du prochain forum public de l'OMC.

v) Activités de l'INMPI liées au commerce

58- **Se félicite** des activités de l'Institut de Normalisation et de Métrologie pour les Pays islamiques (INMPI) dans le domaine de la normalisation, de la métrologie, de l'accréditation et de leur impact sur la facilitation du commerce et le renforcement des capacités des États membres.

59- **Invite** les États membres à adhérer à l'INMPI et à participer activement aux Comités techniques (CT) et aux Comités de métrologie et d'accréditation.

60- **Se félicite** de la visibilité accrue de l'INMPI et **exprime** sa reconnaissance à l'INMPI pour l'organisation d'activités de renforcement des capacités dans son domaine de compétence.

61- **Prend note avec satisfaction** de l'organisation de la Conférence Halal de l'INMPI tenue les 14 et 15 décembre 2015 en Malaisie conjointement par le Secrétariat Général de l'INMPI et le Département des Normes de Malaisie.

62- **Invite** les États membres à prendre part au Sommet mondial Halal qui sera tenu en marge de la 10ème Réunion de l'Assemblée générale de l'INMPI du 15 au 17 décembre 2016 à Istanbul.

63- **Prend note** des activités de renforcement des capacités suivantes organisées par l'INMPI :

- Programmes de formation en métrologie scientifique du 22 au 26 février 2016 en Turquie en coordination avec le président du Comité de métrologie de l'INMPI, le Secrétariat général de l'INMPI et le SESRIC,
- Formation sur le système d'information de l'INMPI du 19 au 21 avril 2016 en Turquie.

Renforcement du rôle du secteur privé dans la coopération économique (Point 6 de l'Ordre du jour)

64- **Prend note** du rapport de la CICIA soumis à la 32ème Réunion du Comité de Suivi du COMCEC et de l'explication de la CICIA lors de la Session concernant la résolution pertinente de la 31ème Session du COMCEC et la recommandation de la 32ème Réunion du Comité de Suivi du COMCEC, **encourage** la CICIA à s'efforcer de continuer de répondre aux besoins émergents du secteur privé dans les pays membres et de présenter un rapport d'avancement à la 33ème Réunion du Comité de Suivi du COMCEC et à la 33ème Session du COMCEC.

65- **Encourage également** leur Chambre de commerce à prendre part activement aux activités de la CICIA.

66- **Se félicite de** la tenue du 9ème Forum des Femmes Entrepreneurs dans les pays islamiques, à Riyad, Royaume d'Arabie Saoudite, et de la 15ème Foire Islamique Commerciale le 25 mai 2016.

67- **Félicite** la République de Turquie de la réussite de l'organisation du deuxième atelier sur « Le renforcement de la coopération entre les Agences de registre du commerce des États membres de l'OCI », tenu les 16 et 17 novembre 2016, à Ankara.

68- **Prend note** des activités suivantes qui seront organisées par la CICIA et **appelle** le secteur privé des États membres à participer activement à ces activités :

- La 17ème Réunion du secteur privé des pays de l'OCI qui se tiendra en 2017.
- Le 10ème Forum des Femmes Entrepreneurs dans les pays islamiques qui se tiendra au Soudan / Égypte en 2017.
- Atelier sur le développement des infrastructures clés pour la croissance rurale des pays de l'OCI qui se tiendra à Lahore, au Pakistan, du 29 novembre au 1er décembre 2016.
- Programme de formation sur le développement de l'entreprenariat via la technologie de l'informatique pour les pays de l'OCI qui se tiendra en 2017.
- Forum/Exposition sur les échanges commerciaux (sectoriels) qui se tiendra en 2017.

69- **Prend note** de la stratégie visant à accroître le commerce des services dans les Pays membres, élaborée par la CICIA en collaboration avec le Groupe de la BID et le CIDC.

70- **Rappelant** la résolution pertinente de la 43ème Réunion du Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'OCI et la recommandation pertinente de la 32ème Réunion du Comité de suivi du COMCEC, **prend note** du rapport de la CICIA et de l'Union des Chambres et des Bourses de Turquie (TOBB) sur la création d'un centre d'arbitrage affilié à la CICIA à Istanbul et leur **demande** de soumettre un rapport d'avancement sur cette question à la 33ème Réunion du Comité de suivi du COMCEC.

Amélioration du transport et des communications (Point 7 de l'Ordre du jour)

71- **Prenant note avec appréciation** de la tenue de la 7ème Réunion du Groupe de travail sur le transport et les communications organisée le 24 mars 2016 à Ankara, en République de Turquie, avec pour thème « Amélioration de l'entretien routier dans les Pays membres de l'OCI » et **se félicite de** ses recommandations de politiques de la Réunion suivantes :

- Élaborer une stratégie nationale d'entretien routier fondée sur les preuves et les données
- Assurer l'allocation d'un financement adéquat et durable pour l'entretien routier et accroître l'utilisation efficace des fonds disponibles alloués aux routes grâce à un cadre juridique et une structure institutionnelle solides
- Utiliser les contrats axés sur la performance dans l'entretien routier
- Mettre au point un système de gestion de base de données sur les routes

(Le document des recommandations de politiques, incluant les justifications de chaque recommandation, figure à l'Annexe 8)

72- **Prenant note avec appréciation** de la tenue de la huitième Réunion du Groupe de travail du COMCEC sur le transport et les communications le 27 octobre 2016 à Ankara, en Turquie, avec pour thème « Amélioration de la sécurité routière dans les États membres de l'OCI » **se félicite de** ses recommandations de politiques suivantes de la Réunion :

- Sensibiliser à la sécurité routière dans les États membres
- Adhérer aux conventions et accords principaux de sécurité routière des Nations unies et adapter l'approche des systèmes de sécurité au système de gestion national de la sécurité routière
- Créer un système de données fiable et durable pour la sécurité routière et les accidents
- Mettre en place une stratégie nationale de sécurité routière et désigner une institution/agence chef de file nationale chargée de la gestion de la sécurité routière

(Le document des recommandations de politiques, incluant les justifications de chaque recommandation, figure à l'Annexe 8)

73- **Demande** aux États membres qui se sont inscrits au Groupe de travail du COMCEC sur le transport et les communications de participer activement à la 9ème réunion du Groupe de travail sur le transport et les communications qui se tiendra le 16 mars 2017 sur le thème « Accroitre la pénétration du haut débit dans les Pays membres de l'OCI », ainsi qu'à sa 10ème réunion qui aura lieu le 19 octobre 2017 sur le thème « Améliorer les corridors de transport transnationaux entre les Pays membres de l'OCI » et **demande également** aux États membres qui ne l'ont pas

encore fait de s'inscrire au Groupe de travail du COMCEC sur le transport et les communications.

74- **Se félicite** des efforts de la Turquie en partenariat avec six pays membres, pour la mise en œuvre réussie du projet intitulé “Mesurer et comparer l'indice de mouvement des passagers entre les pays de l'OCI” dans le cadre du 2ème appel à projet du financement de projet du COMCEC.

75- **Apprécie** les efforts déployés par le Secrétariat Général de l'OCI pour sensibiliser les Etats Membres concernés de l'OCI, sur la nécessité d'inclure les segments nationaux respectifs le long du corridor ferroviaire Dakar-Port Soudan de l'OCI dans leurs plans de développement nationaux et prie les Etats Membres concernés à soumettre leurs études de faisabilité bien conçues (au groupe BID et autres banques internationales de développement) pour assurer un soutien technique et un financement adéquats à ce projet.

76- **Se félicitant** des efforts du Groupe de travail du COMCEC sur le Transport et les Communications pour améliorer le transport multimodal dans la région de l’OCI y compris les liaisons ferroviaires, **invite** le Groupe de Travail du COMCEC sur le Transport et les Communications à revoir leurs connectivités ferroviaires, y compris les problèmes majeurs rencontrés, au cours de leurs futures réunions.

Développer un secteur touristique durable et compétitif (Le Point 8 de l’ordre du jour)

77- **Prenant note avec appréciation** de la tenue de la 7ème réunion du Groupe de travail sur le tourisme le 4 février 2016 à Ankara sur le thème « Tourisme respectueux de l’islam (TRI): comprendre l’offre et la demande dans les pays membres de l’OCI », **se félicite de** ses recommandations de politiques suivantes:

- Développer des lignes directrices de base pour l'amélioration des services de base du TRI
- Accroître la sensibilisation au marché TRI auprès des acteurs de l'industrie du voyage via la normalisation de la terminologie utilisée dans le cadre du TRI, introduire la sensibilisation au marché et les programmes de formation en

matière du service à la clientèle en ayant recours aux réseaux sociaux pour la promotion et la commercialisation
- Développer des services et des équipements sanitaires pour le marché TRI, en identifiant les différents points forts de la région de l'OCI, construire des centres de spécialisation, développer des traitements alternatifs/traditionnels et des programmes de bien-être
- Lancer une alliance entre les agents de voyages/tour-opérateurs respectueux de l'islam opérant dans le marché TRI.

(Le document des recommandations de politique générale, y compris la justification de chaque recommandation, figure en annexe 8)

78- **Prenant note avec appréciation** de la tenue à Ankara, le 1er septembre 2016, de la 8ème réunion du Groupe de travail sur le tourisme sur le thème « Tourisme respectueux de l'Islam : développer et commercialiser les produits et services TRI dans les pays membres de l'OCI » et **se félicite** de ses recommandations politiques suivantes;

- Développer une stratégie nationale de tourisme respectueux de l'Islam qui se rattache aux objectifs touristiques généraux du pays en mettant l'accent sur la sensibilisation des acteurs, la création d'un organisme/comité dédié au TRI et développer une stratégie TRI nationale de développement de produits/services et de commercialisation.

- Réaliser un marketing de destination axé sur le TRI, mené par le gouvernement, en développant une marque et un positionnement TRI au bénéfice des fournisseurs de services locaux et mesurer le potentiel d'une destination TRI en finançant/organisant des campagnes à court terme.

- Soutenir les PME en développant des programmes de formation et de parrainage

- Développer la coopération bilatérale dans le domaine du tourisme au sein de l'OCI grâce à l'échange de connaissances techniques et aux efforts conjoints de promotion des destinations TRI

(Le document des recommandations de politiques, y compris la justification de chaque recommandation, figure en annexe 8)

79- **Invite** les États membres qui se sont inscrits au Groupe de travail du COMCEC sur le tourisme à participer activement à la 9ème réunion du Groupe de travail sur le tourisme qui se tiendra le 16 février 2017 à Ankara sur le thème « Tourisme respectueux de l'Islam (TRI): Règlements des établissements d'hébergement dans les Pays membres de l'OCI » et à sa 10ème réunion qui se tiendra le 21 septembre 2017 sur le thème: « Gestion des risques et des crises et rétablissement après la crise dans le secteur du tourisme dans les Pays membres de l'OCI » et **invite également** les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait à s'inscrire au Groupe de travail du COMCEC sur le tourisme.

80- **Félicite** la Gambie, en partenariat avec le Sénégal et la Guinée-Bissau, pour la mise en œuvre réussie du projet intitulé « Renforcer la résilience communautaire par l'écotourisme » dans le cadre du deuxième appel à projet dans le cadre du Fonds de financement de projet COMCEC.

81- **Se félicite** de la tenue de la 9ème session de la Conférence islamique des ministres du tourisme (CIMT) du 21 au 23 décembre 2015 à Niamey, République du Niger et **accueille favorablement** la sélection par la Conférence de al-Madinah al-Munawwarah comme Ville du tourisme 2017 de l'OCI, et de Tabriz comme Ville du tourisme 2018 de l'OCI.

82- **Se félicite** également de l'offre de la République populaire du Bangladesh d'accueillir la 10ème Session de la Conférence islamique des ministres du Tourisme en novembre 2017 et **appelle** les États membres à participer activement à cet événement.

83- **Prend note** du rapport de la Quatrième réunion du Forum du tourisme du secteur privé OIC/COMCEC qui s'est tenue les 14 et 15 janvier 2016 à Istanbul, sur le thème « Promouvoir des produits et des services touristiques respectueux de l'Islam dans les Pays membres de l'OCI ».

84- **Se félicite** de l'offre de la République de Turquie d'accueillir la 5ème réunion du Forum du tourisme du secteur privé OIC/COMCEC au premier trimestre 2017 et **demande** aux États membres d'encourager leurs représentants du secteur privé dans le secteur du tourisme à participer activement à cet événement.

85- **Se félicite** de l'offre de la République islamique d'Iran d'accueillir la 10ème Foire Internationale de Téhéran sur le Tourisme du 6 au 9 février 2017, et **demande** aux États membres de participer activement à cet événement.

86- **Se félicite** de l'organisation de l'atelier sur « le Futur du Développement du Tourisme à Konya » par le SESRIC en coopération avec le CIDC les 15 et 16 novembre 2016 à Konya, en République de Turquie.

Augmentation de la productivité du Secteur Agricole et Durabilité de la Sécurité Alimentaire (Point 9 de l'ordre du jour)

87- **Prenant note avec appréciation** de la tenue de la 7ème réunion du Groupe de travail sur l'agriculture le 3 mars 2016 à Ankara sur le thème "Réduire les pertes alimentaires à l'exploitation dans les Pays membres de l'OCI", **se félicite** de ses recommandations de politiques suivantes :

- Identifier les lacunes de connaissances et d'information concernant les niveaux et les causes spécifiques des pertes alimentaires à l'exploitation pour les principales cultures et produits alimentaires en vue de fournir des solutions à chaque pays membre de l'OCI

- Améliorer/Développer la vulgarisation agricole, la formation et les activités de sensibilisation pour réduire les pertes alimentaires à l'exploitation

- Élaborer en coopération avec les institutions compétentes de l'OCI des programmes/projets spécifiques pour remédier aux pertes à l'exploitation dans les chaînes de valeur agricole.

(Le document des recommandations de politiques, y compris la justification de chaque recommandation, figure en annexe 8)

88- **Prenant note avec appréciation** de la tenue de la 8ème réunion du Groupe de travail du COMCEC sur l'agriculture le 13 octobre 2016 sur le thème "Réduire les pertes post-récolte dans les pays membres de l'OCI", **se félicite** de ses recommandations de politiques suivantes ;

- Mise en place de comités nationaux de coordination pour la réduction des pertes post-récolte en vue d'identifier, prioriser et partager les pertes de données et les pratiques à travers une gamme de produits stratégiques et sensibiliser aux pertes post-récolte

- Mobiliser les fournisseurs de financement agricole pour allouer davantage de ressources financières en vue de répondre aux besoins d'investissement pour les pertes post-récolte dans les infrastructures agricoles

- Améliorer et développer les activités de vulgarisation agricole, de formation et de sensibilisation pour réduire les pertes post-récolte

(Le document des recommandations de politiques, y compris la justification de chaque recommandation, figure en annexe 8)

89- **Invite** les États membres qui se sont inscrits au Groupe de travail du COMCEC sur l'agriculture à participer activement à la 9ème réunion du Groupe de travail sur l'agriculture qui se tiendra le 23 février 2017 à Ankara avec pour thème « Réduire les déchets alimentaires dans les Pays membres de l'OCI » et sa 10ème Réunion qui se tiendra le 28 septembre 2017 sur le thème « Améliorer la performance des marchés agricoles: création et développement d'institutions de marché » et **demande également** aux États membres qui ne l'ont pas encore fait de s'inscrire au Groupe de travail du COMCEC sur l'agriculture.

90- **Salue** les efforts du Tchad, de l'Indonésie, du Suriname et de la Turquie pour la mise en œuvre réussie des projets respectifs suivants, dans le cadre du deuxième appel à projets du financement de projets du COMCEC:

- « Projet de soutien aux centres de formation agricole au Tchad » : Tchad, en partenariat avec la Turquie et le Burkina Faso,

- « Projet sur l'amélioration des revenus des petits et moyens agriculteurs dans les Etats membres de l'OCI par l'intermédiaire du Système Agricole Intégré » par l'Indonésie, en partenariat avec la Gambie, l'Egypte et le Soudan,

- « Projet sur les déficits dans la culture de légumes sous serre; Principes pour les zones climatiques tropicales » par le Suriname, en partenariat avec la Guyane et la Turquie,

- « Projet sur l'établissement de bases de données, de connexion de réseaux et de pages web de petits exploitants/coopératives agricoles familiales entre les Etats membres de l'OCI » par la Turquie en partenariat avec 19 pays membres.

91- **Note avec appréciation** les efforts déployés par la République de Turquie et par le SESRIC dans l'organisation de stages de formation sur les différents aspects techniques, agricoles et de sécurité alimentaire dans les États Membres dans le cadre du Programme de Renforcement des Capacités Agricoles de l'OCI.

92- **Prend note avec satisfaction** de l'organisation de la 7ème Session de la Conférence Ministérielle de l'OCI sur la Sécurité Alimentaire et le Développement Agricole ainsi que l'Assemblée Générale Inaugurale de l'Organisation Islamique pour la Sécurité Alimentaire (OISA) tenue du 26 au 28 avril 2016 à Astana, au Kazakhstan.

L'Allègement de la Pauvreté (Point 10 de l'ordre du jour)

93- **Prenant note avec appréciation** de la convocation de la 7ème Réunion du Groupe de Travail pour l'allègement de la Pauvreté, tenue le 11 février 2016 à Ankara avec le thème *«L'accès des Groupes Vulnérables aux Programmes de Protection Sociale dans les Pays Membres de l'OCI* », **se félicite** de ses recommandations de politiques suivantes;

- Promouvoir la formalisation du marché du travail via la création d'un environnement réglementaire pour faciliter la transition des affaires informelles au secteur formel et augmenter la productivité des personnes embauchées de manière informelle et des chômeurs de longue durée à travers les programmes de formation et de développement des compétences, les services du crédit et du développement des affaires

- Promouvoir une couverture gratuite et universelle des soins de santé pour les groupes vulnérables

- Développer des programmes spécifiques de filets de sécurité sociale afin d'améliorer l'accès des enfants vulnérables aux services de santé et d'éducation pour prévenir la transmission intergénérationnelle de la pauvreté.

- Concevoir des programmes spécifiques de filets de sécurité sociale afin d'offrir un revenu minimum régulier aux personnes inaptes à travailler (handicapés, ménages pauvres gérés par des femmes, personnes âgées sans pension), et de développer des programmes de filets de sécurité sociale (y compris les programmes d'activation) pour les personnes en mesure de travailler.

(Le document des recommandations de politique incluant la justification pour chaque recommandation est joint en Annexe 8)

94- **Prenant note avec appréciation** de la convocation de la 8ème Réunion du Groupe de Travail pour l'allègement de la Pauvreté, tenue le 3 novembre 2016 à Ankara, avec pour thème « *La Migration Forcée dans les Pays Membres de l'OCI : le Cadre des Politiques Adoptées par les Pays d'Accueil* », **se félicite** de ses recommandations de politique suivantes;

- Mettre au point un cadre de politique solide au niveau national, cohérent avec les législations et les mécanismes en vigueur dans les pays d'accueil, renforcer leurs capacités institutionnelles et humaines afin de gérer les divers flux de migration forcée, et répondre aux besoins des migrants

- Faciliter l'accès à des logements sûrs et à des prix abordables en vue de réduire les pénuries de logements, d'alléger le fardeau économique pesant sur les migrants et les communautés d'accueil, et de leur permettre de participer activement à la vie quotidienne dans le pays d'accueil

- Accroître l'accès des migrants forcés au marché du travail en leur assurant des permis de travail et en développant des programmes de perfectionnement de leurs compétences en vue de promouvoir leur autonomie

- Faciliter l'accès des migrants forcés aux services de santé et d'éducation en éliminant les obstacles pratiques, y compris les disparités linguistiques et les frais de service

- Collecter des données fiables sur la population des migrants forcés en vue d'accroître l'efficacité de l'élaboration et de la surveillance des politiques, ainsi que des processus d'évaluation

- Mobiliser le soutien et les ressources au niveau international et de l'OCI pour atténuer la pauvreté parmi les migrants forcés

95- **Appelle** les États membres inscrits au Groupe de Travail du COMCEC pour l'allègement de la Pauvreté à participer activement à la 9ème Réunion du Groupe de Travail qui se tiendra le 6 avril 2017 à Ankara sous le thème «*La Malnutrition dans les Pays de l'OCI: un Piège pour la Pauvreté* », et à la 10ème Réunion qui aura lieu le 5

octobre 2017 avec pour thème « *L'Éducation des Enfants Défavorisés dans l'OCI: la Clé pour Échapper à la Pauvreté »,* et **demande également** aux États membres qui ne l'ont pas encore fait de s'inscrire au Groupe de Travail du COMCEC pour l'allègement de la Pauvreté.

96- **Salue** les efforts déployés par le Cameroun, l'Iran, le Suriname et le SESRIC dans la mise en œuvre réussie des projets suivants, respectivement, sous le deuxième appel à projets dans le cadre du financement de projets du COMCEC :

- "Le projet sur le renforcement des capacités de la productivité agricole des petits producteurs du café et du cacao dans certains Etats d'Afrique Centrale et d'Afrique de l'Ouest par le biais de l'amélioration des pratiques phytosanitaires" par le Cameroun en partenariat avec le Nigeria et le Bénin

- « Le projet sur le Rôle de la Réadaptation à Base Communautaire dans la Réduction de la Pauvreté» par l'Iran en partenariat avec la Malaisie et l'Indonésie

- « Conception et mise en œuvre du Système de Gestion de l'Information pour le système FSS au sein du Ministère » par le Suriname en partenariat avec la Turquie et la Guyane

- « Améliorer les Capacités Statistiques des Pays Membres de l'OCI dans le cadre des Statistiques de la Pauvreté» par le SESRIC en partenariat avec 25 pays membres.

i) Fonds de solidarité islamique pour le développement (FSID) et Programme spécial pour le développement de l'Afrique (PSDA)

97- **Réitère** ses demandes aux Pays Membres qui se sont engagés auprès du FSID de s'acquitter de leurs engagements et à ceux qui ne se sont pas encore engagés de le faire pour permettre au Fonds d'entreprendre davantage de projets de développement dans les Pays Membres. La session demande aussi aux Pays Membres d'envisager de prendre volontairement des engagements supplémentaires.

98- **Appelle** les Pays membres à mettre en œuvre les résolutions du Conseil des gouverneurs de la BID concernant la donation de terrains Waqf au FSID afin d'investir et d'accroître ses ressources pour l'allègement de la pauvreté.

99- **Demande également** au FISD d'intensifier ses efforts de mobilisation et de promotion de ressources provenant de différentes sources y compris le secteur privé des Etats Membres.

100- **Salue** les efforts de la Banque islamique de développement (BID) dans la mobilisation de ressources provenant de différentes institutions financières pour la mise en œuvre du Programme Spécial pour le Développement de l'Afrique (PSDA).

ii) Plan d'Action du Coton de l'OCI

101- Rappelant les résolutions pertinentes des 30ème et 31ème Sessions du COMCEC sur le Programme du Coton de l'OCI, **se félicite** de l'allocation de la BID du financement nécessaire au projet du renforcement des capacités du SESRIC pour l'an 2017.

102- **Salue** la finalisation réussie du Programme avec le projet du renforcement des capacités du SESRIC, et exprime ses remerciements et appréciations à toutes les parties prenantes, ayant contribué au Programme.

103- **Prend note** des efforts déployés par le SESRIC dans l'organisation des stages de formation sur les différents aspects relatifs au coton dans les États membres dans le cadre du Programme de Formation du Coton de l'OCI (OCI-PFC) et exhorte les Centres d'Excellence en matière de Recherche sur le coton à renforcer leur coopération avec le SESRIC dans la mise en œuvre de ces stages de formation.

iii) Programme EFP-OCI

104- **Apprécie** les efforts continus du SESRIC dans l'initiation et la mise en œuvre de divers programmes de renforcement des capacités professionnelles et stages de formation dans différents domaines et zones d'intérêt des États membres en vue de renforcer les capacités et la qualité des ressources humaines dans ces pays et **appelle** le SESRIC à mobiliser davantage de ressources financières pour ledit programme.

105- **Demande** au SESRIC et à la BID de continuer à élaborer et à mettre en œuvre de nouveaux projets et initiatives dans le cadre des sous-programmes de l'EFP-OCI, et **appelle** les États Membres à participer et à soutenir les différents programmes du SESRIC sous le programme ***EFP-OCI***, par le biais de divers moyens, entre autres, l'activation du rôle de leurs Points Focaux Nationaux (PFN) dans cet important programme.

iv) Mise en œuvre des ODD

106- Tout en **rappelant** la recommandation pertinente de la 32ème Session du COMCEC, le Comité de Suivi **se félicite** de l'étude intitulée «Contributions des Institutions de l'OCI à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD)» menée par la BID et le Bureau de Coordination du COMCEC en coopération avec SESRIC, et **appelle** les États Membres et les institutions pertinentes de l'OCI à utiliser les résultats de cette étude.

107- **Demande** au Bureau de Coordination du COMCEC de compiler les activités qui sont menées pour la mise en œuvre des ODD dans les Pays Membres, et de soumettre un rapport à la prochaine session du COMCEC.

108- **Rappelant** la résolution pertinente de la 31ème session du COMCEC sur l'identification des domaines prioritaires des ODD pour les Etats Membres, **invite** les Etats membres à bien compléter le "Sondage sur les tendances des priorités des ODD dans les Pays Membres de l'OCI" conçu et diffusé par le SESRIC, et **demande** au SESRIC de soumettre un rapport sur les résultats de l'enquête à la 33ème Réunion du Comité de Suivi et à la 33ème Session du COMCEC.

109- **Confie** au SESRIC d'être le point focal, en coordination avec le Secrétariat Général de l'OCI, au niveau de l'OCI pour suivre le cadre indicateur des ODD, en cours d'élaboration actuelle par la communauté internationale des statistiques et de soumettre régulièrement un rapport sur le progrès enregistré en ce qui concerne l'achèvement du cadre indicateur des ODD aux sessions annuelles du COMCEC.

L'approfondissement de la coopération financière (Point 11 de l'ordre du jour)

110- **Prenant note avec appréciation de** la tenue à Ankara de la 6ème réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur la Coopération Financière, tenue les 17 et 18 mars 2016 sous le thème « Développer les Stratégies de la Finance Islamique dans les États membres de l'OCI », **se félicite de** ses recommandations de politique, en tant que lignes directrices de référence pour les Pays membres intéressés par l'élaboration de stratégies de finance islamique.

111- **Prenant note avec appréciation de** la tenue de la Septième Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur la Coopération Financière le 20 octobre 2016 à Ankara avec pour thème "L'Architecture Financière Islamique Nationale et Mondiale : Problèmes et Solutions Possibles pour les Pays Membres de l'OCI", **se félicite de** ses recommandations de politiques du Groupe de Travail suivantes, comme lignes directrices de références aux Pays membres intéressés par le développement d'une Architecture de Finance Islamique:

- Développer/Soutenir un cadre législatif pour la Finance Islamique en révisant les Lois sur la Finance Islamique, les Régimes de Taxation, le Cadre du règlement des litiges et la Loi sur la Faillite.
- Développer les Cadres Institutionnelles, de régulations, de Supervision des Industries de Services de la Finance Islamique nécessaires en adoptant des

normes développées par les Institutions d'Architecture de Finance Islamique, et en améliorant le Cadre National.

- Etablir un Cadre solide de Gouvernance en introduisant les Exigences de la Gouvernance de la Charia au niveau des Institutions Financières dans les lois et les règlementations sur la Finance Islamique.
- Promouvoir la Protection du Consommateur et l'Éducation Financière en assurant la divulgation totale des Contrats de Finance Islamique et en ayant des Programmes d'Éducation Financière afin d'accroitre la Sensibilisation et le niveau de compréhension des Transactions de Finance Islamique.
- Développer l'Infrastructure de Liquidité pour le Secteur de Finance Islamique, en émettant des Instruments de Liquidité en conformité avec la Charia, en développant un marché islamique actif des Capitaux, et en assurant des prêteurs de dernier ressort pour fournir des services en conformité avec la Charia.

(Le document des recommandations de politiques incluant la justification pour chaque recommandation figure en Annexe 8)

112- Appelle les États Membres s'étant inscrits au Groupe de Travail du COMCEC sur la Coopération Financière à participer activement à la huitième Réunion du Groupe de Travail sur la Coopération Financière qui se tiendra le 30 mars 2017, avec pour thème "Améliorer la Gestion de la dette publique dans les Pays Membres de l'OCI", ainsi qu'à la Neuvième Réunion qui se tiendra le 26 octobre 2017, avec pour thème "Diversification des Instruments de Finance Islamique", et appelle aussi les États Membres ne s'étant pas encore inscrits au Groupe de Travail du COMCEC sur la Coopération Financière, à le faire.

113- **Loue** les efforts de la Gambie, en partenariat avec le Nigeria et le Sierra Leone, pour la mise en œuvre réussie du projet intitulé « le Renforcement des Capacités en matière des instruments de finance islamique » sous le deuxième appel à projets dans le cadre du Financement de Projet du COMCEC.

114- **Loue également** les efforts de la Malaisie, en partenariat avec l'Azerbaïdjan, la Turquie et les EAU, pour la mise en œuvre avec succès du projet intitulé "Les Programmes de Renforcement des Capacités des Marchés Islamiques des Capitaux", sous le deuxième appel à projets dans le cadre du Financement de Projet du COMCEC.

i) Forum des Bourses des Etats membres de l'OCI

115- Rappelant les résolutions des 30ème et 31ème Sessions du COMCEC, **Prend note** du rapport de la 10ème Réunion du Forum des Bourses des Etats membres de l'OCI accueillie le 27 octobre 2016 par la Bourse d'Istanbul et **salue** la proposition du Forum d'établir une plateforme électronique sur le Web pour le commerce d'Or bien adaptée et ayant pour objectif ultime d'être une bourse d'or/ plateforme entre les Pays Membres volontaires. La Session a également **demandé** au Forum/Secrétariat du Forum de mener les études nécessaires pour la plateforme/ bourse proposée.

116- **Invite également** les États Membres intéressés à participer activement au Forum des Groupes de Travail afin de soutenir la plateforme/bourse proposée en accélérant le processus d'intégration des bourses et d'harmonisation des cadres de régulations.

117- **Salue** l'offre de la Bourse d'Istanbul en tant que Secrétariat du Forum des Bourses de Valeurs de l'OCI, d'accueillir l'onzième Réunion du Forum en 2017 à Istanbul, et **demande** à tous les Pays Membres d'y participer activement.

118- **Demande** aux États membres et à la BID d'encourager la promotion conjointe des Index et sous-indices S&P et COMCEC/OCI.

ii) Coopération entre les organes de régulation des marchés de capitaux

119- Rappelant les résolutions pertinentes des 30ème et 31ème Sessions du COMCEC, **prend note** du rapport de la 5ème réunion du Forum des organes de régulation des marchés des capitaux du COMCEC, accueillie par le Conseil des marchés des capitaux de la République de la Turquie le 27 octobre 2016 à Istanbul et **prend note de** la proposition du Forum d'établir une plateforme immobilière électronique du COMCEC entre les Etats Membres de l'OCI qui participent au Forum et sont intéressés par le sujet. La Session **demande aussi** au Forum/au Secrétariat du Forum de mener les études exhaustives afin d'identifier les phases nécessaires pour l'établissement de la plateforme proposée, avec le soutien des autorités nationales pertinentes et les bourses des titres des Etats Membres volontaires.

120- **Invite aussi** les États membres intéressés à participer activement aux études pour appuyer la plateforme proposée en identifiant leurs organes autorisés d'accélérer davantage de travail technique pour la création de la plateforme.

121- **Salue** les efforts déployés par les Groupes de Travail du Forum des organes de régulation des marchés des capitaux du COMCEC, en ce qui concerne les défis du marché, les bases de données, l'alphabétisation financière et le renforcement des capacités concernant le marché des capitaux islamique, et **invite** également les États Membres à soutenir les efforts du Forum, à travers la participation à ses réunions et à contribuer à l'accomplissement des mandats des Groupes de Travail.

122- **Se félicite** de la proposition du Conseil des marchés de capitaux de Turquie, en tant que Secrétariat du Forum, d'accueillir la Sixième réunion du Forum des organes de régulation des marchés de capitaux du COMCEC en 2017 à Istanbul et **demande** à tous les Etats membres de participer activement à cette réunion.

iii) Coopération entre les Banques Centrales et les Autorités Monétaires

123- **Salue** la proposition de la Banque Centrale de la Turquie d'accueillir la 15ème Réunion des Banques Centrales et des Autorités Monétaires des États Membres de l'OCI au cours du 2ème semestre de 2017 et **exhorte** les États Membres à participer activement à cette réunion**.**

124- **Salue** les programmes de formation et de renforcement des capacités organisés par le SESRIC entre les Banques Centrales et les Autorités Monétaires des États Membres dans divers aspects de coopération et **demande** au SESRIC de continuer à organiser de telles activités pour les institutions pertinentes dans les États Membres.

Échange de vues sur « le Développement des Stratégies de Finance Islamique dans les Pays Membres de l'OCI » (Point 12 de l'Ordre du Jour)

125- **Salue** les recommandations de politiques de la 6ème Réunion du Groupe de Travail sur la Coopération Financière concernant "le Développement des Stratégies des Finances Islamiques dans les Pays Membres de l'OCI", organisée les 17 et 18 mars 2016 à Ankara en Turquie, en tant que lignes directrices de référence pour les Pays membres intéressés par l'élaboration de stratégies de finance islamique.

Réf : Document de Recommandations de politiques (Annexe 7)

Thème de la Prochaine Session d'Echange de Vues

126- **Décide** que « l'Amélioration des Couloirs Transnationaux du Transport entre les Pays Membres de l'OCI » sera le thème de la Session d'échange de vues lors de la 33ème

Session du COMCEC et demande au Groupe de Travail du COMCEC sur le Transport et les Communications, en coopération avec les institutions pertinentes de l'OCI, de proposer des recommandations de politiques concrètes à ce sujet et d'en faire un rapport à la 33ème Session du COMCEC.

Date de la 33ème Session du COMCEC (Point 13 de l'Ordre du Jour)

127- **Décide** que la 33ème Réunion du Comité de Suivi aura lieu les 10 et 11 mai 2017 à Ankara, Turquie, et que la 33ème Session du COMCEC se tiendra du 20 au 23 novembre 2017, à İstanbul, Turquie

Autres questions (Point 14 de l'Ordre du jour)

i) Renouvellement des Membres du Bureau

128- **Élit** l'État du Qatar, la Malaisie et la République du Gabon comme vice-présidents du Bureau du COMCEC pour représenter les Régions Arabe, Asiatique et Africaine, respectivement, et la République Islamique de Pakistan comme Rapporteur, pour assumer leurs postes à partir de la 33ème Réunion du Comité du Suivi du COMCEC ; et suite aux élections, la composition du Comité du Suivi est comme suit ;

Pays	**Statut**
République de Turquie	: Président (Permanent)
État de Palestine	: Vice- Président (Permanent)
Royaume d'Arabie Saoudite	: Vice- Président (Permanent)
État du Qatar	: Vice-Président (Représentant de la Région Arabe)
Malaisie	:Vice-Président (Représentant de la Région Asiatique)
République du Gabon	:Vice-président (Représentant de la Région Africaine)
État du Kuwait	: Membre de l'Ancien Bureau
République d'Indonésie	: Membre de l'Ancien Bureau
République du Niger	: Membre de l'Ancien Bureau
République Islamique du Pakistan	: Rapporteur

- III -

RAPPORT
DE LA TRENTE-DEUXIÈME SESSION DU COMCEC

(İstanbul, du 21 au 24 novembre 2016)

Original : anglais

RAPPORT
DE LA TRENTE-DEUXIÈME SESSION DU COMITÉ PERMANENT POUR LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE DE L'OCI

(İstanbul, du 21 au 24 novembre 2016)

1. La trente-deuxième Session du Comité permanent pour la coopération économique et commerciale de l'Organisation de la coopération islamique (COMCEC) s'est tenue du 21 au 24 novembre 2016 à Istanbul.
2. Les représentants des Etats membres suivants de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) ont participé à la Session :

1- RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'AFGHANISTAN
2- RÉPUBLIQUE D'ALBANIE
3- RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE D'ALGÉRIE
4- RÉPUBLIQUE D'AZERBADJIAN
5- ROYAUME DU BAHRAIN
6- RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU BANGLADESH
7- RÉPUBLIQUE DU BÉNIN
8- BRUNEI DARUSSALAM
9- RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
10- RÉPUBLIQUE DU TCHAD
11-RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
12-RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI
13-RÉPUBLIQUE ARABE D'ÉGYPTE
14-RÉPUBLIQUE DU GABON
15-RÉPUBLIQUE DE GAMBIE
16-RÉPUBLIQUE DE GUINÉE
17-RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE
18-RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN
19-RÉPUBLIQUE D'IRAQ
20-ROYAUME HACHÉMITE DE JORDANIE
21-RÉPUBLIQUE DU KAZAKHSTAN
22-ÉTAT DU KOWEÏT
23-RÉPUBLIQUE KIRGHIZE
24-RÉPUBLIQUE DU LIBAN

25-LIBYE
26-MALAISIE
27-RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE
28-ROYAUME DU MAROC
29-RÉPUBLIQUE DU NIGER
30-RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE DU NIGERIA
31-SULTANAT D'OMAN
32-RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DU PAKISTAN
33-ÉTAT DE PALESTINE
34-ÉTAT DU QATAR
35-ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE
36-RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
37-RÉPUBLIQUE DU SIERRA LEONE
38-RÉPUBLIQUE DE SOMALIE
39-RÉPUBLIQUE DU SOUDAN
40-RÉPUBLIQUE DU TADJIKISTAN
41-RÉPUBLIQUE DE TUNISIE
42-RÉPUBLIQUE DE TURQUIE
43-TURKMÉNISTAN
44-RÉPUBLIQUE D'OUGANDA
45-ÉTAT DES ÉMIRATS ARABES UNIS
46-RÉPUBLIQUE D'OUZBÉKISTAN
47-RÉPUBLIUE DU YÉMEN

3. La Bosnie-Herzégovine, la Fédération de Russie, le Royaume de Thaïlande et la République turque de Chypre-Nord ont participé à la Session en tant qu'observateurs.

4. Outre le Secrétariat général de l'OCI et le Bureau de coordination du COMCEC, les institutions suivantes subsidiaires, spécialisées et affiliées de l'OCI ont participé à la Session:

1- Le Centre de Recherches Statistiques, Économiques et Sociales et de Formation pour les Pays Islamiques (SESRIC)
2- Le Centre Islamique pour le Développement du Commerce (CIDC)
3- Le Centre de recherches sur l'histoire, l'art et la culture islamiques (IRCICA)
4- L'Institut de normalisation et de métrologie des pays islamiques (INMPI)

5- Le Groupe de la Banque Islamique de Développement (BID)
6- La Chambre islamique de commerce, d'industrie et d'agriculture (CICIA)
7- L'Organisation de l'association islamique des armateurs (OAIA)
8- Fédération des consultants des pays islamiques (FCPI)
9- Fédération des entrepreneurs des pays islamiques (FEPI)
10- Université Islamique de la Technologie (UIT)
11- Association des institutions nationales de financement du développement dans les pays membres de la Banque islamique de développement (ADFIMI)

5. Des représentants des organisations internationales suivantes ont également assisté à la Session ministérielle et aux sessions spéciales :

1- Organisation de la coopération économique de la mer Noire (OCEMN)
2- Groupe des huit pays en développement (D-8)
3- Organisation de la coopération économique (OCE)
4- Organisation pour la Coopération Économique et Commerciale et la Banque de Développement (ECOBANK)
5- Conseil de Coopération du Golfe (CCG)
6- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

(Une copie de la liste des participants à la Trente-Deuxième Session du COMCEC figure en Annexe I)

6.La Réunion des hauts fonctionnaires du COMCEC précédant la Session ministérielle s'est tenue les 21 et 22 novembre 2016 sous la présidence de S.E. l'Ambassadeur Salih Mutlu ŞEN, Représentant permanent de la République de Turquie auprès de l'OCI. Les hauts responsables ont délibéré sur les points de l'ordre du jour et ont préparé les projets de résolution pour examen par la Session ministérielle.

Séance d'ouverture

7.La cérémonie d'ouverture de la Trente-deuxième Session du COMCEC s'est tenue le 23 novembre 2016 sous la présidence de S.E. Recep Tayyip ERDOĞAN, Président de la République de Turquie et Président du COMCEC.

8. Accueillant les délégués, S.E. ERDOĞAN a félicité le nouveau Secrétaire Général de l'OCI S.E. Yusuf bin Ahmad Al-Othaimeen et le nouveau Président de la Banque

islamique de développement S.E. Bandar Al Hajjar et leur souhaite tout le succès dans leur mission.

9.S.E. ERDOĞAN a souligné que le monde traverse une tourmente économique, sociale et politique depuis des décennies, en particulier dans la région des pays de l'OCI. Il a ajouté que les Pays islamiques ont été au centre d'événements désastreux. De plus, S.E. ERDOĞAN a indiqué qu'en tant que représentants du Monde islamique, nous avons convenu d'atteindre un monde de paix et de prospérité plus équitable.

10. S.E. ERDOĞAN a réaffirmé la priorité exprimée dans la Stratégie du COMCEC lors du 13ème Sommet islamique et a relevé que la mise en œuvre réussie de la stratégie est rendue possible par le bon fonctionnement remarquable des Groupes de travail et du Financement des projets du COMCEC. Insistant sur l'importance des recommandations de politique des Groupes de travail, S.E. ERDOĞAN, a invité les États membres à utiliser efficacement les Groupes de travail et le Financement des projets du COMCEC.

11. S.E. ERDOĞAN s'est référé à la croissance progressive du commerce intra-OCI et a souligné le potentiel de nos Etats membres dans le domaine du commerce. S.E. ERDOĞAN a noté que le volume du commerce intra-OCI pourra être augmenté à 25 pourcent. En vue d'atteindre cet objectif, le Système de Préférences Commerciales constitue une plateforme de prime importance en faveur des besoins des projets du COMCEC pour être mis en œuvre. Par conséquent, il a appelé les pays membres concernés à transmettre leurs listes de concessions actualisées pour l'opérationnalisation de ce système.

12. Abordant les défis financiers mondiaux, S.E. ERDOĞAN a souligné que la finance islamique présente un potentiel substantiel pour les Pays Musulmans. En ce qui concerne les instruments financiers qui peuvent élargir la portée de la coopération économique entre les Etats Membres de l'OCI, H.E. ERDOĞAN a invité les Etats Membres à soutenir et à faciliter le processus de création d'une Bourse de l'Or, qui offrira au Monde Islamique un énorme domaine de coopération bénéfique. S.E. ERDOĞAN a également réitéré sa proposition faite lors du 13ème Sommet Islamique à Istanbul concernant la création du Centre d'Arbitrage de l'OCI à Istanbul. S.E. ERDOĞAN a demandé que les efforts et les travaux soient consacrés à cette fin.

13. S.E. ERDOĞAN a déclaré que nous devrions nous assurer que nos pays sont résistants aux crises mondiales. Dans ce contexte, la finance islamique avec son approche basée sur l'actif et l'importance qu'elle attache aux valeurs morales fournit des solutions comme remèdes à de telles crises. À cet égard, S.E. ERDOĞAN a souligné que le thème

de la 31ème Session Ministérielle d'Échange de Vues, « Développement des Stratégies de Finance Islamique dans les Pays Membres de l'OCI » est particulièrement significatif.

(Une copie du texte du Discours Inaugural de S.E. Recep Tayyip ERDOĞAN figure en Annexe II.)

14. Suite au Discours Inaugural prononcé par S.E ERDOĞAN, le représentant du Secrétariat Général de l'OCI a prononcé un discours à la Séance d'Ouverture.

15. Son Excellence Dr Yousef Al-Othaimeen, Secrétaire général de l'OCI, a remercié le gouvernement de la République de Turquie pour l'hospitalité réservée aux délégués et a souligné l'adoption du Programme d'Action stratégique de l'OCI-2025 par le 13ème Sommet Islamique tenu à Istanbul, République de Turquie, les 14 et 15 avril 2016, qui a adopté plusieurs objectifs et cibles dans le domaine de la coopération socio-économique, y compris, entre autres, la nouvelle cible qui consiste à accroître le commerce intra-OCI de 25% d'ici 2025. Tout en soulignant son engagement à la mise en œuvre rapide du Programme d'Action de l'OCI-2025 et de diverses initiatives et instruments multilatéraux déjà convenus lors des réunions de l'OCI dans le domaine de la promotion du commerce et de l'investissement, il a réaffirmé que le Système de Préférences Commerciales de l'OCI (SPC-OCI) doit rester au centre de notre programme de facilitation du commerce. Par conséquent, il a exhorté les États Membres à commencer la mise en œuvre de ce mécanisme de réduction tarifaire en vue d'assurer l'accès aux marchés de l'OCI et l'augmentation conséquente du commerce Intra-OCI.

16. Le Secrétaire général a également énuméré les différents programmes phares, lancés durant l'année, dans le domaine de la promotion du commerce et de l'investissement, le développement du tourisme et des produits alimentaires Halal ainsi que le Programme Spécial pour l'Asie Centrale et a exprimé sa satisfaction quant aux progrès réalisés dans ces projets.
(Le texte du Discours du Secrétaire général de l'OCI figure en Annexe III)

17. Les Chefs des Délégations d'Arabie saoudite, de Niger et d'Indonésie ont prononcé des discours au nom des groupes régionaux arabes, africains et asiatiques respectivement. Ils ont exprimé leurs remerciements et leur reconnaissance à la République de Turquie pour l'hospitalité chaleureuse et l'excellente organisation de la Réunion. Ils ont également exprimé leur gratitude à S.E. ERDOĞAN pour ses sages directives et son leadership dans le renforcement de la coopération économique et commerciale entre les États Membres de l'OCI. Soulignant les défis émergeant de la stagnation économique dans le monde, ils ont mis l'accent sur l'importance de projets/programmes lancés sous les auspices du COMCEC. Ils ont également souligné le rôle du COMCEC visant à renforcer davantage la solidarité et la coopération entre les Pays Membres.

18. Les chefs de délégation ont également exprimé leur soutien et leur engagement à l'égard du COMCEC et ont souligné la nécessité d'améliorer la coopération sous les auspices du COMCEC.

19. S.E. Dr Bandar M. H. HAJJAR, Président du Groupe de la Banque Islamique de Développement (BID), a également prononcé un discours lors de la Session Inaugurale. S.E. Dr HAJJAR a félicité le COMCEC pour le choix du thème de la Session d'Echange de Vues et a souligné le rôle de la BID visant à relancer, réhabiliter et moderniser la Finance Islamique et frayer la voie aux transactions contemporaines de la Finance Islamique.

(Le texte du Discours du Président du Groupe de la BID figure en Annexe IV)

20. Suite à la Cérémonie Inaugurale, S.E. Recep Tayyip ERDOĞAN a accueilli les chefs des délégations.

Session de Travail Ministérielle

21. La Session de Travail Ministérielle de la trente-deuxième Session du COMCEC a été tenue le 23 novembre 2016 sous la présidence de S.E. M. Lütfi ELVAN, ministre du Développement de la République de Turquie.

22. La Session a adopté l'Ordre du jour de la trente-deuxième Session du COMCEC.

23. Suite à l'adoption de l'Ordre du jour, S.E. M. l'Ambassadeur Salih Mutlu ŞEN, en sa qualité de président de la Réunion des Hauts Fonctionnaires (RHF), a informé la session des résultats de la Réunion des Hauts Fonctionnaires , ainsi que des recommandations de la 6ème Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur la Coopération Financière sous le thème «Elaboration des Stratégies de la Finance Islamique dans les Pays membres de l'OCI», examinées par la RHF pour soumission à la Session Ministérielle.

24. Suite à la présentation de S.E. M. l'Ambassadeur Salih Mutlu ŞEN, la Session d'échange de vues de la 32ème Session du COMCEC a été organisée sous le thème « L'élaboration de stratégies de finance islamique dans les Pays membres de l'OCI ».

25. S.E. Dr. Bandar M. H. HAJJAR, Président du Groupe de la Banque Islamique du Développement (BID), a prononcé un discours sur l'importance de la finance islamique pour les initiatives de développement des Pays Membres. Dans ce sens, S.E. HAJJAR a souligné l'importance de l'élaboration des stratégies de finance islamique dans les Pays Membres. Dans ce contexte, S.E. HAJJAR a indiqué que la promotion de la visibilité et l'alphabétisation financière en matière de la finance islamique est cruciale pour étendre l'usage des instruments de finance islamique. S.E. HAJJAR a souligné que la BID

renforcerait la coopération avec les Pays Membres, les institutions de l'OCI et les autres Banques multilatérales de développement.
26. Par la suite, les ministres et chefs de délégation des Pays Membres ont fait des présentations sur les expériences de leurs pays en ce qui concerne l'industrie/le secteur de finance islamique dans les Pays membres, ainsi que sur le rôle potentiel du COMCEC à cet égard.

Événements parallèles / Sessions spéciales

27. La 29ème Réunion du Comité de session a eu lieu le 20 novembre 2016 en tant qu'événement parallèle avec la participation des institutions compétentes de l'OCI.

(Une copie du rapport de la 29ème Réunion du Comité de Session figure en Annexe V)

28- Une cérémonie de signature spéciale a eu lieu lors de la Séance de clôture de la Réunion des Hauts Fonctionnaires. Au cours de cette cérémonie, le Secrétariat Général de l'OCI et le Conseil turcique ont signé un mémorandum d'entente pour renforcer la coopération entre eux.

29. La Session spéciale sur « le Panel sur le financement de projets du COMCEC » a été tenue le 22 novembre 2016. Durant le panel, les porteurs des projets réussis financés dans le cadre du troisième appel à projets du financement de projets du COMCEC ont fait des présentations sur la mise en œuvre de leurs projets.

30. La Session spéciale sur « la perspective des gouverneurs quant à la conception de stratégies nationales de développement de la finance islamique » a été organisée le 24 novembre 2016. Le modérateur de la Session était Dr Hamed Hassan MERAH, Secrétaire général de l'Organisation de comptabilité et d'audit pour les institutions financières islamiques (AAOIFI). Les intervenants de cette session spéciale étaient M. Alper BATUR, Directeur général adjoint du secteur des relations et des échanges financiers, M. Saeed AHMAD, sous-gouverneur de la Banque d'Etat du Pakistan, et M. Yousuf Mohamed AL-JAIDA, Président Directeur Général (PDG) et Membre du Conseil d'administration du Qatar Financial Center.

31. La Session spéciale sur « la Perspective du secteur privé quant à la conception de stratégies nationales de développement de la finance islamique » s'est tenue le 24 novembre 2016. Le modérateur de la Session était M. Rafiuddin SHIKOH, PDG et Directeur général de Dinar Standard. Les intervenants de cette session spéciale étaient M. Hani Salem SONBOL, Président directeur général de la Corporation Internationale Islamique de Financement du Commerce (CIFC) du Groupe de la BID, M. Haluk DORTLUOĞLU, Directeur administratif et financier (DAF) de BİM A.Ş., Mme Siti Rosina ATTAULLAH, consultante principale de Sphere Consulting Services et ancienne

directrice de l'Unité islamique du marché des capitaux de KFH Research, et M. Fawaz Al ISSA, vice-président et PDG de Turkapital Holding.

32. La Session spéciale sur « les bases essentielles de la finance islamique » a été tenue le 24 novembre 2016. Le modérateur de la Session était Prof. Mehmet ASUTAY, Directeur du Centre d'économie et de finance islamiques de Durham. Les intervenants de cette session spéciale étaient Dr Mohamad HAMMOUR, Président directeur général de Guidance Financial Group, Prof. Habib AHMED, professeur de chaire Sharjah de Charia et de finance islamique à l'Université de Durham et ancien économiste à l'Institut islamique de recherche et de formation (IIRF), et Prof. Monzer KAHF, professeur d'économie et de système bancaire islamiques à Hamad Bin Khalifa Université.

33. La session spéciale sur « L'utilisation de la finance islamique dans le financement de projets d'infrastructure » a été organisée le 24 novembre 2016. Le modérateur de la Session était Prof. Mohamed Azmi OMAR, Directeur général de l'IIRF du Groupe de la BID. Les intervenants de cette session spéciale étaient M. Khalid Sulaiman ALSAEED, Spécialiste sénior du secteur financier au Fonds Monétaire International (FMI), M. Aykut Zafer TAŞEL, Directeur de la planification des investissements auprès de Turk Telekom Group, Mme Dato'Noorizah Hj ABD HAMID, PDG de Plus Malaysia Berhad, et Dr Vahdettin ERTAŞ, Président du Conseil des marchés de capitaux de la Turquie.

34. En tant qu'événements parallèles de la 32ème Session du COMCEC, l'Exposition sur le financement de projets du COMCEC (du 21 au 24 novembre) a été présentée du 21 au 24 novembre 2016.

Séance de clôture:

35. La Séance de clôture de la Trente-deuxième Session du COMCEC a eu lieu le 24 novembre 2016, sous la présidence de S.E. Lütfi ELVAN, ministre de Développement de la République de Turquie.

36. S.E. Yousef JUNAID, rapporteur de la Réunion des Hauts Fonctionnaires, a résumé les résultats de la Réunion des Hauts Fonctionnaires et a souligné quelques points saillants dans les Résolutions.

37. La Session a adopté la Résolution OIC/COMCEC/32-16/RES.

38. Deux Cérémonies spéciales de signature ont eu lieu lors de la Séance de clôture. Premièrement, la Société de la Foire Internationale du Koweït et le Centre Islamique pour le Développement du Commerce (CIDC) ont signé un Mémorandum d'entente (MoU) sur l'organisation de la Foire Commerciale Spéciale de l'OCI du 6 au 10 février 2018 à la ville du Koweït, Koweït. Deuxièmement, le Ministère de l'Entreprenariat national, de l'Artisanat et de la Promotion des PME de la République de Côte d'Ivoire et le CIDC ont

signé un Mémorandum d'entente (MoU) sur l'organisation du 3ème Forum Africain sur l'industrie des produits alimentaires Halal en 2017.

39. S.E. l'Ambassadeur Hameed OPELOYERU, Secrétaire général adjoint, a prononcé le discours de S.E. Dr Yousef AL-OTHAIMEEN, Secrétaire général de l'OCI. S.E. Dr Yousef AL-OTHAIMEEN a remercié S.E. Recep Tayyib ERDOĞAN pour sa direction éclairée et son soutien accordé aux activités du COMCEC. S.E. l'Ambassadeur OPELOYERU a également mentionné que les Pays Membres profitent des activités du COMCEC et souhaite la continuation de ces activités avantageuses.

40. S.E. Dr Abdulsalam OMER, Ministre des Affaires Etrangères et de la Promotion de l'Investissement de Somalie, a prononcé un discours au nom de tous les Pays Membres participants. Son Excellence le Ministre a exprimé sa gratitude à l'égard de la République de Turquie, du Secrétariat Général de l'OCI, du Bureau de Coordination du COMCEC, des institutions de l'OCI et toutes les autres pour leurs efforts déployés en vue de la finalisation réussie de la 32ème Session du COMCEC. Les chefs de délégation du Cameroun et du Gabon ont également exprimé leurs remerciements et leur appréciation au peuple de la République de Turquie pour l'accueil chaleureux réservé à toutes les délégations.

41. S.E. M. Lütfi ELVAN, ministre du Développement de la République de Turquie, a prononcé le discours de clôture lors de la Session. S.E. M. ELVAN a affirmé que l'incertitude et le stress au sein des marchés financiers font que la croissance du commerce mondial reste faible. Son Excellence a souligné que, dans un environnement aussi stagnant, les pays membres devraient avoir une économie plus compétitive pour atteindre des volumes du commerce plus élevés, qu'ils devraient également prendre les mesures nécessaires pour promouvoir l'investissement et la production à valeur ajoutée dans l'économie réelle plutôt que de dépendre de l'exportation de matières premières. Pour ce faire, nos pays membres devraient diversifier leurs partenaires commerciaux et renforcer les liens entre eux. À cet égard, Son Excellence a mis l'accent sur l'importance de l'opérationnalisation du SPC-OCI qui devrait être mis en pratique d'urgence, en vue de stimuler notre commerce intra-OCI.

42. S.E. ELVAN a également souligné que le volume actuel de finance islamique est de quelque 2 billions de US Dollars, ce qui représente à peu près 1 pourcent du marché financier mondial, et avec leurs principes éthiques stricts et leur approche fondée sur l'actif, les instruments de finance islamique peuvent jouer un rôle important dans la promotion des affaires bancaires reposant sur l'actif et des investissements d'infrastructure. Dans ce sens, les pays membres du COMCEC doivent préparer la voie à l'établissement d'une forte industrie de finance islamique, basée sur des stratégies et des législations nationales bien conçues. Le secteur privé doit aussi être encouragé à construire et à tirer profit des instruments de finance islamique. S.E. ELVAN a aussi mis l'accent sur la mise en œuvre avec succès de la Stratégie du COMCEC à travers les

Groupes de Travail du COMCEC et les mécanismes du Financement de Projet du COMCEC.

43. S.E. Lütfi ELVAN, a conclu son discours en soulignant l'importance pour les Pays Membres du COMCEC de participer activement aux divers programmes et projets de coopération, menés dans le cadre du COMCEC.

(Le texte du Discours de clôture de M. Lütfi ELVAN figure en Annexe VI)

44.Tous les documents soumis à la 32ème Session du COMCEC seront disponibles sur la page web du COMCEC (www.comcec.org).

A N N E X E S

ANNEXE

1

Original: anglais

LISTE DES PARTICIPANTS
À LA 32ème SESSION DU COMCEC
(Istanbul, du 21 au 24 november 2016)

A. MEMBER COUNTRIES OF THE OIC

ISLAMIC REPUBLIC OF AFGHANISTAN

- H.E. MOHAMMAD ISMAEEL RAHIMI
  Deputy Minister, Ministry of Economy

- Mr. KHAN MOHAMMAD ALAMIAR
  Director of Foreign Relations, Ministry of Economy

- Mr. M.A. FROUGH KAIFER
  Aid Management Relations, Ministry of Finance

- Mr. MOHAMMAD SAHIL RAHIMI
  Expert, Ministry of Economy

REPUBLIC OF ALBANIA

- Ms. EVISI KOPLIKU
  Director of European Integration & Projects, Ministry of Economic Development, Tourism, Trade and Entrepreneurship

PEOPLE'S DEMOCRATIC REPUBLIC OF ALGERIA

- H.E. Amb. LAHSSAN BOUFARES
  Ambassador, Embassy of Algeria to Turkey in Ankara

- Ms. BAHIA LEBCIR
  Consul General, Consulate General of Algeria in Istanbul

- Mr. DJAMEL ALLILI
  Director, Ministry of Territory Development, Tourism and Handicrafts

- Mr. MOHAND AMEZIANE HAMITI
  Protocol, Ambassador of Algeria in Ankara

- Ms. AMEUR KARIMA
  Senior Officer, Ministry of Foreign Affairs

REPUBLIC OF AZERBAIJAN

- H.E. SAHIB MAMMADOV
  Deputy Minister, Ministry of Economy

- Ms. INARA MUSTAFAYEVA
  Chief Adviser of Department on Cooperation with International Organisations, Ministry of Economy

KINGDOM OF BAHRAIN

- H.E. Amb. EBRAHIM YUSUF AL ABDULLA
  Ambassador, Embassy of Bahrain in Ankara

- Mr. TAWFEEQ ALMANSOOR
  Head of Department of International Organisations, Consulate of the Kingdom of Bahrain

- Mr. KOAMIL ABDULLA RAMADAN
  Third Secretary, Embassy of Bahrain in Ankara

PEOPLE'S REPUBLIC OF BANGLADESH

- Mr. MD. ABDUR RAUF
  Additional Secretary, Ministry of Commerce

- H.E. Amb. M. ALLAMA SIDDIKI
  Ambassador, Embassy of Bangladesh to Turkey

- Mr. SHAH MD ABU RAIHAN ALBERUNI
  Joint Secretary, Ministry of Food

- Mr. F.M. BORHAN UDDIN
  Consul General, Consulate General of Bangladesh in Istanbul

- Mr. MOHAMMAD MAHBUBUR RAHMAN BHUIYAN
  Deputy Secretary & COMCEC Focal Point, Ministry of Civil Aviation & Tourism

REPUBLIC OF BENIN

- H.E. ABDOULAYE BIOTCHANE
  Senior Minister, Ministry of Planning and Development

- Mr. MAHOUTON HOUNKANRIN
  Chargé d'Affaires, Embassy of Benin in Ankara

- Mr. ABDEL FADEL ABOU KABASSI
  Advisor to the Senior Minister, Ministry of Planning and Development

BRUNEI DARUSSALAM

- H.E. Amb. MOHD SAHRIP OTHMAN
  Ambassador, Embassy of Brunei Darussalam to Turkey

REPUBLIC OF CAMEROON

- H.E. Amb. IYA TIDJANI
  Ambassador, Permanent Representative to OIC, Embassy of Cameroon in Riyadh

- Mr. BOUBA AOUSSINE
  Counsellor, Ministry of Commerce

- Mr. AYOUBA DAMBA
  Senior Research Officer, Ministry of Economy, Planning and Regional Development

REPUBLIC OF CHAD

- H.E. MAHAMAT HAMID KOUA
  Minister, Ministry of Industry and Trade

- Mr. HAOUA BRAHIM DJABAYE
  Director General of Foreign Trade , Ministry of Industry and Trade

- Mr. ADANAO SALEH MOUSSA
  Counsellor Economist, Embassy of Republic of Chad in Turkey

REPUBLIC OF COTE D'IVOIRE

- H.E. ANZOUMANAN MOUTAYE
  Minister , Ministry of National Entrepreneurship, Craft Industry and SMEs Promotion of Côte d'Ivoire

- H.E. Amb. VAZOUMANA TOURE
  Permanent Representative to OIC, Ambassador, Ministry of Foreign Affairs, Embassy of Cote D'Ivore to Saudi Arabia

- H.E. Amb. YACOUBA ATTA
  Ambassador, Embassy of Cote d'ivoire to Turkey

- Mr. BAMBA SOUMAILA
  Research Officer, Ministry of Foreign Affairs

- Mr. VAHAMA KAMAGATE
  Research Officer, Ministry of Foreign Affairs

- Mr. ADINGRA PRINCE FLORENT MENZAN
  First Counsellor, Embassy of Cote D'Ivore to Turkey

- Mr. MADAME DOUCOURE
  Director General, Ministry of Commerce, Craft and SME Promotion of Côte d'Ivoire

- Mr. ANGAMAN JEAN BAPTISTE KOFFI
  Inspector, Ministry of Commerce, Craft and SME Promotion of Côte d'Ivoire

- Mr. CLAUDE PORCELLA KOUASSI
  Director, Ministry of Commerce, Craft and SME Promotion of Côte d'Ivoire

- Mr. KOUE PIERRE FRANCIS BOLOU
  Protocol Attache, Embassy of Cote d'Ivore to Turkey

- Mr. FRANCK GALLIET
  Assistant Director, Embassy of Cote d'Ivore in Ankara

- Mr. DONGUI OUATTARA
  Researcher, Embassy of Cote d'Ivore in Ankara

- Mr. MOHAMED DJIBRIL BELLO
  General Manager, Halal Cote d'Ivore

- Mr. IBRAHIM KAMAGATE
  Administrator, Halal Cote d'Ivore

REPUBLIC OF DJIBOUTI

- H.E. Amb. DYA EDDINE SAID BAMAKHRAMA
  Ambassador , Extraordinary & Plenipotentiary of the Republic of Djibouti to the Kingdom of Saudi Arabia

- H.E. Amb. ADEN HOUSSEIN
  Ambassador, Embassy of Djibouti in Ankara

- Mr. MOKTAR MOHAMED MOHAMOUD
  First Undersecretary, Embassy of Djibouti in Ankara

ARAB REPUBLIC OF EGYPT

- H.E. ACHRAF IBRAHIM
  Assistant Minister, Ministry of Foreign Affairs

- Mr. HATEM ABDEL KADER
  Representative of Egypt to the OIC in Jeddah, Ministry of Foreign Affairs

- Mr. HAYTHAM ABDELGHANY
  Commercial Consul, Egyptian Consulate in Istanbul

- Ms. ASMAA ADEL LABIB
  International Trade Analyst, Ministry of Trade and Industry

REPUBLIC OF GABON

- Mr. CLEMENT MASSALA MANDONGAULT
  First Counsellor, Embassy of Gabon in Ankara

- Mr. THIBAULT IFOUNGA
  Chief of Protocol Affairs, Embassy of Gabon in Ankara

REPUBLIC OF GAMBIA

- H.E. Amb. MAMADOU BADJIE
  Ambassador, Embassy of Gambia in Ankara

- Mr. SERING MODOU NJIE
  Deputy Head , Embassy of Gambia in Ankara

REPUBLIC OF GUINEA

- H.E. Amb. DAOUDA BANGOURA
  Ambassador, Embassy of Guinea in Turkey

- H.E. Amb. MAHMOUD NABANIOU CHERIF
  Ambassador of Riyadh, Embassy of Guinea in Saudi Arabia

- Mr. MAMADOUBA KANFORY BANGOURA
  Undersecretary of Ambassador of Riyadh, Embassy of Guinea in Saudi Arabia

- Mr. LAYE DAOUDA KONATE
  Chief of Protocol, Embassy of Guinea in Turkey

REPUBLIC OF INDONESIA

- H.E. BAMBANG P.S. BRODJONEGORO
  Minister, Ministry for National Development Planning

- H.E. Amb. WARDANA WARDANA
  Ambassador, Embassy of Indonesia in Ankara

- Mr. PUNGKY SUMADI
  Expert Staff on Leading Infrastructure Development sector, Ministry for National Development Planning

- Mr. HERRY SUDRADJAT
  Consul General, Consulate General of Indonesia in Istanbul

- Mr. TOARY WORANG
  Consul, Consulate General of Indonesia in Istanbul

- Mr. DANDY FIKHRIYANTO SOEPARAN
  Consul, Consulate General of Indonesia in Istanbul

- Ms. SHITA HAYU LUKITANINDYAH
  Second Secretary, Embassy of Republic of Indonesia to Turkey

- Ms. IDA HUMAIDAH
  Vice Consul, Consulate General of Indonesia in Istanbul

- Ms. SILVIA KORKMAZER
  Delegate, Embassy of Indonesia in Ankara

ISLAMIC REPUBLIC OF IRAN

- Ms. ZOHREH BAHREHBAR
  Deputy Director General, Ministry of Economic Affairs and Finance

- Ms. MAHSA ZIAEDDINI
  Senior Expert, Ministry of Economic Affairs and Finance

- Mr. MEHRDAD FARAHABADI
  Head of Inspection of Financial Institutions, Securities and Exchange Organization

REPUBLIC OF IRAQ

- Mr. HASHIM MOHAMMED AL SUDANI
  Director General, Ministry of Trade

- Mr. SIDDEQ SH OBAID
  Director of Department, Ministry of Trade

- Mr. MOHAMMED IBRAHIM AL MAGAZACHI
  Deputy Commercial Attache, Embassy of Iraq to Turkey

HASHEMITE KINGDOM OF JORDAN

- H.E. YUSUF MANSUR
  Minister, Ministry of State for Economic Affairs

- Mr. ZAHER EID AL QATARNEH
  Director, Foreign Trade Policies Directorate, Ministry of Industry, Trade & Supply of Jordan

- Mr. NABEEL AL TEL
  Director Assistant of Foreign Trade Policies Directorate, Ministry of Industry, Trade and Supply

REPUBLIC OF KAZAKHSTAN

- Mr. YESSENGELDIYEV ALIMKHAN
  Charge D'affairs, Embassy of Republic of Kazakhstan to Turkey

- Mr. BIRZHAN ZHUMAGULOV
  Chief Expert, Ministry of National Economy

THE STATE OF KUWAIT

- Mr. KHALEFA MUSAIED HAMADAH
  Undersecretary, Ministry of Finance

- Mr. MOHAMMAD AL MOHAMMAD
  Consul General, Consulate General of Kuwait in Istanbul

- Mr. SHEIKH NIMER ALSABAH
  Assistant Undersecretary for International Organization & Foreign Trade Affairs, Ministry of Commerce and Industry

- Mr. NABEEL ALMEZYAD
  Director of International Economic Cooperation Department, Ministry of Finance

- Mr. ALI HAMADAH
  Vice Consul & Consular, Consulate General of Kuwait in Istanbul

- Mr. SAAD ALRASHIDI
  Head of the OIC Affairs Division, Ministry of Finance

- Mr. ABDULLAH ALHERZ
  Head of International Relations Section, Ministry of Commerce and Industry

- Mr. SALEM ALBATHER
  Economic Researcher, Ministry of Finance

- Mr. EMAD TIFOUNI
  Observer, Chairman of Kuwait International Fair, MOU

- Mr. ABDULRAHMAN ALNASSR
  Observer, Chief Executive Director, MOU

- Ms. BASMA ALDEHAIEM
  Observer, Marketing and Sales Executive Director, MOU

- Mr. HUSSEIN MOKHTAR
  Observer, Financial Controller, MOU

- Mr. ABDULAZIZ ALMANEA
  Observer, Administration Department Manager, MOU

KYRGYZ REPUBLIC

- H.E. ARZYBEK KOZHOSHEV
  Minister , Ministry of Economy

- Mr. NURBEC MAKSUTOV
  Minister Counsellor, Ministry of Economy

REPUBLIC OF LEBANON

- Mr. HANI CHEMAITELLY
  Consul General , Consulate General of Lebanon in İstanbul

LIBYA

- Mr. MOHAMED A.E. ELKONI
  Director of International Cooperation Department, Ministry of Foreign Affairs

- Mr. ZARRUGH ABDULSELAM ALAZHARI
  Deputy Attache, Consulate General of Libya in Istanbul

- Mr. ESAM SALIM AL MALHOUF
  Representative of COMCEC, Ministry of Economy

- Mr. ABDURAZZAQ T. ABUJRAD
  Director of Asia, Ministry of Foreign Affairs

- Mr. MOHAMED ZREG
  First Secretary, Ministry of Foreign Affairs

- Ms. FEHIMA R. AMBAREK
  Counsellor, Ministry of Foreign Affairs

- Mr. KADİR AŞKIN
  Ambassador of Libya, Embassy of Libya

MALAYSIA

- H.E. Amb. ABD RAZAK ABDUL WAHAB
  Ambassador of Malaysia to Turkey, Ministry of Foreign Affairs

- Mr. IDZHAM ABDUL HAMID
  Director, Matrade Istanbul, Ministry of International and Industry

- Mr. FAIZALKHAN JAAFAR
  Assistant Director, Matrade Istanbul, Ministry of International Trade and Industry

- Mr. DATUK MOHD RADZIF MOHD YUNUS
  Group Managing Director, Small Medium Enterprise Development Bank Malaysia Berhad (SME BANK)

- Mr. WAN ZAINUDDIN WAN MUDA
  Vice President, Small Medium Enterprise Development Bank

- Mr. ZAINI A KARIM
  Senior Manager, Small Medium Enterprise Development Bank Malaysia Berhad (SME BANK)

ISLAMIC REPUBLIC OF MAURITANIA

- H.E. Amb. MOHAMED AHMED LEHWEIRTHI
  Ambassador, Embassy of Mauritania in Ankara

- Mr. MUSTAFA ABBAS HUSSAIN
  External Relatıons Officer, Embassy of Mauritania in Ankara

- Mr. FARIS HASAN MOHMMED ALQADHI
  Embassy Officer, Embassy of Mauritania in Ankara

KINGDOM OF MOROCCO

- Ms. LATIFA ELBOUABDELLAOUI
  Director of International Trade Relations, Ministry Delegate in charge of Foreign Trade

- Mr. YOUSSEF BENABDOUH
  Officer in charge of OIC Affairs and Trade Relations with Islamic and Arab Countries, Ministry Delegate in charge of Foreign Trade

- Mr. ADEM ÖZDEMİR
  Protocol, Consul General of The Kingdom of Morocco in Istanbul

- Ms. NESHA TATIACHE
  Vice Consul, Consulate General of Morocco in Istanbul

- Mr. HİBATALLAH FAOUZİ
  Vice Consul, Consulate of Morocco in İstanbul

REPUBLIC OF NIGER

- H.E. SEYDOU SADOU
  Minister, Ministry of Trade and Private Sector Promotion

- H.E. Amb. ADAM ABDOULAYE DAN MARADI
  Ambassador, Embassy of Niger in Ankara

- Mr. ALASANE SOULEYMANE
  General Manager, Food Products Office of Niger

- Mr. GOUMAT MAHAMA
  Manager, Ministry of Tourism

- Mr. SALEY MATO
  General Manager, Ministry of Trade and Private Sector Promotion

- Mr. ZADA MARIAMA
  Deputy Undersecretary, Ministry of Trade and Private Sector Promotion

- Mr. MAMADOU ADAM
  Chief of Department, Ministry of Transportation

- Mr. MOUSTAPHA ABDOU
  Chief of Department, Ministry of Foreign Affairs

- Mr. RAOUFOU MOUSSA ISSAKA
  Administrative Director, Ministry of Trade and Private Sector Promotion

- Mr. ALIFIDJA HADJI
  Representative, The Chamber of Trade and Industry

FEDERAL REPUBLIC OF NIGERIA

- H.E. Amb. MOHAMMED A. MUSAWA
  Undersecretary Administration and Finance, Ministry of Foreign Affairs

- H.E. Amb. NAOMI DAJO-CHUKWUMAEZE
  Director, Global Institution Department

SULTANATE OF OMAN

- H.E. SULTAN BIN SALIM BIN SAID AL HABSI
  Minister and Secretary General, Supreme Council for Planning

- Mr. HAMOUD BIN ABDULLAH AL ALAWI
  Director General of Economic Relations, Supreme Council for Planning

- Mr. RIAD BIN SAIF AL DGESHY
  Coordinator of the Secretary General, Supreme Council for Planning

- Mr. SALIM BIN MOHAMMAD AL HAJRI
  Economic Researcher, Supreme Council for Planning

ISLAMIC REPUBLIC OF PAKISTAN

- Mr. YOUSAF JUNAID
  Consul General, Ministry of Commerce

- Mr. DILDAR ALI ABRO
  Vice Consul, Ministry of Foreign Affairs, Consulate General in Pakistan

- Mr. TUNA CAKAR
  Secretary to Consul General, Consulate General of Pakistan in Istanbul

- Mr. AMIR BARLAS
  Protocol Officer, Ministry of Foreign Affairs, Consulate General in Pakistan

- Mr. UBAID UR RAHMAN DOGAR
  Officer, Consulate General of Pakistan in Istanbul

THE STATE OF PALESTINE

- H.E. ABEER ODEH
  Minister, Ministry of National Economy

- H.E. Amb. FAED MUSTAFA
  Ambassador, Embassy of Palestine in Ankara

- Mr. RAFAT RAYYAN
  Director General, Ministry of National Economy

- Mr. ABDUL KERIM
  Consul General, Consulate General of Palestine in Istanbul

- Mr. AZMI ABU GHAZALEH
  Counsellor, Embassy of Palestine in Ankara

STATE OF QATAR

- H.E. SHEIKH AHMED BIN JASSIM BIN MOHAMMED AL THANI
  Minister, Ministry of Economy and Trade

- Mr. KHALID HAMAD AL SULAITI
  Consul General, Consulate General of Qatar in Istanbul

- Mr. AHMED AHEN
  Director, Ministry of Economy and Commerce

- Mr. HASAN ABDALLA AL MUHANEDI
  Expert, Ministry of Economy and Commerce

KINGDOM OF SAUDI ARABIA

- H.E. Dr. MAJID ABDULLAH AL KASABI
  Minister, Ministry of Trade and Investment

- Mr. ABDULRAHMAN ALHARBI
  Deputy Minister, Ministry of Foreign Trade

- Mr. MAJID SALEH AL MIRZAM
  Assistant Deputy Minister

- Mr. FAISAL ABDULLAH ALAMOUDI
  Director, Ministry of Foreign Affairs

- Mr. SAMI ABDULAZIZ AZZEBIN
  Director, Ministry of Commerce and Investment

- Mr. ABDULLAH ALHUSSAIN
  Protocol, Consulate General of Saudi Arabia in Istanbul

- Mr. ABDULRAHMAN AL HUSSAIN
  Advisor to the Minister of Media

- Mr. HUSSIN EED ALRASHEED
  Economist, Ministry of Commerce and Investment

- Mr. MUSA ŞAYLAN
  Assistant, Consulate General of Saudi Arabia in Istanbul

- Mr. ABDULLAH ALMOQBEL
  Photographer

REPUBLIC OF SENEGAL

- Mr. MOUSTAPHA FALL
  Chancellor of Foreign Affairs, First Secretary , Embassy of Senegal in Ankara

- Ms. AMINATA KANE
  Head of Office of Bilateral Affairs, Ministry of Trade

- Mr. EMİN ÇAKMAK
  Honorary Istanbul Consulate, Republic of Senegal

REPUBLIC OF SIERRA LEONE

- H.E. Dr. MOHAMED GIBRIL SESAY
  Minister, Ministry of State for Foreign Affairs and International Cooperation

- Mr. SULAY-MANAH KPUKUMU
  Charge d'Affaires, Minister Counsellor, Permanent Mission of Sierra Leone to the OIC, Riyadh

REPUBLIC OF SOMALIA

- H.E. Dr. ABDUSALAM H. OMER
  Minister, Minister of MFA and Investment Promotion

- Mr. SALEIMAN MOHAMED KARSHE
  Counselor, Embassy of Somalia in Ankara

- Mr. HINDA AHMED ALI
  Aide to the MFA Minister, Ministry of MFA & Investment Promotion

REPUBLIC OF SUDAN

- H.E. Amb. OSMAN EL DIRDIERI EL MUBARAK
  Ambassador, Ministry of Foreign Affairs

- H.E. Dr. EMAD MIRGHANI
  Consul General, Consulate General of Sudan in Istanbul

- Mr. ALI MOHAMED ALI
  Vice Consul, Sudanese Consulate General in Istanbul

- Mr. ELAMIN ADAM ABULELGASIM
  Economic Counsellor, Sudanese Consulate General in Istanbul

- Mr. MAHASSIN SIDAHMED
  Attaché, Consulate General of Sudan in Istanbul

REPUBLIC OF TAJIKISTAN

- H.E. Amb. ILYOSIDDIN KAMOLIDDINZODA
  Deputy Minister, Minister of Economic Development and Trade of the Republic

- Mr. MAFTUN JUMAEV
  Third Secretary, Embassy of Tajikistan

- Mr. EMRAH DOĞAN
  Interpreter, Embassy of Tajikistan in Ankara

REPUBLIC OF TUNISIA

- H.E. FAYÇAL HAFIANE
  Secretary of State to the Minister of Industry and Trade, Ministry of Industry and Trade

- Ms. NEYLA CHALA EP CHABAANE
  Consul General, Consulate General of Tunisia

- Mr. ANIS HAJRI
  Counselor, Embassy of the Republic of Tunisia

- Mr. FAOUZI HIDRI
  Consul, Consulate General of Tunisia

REPUBLIC OF TURKEY

- H.E. MEHMET ŞİMŞEK
  Deputy Prime Minister, Prime Minister's Office

- H.E. LÜTFİ ELVAN
  Minister, Ministry of Development of Turkey

- H.E. Amb. SALİH MUTLU ŞEN
  Ambassador, OIC Permanent Representative, Ministry of Foreign Affairs

- H.E. OSMAN ÇELİK
  Undersecretary, Undersecretariat of Treasury

- Mr. RAMAZAN GÜVEN
  Deputy Undersecretary, Ministry of Development

- Mr. AHMET BUÇUKOĞLU
  Chairman and General Director, Development Bank of Turkey

- Ms. AYŞEGÜL ÇERÇİ
  Manager, Development Bank of Turkey

- Mr. ALPER BATUR
  Deputy General Manager, Undersecretariat of Treasury

- Mr. SIDDIK KAYA
  Head of Department, Ministry of Customs and Trade

- Mr. TOLGA UÇAK
  Head of Department, Republic of Turkey, Ministry of Foreign Affairs

- Mr. YÜCEL ÖZBİLGİN
  Head of Department, Development Bank of Turkey

- Mr. MÜCAHİT ARMAN
  Head of Strategic Development Department, General Directorate of Turkish Highways

- Mr. MEHMET YEŞİLYAPRAK
  Head of Department, EximBank

- Mr. NEVZAT FIRAT KUNDURACI
  Head of Department, Ministry of Family and Social Policy

- Mr. BAHATTİN SEKKİN
  Assistant General Manager, Development Bank of Turkey

- Ms. GÜL ERTAN İLAL
  Head of Department, Capital Markets Board

- Mr. AHMET VOLKAN GÜNGÖREN
  Head of Department, Ministry of Food, Agriculture and Livestock

- Mr. TAYLAN ÖZGÜR AYDIN
  Acting Head of Department, Republic of Turkey, Ministry of Foreign Affairs

- Ms. AYLİN BEBEKOĞLU
  Head of Department, Ministry of Economy

- Mr. RECAİ BİBEROĞLU
  Head of Department, Development Bank of Turkey

- Ms. BANU ERKÖK
  Director, EximBank

- Mr. KÜRŞAT YILMAZ
  Director of International Relations, Turkish Standards Institution

- Mr. UFUK GÖKÇEN
  Acting Deputy Director General, Republic of Turkey, Ministry of Foreign Affairs

- Mr. FERRUH TIĞLI
  Counsellor, Ministry of Development

- Mr. METİN KARAKAYA
  Expert, Development Bank of Turkey

- Ms. ELİF AÇIKPORTALI
  Representative of OIC Member States Stock Exchanges Forum, Borsa Istanbul
- Mr. RECEP BİLDİK

  Representative of OIC Member States Stock Exchanges Forum, Borsa Istanbul

- Mr. OĞUZHAN ALOĞLU
  Representative of OIC Member States Stock Exchanges Forum, Borsa Istanbul

- Mr. MAHSUT DEMİROĞLU
  Representative of OIC Member States Stock Exchanges Forum, Borsa Istanbul

- Ms. SEÇİL SAYIN KUTLUCA
  Senior Legal Expert, Capital Markets Board

- Mr. AHMET ŞEVKET DAYIOĞLU
  EU Expert, Ministry of Customs and Trade

- Mr. ŞENOL SANCAK
  Expert, Ministry of Customs and Trade

- Ms. EDA AKÇA
  Expert, Development Bank of Turkey

- Ms. ÖZGÜ EVİRGEN
  Specialist, Central Bank of Turkey

- Ms. ŞEHLA ALİ HASAN
  Expert, The Union of Chambers and Commodity Exchanges of Turkey

- Mr. ORHAN İNCİ
  Assistant Expert, EximBank

- Mr. MAHMUT ZEKİ AYDOĞMUŞ
  Assistant Expert, EximBank
- Mr. UTKU ŞEN
  Assistant Expert, Undersecretary of Treasury

- Mr. YUNUS KAYA
  Assistant Expert, Undersecretary of Treasury

- Mr. NURULLAH ASIM AKBULUT
  Assistant Foreign Trade Expert, Ministry of Economy

- Mr. SERKAN YILMAZ
  Engineer, General Directorate of Turkish Highways

TURKMENISTAN

- H.E. BEGJAN KAKAJANOV
  Deputy Minister, Ministry of Economy and Development of Turkmenistan

- H.E. Amb. ISMANKULI AMANLYEV
  Ambassador, Embassy of Turkmenistan in Ankara

- Mr. VEPA GURBANOV
  Deputy Head of Foreign Economic Activity Department, Ministry of Economy and Development of Turkmenistan

REPUBLIC OF UGANDA

- H.E. MATIA KASAIJA
  Minister, Minister of Finance

- Mr. ISHIMWE COLLINS
  Focal Point COMCEC Working Group Member

- Mr. HIROME ABUBAKAR MAGULU
  Desk Officer, Embassy of Uganda in Riyadh

STATE OF THE UNITED ARAB EMIRATES

- H.E. MOHAMMED AHMED ABDELAZIZ AL SHEHHI
  Undersecretary, Ministry of Economy

- Mr. KHALIFA ABDULRAHMAN AL MARZOOQI
  Consul General, Consulate General of United Arab Emirates in Istanbul

- Mr. NIZAR FAYSAL AL MASHAL
  Director of Economic Agreements and Joint Committees, Ministry of Economy

- Ms. FATIMA KHAMIS AL HAMMADI
  Responsible of Economic Agreements, Ministry of Economy

- Ms. SUMAYYA MOHAMMED AL JANAHI
  Office of the Undersecretary, Ministry of Economy

- Mr. ABDULLAH BIN HUWAIDAN AL KATBI
  First Secretary, Consulate General of United Arab Emirates in Istanbul

- Ms. AMIRA ABDULLAH AL DAHMANI
  Specialist Economic Organizations of the Department of Economic and Commercial Affairs, Ministry of Foreign Affairs & International Cooperation

- Mr. FAHRETTİN GÖKAY
  Public Relation Officer, Consulate General of United Arab Emirates in Istanbul

REPUBLIC OF UZBEKISTAN

- Mr. UCHKUN KHUSANOV
  Counsellor, Embassy of Uzbekistan in Ankara

REPUBLIC OF YEMEN

- H.E. MANSOOR ALI SAEED BAGGSH
  Deputy Minister, Ministry of Foreign Affairs

- H.E. Amb. ABDULLAH ALI FADHEL AL SAADI
  Ambassador, Embassy of Yemen to Turkey

- Mr. EMAD MAHFOUDH SAEED BAMATRAF
  Second Secretary, Political Affairs Officer, Embassy of Yemen in Ankara

B. OBSERVER COUNTRIES

BOSNIA AND HERZEGOVINA

- H.E. Amb. DAMIR DZANKO
  Ambassador, Embassy of Bosnia Herzegovina in Ankara

RUSSIAN FEDERATION

- H.E. Amb. KONSTANTIN VICTOR SHUVALOV
  Ambassador At Large, Ministry of Foreign Affairs

KINGDOM OF THAILAND

- Mr. NIWAT HANSAWARD
  Consul Commercial, Royal Thai Honorary Consulate General in Istanbul

- Mr. BENYAPAA SRINILTAA
  Trade Officer, Royal Thai Honorary Consulate General in Istanbul

- Ms. MİHRİBAN AKIN AKYOL
  Assistant to the Director of Thai Trade Center, Royal Thai Honorary Consulate General in Istanbul

TRNC

- H.E. SUNAT ATUN
  Minister, Ministry of Economy and Energy

- Mr. FAHRİ YÖNLÜER
  Consul General, Consulate General of Northern Cyprus in Istanbul

- Mr. EREK ÇAĞATAY
  Consul, Consulate General of Northern Cyprus in Istanbul

- Ms. ASU MUHTAROĞLU
  Consul, Consulate General of Northern Cyprus in Istanbul

- Mr. KEREM İZMEN
  Consul, Consulate General of Northern Cyprus in Istanbul

- Ms. OYA TUNCALI
  Director, Ministry of Foreign Affairs

- Ms. HURŞİDE BAYBORA
  Director, Ministry of Economy and Energy

- Ms. NALAN NAZLI
  Director, Ministry of Economy and Energy

- Mr. MUSTAFA DEVECİ
  Director, Ministry of Economy and Energy

- Ms. EBRU KAPTAN SERTOĞLU
  Coordinator, Ministry of Economy and Energy

- Mr. ALİHAN PEHLİVAN
  Press Agent, Ministry of Economy and Energy

C. THE OIC GENERAL SECRETARIAT

- Dr. YUSUF BIN AHMED EL USEYMIM
  OIC General Secretary

- H.E. Amb. HAMEED A. OPELOYERU
  Assistant Secretary General, Department of Economic Affairs

- Amb. MOUHAMADOU DOUDOU LO
  Director General, Department of Economic Affairs

- Mr. GHOLAMHOSSEIN DARZI
  Director, Department of Economic Affairs

D. THE OIC SUBSIDIARY ORGANS

STATISTICAL, ECONOMIC, SOCIAL RESEARCH AND TRAINING CENTER FOR ISLAMIC COUNTRIES(SESRIC)

- Amb. MUSA KULAKLIKAYA
  Director General

- Mr. NEBIL MOHAMED ALI DABUR
  Assistant Director General

- Ms. ZEHRA ZÜMRÜT SELÇUK
  Director of Statistics and Information Department

- Mr. MEHMET FATİH SERENLİ
  Director of Training/Technical Cooperation Department

- Dr. KENAN BAĞCI
  Senior Researcher

ISLAMIC CENTER FOR THE DEVELOPMENT OF TRADE(ICDT)

- Mr. EL HASSANE HZAINE
  Director General

- Mr. MAMOUDOU BOCAR SALL
  Head of Studies & Training

RESEARCH CENTER FOR ISLAMIC HISTORY, ART AND CULTURE(IRCICA)

- Mr. HALİT EREN
  Director General

- Mr. NEZIH MARUF
  Advisor, Director General of IRCICA

- Mr. SADIK ÜNAY
  Senior Researcher

- Mr. ZEKİYE ZEYNEP DURUKAL ABUHUSAYN
  Advisor

- Mr. MUSTAFA YILMAZ

ISLAMIC UNIVERSITY OF TECHNOLOGY(IUT)

- Prof. Dr. MUNAZ AHMED NOOR
  Vice Chancellor

E. SPECIALIZED ORGANS OF THE OIC

ISLAMIC DEVELOPMENT BANK(IDB)

- H.E. Dr. BANDAR M. H. HAJJAR
  President

- Mr. HABIB AHMED SYED
  General Manager, ITFC

- Mr. OUSSAMA ABDUL RAHMAN KAISSI
  CEO, ICIEC

- Mr. NASSER ALTHEKAIR
  Assistant GM, Trade Finance, ITFC

- Mr. ABDULHAKIM ELWAER
  Director , Cooperation and Resources Mobilization

- Mr. SALAH AMER JELASSI
  Director Resident Representative

- Mr. MOHAMED ABIDA
  Manager, President Office

- Mr. AYHAN KARACA
  Manager, ITFC

- Mr. MAROUAN ABID
  Manager, CEO Office, ITFC

- Mr. HARUN ÇELİK
  Senior Relationship Manager, CGO Turkey, ITFC

- Mr. AZHARI GASIM AHMED
  Lead Economist

- Mr. DJAMEL GHRIB
  Senior Technical Assistant, Ceo's Office, ICIEC

- Mr. HANI SALEM SONBOL
  Chief Executive Officer

- Ms. FATMA GAMZE SARIOĞLU
  Representative, ICIEC

- Ms. SELMA ASLAN
  Executive Assistant

F. AFFILIATED ORGANS OF THE OIC

ISLAMIC CHAMBER OF COMMERCE, INDUSTRY AND AGRICULTURE(ICCIA)

- Ms. ATTIYA NAWAZISH ALI KHAN
  Assistant Secretary General

- Mr. ELSADIG GADALLA MUKHAYER IBRAHIM
  Incharge Public Relations & Arabic Section

ORGANIZATION OF THE ISLAMIC SHIPOWNERS ASSOCIATION(OISA)

- Dr. ABDULLATIF BIN ABDULLAH BIN SULTAN
  Secretary General

- Ms. HEBA ABDULLATIF BIN ABDULLAH BIN SULTAN
  HR & Legal Manager

- Mr. MOHAMMAD ZAFAR BHATTI
  Director Finance

ASSOCIATION OF NATIONAL DEVELOPMENT FINANCE INSTITUTIONS IN MEMBER COUNTRIES OF THE ISLAMIC DEVELOPMENT BANK(ADFIMI)

- Mr. MEHMET EMİN ÖZCAN
  Chairman, Board of Directors

FEDERATION OF CONSULTANTS FROM ISLAMIC COUNTRIES(FCIC)

- Mr. LEVENT GELGİN
  Vice President

- Mr. HALİL AGAH
  Executive Director

FEDERATION OF CONTRACTORS FROM ISLAMIC COUNTRIES(FOCIC)

- Mr. LAHJOUJI ABDERRAHIM ALAMI
  Deputy President of Federation of Contracts from Islamic Countries

STANDARDS AND METROLOGY INSTITUTE FOR ISLAMIC COUNTRIES(SMIIC)

- Mr. İHSAN ÖVÜT
  Secretary General

- Mr. LOTFI BEN SAID
  Assistant Secretary General

- Mr. YASİN ZÜLFİKAROĞLU
  Expert

G. OTHER INTERNATIONAL INSTITUTIONS

GULF COOPERATION COUNCIL(GCC)

- Mr. KHALIFA BIN MUHAMMED AL WAHABI
  Head of Trade Department

- Ms. ABEER BINTI ABDEL AZIZ EL AJAJI
  Trade and Industry Department

DEVELOPING EIGHT(D-8)

- H.E. Dr. SEYED ALI MOHAMMAD MOUSAVI
  Secretary General

- Mr. KAZI ZIAUL HASAN
  Director of Economy

- Mr. HARUN KÜÇÜKALADAĞLI
  Research Assistant

UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME(UNDP)

- Mr. RASTISLAV VRBNSKY
  Manager, UNDP Istanbul Regional Hub

ECONOMIC COOPERATION ORGANIZATION(ECO)

- Mr. HALİL İBRAHİM AKÇA
  Secretary General

ECONOMIC COOPERATION ORGANIZATION TRADE AND DEVELOPMENT BANK(ECOBANK)

- Mr. JAVAID ASLAM
  President

- Mr. MASOUD REKABDAR
  Vice President

- Mr. BURHANETTİN AKTAŞ
  Vice President

- Mr. FAZLI SAK
  Deputy Director, Policy and Strategy Department

- Mr. ÖMER FARUK BAYKAL
  Chief Economist

THE BLACK SEA ECONOMIC COOPERATION

- Mr. SAMIR AHMADOV
  Executive Manager

L. PANELS

PANEL MODERATOR

- Mr. HASAN HAMID MERAH
  Secretary General, Accounting and Auditing Organization for Islamic Financial Institutions (AAOIFI)

- Mr. ZAMIR IQBAL
  Director, Keynote Speaker, World Bank Global Islamic Finance Development Center

- Mr. MOHAMED AZMI OMAR
  Director General, IRTI

- Mr. RAFIUDDIN SHIKOH
  CEO and Managing Director, Dinar Standard

PANEL SPEAKER

- Dr. MOHAMAD HAMMOUR
  Chairman and Managing Director, Guidance Financial Group of Capital Guidance

- Dr. VAHDETTİN ERTAŞ
  Chairman, Capital Markets Board of Turkey

- Mr. SAEED AHMAD
  Deputy Governor, State Bank of Pakistan

- Mr. FAWAZ ALISSA
  Vice-Chairman and CEO, Turkapital Holding Co.

- Mr. AYKUT ZAFER TAŞEL
  Investments Planning Director, Türk Telekom Group

- Prof. Dr. MEHMET ASUTAY
  Director, Durham Centre for Islamic Economics and Finance

- Ms. SITI ROSINA ATTAULLAH
  Principal Consultant, Sphere Consulting Services

- Mr. HALUK DORTLUOĞLU
  Chief Financial Officer, BİM A.Ş

N. PCM PANELISTS

PCM-PANELIST

- Mr. AZRUL ANAZ MOHD ANY
  Director (Research&Training), Ministry of Tourism and Culture Malaysia

- Mr. SUS EKO ZUHRI ERNADA
  Advisor

- Mr. YACOUB ALI DARABI
  Agriculture Ministry, Head of Administration

B. INVITED INSTITUTIONS

OTHER

- Mr. SRIKANT SESHADRI
  Resident Representative, IMF

O. COMCEC COORDINATION OFFICE

COMCEC
- Mr. M. METİN EKER
  Director General

- Mr. SELÇUK KOÇ
  Head of Department

- Mr. MUSTAFA TEKİN
  Head of Department

- Mr. ALPER BAKDUR
  Head of Department

- Mr. FATİH ÜNLÜ
  Senior Expert

- Mr. GÖKTEN DAMAR
  Expert

- Mr. İSMAİL ÇAĞRI ÖZCAN
  Expert

- Ms. VİLDAN BARAN
  Expert

- Mr. SELCEN ALTINSOY
  Expert

- Mr. E. EMRAH HATUNOĞLU
  Expert

- Mr. İBRAHİM EMRE İLYAS
  Planning Expert

- Ms. BURAK KARAGÖL
  Expert

- Mr. MEHMET C. AKTAŞ
  Expert

- Mr. ALİ ORUÇ
  Expert

- Mr. EREN SÜMER
  Expert

- Mr. HASAN YENİGÜL
  Expert

- Mr. AYKUT YILMAZ
  Expert

- Mr. ENİS YILDIRIM
  Expert

- Mr. MEHMET AKİF ALANBAY
  Expert

- Mr. MEHMET FİDAN
  Expert

- Mr. MUSTAFA ADİL SAYAR
  Expert

- Mr. NİHAT AKBALIK
  Expert

- Mr. OKAN POLAT
  Expert

- Mr. FAZIL ALATA
  Expert

ANNEXE

2

Original: turc

DISCOURS D'INAUGURATION DE S.E. RECEP TAYYİP ERDOĞAN PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE ET PRÉSIDENT DU COMCEC À LA TRENTE-DEUXIÈME SESSION DU COMCEC, LORS DE LA SÉANCE D'OUVERTURE

(Istanbul, 23 novembre 2016)

Excellences Messieurs les ministres,

Distingué Secrétaire Général,

Excellences,

Honorables délégués,

Honorables frères et sœurs,

Mesdames et Messieurs,

Que la Paix, la Miséricorde et la Bénédiction d'Allah soient sur vous.

J'aimerais vous saluer tous de tout mon cœur, avec affection et respect, à l'ouverture de la 32ème Session Ministérielle du Comité Permanent pour la Coopération Économique et Commerciale de l'Organisation de la Coopération Islamique (COMCEC).

En ma qualité de Président du COMCEC, j'aimerais souhaiter la bienvenue à tous nos invités à Istanbul, ville bénie à la croisée de tous les continents et civilisations.

J'ai le plaisir de vous accueillir de nouveau à Istanbul, la ville du Prophète Josué, d'Abû Ayyûb al-Ansari et de Mehmet le Conquérant.

Aujourd'hui, nous nous sommes réunis ici afin de partager le fardeau d'une lourde responsabilité.

Aujourd'hui, nous nous sommes rencontrés à Istanbul pour donner un peu d'espoir aux millions de personnes lésées dans le monde, quelle que soit leur religion, leur secte ou leur ethnie.

Au moment où les cœurs deviennent impitoyables et les yeux aveuglés par l'ambition de faire davantage de profits et d'argent, nous nous sommes réunis ici pour prouver qu'il est possible de réussir tous ensemble moyennant le partage.

En tant que représentants du monde islamique, nous sommes réunis en vue de démontrer que bâtir un monde plus juste, plus prospère et plus pacifique demeure possible.

Aujourd'hui, nous sommes ici pour assurer à nos enfants un avenir meilleur.

Conformément à la citation qui dit « Ne regrettera pas celui qui demandera conseil», nous sommes ici afin de discuter de nos problèmes sans détour ni réserve.

Je supplie Allah de rendre notre session fructueuse et de frayer la voie pour des solutions aux problèmes dont souffrent la Oummah et l'Humanité tout entière.

Je tiens à remercier d'avance tous nos frères, sœurs et invités qui contribueront à notre Session avec leurs idées, critiques et suggestions.

Frères et sœurs,

Le monde, notamment la région où nous vivons, est depuis longtemps aux prises avec des dépressions politiques, sociales et économiques.

Nous avons traversé des périodes où les failles du système mondial se sont accrues et ont connu des points de rupture, des chocs et même des troubles majeures qui ont bouleversé la Syrie, l'Irak, la Libye et le Yémen.

Nous sommes tous touchés d'une manière ou d'une autre par ce processus.

En effet, presque la totalité de ces crises qui sont à la tête de l’ordre du jour du monde politique éclatent dans les Pays Islamiques.

En tant que musulmans, nous assumons en quelque sorte le fardeau du monde entier.

Les enfants palestiniens, les orphelins d'Arakan et le peuple lésé du Turkestan sont obligés de subir les douloureuses conséquences des problèmes dont ils n'ont jamais fait partie.

Les nouvelles qui circulent à travers le monde islamique touchent profondément chacun de nous puisque nous avons ce joyau qu’est le cœur humain.

La tristesse nous envahit une fois que nous regardons les nouvelles sur les incidents et atrocités dont vous ne pouvez croire l’ampleur et que notre conscience n'aurait jamais approuvés.

Il y a juste quelques jours, le dernier hôpital, qui servait autrefois les civils à l’est d’Alep, a été complétement ruiné par le régime syrien et ses partisans.

Au cours de l’année dernière uniquement, les eaux de la Méditerranée sont devenues un cimetière pour 5 mille personnes lésées qui tentaient de fuir la faim, la pauvreté et la misère.

10 000 enfants, forcés d’immigrer en l'Europe à cause de la guerre civile en Syrie et en Irak, sont portés disparus. Leur sort reste inconnu.

Ceux qui nous donnent une leçon sur les droits de l'Homme, la démocratie et la liberté sont incapables de protéger les enfants qui cherchent refuge dans leur pays.

Ils ne leur ont pas ouvert leurs portes et ils ne le feront toujours pas. Bien au contraire, ils les enferment dans des fils barbelés. Je sais que chacun de mes frères et sœurs, présents dans cette salle, a fait face à de nombreuses situations graves allant du terrorisme et des conflits jusqu’aux problèmes politiques intérieurs et défis économiques.

Je sais que nos sources d'espoir s'épuisent parfois à cause de ce que nous avons vu, entendu, lu et connu.

Mais soyez rassurés que :

Chaque chose implique son contraire

Plus l’épreuve est dure, plus la récompense est importante

Nous avons une maxime énigmatique en Turquie.

Les ancêtres ont dit “La bonne personne au bon moment”, comme Al-Khidr.

Cela signifie qu'Allah le Tout-Puissant ne met jamais en difficulté ceux qui sont confrontés à des problèmes graves et qui ont foi en Allah. Définitivement, Allah les aide dans les moments les plus difficiles.

Nous avons été témoins de cette bénédiction divine pour la énième fois au cours de notre histoire islamique datant de plusieurs milliers d'années et au cours de notre propre passé.

Une bénédiction incarnée par les petites pierres qui détruisaient l'armée féroce d'Abraha, par une fine toile d'araignée qui protégeait le Prophète Muhammad, messager d’Allah, dans la grotte du Mont Thawr. C’est la foi de notre nation et non les armes et les munitions qui ont transformé les Dardanelles en un détroit infranchissable et ont rendu le Bosphore inébranlable devant les armées les plus puissantes du monde.

Durant les moments les plus éprouvants de notre carrière politique de 40 ans, nous avons toujours été comblés par la grâce, l’aide et la miséricorde d'Allah.

Preuve en est le cas le plus récent que nous avons connu le 15 juillet.

Frères et sœurs,

Je suis sûr que vous avez entendu et connu les évènements que nous avons vécus et la crise que nous avons surmontée le 15 juillet.

Cette nuit-là, une poignée de terroristes infiltrés dans nos Forces armées pointaient leurs armes, confiées à eux par leur propre peuple, pour obéir à l'ordre donné par leur chef de file en Pennsylvanie.

Ils ont tenté de propager la terreur au moyen d’avions F16, d'hélicoptères, de chars militaires, d’artillerie et de tout type d’armes, pour détourner la volonté de notre nation et renverser un gouvernement démocratiquement élu.

A cause des militants de l'organisation terroriste guléniste, 248 Turcs sont morts en martyrs le 15 juillet, en plus de 2193 blessés.

En cette occasion, j'aimerais supplier Allah pour que les âmes de nos martyrs reposent en paix, et souhaiter un prompt rétablissement aux blessés.

Au lendemain, suite à une nuit qui a débuté dans les ténèbres, le matin était brillant grâce aux bénédictions d'Allah.

Faisant face au risque de perdre son indépendance, sa dignité et son avenir, notre nation a évolué vers un avenir plus prometteur, plus démocratique et plus libre en surmontant une telle menace grave.

Frères et sœurs,

Après avoir été bombardée par des F16 et des hélicoptères et exposée au feu des mitrailleuses, notre nation n'a jamais reculé devant eux. Bien au contraire, elle est allée de l'avant pour les affronter. Car la Chahada, la promesse d'Allah, l'avenir et la foi en la démocratie imprégnaient l'esprit de ma nation qui allait leur faire face.

Des millions de musulmans de tous les coins du monde, allant de Karachi et du Cap à Mogadiscio et Kuala Lumpur, et de l'Indonésie à l'Europe, priaient pour nous et versaient des larmes pour nous, comme ils l'ont déjà fait il y a cent ans lors de la Bataille de Dardanelles et ils ont rempli les places de la ville.

Nous n'oublierons jamais votre gratitude et votre loyauté.

Je suis particulièrement heureux de voir que votre soutien moral apporté à notre combat contre le FETO se poursuit et se traduit en actions.

Lors de la réunion du Conseil des ministres des Affaires étrangères tenue à Tachkent, les États membres de l'OCI ont déclaré, à l'unanimité, le FETO comme organisation terroriste

Nombre de pays comme les républiques du Tchad, de Guinée, du Pakistan, du Gabon et de Turquie ont commencé à prendre des décisions appropriées pour notre gratitude et solidarité

Je voudrais saisir cette occasion pour souligner de nouveau une réalité :

L'organisation terroriste guléniste, à sa tête son chef de file qui réside en Pennsylvanie et se considère comme le Mahdi, représente des menaces majeures non seulement pour la Turquie, mais aussi pour tous les pays dans lesquels les membres de cette organisation se sont en quelque sorte infiltrés.

Cette organisation assure-t-elle l'éducation des enfants de fonctionnaires des pays où elle opère ? Tout à fait. Assure-t-elle l'éducation des enfants de hauts fonctionnaires ? Oui, elle le fait. N'oubliez pas : Tous ces enfants entreront en fonction à l'avenir pour occuper des postes de haut niveau dans ces pays. Ils poseront le pied dans ces pays et ils ont déjà commencé à le faire. Un de mes collègues présidents me l'avait dit : « Il s'est avéré être mon secrétaire privé. Je ne le savais même pas. Je l'ai découvert après que vous m'en avez parlé ». Qu'est-ce que cela signifie ? Cette situation est considérée comme étant une bombe à retardement posée dans une place délicate et sacrée comme le haram. Il sait tout ce qui se passe là-bas et suit tout développement. Cela dit, en tant que frères, il nous incombe de vous faire part de cette tentative de coup d'État. Les personnes impliquées ont travaillé pour nous pendant 40 ans et se sont infiltrées dans nos forces militaires au cours de ces 40 ans. Ils se sont infiltrés dans nos organismes d'ordre public et dans le système judiciaire. Puis, ils ont finalement pris des mesures pour procéder à cette tentative de coup d'Etat. Cette organisation prend la forme d'un néo-assassin moderne. Savez-vous ce que vous verrez lorsque vous lèverez le voile qui masque des notions telles que l'éducation, le dialogue, la charité, le service? Vous verrez l'hypocrisie, la calomnie, le vol, la perversion, la rancune et le sang.

Lorsque vous dévoilez le mystère dissimilé dans l'éducation, le dialogue, la bienveillance et le service, vous allez découvrir l'hypocrisie, la diffamation, le vol, la perversion, la rancune et l'effusion de sang.

Aujourd'hui, nous pouvons clairement constater que cette organisation était le responsable de nombreux incidents récents en Turquie allant des meurtres perpétrés à des fins politiques et des actions terroristes jusqu'aux manipulations et corruption économiques.

Comme nous luttons contre DAESH, PKK, Al Qaïda, Boko Haram et Al-Chabab, nous devons également mener une lutte ferme contre le FETO.

Tout retard dans l'élimination du FETO et tout moment perdu dans ce processus nous exposera à des problèmes beaucoup plus dangereux.

Je voudrais souligner que la Turquie est prête à fournir toute assistance notamment via la Fondation Maarif, ainsi que la Fondation Yunus Emre, TIKA (l'Agence Turque pour la Coordination et la Coopération), les institutions publiques et les organisations non gouvernementales.

Mes frères et sœurs,

Les frères doivent éprouver de l'empathie les uns à l'égard des autres.

Malheureusement, de nombreuses institutions et organisations occidentales ont échoué à montrer un dixième de la solidarité qu'elles doivent manifestée à l'égard de la Turquie.

Ayant payé un lourd tribut la nuit du 15 juillet, notre pays a depuis été soumis à des reproches impitoyables et à des accusations injustes de la part de l'Occident

Ils ont essayé de punir cette nation au lieu de la récompenser d'avoir défendu la démocratie**.**

Ce traitement de '' deux poids, deux mesures'' et cette attitude hypocrite persistent encore**.**

Le nombre d'actions de gestion de perception entreprises contre la Turquie ne diminue pas mais plutôt augmente**.**

Une réunion se tiendra demain par le Parlement européen qui votera sur les négociations concernant l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne**.**

Je voudrais juste préciser, à l'avance, en lançant un appel au monde entier nous regardant à la télé, que le résultat du vote n'est pas essentiel pour nous quel qu'en soit le résultat**.**

La volonté d'une nation, qui s'est sacrifiée pour la démocratie et l'indépendance le 15 juillet, est inestimable.

La lutte de ce pays pour l'indépendance et pour un avenir meilleur ne sera jamais interrompue par un vote à main levée.

Le 15 juillet, cette nation a prouvé au monde entier qu'il ne s'agissait pas d'une « FAUSSE DÉMOCRATIE » et qu'elle se sacrifierait si nécessaire pour défendre sa volonté, sa liberté et sa dignité**.**

Même si ce vote n'est pas contraignant en termes de politique, honnêtement, il m'est impossible d'admettre le message que ces institutions et organisations occidentales essayent d'envoyer. Même la tentative du Parlement européen de recourir à une telle procédure de vote témoigne du fait qu'il soutient des organisations terroristes et se rangent du côté d'elles**.**

Même la tentative du Parlement européen de recourir à une telle procédure de vote témoigne du fait qu'il soutient des organisations terroristes et se rangent du côté d'elles**.**

Les terroristes vivent déjà en toute liberté dans plusieurs pays européens. La plupart des pays européens aident et encouragent les terroristes. Ils déclarent le PKK comme une organisation terroriste mais ils ne sont pas sincères. D'une part, ils déclarent le PKK comme organisation terroriste. D'autre part, ces terroristes se déplacent en toute liberté dans les rues de Bruxelles et Paris avec les bannières d'organisations terroristes et les posters de leur leader. Les terroristes, qui ont fui la Turquie, prononcent des discours dans leurs ronds-points. Comment cela peut être une approche sincère?

La Turquie a prouvé à maintes reprises qu'elle avait adopté les valeurs de l'Union européenne même mieux que de nombreux autres pays membres de l'UE**.**

Cependant, nous n'avons reçu aucun soutien concret au-delà de quelques belles paroles de nos homologues occidentaux.

Au contraire, aucun de leurs engagements ne s'est réalisé et ils n'ont pas tenu leurs promesses.

Je sais que vous avez vécu des expériences similaires.

Cependant, je dis : Prenons une position commune. N'acceptons plus d'être des pays exploités. Comme mes amis des pays africains le savent très bien, l'Ouest a exploité l'Afrique pour des années. Mes amis m'en parlent chaque fois que je leur

rend visite. Ils me racontent comment l'Occident a extrait l'or et le pétrole et les ont détournés. Voulez vous qu'il continue à faire ça? Formulons ensemble notre futur en Afrique.

La plus récente résolution prise par le Congrès américain sur les attentats terroristes du 11 septembre est évidente pour vous tous.

Vous êtes au courant de la résolution, n'est-ce pas? Quelle décision a été prise ? Elle stipule que les deux tours ont été attaquées par l'Arabie Saoudite. Alors, ils voudraient que l'Arabie Saoudite paie le prix. Vous êtes libres d'intenter un procès contre l'Arabie Saoudite. Ils ont commencé à intenter des procès. Comment cela peut être logique? Est-ce possible pour un terroriste de s'installer dans n'importe quel pays? Oui c'est possible. Comment osez-vous punir un gouvernement et un pays seulement car un terroriste vient de ce pays ? Comment cela peut être possible ? Cependant, le Congrès américain a osé prendre une telle résolution.

Voyez, ils prennent maintenant une nouvelle étape. Laissez-moi vous informer de ce fait : les Etats-Unis voudraient maintenant jouer le même jeu avec une banque nommée Kuveyt Turk et la Fondation Koweït International sous prétexte qu'elles soutiennent le terrorisme. Vous devez savoir cela, M. le Secrétaire Général distingué. Nous avons besoin de les suivre de près. Cela n'a aucun sens. C'est faux. Le complot est mené de nouveau contre les pays islamiques. Par conséquent, nous faisons soi-disant la formation de terroristes, alors qu'il n'en est pas question pour eux.

Je considère cette résolution comme une répercussion de la politique de deux poids deux mesures. Le nombre de préjugés, d'attaques racistes et d'actions de marginalisation subis par les musulmans augmente de jour en jour.

Presque chaque jour, une association musulmane, une mosquée ou un lieu de travail est attaqué et brûlé.

Ils brûlent nos mosquées. Ils attaquent et battent nos frères et sœurs musulmans. Cela a lieu en Europe et en Occident.

En tant que pays islamiques, il nous incombe de réagir et d'élever notre voix contre la double mesure et les attaques qui nuisent à nos peuples.
Nous ne pouvons plus tolérer que les pays occidentaux dissimulent leur propre impasse et crises graves, en les projetant sur le monde islamique et les musulmans.

Cela est dû au fait que les personnes ayant de telles attitudes restent en sécurité et ils seront donc plus courageux, à moins que nous réagissions contre eux selon les moyens démocratiques.

À moins que nous dénoncions les injustices commises en pleine face, je crains que leur hardiesse sans mesure ne se développe davantage.

Si nous restons silencieux, les organisations terroristes comme Al-Qaïda et DAESH continueront à paraître « mauvaises » certes mais inoffensives, et le PKK, les YPG, le DHKP-C et le FETO « acceptables » aux yeux des pays occidentaux.

Cela est le cas. C'est notre évaluation. A moins que nous restions silencieux devant de tels incidents, ils continueront d'accueillir « des tyrans aux mains souillées de sang » sur les tapis rouges saluant les pays occidentaux et étiquetant ceux qui les critiquent comme « dictateurs ».

Est-ce qu'ils traitent quelqu'un de dictateur ? Alors, cette personne, à mon opinion, est parfaite. C'est ce que pensaient également nos ancêtres.

Au cours de notre présidence, nous déploierons tous les efforts nécessaires pour mettre en pratique les résolutions prises lors du sommet et nous continuerons de les suivre.

Nous avons assenti tous les efforts nécessaires pour finaliser le Règlement du Centre de Coordination et de Coopération Policières que nous avons déjà décidé de mettre en vigueur à Istanbul.

J'espère que les résultats de la Réunion tenue par nos ministres de la Jeunesse et des Sports à Istanbul seront fructueux.

Le Forum des Femmes, où ont participé les ministres des affaires féminines, est le premier en son genre dans l'histoire de l'Organisation.

J'ai personnellement assisté à la réunion et j'attache vraiment une grande importance dans la création par l'Organisation de la coopération islamique d'un tel Forum des femmes. En effet, je pense qu'il serait extrêmement bénéfique d'avoir l'apport, l'esprit, la volonté et l'opinion d'une femme sur de tels efforts.

Au cours du sommet, nous avons également partagé les efforts de coopération économique fournis au sein du COMCEC ainsi que le progrès réalisé dans la mise en œuvre de la Stratégie du COMCEC.

Dans ce cadre, je tiens à remercier tous les Etats membres pour leur soutien apporté aux efforts liés à la Stratégie.

Lors du Sommet, nous avons adopté et mis en vigueur le Programme d'Action OCI-2025 sur la coopération, étant un document essentiel de coopération pour mettre en lumière nos efforts dans des 10 prochaines années.

Je crois que les objectifs énoncés dans le Programme seront mis en vigueur et constitueront une contribution importante à la coopération entre nos États membres.

A cet égard, nos Etats membres et institutions ont un rôle important à jouer.

Le COMCEC assumera une tâche importante dans la mise en œuvre du Programme d'Action lié à l'économie et au commerce.

À cette fin, l'harmonie et la coopération entre nos institutions sont d'une grande importance.

A cette occasion, je tiens à féliciter le nouveau Secrétaire Général de l'OCI, S.E. Yusuf bin Ahmad Al-Othaimeen et le nouveau Président de la Banque Islamique de Développement, S.E. Bandar Al Hajjar ; et je leur souhaite beaucoup de succès dans leurs efforts.

Mes honorables frères et sœurs,

Comme vous le savez tous, la stratégie du COMCEC, qui a été adoptée en 2012, a donné un nouvel élan à nos activités de coopération économique et commerciale qui ont été maintenues sans arrêt depuis 1984 dans ce cadre.

Les groupes de travail et le financement de projets du COMCEC, ces deux mécanismes de mise en œuvre de la Stratégie ont abouti.

Il va sans dire que nos collègues ministres, technocrates et bureaucrates discuteront des détails techniques. Les Groupes de Travail réunissent des experts des Etats membres dans les domaines de coopération énoncés dans la Stratégie, et contribuent à l'échange d'informations et d'expériences entre nos Etats membres.

La mise en pratique des recommandations de politiques élaborées par les groupes de travail, suite aux délibérations, est d'une extrême importance pour les Etats membres afin de bénéficier au maximum de telles réunions.

J'aimerais inviter les Etats membres à bénéficier activement des Groupes de Travail et du Financement de projets du COMCEC.

Dans la même veine, nous devons dynamiser les relations économiques et le volume d’échanges commerciaux entre nos Etats membres.

En 2015, le volume d’échanges commerciaux, qui a atteint le chiffre rond de 347 milliards de dollars américains, a dépassé la cible de 20 pour cent.

Faisant partie du nouveau programme d'action, nous cherchons à augmenter le commerce intra-OCI de 6% au cours des 10 prochaines années.

Je pense que c'est un objectif modeste.

Compte tenu du potentiel commercial de nos Etats membres, nos collègues ont déterminé la cible du volume du commerce intra-OCI à 30% juste pour ne pas l'amplifier, comme nous devons prendre beaucoup de mesures, mais je pense qu'il serait plus précis de la fixer à 25%. Réalisons cette cible future estimée à 25%. Ce pourcentage n'est pas une limite. Démontrer notre capacité de le dépasser serait une preuve de réussite exceptionnelle. Cependant, atteindre 25% doit être essentiel pour nous.

A ce stade, il est indispensable de mettre en vigueur le système de préférences commerciales, le projet le plus important du COMCEC dans le domaine du commerce

J'invite les Etats membres à soumettre leurs listes de concessions au COMCEC pour opérationnaliser le système.

Nous ne pouvons nous permettre aucun retard à ce sujet. J'aimerais demander aux Etats membres de continuer à soutenir progressivement l'Institut de Normalisation et de Métrologie pour les pays islamiques.

Comme vous vous en souviendriez, lors de mon discours du 13ème Sommet islamique, j'ai proposé la création d'un centre d'arbitrage à Istanbul afin de régler les différends.

Aujourd'hui, je voudrais réitérer cette affirmation. Dans ce cadre, l'Union des Chambres et des Bourses de Turquie ainsi que la Chambre Islamique de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture ont lancé une mission conformément à la résolution prise lors de la 32ème Réunion du Comité de Suivi du COMCEC tenue en mai.

J'espère que cette mission aboutira rapidement à des résultats positifs.

Je trouve extrêmement pertinent que le Groupe de Travail sur l'Allègement de la pauvreté s'occupe des questions relatives aux réfugiés et à la migration forcée dans les pays Islamiques dans le cadre d'une réunion tenue récemment.

En tant que pays islamiques, nous devons être sûrs que nos pays peuvent résister aux crises mondiales.

Dans ce contexte, je m'attends à beaucoup de bénéfices de la Finance Islamique, grâce à sa véritable approche basée sur les actifs et l'importance accordée aux principes éthiques, offrant des solutions pour remédier à de telles crises. Nous parlons toujours de la finance "sans intérêt" mais comment nous défaire de la pression internationale des devises étrangères ? Je l'estime bénéfique de prendre des mesures à cet égard. Je crois qu'il serait extrêmement pertinent d'avoir une approche participative de la finance dans le marché de devises, voire de prendre des mesures sur la base de l'or. Le volume de l'industrie de la Finance Islamique a augmenté, en moyenne, de 15 pour cent par an entre 2009 et 2015.

En 2015, la taille de la finance islamique mondiale a atteint 2,1 billions de dollars américains.

Cependant, ne faisons ni ceci ni cela. Ne le transformons pas en argent mais en or. Une fois que nous appliquons cette politique financière moyennant l'or, nous ne sentirons pas la pression du marché de devises. Nous en serions débarrassés. Il est extrêmement bénéfique de prendre ces mesures.

Il est prévu que le potentiel de ce système atteigne environ 7 billions de dollars américains, bien au-delà de sa taille actuelle.

Compte tenu de l'importance de cette question, je trouve extrêmement pertinent de tenir la Session Ministérielle d'Echange de Vues de cette année avec pour thème « Élaborer des Stratégies de Finance Islamique dans les États Membres ».

Je salue également les efforts déployés par le Forum des Bourses et le Forum des Organes de Régulation des Marchés de Capitaux du COMCEC qui opèrent dans le domaine de la coopération financière au sein du COMCEC.

Comme je l'ai indiqué dans mes précédents discours, nous avons suivi de près les efforts déployés pour mettre en place les Bourses de Biens Immobiliers et d'Or du COMCEC.

Cela est également extrêmement important. Inshallah, ces efforts porteront bientôt ses fruits et serviront nos Etats membres.

En concluant mes remarques avec ces réflexions à l'esprit, j'aimerais exprimer de nouveau ma joie de vous accueillir dans notre belle ville d'Istanbul

J'espère que la 32ème Session du COMCEC aboutira à des résultats fructueux en faveur des Etats membres et je salue chaleureusement tous les participants en mon nom et au nom de ma nation.

Qu'Allah nous aide.

Que la paix soit sur vous.

ANNEXE

3

Original: arabe

DISCOURS DE S.E. DR YOUSEF A. AL-OTHAIMEEN, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE (OCI) À LA 32éme SESSION DU COMITÉ PERMANENT POUR LA COOPERATION ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE DE L'OCI

İSTANBUL, RÉPUBLIQUE DE TURQUIE
(Du 21 au 24 novembre 2016)

Excellence, Monsieur Recep Tayyip Erdogan, Président de la République de Turquie et Président du COMCEC,

Excellences, Messieurs les Ministres et Chefs de délégation,

Honorables Délégués,
Mesdames et Messieurs,

Assalamou aleikom wa rahmatoullahi wa barakatouhou

C'est pour moi un grand honneur et un privilège de m'adresser à cette 32éme session du Comité permanent de l'OCI pour la coopération économique et commerciale (COMCEC). Permettez-moi tout d'abord de féliciter Votre Excellence pour la manifestation spontanée de solidarité et de loyauté dont le peuple turc a fait montre face au coup d'Etat terroriste du 15 juillet qui a été vivement condamné et stigmatisé par la plupart des Etats membres de l'OCI. Je tiens également à vous féliciter personnellement Monsieur le Président, en même temps que le gouvernement et le peuple de Turquie pour l'excellente organisation et le succès du 13ème Sommet islamique qui s'est tenue à Istanbul les 14-15 avril 2016, et qui a adopté plusieurs résolutions marquantes qui constituent autant de jalons lumineux pour une communauté de l'OCI politiquement stable, économiquement prospère et socialement harmonieuse. Je voudrais également exprimer ma gratitude à Votre Excellence, Monsieur le Président, pour le soutien, du reste largement reconnu et salué par tous, que vous avez constamment apporté aux diverses activités de l'Organisation de la coopération islamique au fil des ans.

Etant donné que ce discours est le tout premier que je prononce devant cette auguste assemblée, je voudrais mettre cette opportunité à profit pour exprimer ma profonde gratitude à Votre Excellence pour le soutien apporté par la Turquie à mon élection comme nouveau Secrétaire Général de l'OCI lors de la Session Extraordinaire du Conseil des Ministres des Affaires étrangères tenue à Makkah Al-Moukarramah, la semaine dernière, soit le 17 Novembre 2016. Je suis impatient, croyez-le bien, d'apporter mon modeste écot aux réalisations combien louables que l'OCI a réussi à inscrire à son palmarès à travers l'instrumentation du COMCEC et sous votre haute égide en tant que Président de ce, ma foi, très dynamique comité permanent de l'OCI.

Excellence,
Distingués Délégués,

Cette réunion se tient dans la foulée de l'adoption du Programme d'action stratégique OCI-2025 par le 13ème Sommet islamique qui s'est tenu à Istanbul, en République de Turquie, les 14 et 15 avril 2016. En plus d'avoir avalisé plusieurs cibles et objectifs entrant dans d'autres domaines de coopération, l'OCI-2025 s'est donné, entre autres objectifs ambitieux, celui qui consisté à porter le volume des échanges commerciaux intra-OCI à 25% d'ici 2025. Les autres objectifs économiques, qui ne sont pas moins ambitieux, concernent l'agriculture, le développement rural et la sécurité alimentaire, les transports, l'énergie, l'industrie, le tourisme, l'emploi et le développement des petites et moyennes entreprises.

Compte tenu de l'intérêt accordé par ce plan directeur de l'OCI aux synergies entre les activités des différents comités permanents, dont le COMCEC, le Secrétariat général n'attache qu'une plus grande importance aux travaux de cette réunion. Conformément aux résolutions pertinentes de l'OCI sur la mise en œuvre des décisions du COMCEC, le Secrétariat général, en coordination avec toutes les institutions concernées de l'OCI, s'est efforcé de mettre en œuvre les aspects saillants de ces décisions du COMCEC dans le contexte global des autres programmes de l'agenda socio-économique de notre Organisation.

En conséquence, le Secrétariat général a continué de soutenir tous les efforts visant à la mise en œuvre prompte et rapide des diverses initiatives et instruments multilatéraux préalablement approuvés par les réunions antérieures de l'OCI dans le domaine de la promotion du commerce et des investissements. À cet égard, le système de préférences commerciales de l'OCI (TPS-OIC/SPC-OCI), qui est fortement encouragé par le COMCEC, devrait rester au centre de notre programme de facilitation du commerce.

Partant, les États membres sont invités à entreprendre sans délai la mise en place de ce mécanisme de réduction tarifaire destiné à faciliter l'accès aux marchés de l'OCI et à induire une augmentation substantielle des échanges intra-OCI, favorisant ainsi la croissance économique et le développement de nos Etats membres.

À cet égard, je suis heureux de rappeler à cette occasion qu'une tentative spécifique a été faite au cours de cette année pour renforcer la synergie entre les différents organismes chargés du commerce dans nos Etats membres. La convocation de deux forums des agences chargées respectivement de la promotion du commerce et de l'investissement en marge de la 15e Foire islamique à Riyad, Royaume d'Arabie Saoudite, du 22 au 26 mai 2016, est venue à point nomme pour enrichir le contenu et l'orientation de nos foires biennales. La qualité des recommandations faites lors de ces forums, allant de la création d'un centre d'arbitrage permanent de l'OCI et d'un mécanisme régulier de consultation entre les agences de promotion de l'investissement pour renforcer les capacités des États membres, en passant de la création d'un guichet unique pour les questions liées à l'investissement, nous semble très pertinente par rapport à l'ordre du jour de cette session du COMCEC.

Les résultats du Forum des parties prenantes de l'OCI sur l'unification des normes et procédures alimentaires halal, qui s'est tenu à Djeddah (Arabie saoudite) les 9 et 10 décembre 2015, et au cours duquel ont été examinés les normes OCI/INMPI à l'aune de l'accord général sur les modalités d'application, ont permis de veiller à ce que ces normes soient largement acceptables pour tous les Etats membres de l'OCI. L'accord conclu concernait la nécessité d'accepter les normes OCI/INMPI existantes comme base de toutes les procédures et activités de certification et d'accréditation, tout en incorporant toutes les variantes nationales en tant qu'annexes au document des normes. Cette étape devrait ouvrir la voie à la réalisation de notre objectif commun qui est d'établir une reconnaissance mutuelle des certificats Halal ou, mieux encore, d'avoir un certificat Halal unifié et propre à l'OCI.

En ce qui concerne le développement du tourisme, je suis heureux d'informer cette auguste assemblée que la commémoration d'Al-Qods Al-Sharif et de Konya en Turquie en tant que villes de tourisme de l'OCI pour 2015 et 2016, ainsi que la sélection d'Al Madinah Al-Mounawarah et de Tabriz en Iran en tant que villes du tourisme de l'OCI pour 2017 et 2018, font partie des programmes phares visant à promouvoir les échanges touristiques entre les États membres. Je suis sincèrement convaincu que cette série d'activités commémoratives, ainsi que la mise en œuvre de notre action commune en faveur du tourisme islamique, ne pourront que booster la coopération intra-OCI dans ce

secteur crucial. Je suis heureux de constater que le tourisme islamique et les produits touristiques et alimentaires halal ont contribué à propulser l'économie islamique au centre de l'agenda global, compte tenu de la taille de l'économie islamique qui s'est chiffrée à 1,9 billions de dollars en 2015.

En outre, un autre sujet de préoccupation de l'OCI dans le domaine économique est l'élaboration d'un plan complet de l'OCI pour le développement et l'intégration infrastructurelle. Cette initiative vise à élaborer un plan de coopération dans le domaine du développement des infrastructures, notamment pour le commerce, l'agriculture, l'énergie et les transports. La composante intégration de cette initiative cherchera à consolider les résolutions existantes de l'OCI sur l'élaboration d'un programme successeur qui viendra relayer le Programme spécial pour le développement de l'Afrique ainsi que le Plan d'action existant pour la coopération avec l'Asie centrale. Il est prévu que les programmes de développement des infrastructures consacrés aux deux autres régions géographiques de l'OCI, à savoir Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) et Asie de l'Est et du Sud-Est, soient élaborés en temps utile.

Récemment, nos ministres des Affaires étrangères ont approuvé la composante BID du Plan d'action de l'OCI pour la coopération avec l'Asie centrale, plus connu sous le nom de Programme spécial pour l'Asie centrale. Ce programme est capitalisé à hauteur de 6 milliards de dollars US, et se focalise sur des secteurs aussi importants que le commerce, l'agriculture et les transports.

Excellence,
Distingués délégués,

Permettez-moi de conclure ce discours en réitérant mon vif désir d'œuvrer personnellement à la consolidation des acquis et réalisations déjà accomplis par le COMCEC et ses différents instruments et projets. Soyez assurés que le Secrétariat général travaillera assidûment à la mise en œuvre des décisions et recommandations du COMCEC, en étroite collaboration avec Votre Excellence et avec le Bureau de Coordination du COMCEC.

Je souhaite à cette assemblée générale de fructueuses délibérations et des résultats probants.

Wassalamou aleikom wa rahmatoullahi wa barakatouhou.

ANNEXE

4

Original : arabe

DISCOURS DE S.E. DR BANDAR M. H. HAJJAR,
PRÉSIDENT DU GROUPE DE LA BID,
LORS DE LA SÉANCE D'OUVERTURE

(İstanbul, 23 novembre 2016)

Louanges à Allah et paix et prières sur notre prophète Mohamed,
sa famille et ses compagnons

Excellence Monsieur Rejeb Tayyip Erdoğan, Président de la République Turquie, Président du Sommet islamique et du COMCEC,
Excellence Monsieur Lutfi ELVAN, Ministre du développement de la République de Turquie,
Excellence Dr Youssef bin Ahmad Al Othaimin, Secrétaire général de l'Organisation de la coppération islamique (OCI),
Honorables Ministres, chers frères et sœurs,

Assalamou Alaikoum Warahmatoullahi Wabarakatouh,
C'est pour moi un grand honneur de m'adresser à cette auguste assemblée. Je voudrais tout d'abord exprimer mes sincères remerciements au Président, au gouvernement et au peuple de la République de Turquie pour les excellentes dispositions prises pour la réussite de cette session. Cela n'est en fait que le prolongement du soutien direct de Votre Excellence, du gouvernement et du peuple aux initiatives islamiques conjointes.

Dans votre allocution, vous avez fait preuve d'une vision éclairée et d'une appréciation profonde des défis auxquels la Oumma est confrontée et des solutions qu'ils appellent. Nous prions Allah le Tout-Puissant de combler la République de Turquie de la stabilité et de la prospérité auxquelles aspire son peuple généreux. Excellence, les propos que vous avez tenus lors de votre récente visite au Pakistan ont eu un écho favorable. Aussi, nous réfléchissons actuellement sur les moyens de faire bénéficier les pays membres de l'expérience turco-pakistanaise comme modèle d'initiatives de promotion de l'intégration et des échanges intracommunautaires.

Nous exprimons également nos remerciements à Dr Youssef bin Ahmad Al Othaimin, pour son allocution fort riche, tout en le félicitant de son élection en qualité de Secrétaire général de notre noble organisation.

Monsieur le Président,

La réunion du COMCEC revêt une triple importance :

- ✓ D'abord, il s'agit de la première réunion où la Turquie assure à la fois la présidence du Sommet islamique et celle du COMCEC. Nous sommes optimistes quant à cette heureuse coïncidence qui ne manquera pas d'aboutir à une grande efficacité dans la promotion de la coopération et de l'intégration économiques entre les pays membres. Cette présidence de la Turquie suscite donc beaucoup d'espoirs.
- ✓ Ensuite, c'est la première réunion tenue après le Sommet islamique d'Istanbul, qui a été marqué par l'importance accordée à des questions vitales et au respect des engagements d'exécution ;
- ✓ Enfin, cette réunion du COMCEC est la première à laquelle je participe après que les pays membres m'aient investi de leur confiance et m'aient élu Président de la Banque islamique de développement. Je voudrais vous assurer ici de mon engagement personnel et de l'engagement du Groupe de la BID, à participer efficacement à l'exécution des résolutions émanant du sommet d'Istanbul, et à travailler en étroite collaboration avec le COMCEC sur d'autres initiatives d'intérêt commun.

Avec votre permission, Monsieur le Président, je voudrais m'arrêter sur quelques points essentiels.

Vos pays membres m'ont accordé le privilège de servir la Oumma en ma qualité de Président de la BID, succédant ainsi à mon professeur et grand frère Dr Ahmad Mohamed Ali, ce dans une conjoncture marquée par des défis. En effet, l'économie mondiale connait une récession dont nos pays membres subissent les effets du fait de la chute des cours des produits de base et de la faiblesse des échanges mondiaux. Ces défis ont été exacerbés par les conflits qui engendrent la destruction, déciment les populations et provoquent leurs déplacements, sans compter le changement climatique rampant et les épidémies. Tous ces facteurs menacent les acquis de développement réalisés au prix d'immenses efforts et entravent ma matérialisation de la Vision que la BID s'est fixée, compte tenu de son rôle proéminent dans le développement de ses pays membres.

A lumière de ces défis de taille, j'ai prêté une oreille attentive aux propos de personnalités qui ont une grande sagesse et une expérience avérée, entre autres des chefs d'Etat et des ministres de pays membres qui ont honoré la Banque de leurs

visites à Djeddah. J'ai tenu des réunions avec des responsables de pays membres et de la communauté des donateurs, en marge de réunions internationales telles que les assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale, la réunion des Ministres des affaires étrangères de l'OCI à Tachkent et la COP22 à Marrakech.

Je pourrais résumer cette phase d'observation, de réflexion et de consultation en trois messages qui me paraissent important :

A- Premièrement : Les pays membres attendent de la BID des initiatives qui leur permettront de renforcer leur résilience face aux défis de la récession et de la fragilité. Ils souhaitent également voir transférer les expériences réussies dans ce domaine et en matière de transformation économique, dans le cadre du mécanisme de développement fraternel. Ceci cadre parfaitement avec les orientations majeures des résolutions du Sommet islamique que j'ai évoquées tantôt.

B- Deuxièmement : La valeur de chaque initiative est à la mesure des solutions innovantes de sources islamiques apportées à des problèmes de développement contemporains. Les solutions islamiques sont la marque qui distingue la Banque, et constituent son instrument de développement réunissant trois volets importants : l'optimisation des sources de développement, la généralisation de leurs bénéfices, l'institutionnalisation et la durabilité de leur contribution à l'intérêt général.

C- Troisièmement : Le Président de la BID doit se concentrer sur les initiatives rares, ayant un impact anticyclique sur la récession mondiale et les vagues de conflits. Il lui incombe donc de saisir l'opportunité de la présidence du Sommet islamique par Votre Excellence, pour lancer des projets remédiant à des problèmes essentiels avec des solutions dont la Banque sera le fer de lance. Ce message participe pleinement d'un intérêt commun avec Votre Excellence, à savoir la concentration sur l'exécution, le travail et la réalisation.

Monsieur le Président,
Je voudrais féliciter le bureau du COMCEC pour le choix du thème du jour « Stratégies de promotion de la finance islamique dans les pays membres ».

En effet, la BID a exploré la voie suivie par les précurseurs de la finance islamique, l'a redynamisée, réhabilitée et modernisée pour qu'elle soit appliquée dans des transactions modernes. Elle s'est ainsi positionnée en tant que leader dans l'industrie bancaire islamique et préparé le terrain pour ses acteurs. Le portefeuille de projets de la Banque témoigne à suffisance que le financement islamique tel qu'initié par la BID a des effets tangibles sur le développement économiques des pays membres. La Banque a continué à être le leader dans ce domaine grâce à la création de nouveaux produits, l'établissement de partenariats novateurs et la mise en place de mécanismes de mobilisation de ressources conformes à la Charia. En conséquence, le montant total net des financements approuvés par la BID depuis sa création en faveur des pays membres, s'élèvent à environ 120 milliards de dollars des Etats-Unis au profit des pays membres, dont 34 milliards de dollars au titre des infrastructures et 32 milliards de dollars pour le financement du commerce.

La finance islamique cherche à libérer son potentiel réel et à exploiter les possibilités de croissance que recèle l'industrie. Dans ce contexte, il indispensable que la finance islamique joue pleinement son rôle de leader initié par la Banque islamique afin de relever efficacement les défis futurs.

C'est d'autant plus nécessaire que la libération de son potentiel nécessite des efforts considérables pour créer un cadre législatif et organisationnel propice et équitable. Cela exige également le développement de marchés pour les soukouk et le financement des PME, ainsi que l'application de normes organisationnelles et de contrôle, sans pour autant compromettre les caractéristiques des produits islamiques.

Les défis de grande envergure appellent un travail conjoint mobilisateur, dans le cadre d'un partenariat élargi. A cet égard, des plateformes ont été créées pour une coopération économique étroite entre diverses parties à travers le monde. La Banque à tirer parti de ces plateformes pour promouvoir la participation des banques islamiques à travers les décideurs, les experts en jurisprudence, les organes de régulation et les institutions financières internationales. La Banque a joué un rôle remarquable en balisant la voie pour la mise en place de normes pour les institutions financières islamiques et la création du Conseil des services financiers islamiques.

Dans cette perspective, nous avons convenu avec la Banque mondiale d'un partenariat élargi, lequel était au cœur de nos discussions sur le partenariat renforcé (Deep Diving). Toutes les parties s'alignent pour exploiter les produits de l'industrie, dont le monde a fortement besoin aujourd'hui, que ce soit pour l'inclusion et la stabilité financière, la

réponse aux besoins des habitants qui n'ont pas accès aux services financiers ou le relèvement des taux de croissance.

Monsieur le Président,
Votre présidence du Sommet islamique et du COMCEC est une grande source d'inspiration pour la Banque islamique de développement. Aussi la BID soutient-elle votre ferme orientation vers la mise en œuvre, la réalisation et le travail. Aujourd'hui, je m'engage ici envers vous de travailler dans les prochains mois, avec la volonté d'Allah, sur des initiatives tangibles permettant d'apporter des réponses rapides à l'environnement que j'ai décrit à l'entame de mon allocution. Ces initiatives sont :

- Premièrement : Dynamisation du rôle des jeunes et la prise en compte des leurs opinions dans la promotion du développement et de la construction de la civilisation.
- Deuxièmement : Autonomisation économique dans un contexte de crises par l'optimisation et la généralisation de l'expérience innovante de la Palestine.
- Troisièmement : Renforcement de la résilience face aux crises et la mise en place d'un mécanisme permettant au Croissant rouge de traiter efficacement sources de ces crises.

Tout en exprimant ma fierté de votre confiance précieuse, je sollicite votre soutien fort à ces initiatives, en espérant vous présenter leurs fruits avant votre prochaine réunion annuelle, avec l'aide d'Allah. D'ici là, la Banque s'emploiera à être à la hauteur de vos attentes.
Je prie Allah de vous combler de Sa protection et de pérenniser vos efforts réussis.

Wassalamou alaikoum warahmatollahi wabarakatouhou.

ANNEXE

5

Original : anglais

RAPPORT DE LA 29ème RÉUNION DU COMITÉ DE SESSION (İstanbul, 20 novembre 2016)

1. La 29ème Réunion du Comité de Session du COMCEC a été tenue le 20 novembre 2016 à Ankara, en marge de la 32ème Session du COMCEC.

2. La Réunion a été présidée par M. Mehmet Metin EKER, Directeur général du Bureau de Coordination du COMCEC. Outre le Secrétariat général de l'OCI et le Bureau de Coordination du COMCEC (BCC), les Institutions de l'OCI suivantes ont pris part à la réunion :

- Centre de Recherches Statistiques, Économiques et Sociales et de Formation pour les Pays islamiques (SESRIC)
- Centre Islamique pour le Développement du Commerce (CIDC)
- Groupe de la Banque Islamique de Développement (BID)
- Société Islamique Internationale de Financement du Commerce (SIFC)- Groupe de la BID
- Chambre Islamique de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture (CICIA)
- Organisation de l'Association des Armateurs (OISA) de l'OCI
- Institut de Normalisation et de Métrologie des Pays Islamiques (INMPI)

3. La Réunion a décidé de discuter des points de l'Ordre du jour suivants :

- Mise en œuvre de la Stratégie du COMCEC : Contributions des Institutions de l'OCI à la Stratégie du COMCEC
  - Liste des activités des Institutions de l'OCI conforme à la Stratégie du COMCEC et aux Recommandations de politiques ministérielles du COMCEC
- Promotion de la coopération et de la coordination entre les Institutions de l'OCI
  - Élaboration des Programmes techniques pluriannuels de renforcement des capacités
  - Promotion de la coopération avec d'autres organisations régionales et internationales
- Contributions possibles des Institutions de l'OCI à la mise en œuvre des ODD dans les États membres de l'OCI

- Mise en œuvre de la Section Coopération économique de l'OCI-2025
- Questions diverses

Mise en œuvre de la Stratégie du COMCEC : Contributions des Institutions de l'OCI à la Stratégie du COMCEC et Recommandations Ministérielles de Politiques du COMCEC

4. Soulignant l'importance des contributions des institutions de l'OCI à la réalisation de la Stratégie du COMCEC et les Recommandations Ministérielles de Politiques du COMCEC, le Comité a examiné les activités achevées et planifiées des institutions pertinentes de l'OCI en conformité avec la Stratégie du COMCEC pour les périodes de 2015 à 2016 et de 2016 à 2017 basée sur les domaines de coopération, à savoir le commerce, les transports et les communications, le tourisme, l'agriculture, l'allègement de la pauvreté et la coopération financière. Le Comité a également été informé par les institutions pertinentes de l'OCI des activités planifiées.
(La liste des activités organisées et à organiser par les institutions de l'OCI conformes à la Stratégie du COMCEC entre 2016 et 2017 est jointe en Annexe 1)

5. Le Comité a été informé par le BCC que, parmi les 204 activités des Institutions de l'OCI achevées depuis la 31ème Session du COMCEC, 36,8% des activités ont été mises en œuvre dans le domaine du commerce, suivi par l'allègement de la pauvreté (18,6%) et la coopération financière (8,8%). Le Comité a été également informé que, concernant les types d'activités, les institutions s'étaient spécialement focalisées sur les programmes de formation et d'assistance technique (41,2%), les divers réunions et ateliers d'experts (15,2%) ainsi que les foires, expositions et forums (14,2%).

6. Afin de mieux refléter les activités des Institutions de l'OCI conformément à la Stratégie du COMCEC et aux Recommandations de politiques adoptées au niveau ministériel, le Comité a demandé aux Institutions de l'OCI d'indiquer précisément l'alignement de leurs activités sur les recommandations de politiques dans leurs listes d'activités.

7. Le Comité a souligné que les recommandations ministérielles de politiques du COMCEC peuvent être bénéfiques pour les institutions de l'OCI dans la planification de leurs futurs activités et programmes de coopération. Tout en discutant des possibles voies et moyens des contributions éventuelles des Institutions de l'OCI à la mise en œuvre des

Recommandations de Politiques élaborées par les Pays Membres, le Comité a pris note que les recommandations de politiques pourraient être soutenues par les Institutions via les projets de formation, l'élaboration d'études et d'enquêtes et le renforcement de l'expertise dans les Pays Membres, financés soit par le Mécanisme de Financement de projets du COMCEC, soit par les services de financement propres aux institutions.

8. Soulignant l'importance de mesurer l'impact des activités mises en œuvre par les institutions de l'OCI, le Comité a accepté d'ajouter «*La Question d'évaluer l'impact des activités des Institutions de l'OCI* » à l'ordre du jour de la 30ème Réunion du Comité de Session comme point à part.

9. Soulignant la nécessité de la complémentarité des efforts déployés dans le domaine du tourisme et tenant compte des efforts similaires assentis par le CCO dans le domaine du Tourisme Respectant les Règles de l'Islam, le Comité est convenu d'inviter le Bureau de coordination du COMCEC au Groupe de Travail sur le Tourisme islamique, présidé par l'Indonésie.

10. Le comité est également convenu que, conformément aux efforts visant à accroître quantitativement le commerce intra-OCI, les institutions pertinentes de l'OCI doivent prêter attention à la qualité de commerce, y compris sa composition et son aspect lié à la valeur ajoutée, en mettant en place de divers programmes et idées innovantes.

Renforcement de la coopération et de la coordination entre les Institutions de l'OCI

11. En ce qui concerne le sous-point intitulé « Élaborer des programmes techniques pluriannuels de renforcement des capacités », la SIFC (le Groupe de la BID)a informé le Comité d'un modèle de programme intitulé « Programme pluriannuel de coopération/renforcement des capacités de la facilitation du commerce pour une coopération régionale renforcée et une connectivité transparente ». Saluant les points de vue exprimés par la SIFC (le Groupe de la BID) sur l'adoption de l'approche programmatique dans le domaine de coopération des efforts au lieu de l'approche basée sur les activités, le Comité a demandé à la SIFC (Groupe de la BID) de s'attarder sur la logique programmatique. Le Comité a également invité les participants à communiquer leurs commentaires et rétroactions sur la présentation susmentionnée au Groupe de la BID et à formuler quelques idées concrètes quant à la méthodologie de l'approche programmatique.

12. Concernant le projet de création/mise à jour de la base de données statistiques des pays de l'OCI (OIC Stat), le Comité a été informé par le représentant du SESRIC que les travaux pertinents ont été menés conformément aux décisions de la Commission statistique de l'OCI et par conséquent le SESRIC cherche à lancer sa base de données en 2017.

Contributions possibles des Institutions de l'OCI à la mise en œuvre des ODD dans les États Membres de l'OCI

13. Le Comité a été informé par le SESRIC que « l'enquête tendancielle sur les priorités des pays membres de l'OCI en matière d'ODD» a été distribuée aux Pays Membres conformément aux résolutions pertinentes de la 31ème Session du COMCEC. La réaction des pays membres est relativement faible puisque la plupart des pays sont en phase de sensibilisation aux ODD. Le Comité a également été informé que le SESRIC avait récemment préparé un rapport intitulé « Passer des OMD aux ODD: perspectives et défis pour les pays de l'OCI ».

14. Le Comité a été informé par le BCC sur le rapport intitulé « Contributions des institutions de l'OCI à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) ». Le Comité a décidé que le BCC peut assurer le suivi des activités relatives aux ODD organisées par les institutions de l'OCI et par conséquent présenter des rapports à la prochaine Session du COMCEC.

Mise en œuvre de la Section Coopération Économique de l'OCI-2025

15. Concernant la mise en œuvre de la composante économique et commerciale de l'OCI-2025 : Programme d'action, le Comité a pris note que les contributions des parties prenantes concernées, des institutions de l'OCI et des Comités permanents revêtent une importance particulière lors de la conception du plan de mise en œuvre.

Questions diverses

16. La réunion du Comité a été clôturée par une motion de remerciements.

LIST OF ACTIVITIES
ORGANIZED BY THE OIC INSTITUTIONS ALIGNED WITH THE COMCEC STRATEGY
December 2015- November 2016

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevance to Strategy's Output Area/ Related WG Policy Recommendations	Partner(s)	Date and Venue	Outcomes of the Activity
1.	ICCIA	9th Forum for Businesswomen in Islamic Countries	Forum	Trade	Enhanced communication among private sector representatives / institutions of the Member States.	Council of Saudi Chambers	May 25, 2016 Riyadh, Saudi Arabia	Strengthened the institutional role, in creating a sustainable channel for introducing investment opportunities in the Islamic countries. Enabled the businesswomen to meet one another, interact and discuss new avenues for cooperation and commercial exchange.
2.	ICCIA	Workshop on Key Infrastructure Development for Rural Growth for OIC Countries	Workshop	Trade	Enhanced communication among private sector representatives / institutions of the Member States.	FAO/BIPP, PGTF / UNOSSC	29th Nov. – 1st Dec. 2016 Lahore, Pakistan	Provided an overall review of problem, issues and strategic option in developing backbone and supporting infrastructure for rural development. The thrust of the workshop was on Cold Chain System and other related infrastructure in developing a competitive rural economy. Highlighted the importance of developing the clusters of profitable small-medium-and large-scale farms and associated agribusinesses in selected Corridors from OIC region.
3.	ICCIA	1st Training Programme for Women Skill Development and Networking	Training Programme	Trade	Enhanced communication among private sector representatives / institutions of the Member States.	Local Academia	August 26, 2016 ICCIA's Headquarters, Pakistan	Promoted entrepreneurial activities for women and youth who were either doing business or planning to start businesses. The participants were educated on the latest concepts of enterprise development for setting-up of small scale business ventures. Networking session provided the participant with opportunities to share their ideas, experiences and future business planning.
4.	ICCIA	2nd Training Programme for Women Skill Development and Networking	Training Programme	Trade	Enhanced communication among private sector representatives / institutions of the Member States.	Local Academia	4th October 2016 ICCIA's Headquarters, Pakistan	It was a series of 2nd Training Programme as mentioned in S.No. 2, organized for women and youth. The topic was 'Elements of Writing an Effective Business Plan' The participants were educated on how to make an effective business plan. The participants were brief about the core elements of business plan such as: market need, target customer, market size, business model, go-to-market strategy and key Risks.

5.	ICDT	Seminar on e-commerce	Seminar	Trade	Developing Trade intra-OIC	AIDMO	1-4 December 2015 Casablanca/Morocco	The objective of this workshop is to raise awareness among artisans on the importance of ICTs in the promotion and the marketing of Handicraft products and to inquire on the latest techniques of E-commerce. This workshop was also an opportunity for participants to learn about the successful national experiences and strengthen cooperation in the field of technical assistance in the creation of commercial websites. Sensitizing of the promotion of e-commerce in Arab Countries and establishing a portal on e-commerce on Handicraft
6.	ICDT	4th OIC Halal Exhibition	Fair	Trade	Developing Trade intra-OIC	Sharjah Chamber of Commerce and Industry	8th – 10th December 2015 Sharjah/United Arab Emirates	This exhibition gathered actors of Halal industry in the OIC countries to promote their products and services and increase investments in this sector notably food, cosmetics, clothing and fashion as well as services related to Halal certification. The area surface of the exhibition was 2000 square meters and the Fair recorded the participation of 1000 businessmen 125 Companies from the OIC Member States.
7.	ICDT	2nd Tourism Fair of the OIC Member States	Fair	Tourism	Developing Trade intra-OIC	Sharjah Chamber of Commerce and Industry	8th – 10th December 2015 Sharjah/United Arab Emirates	Promoting family tourism in the OIC Member States. The Exhibition was attended by approximately 125 Companies representing 25Member States and recorded the participation of 1000 businessmen
8.	ICDT	Administration of RTAs and the prospects of Regional Integration in the OIC African and Arab Member States	Seminar	Trade	Developing Trade intra-OIC	Cooperation and Integration Dept/IDB	21-23 December 2015 Casablanca/ Morocco	This workshop aimed to make on the one hand the inventory of bilateral, regional and multilateral trade agreements and the Free Trade Area Agreements (FTAs) of the Africans and Arab Member States of the OIC, as well as to evaluate the impact of these agreements on the sustainable development of their economies and to formulate practical recommendations enabling them to refine their national strategies in order to facilitate regional integration. Main outcomes: sensitizing the importance of RTAs and FTA in enhancing intra-OIC Trade.

9.	ICDT	Seminar on Trade in Services in RTAs: What Lessons for the Quad Countries?	Training Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	Agadir Technical Unit	21-23 December 2015 Cairo/Egypt	The objectives of this seminar were to: Deepen participants' knowledge on the role of services and trade in services in the context of globalization; Increase knowledge of participants on the provisions and rules of the General Agreement on Trade in Services (GATS) within the framework of the WTO; Deepen participants' knowledge on the technical and political aspects to complete with success the negotiations on the liberalization of services at international and regional levels; Discuss the opportunities and challenges facing the Countries of the Agadir Agreement in the field of negotiations on the liberalization of trade in services. Participants benefited from the last services negotiations methods and strategies in order to enhance their trade in services.
10.	ICDT	14th Meeting of the Economic Counsellors of the OIC Embassies accredited in Rabat	Meeting	Trade	Developing intra-OIC Trade	OIC Member States	14 January 2016 Rabat/Morocco	The meeting aimed at information the Economic counsellors about the last development on intra-OIC Trade and trade promotion events to be organized by ICDT and its technical assistance to their countries.
11.	ICDT	Regional Conference on International Investment Agreements	Meeting	Trade	Developing intra-OIC Investment	Ministry of Economy and Finance of Morocco and UNCTAD	12-15 January 2016 Casablanca/ Morocco	The objective of this Conference is to deepen participants' knowledge of International Investment Agreements, (IIA) which could help achieve the goal of sustainable development and inclusive growth, identify and consider issues related to international investment. This Conference helped participants to understand the impact IIA to attract foreign investment in Countries.

12.	ICDT	Training workshop on setting-up bankable tourism projects of the Regional Project on Sustainable Tourism Development in a Network of Cross Border Parks and Protected Areas in West Africa	Workshop	Tourism	Developing Tourism intra-OIC	SESRIC/ UNTWO/Regional Coordinator (Guinea)	15-17 February 2016 Casablanca/Morocco	The Training Workshop on the Setting up of Tourism Projects was organized for the benefit of the focal points of the beneficiary Countries in order to familiarize them with the methodologies and procedures of the Arab, African and international Financial Institutions. On this occasion, the participants discussed the following topics: Recent Developments of the Project; Issues related to the elaboration of cross-border bankable projects forms; Presentation of the Results of the 1st Donors Conference and the preparations of the 2nd Conference scheduled to be held in 2017; Creation of Regional Coordination Unit of the Project.
13.	ICDT	Seminar on the Outcome of the 10th WTO Ministerial Conference and Accession to the Trade Facilitation Agreement	Seminar	Trade	Developing Trade intra-OIC	Ministry in Charge of Foreign Trade of Morocco and WTO	25 February 2016 Casablanca/ Morocco	The objective of the seminar was to inform the participants about the main outcomes of the 10th WTO Ministerial Conference of Nairobi, and to introduce the Trade Facilitation Agreement (TFA) and its impact on the foreign trade development of the OIC Member Countries. Participants recommended to continue to organise such events for the benefit of Public and Private sectors including parliamentaries in order to more sensitise this agreement.
14.	ICDT	2nd African Forum on Halal Business	Expo and Forum	Trade	Developing Trade intra-OIC	ICDT/Senegal	3-5 March 2016 Dakar/Senegal	This 1st International Forum of Business Halal aims to enhance trade and investment in Halal Sector in OIC African Countries. 14 Member States attended this Forum which highlighted the problems facing the sector, including the lack of investment and training for the benefit of the sector operators. They expressed the wish for the establishment of a strategy and an action plan for the development of Halal industry at the OIC level and the strengthening of collaboration in training on the Halal industry and exchange of experience among the Member States (reverse linkage).

15.	ICDT	3rd OIC Health Expo	Fair	Trade	Developing intra-OIC Trade	Ministry of Health of the Kingdom of Morocco, OFEC	24th -27th March 2016 Casablanca/ Morocco	The Exhibition brought together stakeholders of the health sector (pharmaceutical Industry, service providers, professionals in nutrition and dietetics, surgery, care and wellness etc ...) of the OIC countries and was attended by the 20 OIC Countries in order to promote trade and investment in this sector.
16.	ICDT	Training Seminar on The "Trade Preferential System Among the OIC Member States (TPS OIC) and its Protocols" for the benefit of the African Countries,	Training Seminar	Trade	Raising awareness of OIC African Member States to sign and ratify TPS/OIC and its protocols	Dept of Cooperation and Integration /IDB	28-30 March 2016 Casablanca - Morocco	The objective of this seminar is to raise awareness among the Member States of the OIC African Regional Economic Groupings (REG) on the TPS/OIC Agreement and its protocols in order to accelerate its signature and ratification by these groupings to strengthen the development of intra-OIC trade. 20 Member countries attended this Seminar. The participants proposed the following recommendations: the transmission of the results of the study on the impact on trade of (TPS/OIC) in WAEMU countries to the OIC General Secretariat, IDB and the WAEMU Commission and conducting impact studies of the TPS / OIC on the other OIC regions.

17.	ICDT	Training Seminar on " TPS/ OIC Agreement and its protocols for the benefit of executives of the state of Palestine and Jordan	Training Seminar	Trade	Capacity building of negotiations dealing with TPS/OIC	Ministry of National Economy-Palestine Ministry of Trade, Industry and Supply-Jordan	4-5 April 2016 Amman/Jordan	The objective of this seminar is to raise awareness among Palestinian and Jordanian executives of the public and private sector on the importance of the TPS/OIC Agreement and its Protocols in order to contribute to the development of trade between these countries and the other OIC Member States. The participants proposed the following recommendations: The importance of implementing the TPS-OIC to enable the Palestinian economy to benefit from it, and to increase synergy as well as economic and trade integration between Palestine and the other OIC Member States Provide technical support to the Palestinian institutions from the public and private sectors in order to benefit from the COMCEC and the IDB Group projects. The importance of holding the meeting of the Trade Negotiations Committee of the OIC Member States in order to expand the TPS/OIC to trade in services, dismantling of the mechanism of Non-Tariff Barriers, and specific and effective rules for dispute settlement; To ensure that the State of Palestine submit its list of concessions in order to allow the Palestinian economy to benefit from the Trade Negotiations of the participating Countries, and to provide it with technical assistance for establishing the positive lists of products for the implementation of this Framework Agreement.
18.	ICDT	Regional on line Marketing Workshop of the WIEF Foundation	Workshop	Trade	Developing intra-OIC Trade	WIEF	18-21 April 2016 Amman/Jordan	This event was organized by ICDT and the WIEF in collaboration with the Agadir Technical Unit (ATU). This workshop, held for the benefit of business women, was aimed, on the one hand, to assist women entrepreneurs in the design of their website and the online commercialization of their products and services, and to provide the necessary tools in order to familiarize them with online marketing strategies on the other. The workshop, attended by twenty businesswomen who created in 5 days their own commercial website in order to sell online their products and services.

19.	ICDT	2nd Higher Education Expo and Forum	Expo and Forum	Trade	Developing intra-OIC Trade	ICDT/Senegal	9-12 May 2016 Dakar/Senegal	This Forum aimed to promote higher education services and to develop partnerships among the OIC Member States and to establish direct contacts between the various stakeholders in the field of training and Higher Education, in order to promote investment in this sector and to develop partnerships between Senegalese universities and those of OIC Member States; particularly through the exchange of students and trainers. The Fair covered 3000 sqm, among which 1,200 sqm net, recorded the participation of 12 OIC countries.
20.	ICDT	9th Edition of Agri-food industries in OIC Member Countries	Exhibition	Trade	Developing intra-OIC Trade	ICDT/KSA	9-12 May 2016 Jeddah / KSA	This exhibition is organized in order to boost intra-OIC Trade and Investment in Agribusiness sector. The net exhibition space was spread over approximately 4000 square meters and recorded the participation of 350 companies representing 22 States.
21.	ICDT	Seminar on Export Auditing and SMEs Competitiveness	Training Seminar	Trade	Capacity building program for exporters		16-19 May 2016 Casablanca - Morocco	The objective of this workshop is to ensure an upgrading of the Human Resources operating in the field of International Trade in order to benefit from the new methods and techniques applied to International Trade particularly in Audit-Export and Development of Competitive capabilities of SMEs. Main recommendations : Participants stressed the importance of the topics and quality of the experts and recommended the following: The duplication of the workshop at the national and regional levels with more case study; The organization of sectorial workshops for the benefit of foreign trade Executives.
22.	ICDT	15th Trade Fair of the OIC Member States "OIC-EXPO 2015"	Fair	Trade	Developing intra-OIC Trade	Ministry of Commerce & Industry of Saudi Arabia	22nd – 26th May 2016 Riyadh/Saudi Arabia	The Exhibition area of the Fair reached 11.200 Square meters, 271 enterprises exhibited their products in the Fair, which was visited by 2200 businessmen from the 36 OIC Member States. It was also observed that most of added value exhibited products are reflecting the real economic and industrial progress recorded by some Member States. As well as the High Technological and technical development level of participating countries. An awards ceremony was also held and prizes were awarded to the following countries: First Prize: Kingdom of Saudi Arabia; Second Prize: Kingdom of Morocco, Third Prize: People's Republic of Bangladesh.

23.	ICDT	2nd Forum TPOs of the OIC Member States	Meeting	Trade	Developing intra-OIC Trade	Ministry of Commerce & Industry of Saudi Arabia; ITFC, TPOs, ITC	23rd May 2016 Riyadh/Saudi Arabia	The Forum was attended by representatives of trade promotion organs from 31 Member States. The meeting recommended the following: Supporting OIC Trade Promotion Organs (Launching the TPOs Virtual Network of the OIC Member States and invite OIC Member States to contribute to its improvement and update, holding the OIC TPOs regional forum once every year in order to review progress and make recommendations of the work of the Network of TPOs and organizing capacity building activities in various fields of international trade.
24.	ICDT	Forum of IPAs of the OIC Member States	Meeting	Trade	Developing intra-OIC Investments	Ministry of Commerce & Industry of Saudi Arabia; ITFC, IPAs, UNCTAD, ICIEC	24th May 2016 Riyadh/Saudi Arabia	82 participants from 18 OIC countries and 7 OIC institutions attended the Forum. The Forum agreed to: create a regular mechanism for consultation among the Investment promotion Agencies of the Member States of the OIC to review the common challenges and opportunities on investment issues. In this regard, participants recommended the holding of similar forums for OIC Investment Promotion Agencies every two years, on the margin of the OIC Islamic Trade Fair or at any other venue as may be deemed appropriate.
25.	ICDT	Implications of the WTO Trade Facilitation Agreement Post-Nairobi and OIC Single Window Facility	Training Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	Cooperation and Integration Dept /IDB, Ministry in Charge of Foreign Trade of Morocco/WTO/ITC/WCO	30 May-1st June 2016 Casablanca - Morocco	The objective of this seminar is to sensitize the public and private sectors of OIC Member States of the importance of the implementation of the Trade Facilitation Agreement (TFA) and its impact on the development of foreign trade among Member States on the one hand, and to share experiences and best practices regarding the implementation of national trade facilitation programs on the other, in particular the establishment and the strengthening of national Single Windows of Foreign Trade and the reflection on interoperability between those Single Windows. 18 countries took part in this seminar. Participants recommended to organise a meeting of Customs administrations of the OIC countries; duplicate the organization of regional awareness raising seminars on WTO TFA to accelerate the ratification of its protocol of amendment; and implement a program of technical assistance and sharing of experience in the creation of Single Windows between the developed countries of the OIC and other Member States.

26.	ICDT	Moroccan Malaysian Business Forum	Forum	Trade	Developing intra-OIC Trade	Matrade/Embassy of Malaysia to Morocco	2 June 216 Casablanca Morocco	The aim of this visit is to organize B2B meetings between Malaysian Businessmen and their Moroccan counterparts. The Forum allows the Malaysian delegation to explore the following sectors: food industry (cereals, canned, bottled products, snacks, sauces, and instant food), pharmaceuticals latex products, automotive equipment (speakers, accessories and car parts), construction (paint, coating) and bedding in Morocco.
27.	ICDT	World Investment Forum	Forum	Trade	Attracting more FDI	OICGS/COMCEC / IDBG/ICCIA/ SESRIC /UNCTAD	17-21 July 2016 Nairobi/Kenya	ICDT, SESRIC and ICIEC participated under the "OIC Pavillion" in the investment village Exhibition that was attended by 15 countries and was a platform for participating countries to promote their Business climate in their respective countries through a professional exhibition and an opportunity to be informed about the latest innovations to promote investments. This Panel was an opportunity to review the initiatives taken by the OIC Institutions and OIC Member States to improve the investment climate and increase the attractiveness of their economies to FDI.
28.	ICDT	Moroccan Indonesian Business Forum	Forum	Trade	Developing intra-OIC Trade	President Special Envoy/Embassy of Indonesia to Morocco	28-29 September 216 Casablanca Morocco	The aim of this visit is to organize B2B meetings between Indonesian Businessmen and their Moroccan counterparts. This forum witnessed the organization of a seminar and B2B meetings between Moroccan and Indonesian economic operators in the following areas: food industry, chemicals, pharmaceuticals, building materials, crafts, Furniture & decoration, various consumer goods.
29.	ICDT	Administration of RTAs and the prospects of Regional Integration in the OIC English Speaking Countries	Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	Cooperation and Integration Dept/IDB, Ministry of Economy of Turkey/COMCEC	September/ October 2016 Istanbul/Turkey	Postponed in 2017
30.	ICDT	7th OIC World Biz and 2nd OIC-Central Investment Forum	Forum	Trade	Developing intra-OIC Trade	OIC International Business Centre/Malaysia	18-22 October 2016 Kuala Lumpur/Malaysia	The objective of this Forum is to enhance intra-OIC Trade and Investment in general and increase trade and investment between Asian and other OIC Member Countries in particular. The Forum allows participants to explore business opportunities in key sectors such as Agribusiness, Halal Industry, Medical and Family Tourism, Higher education services.

31.	ICDT	Regional Training workshop on "Export strategies for primo-exporters of TRNC"	Training workshop on	Trade	Capacity building program for exporters	MFA of TRNC	25-27 October 2016 Lefkosa, Turkish Republic of Northern Cyprus (TRNC).	Postponed in 2017 due to constraints of time and low level of confirmation of participating countries
32.	ICDT	2nd OIC-Asia Investment Forum	Forum	Trade	Developing intra-OIC Trade	OIC GS/COMCEC/ICCIA /SESESRIC/IDBG / UNCTAD/	October 2016 Tashkent/Uzbekistan	Postponed sine die by the Government of Uzbekistan
33.	IDB Group	Aid For Trade Initiative for Arab States	Regional Eco. Coop. Prog.	Trade	Trade Liberalization Trade Facilitation Trade Promotion Cap. Development	Int. Dev. Institutions, Donor, MCs	2014-2016 Arab States	Regional trade enhanced, new jobs created, human and institutional capacities developed
34.	IDB Group	Enhanced Performance of border control management at selected border posts of Arab States	Technical Assistance (TA) Program	Trade	Trade Facilitation	UNDP	March-Dec 2014 Egypt, Jordan, Suda, KSA	Trade cost for crossborder trade reduced
35.	IDB Group	Strengthening Capacity of the League of Arab States to promote trade integration	TA Prog.	Trade	Capacity Development	UNDP	March-Dec 2014 Cairo, Egypt	Human and institutional capacity at LAS strengthened
36.	IDB Group	NTM Study & Action Plan to eliminate existing obstacles to promote intra-Arab regional trade	Study & Workshop	Trade	Trade Facilitation	ITC	April-Dec 2014 Egypt, Morocco, Tunisia, Palestine	Regulatory and procedural barriers to trade identified and recommendations for NTMs developed
37.	IDB Group	TA for Comoros & Sudan in acceding to WTO	TA & cap. building	Trade	Trade Liberalization	UNCTAD	March-Dec 2014 Comoros, Sudan	Understanding of staff on WTO matters improved
38.	IDB Group	Skills for Trade and Economic Diversification (STED)	Study & cap. Building	Trade	Capacity Development	ILO	March-Dec 2014 Tunisa- Egypt	Sectorial skill development need assessment conducted &skill dev. Program prepared
39.	IDB Group	Youth Training & Employment on International Trade	Training Program	Trade	Capacity Development	FTTC	2015-2016 Egypt	Around 1000 youth will be trained on international trade and employed
40.	IDB Group	2nd phase of STED Program	TA & Cap. Dev.	Trade	Capacity Development	ILO	2015-2016 Egypt-Tunisia	İmplementation phase
41.	IDB Group	Regional Seminar on Reducing trade Cost	Workshop & Seminar	Trade	Trade Facilitation	Int. Org. Arab MSs	21-23 Apr 2015 Amman, Jordan	Knowledge, experience shared related to trade cost reduction measures

42.	IDB Group	Validation Workshop of Special Program for Central Asia	Workshop	Trade		Inter. Inst. MDBs	14-15 March 2016 Istanbul, Turkey	Program document presented to MCs and development partners, feedbacks comments received
43.	IDB Group	IDBG-WBG Deep Dive Initiative	Partnership Program	Trade				
44.	IDB Group	Workshop Cooperation on Transport Infrastructure and Trade Facilitation	Knowledge Event & Seminar	Trade	Capacity Development	WBG	23-24 Feb. 2016 Amman, Jordan	Experiences of MDBs in supporting physical infrastructure development & trade facilitation & private sector development presented to MCs.
45.	IDB Group	Arab Africa Trade Bridge Program	Trade Promotion	Trade				
46.	IDB Group	EXPOLINK Marmomacc Somoter Africa & Middle East 2015 Exhibition	Int. Exhibition	Trade	Trade Promotion	SMEs from LDMCs	15-16 Nov. 2015 Cairo, Egypt-	Participation of SMEs from African MCs int the exhibition sponsored
47.	IDB Group	Regional Buyers–Sellers Meeting in Pharmaceutical & Related Industries	Int. Exhibition B2B Meeting	Trade	Trade Promotion	SMEs from LDMCs	11-12 Nov. 2015 Amman, Jordan	Participation of SMEs from African MCs int the exhibition sponsored
48.	IDB Group	1st African Halal Industry Exhibition	Int. Exhibition Seminar	Trade	Trade Promotion	Organizer	3-5 Mar. 2016 Dakar, Senagal	Organization of the seminar & Exhibition sponsored
49.	IDB Group	Saudi-Indonesia B2B Meeting	Seminar/B2B	Trade	Trade Promotion	SMEs	17 May 2016 Jakarta, Indonesia	Promoting bilateral trade between MCs, develop new business partnership
50.	IDB Group	OIC level Initiatives/Activities		Trade				
51.	IDB Group	Workshop on Competition Policy in OIC MCs	Workshop & Seminar	Trade	Trade Facilitation	MCs	25-26/ Feb. 2015 Tunis, Tunisia	Knowledge, experience and expertise on the competition policies shared by participating MCs
52.	IDB Group	Workshop on Single Window Modality and E-Trade and their role in promoting Intra-OIC Trade	Workshop Seminar	Trade	Trade Facilitation	OIC Inst. Int. Org. MCs	9-10 Nov. 2015 Casablanca, Morocco	Knowledge and experience of participants on E-single window modality presented
53.	IDB Group	The First Meeting of Trade and Investment Sub-Committee	Workshop	Trade	Trade Facilitation Trade Promotion Capacity Dev.	OIC Inst.	16-17 March 2016 Marrakesh, Morocco	Various subject related to intra-OIC trade discussed, main intervention areas identified
54.	IDB Group	The first Technical Meeting of TISC	Meeting	Trade	As above 6.4	OIC Inst.	22-26 May 2016 Jeddah, KSA	Preparation of Joint Action Matrix of Task Team
55.	IDB Group	OIC Islamic Fair & OIC TPOs Meeting	Int. Exhibition	Trade	Trade Promotion	SMEs from LDMCs	May 2016 Riyad, KSA	Participation of SMEs from LDMCs sponsored

56.	IDB Group	Workshop for Arab and African MCs on "the Administration of Regional Trade Agreements and the prospects of Regional Integration in OIC Member States"	Workshop	Trade	Promotion of intra-regional trade		21 – 23 December 2015 Casablanca, Kingdom of Morocco.	Training of the experts/officials from Member Countries
57.	IDB Group	Workshop on "Post-Nairobi WTO Agenda and its Implications for Arab Countries,	Workshop	Trade	Promotion/facilitation of intra-regional trade		February 2016, Amman, Jordan.	Training of the experts/officials from Member Countries
58.	IDB Group	Workshop on "Post-Nairobi WTO Agenda and its Implications for African MCs of OIC",	Workshop	Trade	Promotion/facilitation of intra-regional trade		07 – 09 March 2016, Dakar, Senegal.	Training of the experts/officials from Member Countries
59.	IDB Group	Workshop on "the Use the TPS-OIC mechanism to enhance intra-OIC trade through opening OIC markets to OIC products",	Workshop	Trade	Promotion/facilitation of intra-regional trade		28-30 March 2016, Casablanca, Morocco	Training of the experts/officials from Member Countries
60.	IDB Group	Seminar on Regional Transport Connectivity,	Seminar	Transport	Promoting regional connectivity		16 May 2016, Jakarta	Training of the experts/officials from Member Countries
61.	IDB Group	IDB Forum with Regional Cooperation Organizations in OIC Region:	Forum	Regional Cooperation	Enhancing inter-agency cooperation for supporting economic integration		17 May 2016, Jakarta	Joint agenda of the participating RECs for enhancing regional connectivity in the OIC region
62.	IDB Group	Regional Seminar on "the WTO Trade Facilitation Agreement and the Prospects of Activating the OIC Single Window"	Regional Seminar	Trade	Promotion/facilitation of intra-regional trade		from 30 May to 01 June 2016 Casablanca, Morocco.	Training of the experts/officials from Member Countries
63.	IDB Group	Technical Support to Sudan on Accession to WTO	Technical assistance	Trade	Trade Policy		28 May - 02 June 2016. Khartoum	Training of the experts/officials from Member Countries

64.	IDB Group	Workshop on the assessing regional trade integration processes in Africa,	Workshop	Trade	Promotion/facilitation of intra-regional trade		26-28 September 2016 Abidjan, Côte d'Ivoire	Training of the experts/officials from Member Countries
65.	IDB Group	TUBITAK Marmara Research Center (MRC) of Turkey and Pakistan Meteorological Department (PMD) on Earthquake and Seismological Research	Reverse Linkage Project	Technical Cooperation	Disaster Risk Reduction	SESRIC, TIKA	2016 Pakistan	Transferring technical knowledge and resources from Turkey to Pakistan on Earthquake and Seismology
66.	IDB Group	Yıldırım Beyazıt University Faculty of Medicine of Turkey and The Gambia University School of Medicine and Allied Health Sciences on Medicine and Allied Health Sciences	Reverse Linkage Project	Technical Cooperation	Health	SESRIC, TIKA, YTB	2016 The Gambia	Transferring technical knowledge and resources from Yıldırım Beyazıt University Faculty of Medicine of Turkey to the Gambia University School of Medicine and Allied Health Sciences on Medicine and Allied Health Sciences
67.	IDB Group	Ministry of Agriculture of Kyrgyzstan and the Ministry of Food, Agriculture and Livestock of Turkey on Fisheries Production in Kyrgyz Republic	TCP Project	Technical Cooperation	Agriculture	SESRIC, TIKA, YTB Turkish Airlines	January, 2016 Kyrgyzstan	Transferring technical knowledge on Fisheries Production from Turkey to the Kyrgyz Republic
68.	IDB Group	Technical Study Visit to Turkey on Development of Sustainable Aquaculture for OIC Countries	TCP Project	Technical Cooperation	Agriculture & Food Security	SESRIC, Ministry of Food, Agriculture, and Livestock of Turkey	30 May to 3rd June, 2016 Turkey	Transferring technical knowledge on aquaculture to various OIC countries through study visit and workshops in Turkey

69.	IDB Group	Technical Study Visit to Turkey on Water Resources Management for Mauritania, Senegal, Somalia, and Uganda	TCP Project	Technical Cooperation	Agriculture & Water Resources Management	SESRIC, General Directorate of State Hydraulic Works of Turkey	8 – 19th August, 2016 Turkey	Transferring technical knowledge on water resources management to experts from Mauritania, Senegal, Somalia and Uganda
70.	IDB Group	Investment Development Conference in Srebrenica	Conference		Private Sector Development	THIQAH	11-12/11/2015 Srebrenica - Bosnia and Herzegovina	Attract private sector investment
71.	IDB Group	IDB Group Orientation Workshop in Kuwait	Workshop		Private Sector Development	THIQAH	16/12/2015 Kuwait City - Kuwait	Brainstorming, visibility
72.	IDB Group	Abha Investment Forum	Forum		Private Sector Development	THIQAH	23-24/12/2015 Abha - KSA	Attract private sector investment
73.	IDB Group	Workshop on Agricultural Investment Opportunities in Africa	Workshop		Private Sector Development	THIQAH	28-29/01/2016 Khartoum - Sudan	Attract private sector investment
74.	IDB Group	Business Forum in Morocco	Forum		Private Sector Development	THIQAH	22/02/2016 Casablanca - Morocco	Attract private sector investment
75.	IDB Group	Saudi Arabia Institutional Investor Forum	Forum		Private Sector Development	THIQAH	08/03/2016 Riyadh - KSA	Attract private sector investment
76.	IDB Group	China OIC Forum	Forum		Private Sector Development	THIQAH	22/03/2016 Beijing - China	Visibility, marketing, investing
77.	IDB Group	Annual Investment Meeting (AIM) 2016	Conference		Private Sector Development	THIQAH	11-13/04/2016 Dubai - UAE	Visibility, marketing, brainstorming
78.	IDB Group	International Conference of Entrepreneurs	Conference		Private Sector Development	THIQAH	19-20/04/2016 Avaza - Turkmenistan	Visibility, marketing, brainstorming
79.	IDB Group	Business networking meeting	Meeting		Private Sector Development	THIQAH	27/04/2016 Jeddah - KSA	Business meeting between Gambian delegation and Saudi Businessmen
80.	IDB Group	Euromoney Conference	Conference		Private Sector Development	THIQAH	3-4/05/2016 Riyadh - KSA	Multiple
81.	IDB Group	Sarajevo Business Forum 2016	Forum		Private Sector Development	THIQAH	4-5/05/2016 Sarajevo - Bosnia and Herzegovina	Attract private sector investment
82.	IDB Group	Seminar on Transformation of Islamic Finance Industry in Indonesia	Seminar		Private Sector Development	THIQAH	16/05/2016 Jakarta - Indonesia	Brainstorming

83.	IDB Group	IDB Group Private Sector Forum	Forum		Private Sector Development	THIQAH	17/05/2016 Jakarta - Indonesia	Attract private sector investment
84.	IDB Group	The 15th Exhibition for the Members of Organization of Islamic Cooperation (OIC)	Exhibition		Private Sector Development	THIQAH	22/05/2016 Riyadh - KSA	Visibility, marketing
85.	IDB Group	IDB Group Participation & Exhibition during 12th WIEF 2016	Exhibition		Private Sector Development	THIQAH	02/08/2016 Jakarta - Indonesia	Visibility, marketing
86.	IDB Group	Inauguration of the IDB Group Country Gateway Office in Abuja - Nigeria	Opening		Private Sector Development	THIQAH	22/08/2016 Abuja - Nigeria	Opening ceremony
87.	IDB Group	IsDB Group Exhibition @ MUSIAD 2016	Exhibition		Private Sector Development	THIQAH	09/11/2016 Istanbul - Turkey	Visibility, marketing
88.	SESRIC	Science, Technology, and Innovation Statistics	Statistical Training	Transport and Communications	Institutional and Human Capacity	State Statistical Committee of Azerbaijan + Turkish Statistical Institute	26-28 September 2016 Baku, Azerbaijan	In the COMCEC Strategy, it is stated that "COMCEC will promote studies and activities that aim at improving the institutional and human capacity of relevant government and nongovernment institutions of the member countries". In this respect, the training contributed on increasing interactions between peer institutions of the Member States and enhancing professional skills of human resources.
89.	SESRIC	Transport Statistics	Technical Mission	Transport and Communications	Institutional and Human Capacity	Committee on Statistics of the Ministry of National Economics of Kazakhstan + Turkish Statistical Institute	26-30 September 2016 Astana, Kazakhstan	In the COMCEC Strategy, it is stated that "COMCEC will promote studies and activities that aim at improving the institutional and human capacity of relevant government and nongovernment institutions of the member countries". In this respect, the training contributed on increasing interactions between peer institutions of the Member States and enhancing professional skills of human resources.

90.	SESRIC	Information Society Statistics	Statistical Training	Transport and Communications	Institutional and Human Capacity	National Office of Statistics of Mauritania + Directorate of Statistics of Morocco	10-13 October 2016 Nouakchott, Mauritania	In the COMCEC Strategy, it is stated that "COMCEC will promote studies and activities that aim at improving the institutional and human capacity of relevant government and nongovernment institutions of the member countries". In this respect, the training contributed on increasing interactions between peer institutions of the Member States and enhancing professional skills of human resources.
91.	SESRIC	Multidimensional Poverty Measurement	Workshop	Poverty Alleviation	Monitoring Poverty	COMCEC, OPHI, ISFD	30 November - 06 December 2015 Dakar, Senegal	In the COMCEC Strategy, one of the output areas of the poverty alleviation is monitoring poverty. The Strategy points out the significance of increasing the awareness in poverty alleviation efforts and additionally emphasizes development of "appropriate solutions based on reliable data monitoring and reporting regarding poverty". In this regard, the short term trainings and workshops that have been organized by SESRIC, contribute to obtain advanced collection of accurate and reliable data as much as obtaining enhanced capacity of the member states in monitoring poverty.
92.	SESRIC	Poverty, Living Conditions, and Cross- Cutting Social Issues Statistics	Study Visit	Poverty Alleviation	Monitoring Poverty	Central Statistical Organization of Iraq + Central Agency for Public Mobilization and Statistics of Egypt	27-29 December 2015 Cairo, Egypt	In the COMCEC Strategy, one of the output areas of the poverty alleviation is monitoring poverty. The Strategy points out the significance of increasing the awareness in poverty alleviation efforts and additionally emphasizes development of "appropriate solutions based on reliable data monitoring and reporting regarding poverty". In this regard, the short term trainings and workshops that have been organized by SESRIC, contribute to obtain advanced collection of accurate and reliable data as much as obtaining enhanced capacity of the member states in monitoring poverty.
93.	SESRIC	Poverty, Living Conditions, and Cross- Cutting Social Issues Statistics	Statistical Training	Poverty Alleviation	Monitoring Poverty	Central Bureau of Statistics of Sudan + Central Agency for Public Mobilization and Statistics of Egypt	08-10 February 2016 Khartoum, Sudan	In the COMCEC Strategy, one of the output areas of the poverty alleviation is monitoring poverty. The Strategy points out the significance of increasing the awareness in poverty alleviation efforts and additionally emphasizes development of "appropriate solutions based on reliable data monitoring and reporting regarding poverty". In this regard, the short term trainings and workshops that have been organized by SESRIC, contribute to obtain advanced collection of accurate and reliable data as much as obtaining enhanced capacity of the member states in monitoring poverty.

94.	SESRIC	Poverty, Living Conditions, and Cross- Cutting Social Issues Statistics	Statistical Training	Poverty Alleviation	Monitoring Poverty	Agency on Statistics under President of the Republic of Tajikistan + State Statistical Committee of the Republic of Azerbaijan	15-17 February 2016 Dushanbe, Tajikistan	In the COMCEC Strategy, one of the output areas of the poverty alleviation is monitoring poverty. The Strategy points out the significance of increasing the awareness in poverty alleviation efforts and additionally emphasizes development of "appropriate solutions based on reliable data monitoring and reporting regarding poverty". In this regard, the short term trainings and workshops that have been organized by SESRIC, contribute to obtain advanced collection of accurate and reliable data as much as obtaining enhanced capacity of the member states in monitoring poverty.
95.	SESRIC	Poverty, Living Conditions, and Cross-Cutting Social Issues Statistics	Statistical Training	Poverty Alleviation	Monitoring Poverty	Central Statistical Organization of Yemen + Department of Statistics of Jordan	16-18 February 2016 Amman, Jordan	In the COMCEC Strategy, one of the output areas of the poverty alleviation is monitoring poverty. The Strategy points out the significance of increasing the awareness in poverty alleviation efforts and additionally emphasizes development of "appropriate solutions based on reliable data monitoring and reporting regarding poverty". In this regard, the short term trainings and workshops that have been organized by SESRIC, contribute to obtain advanced collection of accurate and reliable data as much as obtaining enhanced capacity of the member states in monitoring poverty.
96.	SESRIC	Living Conditions and Poverty Statistics	Statistical Training	Poverty Alleviation	Monitoring Poverty	Ministry of Development Planning and Statistics of Qatar + Department of Statistics of Jordan	4-8 September 2016 Doha, Qatar	In the COMCEC Strategy, one of the output areas of the poverty alleviation is monitoring poverty. The Strategy points out the significance of increasing the awareness in poverty alleviation efforts and additionally emphasizes development of "appropriate solutions based on reliable data monitoring and reporting regarding poverty". In this regard, the short term trainings and workshops that have been organized by SESRIC, contribute to obtain advanced collection of accurate and reliable data as much as obtaining enhanced capacity of the member states in monitoring poverty.

97.	SESRIC	Module 2: Quarterly National Accounts	Technical Mission	Finance	Training, R&D Activities and Statistics	Central Statistics Organization of Afghanistan + Statistical Centre of Iran	23 January-12 February 2016 Kabul, Afghanistan	Within the COMCEC Strategy, financial cooperation has the main purpose of contributing to financial stability and growth of the member countries. In Chapter 3.6, the Strategy demonstrates the training, R&D Activities and Statistics as one of the output areas of Finance. The importance the output area is to facilitate building human resource capacity and meeting the product development requirements of financial markets of the member countries.
98.	SESRIC	Social Accounting Matrices	Statistical Training	Finance	Training, R&D Activities and Statistics	Information and e-Government Authority of Bahrain + Directorate of Statistics of Morocco	25-27 April 2016 Manama, Bahrain	Within the COMCEC Strategy, financial cooperation has the main purpose of contributing to financial stability and growth of the member countries. In Chapter 3.6, the Strategy demonstrates the training, R&D Activities and Statistics as one of the output areas of Finance. The importance the output area is to facilitate building human resource capacity and meeting the product development requirements of financial markets of the member countries.
99.	SESRIC	Stakeholder Meeting on Developing Islamic Financial Industry Database of OIC Member Countries	Meeting	Finance	Training, R&D Activities and Statistics	World Bank	9 October 2016 Washington DC, USA	Within the COMCEC Strategy, financial cooperation has the main purpose of contributing to financial stability and growth of the member countries. In Chapter 3.6, the Strategy demonstrates the training, R&D Activities and Statistics as one of the output areas of Finance. The importance the output area is to facilitate building human resource capacity and meeting the product development requirements of financial markets of the member countries.
100.	SESRIC	Balance of Payments and International Trade Statistics	Statistical Training	Trade	Trade Promotion	Information and e-Government Authority of Bahrain + Central Bank of Republic of Turkey	15-17 March 2016 Manama, Bahrain	The COMCEC Strategy refers to improvement of trade related institutional and human capacity of the member states by facilitating exchange of experiences and know-how among them. In Chapter 3.1, the Strategy gives place to Trade Promotion as one of the outputs of Trade. In this regard, the training programmes and workshops that have been organized by SESRIC contribute to increase awareness of ongoing trade projects and enhance communication among private sector representatives / institutions of the member states.

101.	SESRIC	International Trade Statistics	Statistical Training	Trade	Trade Promotion	Department of Economic Planning and Development (JPKE) of Brunei Darussalam + Department of Statistics (DOS) of Malaysia	20-22 September 2016 Bandar Seri Begawan, Brunei	The COMCEC Strategy refers to improvement of trade related institutional and human capacity of the member states by facilitating exchange of experiences and know-how among them. In Chapter 3.1, the Strategy gives place to Trade Promotion as one of the outputs of Trade. In this regard, the training programmes and workshops that have been organized by SESRIC contribute to increase awareness of ongoing trade projects and enhance communication among private sector representatives / institutions of the member states.
102.	SESRIC	Business Registers	Statistical Training	Trade	Trade Promotion	Central Agency for Public Mobilization and Statistics of Egypt + Department of Statistics of Malaysia	26-28 April 2016 Cairo, Egypt	The COMCEC Strategy refers to improvement of trade related institutional and human capacity of the member states by facilitating exchange of experiences and know-how among them. In Chapter 3.1, the Strategy gives place to Trade Promotion as one of the outputs of Trade. In this regard, the training programmes and workshops that have been organized by SESRIC contribute to increase awareness of ongoing trade projects and enhance communication among private sector representatives / institutions of the member states.
103.	SESRIC	Tourism Satellite Accounts	Workshop	Tourism	Capacity Building and Training Programs	UNWTO	30 November - 03 December 2015 Almaty, Kazakhstan	In the COMCEC Strategy, one of the output areas of the tourism sector is capacity building and training programs. In Chapter 3.3, the Strategy clearly puts forward that “tourism data collection in many COMCEC members is inadequate to either limited capacity in data collection or lack of awareness regarding its importance” and additionally underlines that “Unavailability of reliable data hampers producing a sound analysis of the sector and hence, an effective cooperation framework”. In this respect, the training programmes and workshop that have been organized by SESRIC enhance data collection and data analysing capacity, increase quality of service in tourism statistics and increase institutional capacity.

104.	SESRIC	Tourism Statistics	Statistical Training	Tourism	Capacity Building and Training Programs	BPS-Statistics Indonesia + Suriname Tourism Foundation	09-11 August 2016 Paramaribo, Suriname	In the COMCEC Strategy, one of the output areas of the tourism sector is capacity building and training programs. In Chapter 3.3, the Strategy clearly puts forward that "tourism data collection in many COMCEC members is inadequate to either limited capacity in data collection or lack of awareness regarding its importance" and additionally underlines that "Unavailability of reliable data hampers producing a sound analysis of the sector and hence, an effective cooperation framework". In this respect, the training programmes and workshop that have been organized by SESRIC enhance data collection and data analysing capacity, increase quality of service in tourism statistics and increase institutional capacity.
105.	SESRIC	Tourism Statistics	Statistical Training	Tourism	Capacity Building and Training Programs	Gambia Bureau of Statistics + Uganda Bureau of Statistics	24-26 August 2016 Serre Kunda, Gambia	In the COMCEC Strategy, one of the output areas of the tourism sector is capacity building and training programs. In Chapter 3.3, the Strategy clearly puts forward that "tourism data collection in many COMCEC members is inadequate to either limited capacity in data collection or lack of awareness regarding its importance" and additionally underlines that "Unavailability of reliable data hampers producing a sound analysis of the sector and hence, an effective cooperation framework". In this respect, the training programmes and workshop that have been organized by SESRIC enhance data collection and data analysing capacity, increase quality of service in tourism statistics and increase institutional capacity.
106.	SESRIC	Agriculture Statistics	Statistical Training	Agriculture	Reliable and Up-To-Date Data	Department of Economic Planning and Development of Egypt + Department of Statistics Jordan	29-31 August 2016 Cairo, Egypt	In the COMCEC Strategy, one of the output areas of the agriculture sector is Reliable and Up-To-Date Data. The Strategy indicates the critical role of the agriculture sector, as welfare of many COMCEC members, especially LDCs, depend on it. In this regard, the short term trainings that have been organized by SESRIC contributed in enhancement of the sector by obtaining reliable and up-to-date data collection with a view to ensuring sound analysis of the sector.

107.	SESRIC	Agricultural Surveys	Statistical Training	Agriculture	Reliable and Up-To-Date Data	Gambia Bureau of Statistics + Uganda Bureau of Statistics	20-22 September 2016 Serre Kunda, Gambia	In the COMCEC Strategy, one of the output areas of the agriculture sector is Reliable and Up-To-Date Data. The Strategy indicates the critical role of the agriculture sector, as welfare of many COMCEC members, especially LDCs, depend on it. In this regard, the short term trainings that have been organized by SESRIC contributed in enhancement of the sector by obtaining reliable and up-to-date data collection with a view to ensuring sound analysis of the sector.
108.	SESRIC	Agricultural Surveys	Statistical Training	Agriculture	Reliable and Up-To-Date Data	Pakistan Bureau of Statistics + BPS-Statistics Indonesia	20-22 September 2016 Islamabad, Pakistan	In the COMCEC Strategy, one of the output areas of the agriculture sector is Reliable and Up-To-Date Data. The Strategy indicates the critical role of the agriculture sector, as welfare of many COMCEC members, especially LDCs, depend on it. In this regard, the short term trainings that have been organized by SESRIC contributed in enhancement of the sector by obtaining reliable and up-to-date data collection with a view to ensuring sound analysis of the sector.
109.	SESRIC	Labour Cost	Statistical Training	All Cooperation Areas	Statistical Skills Enhancement Programmes	National Institute of Statistics of Mali + Institute of National Statistics of Cote d'Ivoire	28-30 December 2015 Bamako, Mali	In several chapters of COMCEC Strategy, capacity building and training programs have been defined as output areas. The Strategy clearly puts forward that "data collection in many COMCEC members is inadequate to either limited capacity in data collection or lack of awareness regarding its importance" and additionally underlines that "Unavailability of reliable data hampers producing a sound analysis of the sectors and hence, an effective cooperation framework". In this respect, the training programmes and workshop that have been organized by SESRIC enhance data collection and data analysing capacity, increase quality of service in related statistics and increase institutional capacity.

110.	SESRIC	Labour Statistics	Statistical Training	All Cooperation Areas	Statistical Skills Enhancement Programmes	National Centre for Statistics & Information of Oman + Palestinian Central Bureau of Statistics	18-20 April 2016 Muscat, Oman	In several chapters of COMCEC Strategy, capacity building and training programs have been defined as output areas. The Strategy clearly puts forward that "data collection in many COMCEC members is inadequate to either limited capacity in data collection or lack of awareness regarding its importance" and additionally underlines that "Unavailability of reliable data hampers producing a sound analysis of the sectors and hence, an effective cooperation framework". In this respect, the training programmes and workshop that have been organized by SESRIC enhance data collection and data analysing capacity, increase quality of service in related statistics and increase institutional capacity.
111.	SESRIC	Labour Statistics	Statistical Training	All Cooperation Areas	Statistical Skills Enhancement Programmes	State Committee of the Republic of Uzbekistan on Statistics + State Statistical Committee of the Republic of Azerbaijan	16-18 August 2016 Tashkent, Uzbekistan	In several chapters of COMCEC Strategy, capacity building and training programs have been defined as output areas. The Strategy clearly puts forward that "data collection in many COMCEC members is inadequate to either limited capacity in data collection or lack of awareness regarding its importance" and additionally underlines that "Unavailability of reliable data hampers producing a sound analysis of the sectors and hence, an effective cooperation framework". In this respect, the training programmes and workshop that have been organized by SESRIC enhance data collection and data analysing capacity, increase quality of service in related statistics and increase institutional capacity.
112.	SESRIC	Labour Statistics	Statistical Training	All Cooperation Areas	Statistical Skills Enhancement Programmes	Department of Economic Planning & Development Brunei + BPS-Statistics Indonesia	6-8 September 2016 Bandar Seri Begawan, Brunei	In several chapters of COMCEC Strategy, capacity building and training programs have been defined as output areas. The Strategy clearly puts forward that "data collection in many COMCEC members is inadequate to either limited capacity in data collection or lack of awareness regarding its importance" and additionally underlines that "Unavailability of reliable data hampers producing a sound analysis of the sectors and hence, an effective cooperation framework". In this respect, the training programmes and workshop that have been organized by SESRIC could enhance data collection and data analysing capacity, increase quality of service in related statistics and increase institutional capacity.

113.	SESRIC	Labour Statistics	Statistical Training	All Cooperation Areas	Statistical Skills Enhancement Programmes	National Institute of Statistics & Economic & Demographic Studies of Togo + National Institute of Statistics & Economic Analysis of Benin	13-15 September 2016 Lomé, Togo	In several chapters of COMCEC Strategy, capacity building and training programs have been defined as output areas. The Strategy clearly puts forward that "data collection in many COMCEC members is inadequate to either limited capacity in data collection or lack of awareness regarding its importance" and additionally underlines that "Unavailability of reliable data hampers producing a sound analysis of the sectors and hence, an effective cooperation framework". In this respect, the training programmes and workshop that have been organized by SESRIC enhance data collection and data analysing capacity, increase quality of service in related statistics and increase institutional capacity.
114.	SESRIC	Health Statistics	Statistical Training	All Cooperation Areas	Statistical Skills Enhancement Programmes	Bangladesh Bureau of Statistics, BPS-Statistics Indonesia	11-13 August 2015 Dhaka, Bangladesh	In several chapters of COMCEC Strategy, capacity building and training programs have been defined as output areas. The Strategy clearly puts forward that "data collection in many COMCEC members is inadequate to either limited capacity in data collection or lack of awareness regarding its importance" and additionally underlines that "Unavailability of reliable data hampers producing a sound analysis of the sectors and hence, an effective cooperation framework". In this respect, the training programmes and workshop that have been organized by SESRIC could enhance data collection and data analysing capacity, increase quality of service in related statistics and increase institutional capacity.
115.	SESRIC	Health Statistics	Study Visit	All Cooperation Areas	Statistical Skills Enhancement Programmes	Libyan Bureau of Statistics & Census + National Institute of Statistics of Tunisia	26-29 September 2016 Tunis, Tunisia	In several chapters of COMCEC Strategy, capacity building and training programs have been defined as output areas. The Strategy clearly puts forward that "data collection in many COMCEC members is inadequate to either limited capacity in data collection or lack of awareness regarding its importance" and additionally underlines that "Unavailability of reliable data hampers producing a sound analysis of the sectors and hence, an effective cooperation framework". In this respect, the training programmes and workshop that have been organized by SESRIC enhance data collection and data analysing capacity, increase quality of service in related statistics and increase institutional capacity.

116.	SESRIC	Impact of Post-2015 Development Agenda on the Education Sector	Workshop	All Cooperation Areas	Statistical Skills Enhancement Programmes	UNESCO UIS + ISESCO	29-30 November 2016 Ankara, Turkey	In several chapters of COMCEC Strategy, capacity building and training programs have been defined as output areas. The Strategy clearly puts forward that "data collection in many COMCEC members is inadequate to either limited capacity in data collection or lack of awareness regarding its importance" and additionally underlines that "Unavailability of reliable data hampers producing a sound analysis of the sectors and hence, an effective cooperation framework". In this respect, the training programmes and workshop that have been organized by SESRIC enhance data collection and data analysing capacity, increase quality of service in related statistics and increase institutional capacity.
117.	SESRIC	The Role of Women in the Development of OIC Member States	Workshop	Poverty Alleviation	Diverse	OIC GS	3-4 October 2016 Ankara, Turkey	The workshop is an input during the Senior Official Meeting of the Sixth Session of the Ministerial Conference on the Role of Women in the Development of OIC Member States.
118.	SESRIC	First Expert Meeting of the OIC Network on Population and Reproductive, Maternal, New-born and Child Health (OIC RMNCHNet)	Workshop	Poverty Alleviation	Diverse	UNFPA	2-4 December 2015 Ankara, Turkey	The OIC Network serves as a deposit of innovative ideas, problem solving and best practices as well as a platform for disseminating knowledge to OIC countries.
119.	SESRIC	Emergency and Disaster Medical Services	Training	Poverty Alleviation	Diverse	Ministry of Health of Turkey + Aksi Cepat Tanggap Foundation of Indonesia	28 February-10 March 2016 İzmir, Turkey	The training aims to build capacities of 15 experts in the following topics: Emergency Medical Services, Ambulance Equipment and Implementations, Basic and Advanced Life Support, Trauma Advance Life Support, Neonatal Resuscitation Program, Pediatric Advance Life Support Health Services in Disasters, Practice and Exercise
120.	SESRIC	OIC RMNCH Network Expert Group Meeting	Workshop	Poverty Alleviation	Diverse	UNFPA	16-17 August 2016 Amman, Jordan	The aim of the meeting was to review the RMNCH component of the OIC SHPA (2014-2023) in the light of the 2030 SDGs agenda and present a road map for the way forward.

121.	SESRIC	Exploring Tourism Potential of Al-Quds Al- Sherif City	Workshop	Tourism	Regulatory Framework, Capacity Building and Training Programmes	Ministry of Tourism and Antiquities of State of Palestine	24-25 November 2015 İstanbul, Turkey	Exploring and introducing the potential of Tourism in Al Quds Al Sherif City and designing strategies to exploit them; Exchanging and sharing knowledge, experiences and best practices in the tourism sector that can be applied to Al Quds Al Sherif City; Exploring feasible and implementable ways and means for collaboration among government entities, OIC institutions and the private sector to support the development of tourism sector in Al Quds Al Sherif City.
122.	SESRIC	Setting-up Tourism Projects and Steering Committee Meeting of the Regional Project on Sustainable Tourism Development in a Network of Cross Border Parks and Protected Areas in West Africa	Workshop and meeting	Tourism	Regulatory Framework, Capacity Building and Training Programmes	ICDT	15 - 17 February 2016 Casablanca, Morocco	The Training Workshop on Setting-up Tourism Projects was devoted to the sessions in which presentations and technical discussions were made by experts for the beneficiary countries, which were mainly about the management aspects of this kind of projects ranging from the steps for setting up the projects to the issues related to financing.
123.	SESRIC	Special Session on Intra-OIC Cooperation for the Implementation of SDGs in OIC Member Countries	Meeting	All Cooperation Areas	Diverse	-	03 October 2016 SESRIC HQ	Specific new modalities and approaches for enhancing the role of SESRIC in the mandated areas to facilitate the implementation of SDGs in OIC Member Countries; Some proposals for partnership in specific activities and programmes with relevant national, international, regional and NGOs institutions.
124.	SESRIC	The future of tourism development in Konya	Workshop	Tourism	Regulatory Framework, Capacity Building and Training Programmes	ICDT	15-16 November 2016 Konya, Turkey	The workshop aims to provide the participants an opportunity to deliberate and to exchange views, knowledge and expertise with a view to determining ways and modalities for future development of tourism in Konya. The workshop is expected to generate concrete and implementable recommendations and project proposals for developing sustainable tourism in Konya that can be presented to the 10th Session of the Islamic Conference of Tourism Ministers to be hosted by Bangladesh in 2017.

125.	SESRIC	Third International Islamic Economics and Finance Summer School	Summer School	Finance	Regulatory and supervisory cooperation, Training, R&D Activities and Statistics	Istanbul Sabahattin Zaim University International Research and Study Center of Islamic Economics and Finance (IRCIEF)	27-31 August 2016 Istanbul, Turkey	Students, academics and officials from Islamic Finance Institutions from OIC Member Countries benefitted from the programme.
126.	SESRIC	International Joint Conference on Islamic Economics and Finance	Conferenc e	Finance	Regulatory and supervisory cooperation, Training, R&D Activities and Statistics	Istanbul Sabahattin Zaim University & Sakarya University Finance (IRCIEF) + Participation Banks Association of Turkey (TKBB) + Borsa İstanbul + World Bank Global Islamic Finance Development Center	1-3 September 2016 Istanbul, Turkey	Students, academics and officials from Islamic Finance Institutions from OIC Member Countries benefitted from the programme.
127.	SESRIC	Risk Management in Islamic Financial Institutions	Training Course	Finance	Regulatory and supervisory cooperation, Training, R&D Activities and Statistics	Bank Indonesia + National Bank of Kazakhstan	7-8 September 2016 Almaty, Kazakhstan	Officials of National Bank of Kazakhstan benefitted from the programme.
128.	SESRIC	Liquidity Management for Islamic Banks	Training Workshop	Financ e	Regulatory and supervisory cooperation, Training, R&D Activities and Statistics	Bank Negara Malaysia	19-23 September 2016 Kuala Lumpur, Malaysia	Relevant officials from Central Banks of OIC Member Countries have been supported for and benefitted from the programme.
129.	SESRIC	Internal Audit and Corporate Governance	Training Workshop	Finance	Regulatory and supervisory cooperation, Training, R&D Activities and Statistics	ADFIMI + Central Bank of Republic of Turkey (CBRT) + Authority Monetary Brunei Darussalam	11-13 October 2016 Brunei, Darussalam	Relevant officials from Central Banks and development Finance Institutions of OIC Member Countries benefitted from the programme.

130.	SESRIC	Organizational Development (HRM, Governance, Strategic Planning)	Training Course	Finance	Regulatory and supervisory cooperation, Training, R&D Activities and Statistics	Central Bank of West African States (BCEAO) + Central Bank of Guinea	19-20 October 2016 Conakry, Guinea	Officials from Central Bank of Guinea benefitted from the programme.
131.	SESRIC	Macroprudential Analysis & Policy Framework	Training Workshop	Finance	Regulatory and supervisory cooperation, Training, R&D Activities and Statistics	Bank Negara Malaysia	31 October-4 November 2016 Kuala Lumpur, Malaysia	Relevant officials from Central Banks of OIC Member Countries have been supported for and benefitted from the programme.
132.	SESRIC	Monetary Policy Transmission Mechanism	On-Site Training	Finance	Regulatory and supervisory cooperation, Training, R&D Activities and Statistics	Central Bank of Republic of Turkey (CBRT)	31 October-19 November 2016 Ankara, Turkey	One official from Central Bank of Kyrgyzstan had on-site training for 3 weeks at the relevant department of CBRT.
133.	SESRIC	6th Global Islamic Microfinance Forum	Forum	Finance	Regulatory and supervisory cooperation, Training, R&D Activities and Statistics	AlHuda Centre of Islamic Banking & Economics (CIBE)	08 -09 November 2016 Nairobi, Kenya	The participants gained global practices on Islamic Microfinance by using learned national and international experts.
134.	SESRIC	Shariah Foundation, Sustainable Operational Strategies and Innovation – Conception to Practices	Training Workshop	Finance	Regulatory and supervisory cooperation, Training, R&D Activities and Statistics	AlHuda Centre of Islamic Banking & Economics (CIBE)	11-12 November 2016 Nairobi, Kenya	The participants gained global practices on Islamic Microfinance by using learned national and international experts.
135.	SESRIC	Financial Tables based Real Sector Statistics	Training Course	Finance	Regulatory and supervisory cooperation, Training, R&D Activities and Statistics	Central Bank of Republic of Azerbaijan + Central Bank of Kyrgyz Republic	2-3 November 2016 Bishkek, Kyrgyz Republic	Officials from Central Bank of Kyrgyz Republic benefitted from the programme.
136.	SESRIC	Monetary Policy Formulation	Training Course	Finance	Regulatory and supervisory cooperation, Training, R&D Activities and Statistics	Central Bank of Republic of Turkey (CBRT) + Central Bank of Jordan	2-3 November 2016 Amman, Jordan	Officials from Central Bank of Jordan benefitted from the programme.
137.	SESRIC	Company Valuation of Start-up Companies	Training Course	Finance	Regulatory and supervisory cooperation, Training, R&D Activities and Statistics	Borsa Istanbul + Baku Stock Exchange	7-8 November 2016 Baku, Azerbaijan	Officials from Baku Stock Exchange benefitted from the programme.

138.	SESRIC	Basics of Competition Law	Training Course	Trade	Trade liberalization	Awards and Investment Promotion Agency of the Ministry of General Affairs and Governance, Kingdom of Morocco + Directorate of Interior Trade and Competition of Guinea	25-26 January 2016 Conakry, Guinea	Officials from Directorate of Interior Trade and Competition of Guinea benefitted from the programme.
139.	SESRIC	Competition Law Enforcement in Regulated Markets and Bid-Rigging	Training Course	Trade	Trade liberalization	Turkish Competition Authority + Competition Commission of Pakistan	25-27 January 2016 Islamabad, Pakistan	Officials from Competition Commission of Pakistan benefitted from the programme.
140.	SESRIC	Competition Law and Policy	Training Course	Trade	Trade liberalization	Turkish Competition Authority + National Competition Authority of Cameroon	18-20 April 2016 Yaounde, Cameroon	Officials from National Competition Authority benefitted from the programme.
141.	SESRIC	Rural Development Projects Impact Assessment	Training Course	Poverty Alleviation	Monitoring poverty	NGO World Foundation	21-23 December 2015 Islamabad, Pakistan	The course was designed for NGOs working in development areas in Islamabad with a view to building their capacity in the field of project impact analysis.
142.	SESRIC	Public Media Services and Broadcasting Principles	Workshop	Transport and Communications	Regulatory Framework, Information and Communications Technologies	OIC Broadcasting Regulatory Authorities Forum (IBRAF)	12-13 January 2016 Jeddah, Saudi Arabia	The workshop enabled participants to share information and experience in order to enhance the cooperation in the field of broadcasting regulation and principles among broadcasting regulatory authorities and/or institutions with similar functions and responsibilities in OIC Member States.

143.	SESRIC	Reintegration and Development in Libya: The Role of Think-Tanks	Workshop	Poverty Alleviation	Aid Effectiveness, Productive Capacity of the Poor, Monitoring Poverty	The Foundation for Political, Economic and Social Research (SETA) + The Libyan Programme for Reintegration (LPRD) + Development and the Libyan Organization of Policies and Strategies (LOOPS)	22-23 February 2016 Ankara, Turkey	The workshop supported independent policy research institutions in their efforts to carry out rigorous and independent research for better policymaking process and enhanced the capacities of the Libyan think-tanks to synthesize and package knowledge and evidence by translating research results into relevant and digestible content for varying audiences.
144.	SESRIC	Syrian Refugees: Prospects and Challenges	Workshop	Poverty Alleviation	All output areas regarding Poverty Alleviation	-	25-26 February 2016 Ankara, Turkey	The workshop enabled an interactive forum for countries which are hosting Syrian refugees in order to share their experience on the Syrian refugee crisis and to contribute and benefit from each other's experiences. The workshop led for the preparation of a common way for common problems and emergency plans.
145.	SESRIC	Radicalism and Violent Extremism	Expert Group Meeting	Poverty Alleviation	Diverse	Centre for Middle Eastern Strategic Studies (ORSAM) + Foundation for Political and Social Research (SETA)	02 March 2016 Ankara, Turkey	The meeting helped the core "SESRIC-ORSAM-SETA" research team to produce research outputs (i.e. research reports) that have practical implications in helping OIC member countries understand and combat radicalism and violent extremism.
146.	SESRIC	Strengthening Intra-OIC Cooperation for Development: The Role of SESRIC	Roundtable Meeting	All Cooperation Areas	Diverse	-	06 May 2016 Ankara, Turkey	The Roundtable Meeting enabled exchange of views on ways and means of strengthening technical cooperation among OIC member countries in various fields and areas of interest; provide recommendations on some new modalities and approaches for enhancing the role of SESRIC in the mandated area of technical cooperation; and explore some scenarios for partnership in specific activities and programmes with relevant national, international, regional institutions.

147.	SESRIC	Enhancing the Capacity of Al-Nahrain Center for Strategic Studies	Training	Poverty Alleviation	Monitoring Poverty, Productive Capacity of the Poor	Centre for Middle Eastern Strategic Studies (ORSAM) + Al-Nahrain Center for Strategic Studies	16-20 May 2016 Ankara, Turkey	The training increased the research capacity of the Centre through organizing a series of training sessions and study visits to the various Turkish governmental institutions, think-tanks and research centres in Ankara.
148.	SESRIC	Roadmap for the Education of Syrian Refugee Children	Workshop	Poverty Alleviation	All output areas regarding Poverty Alleviation	Foundation for Political and Social Research (SETA) + OIC-ICHAD	01-02 June 2016 Istanbul, Turkey	The workshop discussed the current status of the education of Syrian children in Turkey in order to advise applicable policy recommendations on removing barriers to education and to improve coordination mechanism among partners. Within the scope of the workshop, the participants had opportunity to work on how to increase the number of enrolment of Syrian children in schools and take part in other educational programs, and remove them from the workforce, or at least minimize the negative effects of working while continuing their education.
149.	SESRIC	Enhancing the Medical Teaching Environment for The Gambia	Study Visit	Poverty Alleviation	Diverse	School of Medicine and Allied Health Sciences at the University of the Gambia (SMAHS) + Yıldırım Beyazıd University + IDB	05-09 September 2016 Ankara, Turkey	The study visit aimed to build a strong interdisciplinary research culture, generating knowledge in allied health sciences and translating knowledge to address and sustain the need of having enough and qualified national doctors and lecturers in The Gambia.
150.	SESRIC	Trade Unionism in the Islamic World	Symposium	Poverty Alleviation	Diverse	Confederation of Public Servants Trade Unions (MEMUR-SEN)	13-14 October 2016 Istanbul, Turkey	The Symposium shared knowledge and experience on trade unionism in OIC Member Countries and to discuss ways and means for overcoming common challenges and problems by developing joint projects and initiatives among different stakeholders and establishing a knowledge network among participants for sustainable cooperation and collaboration in the future.
151.	SESRIC	Technical and Vocational Education and Training (TVET) in OIC Member Countries: Needs and Capacity Assessment	Workshop	Trade and Poverty Alleviation	Diverse	IDB + GED + UNDP IICPSD	09-11 May 2016 Ankara, Turkey	The workshop discussed the current situation of the technical and vocational education and training in OIC Member Countries, as well as challenges and problems faced by TVET institutions to provide necessary skills and competencies needed for the market. The workshop developed proposals for improving the quality of TVET systems in line with the Sustainable Development Goals of 2030 Agenda.

152.	SESRIC	SESRIC Internship Programme	On-the-job training	Trade and Poverty Alleviation	Diverse	-	December 2015 – November 2016 Ankara, Turkey	SESRIC Internship Programme contributed to the development of professional skills; created opportunities for cooperation in the academic field; promoted academic, personal, and career related development.
153.	SESRIC	Water Management: Using Modern Irrigation Facilities	Training Course	Agriculture	Increasing Productivity, Market Performance and Access	Ministry of Agriculture, Irrigation and Livestock + Islamic Republic of Afghanistan	06-07 December 2015 Kabul, Afghanistan	Increased resilience of agricultural sector in the face of future crisis.
154.	SESRIC	Seed Development: Biotechnology Studies	Training Course	Agriculture	Increasing Productivity, Regulatory Framework and Institutional Capacity	Ministry of Agriculture, Republic of Azerbaijan	09-10 December 2015 Baku, Azerbaijan	Encouraged entrepreneurs and farmers to enhance their investments.
155.	SESRIC	Greenhouse Farming	Training Course	Agriculture	Increasing Productivity, Regulatory Framework and Institutional Capacity	Islamic University in Uganda (IUIU) + Alata Research Centre	14-18 March 2016 Adana, Turkey	Encouraged entrepreneurs and farmers to enhance their investments.
156.	SESRIC	Development of Sustainable Aquaculture for OIC Countries	Study Visit	Agriculture	Increasing Productivity, Regulatory Framework and Institutional Capacity	IDB + Department of Fisheries and Aquaculture of the Ministry of Food, Agriculture and Livestock of Turkey (MoFAL)	30 May - 03 June 2016 Muğla and Izmir, Turkey	Participants were informed about Turkish aquaculture applications; and private sector partnership was developed to set up joint fish farms.
157.	SESRIC	Plant Tissue Culture Technology Transfer	Training Course	Agriculture	Increasing Productivity, Market Performance and Access	COMCEC + Ministry of Food, Agriculture and Livestock of the Republic of Turkey	30 May - 02 June 2016 Bademli-Izmir, Turkey	Increased transparency of agricultural markets.

158.	SESRIC	Basics of Competition Law in Guinea	Training	Poverty Alleviation	Aid Effectiveness	Ministry of General Affairs and Governance, Kingdom of Morocco and National Directorate of Interior Trade and Competition, Republic of Guinea	25-26 January 2016 Conarky, Guinea	The outcome of the training course was to increase the expertise capacity of the National Directorate of Interior Trade and Competition, Republic of Guinea under; Competitive Practices; Economic Concentrations; The Role of Competition Authorities; Relationship between Competition Authorities and Sector Regulators.
159.	SESRIC	Competition Law Enforcement in Regulated Markets and Bid-Rigging	Training	Poverty Alleviation	Aid Effectiveness	Turkish Competition Authority and Competition Commission of Pakistan	25-27 January 2016 Islamabad, Pakistan	The outcome of the training course was to increase the expertise capacity of the Competition Commission of Pakistan under; Providing Leniency; Establishing a Price\Margin Squeeze; Applying a Regulated Conduct Defense Test; Building Relationships with Sector Regulators and Failing Firm Defence.
160.	SESRIC	Competition Law and Policy	Training	Poverty Alleviation	Aid Effectiveness	Turkish Competition Authority and National Competition Authority of Cameroon	18-20 April 2016 Yaounde, Cameroon	The outcome of the training course was to increase the expertise capacity of the National Competition Authority of Cameroon under; Providing Leniency; Establishing a Price\Margin Squeeze; Applying a Regulated Conduct Defence Test; Building Relationships with Sector Regulators and Failing Firm Defence; Competitive Practices; Economic Concentrations; and The Role of Competition Authorities.
161.	SESRIC	Second Meeting of the OIC Public Employment Services Network	Network Meeting	Poverty Alleviation	Aid Effectiveness	Turkish Employment Agency, Ministry of Labour and Social Policy	27-28 September 2016 Ankara, Turkey	The main outcome of the Second Meeting of OIC PESNET was to review the progress of the actions and activities accomplished since the First Meeting of the Network in April 2014 and discuss the modalities of closer collaboration among PES Authorities in OIC Member Countries and introduce current state, challenges of and improvements achieved in Public Employment Services in their respective countries.
162.	SESRIC	Technical Training Course on 'Occupational Hygiene and Safety'	Training Workshop	Poverty Alleviation	Aid Effectiveness	Ministry of Labour and Social Security of the Republic of Turkey	14-18 December 2015 Ankara, Turkey	The outcome of the event was to form basis for mutual knowledge and experience sharing among member countries, and brought together technical experts of Occupational Health and Safety (OSH) authorities of the OIC Member Countries, namely from Bahrain, Brunei Darussalam, Malaysia, Morocco, Oman, Pakistan, Palestine and Sudan.

163.	SESRIC	Occupational Safety and Health in Construction Sector and Fundamentals of Industrial Hygiene	Training	Poverty Alleviation	Aid Effectiveness	Ministry of Labour and Social Security of the Republic of Turkey and Ministry of Health, Sultanate of Oman	04-06 April 2016 Muscat, Oman	The outcome of the training course was to increase the expertise capacity of the Ministry of Health, Sultanate of Oman under the following subjects of OSH; Chemical Exposure and Health Affects; Personnel Air Sampling; Chemical Exposure and Health Affects; Chemical Storages; Thermal Comfort and Noise Exposure.
164.	SESRIC	Occupational Health: Chemical Exposure	Training	Poverty Alleviation	Aid Effectiveness	Ministry of Labour and Social Security of the Republic of Turkey and Ministry of Labour and Social Development, Kingdom of Bahrain	05-07 April 2016 Manama, Bahrain	The outcome of the training course was to increase the expertise capacity of the Ministry of Labour and Social Development, Kingdom of Bahrain under the following subjects of OSH; Chemical Exposure and Health Affects; Personnel Air Sampling; Chemical Exposure and Health Affects; Chemical Storages; Thermal Comfort and Noise Exposure.
165.	SESRIC	Occupational Safety and Health Management System: Hazard Identification Risk, Control Risk Assessment, Incident Investigation and Reporting	Training	Poverty Alleviation	Aid Effectiveness	National Occupational Safety and Health Institution, Malaysia and Saeed Ahmed Awan Centre for the Improvement of Working Conditions & Environment, Pakistan	18-20 April 2016 Lahore, Pakistan	The outcome of the training course was to increase the expertise capacity of the Saeed Ahmed Awan Centre for the Improvement of Working Conditions & Environment, Pakistan under the following subjects of OSH; Hazard Identification; Risk Assessment & Risk Control; Root Cause Analysis; Principle of Accident Investigation; Analyse Data of Accident; Accident Investigation Methodology; Accident Case Studies; and the Notification of the Procedure Accident Investigation.
166.	SESRIC	3rd Meeting of the OIC Occupational Safety and Health Network (OIC-OSHNET)	Network Meeting	Poverty Alleviation	Aid Effectiveness	Ministry of Labour and Social Security of the Republic of Turkey	10 May 2016 Istanbul, Turkey	The outcome of the Third Meeting of the OIC-OSHNET was to review the progress of the actions and activities accomplished since the inception of the Network in Ankara on May 2011 and discussed the modalities of closer collaboration among OSH authorities in the OIC Member Countries. One of the major parts of the Meeting was to revise and adopt "Istanbul Recommendation on Sustainable OSH Services in OIC Member Countries", towards accomplishing Sustainable Development Goals of 2030 Agenda.

167.	SESRIC	Panel Session on 'The Role of National and International OSH Organizations' in the Eighth International Conference on Occupational Safety and Health	Panel Session	Poverty Alleviation	Aid Effectiveness	Ministry of Labour and Social Security of the Republic of Turkey	10 May 2016 Istanbul, Turkey	The outcome of the Panel Session was to identify the Roles of National and International OSH Organizations for generating safer workplaces.
168.	SESRIC	Organizational Development and Poverty Analysis	Training	Poverty Alleviation	Aid Effectiveness	Ministry of Family and Social Policies of the Republic of Turkey and Ministry of National Development Planning (BAPPENAS), Republic of Indonesia	22-23 March 2016 Jakarta, Indonesia	The outcome of the training course was to increase the expertise capacity of the Ministry of National Development Planning (BAPPENAS), Republic of Indonesia, under the following subjects; Project Impact and Analysis; Information Technology for Poverty Alleviation; Organizational Development; Project Development ; and Governance and Cooperation with Civil Society.
169.	SESRIC	Knowledge Sharing Workshop on OIC Social Security Systems	Workshop	Poverty Alleviation	Aid Effectiveness	Ministry of Family and Social Policies of the Republic of Turkey	04-06 April 2016 Ankara, Turkey	The outcome of the event was to form basis for mutual knowledge and experience sharing among member countries, and brought together technical experts of Social Security Authorities of the OIC Member Countries, namely from Azerbaijan, Bangladesh, Gambia, Senegal, Tunisia, Turkey and Uganda. Another outcome was to form a network of Social Security Institutions in OIC Member Countries.
170.	SESRIC	Pension System	Training	Poverty Alleviation	Aid Effectiveness	National Social Security Fund of Tunisia and Pension Fund of Togo	11-12 July 2016 Lome, Togo	The outcome of the training course was to increase the expertise capacity of Pension Fund of Togo under the following subjects; Actuarial and Financial Management; Information Technology; Pension; General Health Insurance; and Insurance Premiums.
171.	SESRIC	Policies to Fight Against Informal Employment	Training	Poverty Alleviation	Aid Effectiveness	National Social Security Fund of Tunisia and Insurance Regulatory Authority of the Republic of Uganda	29-30 August 2016 Kampala, Uganda	The outcome of the training course was to increase the expertise capacity of the Insurance Regulatory Authority of the Republic of Uganda under the following subjects; Historical Overview; What's Informal Employment; Informal Employment and Economy in African Countries; and Policies Used to Fight Against Informal Employment.

172.	SESRIC	Conference on Employment of Persons with Disabilities in OIC Member Countries: Raising Awareness & Employment Opportunities	Conference	Poverty Alleviation	Aid Effectiveness	Ministry of Family and Social Policies of the Republic of Turkey	26-28 October 2016 Istanbul, Turkey	The outcome of the conference was to raise awareness and share knowledge and best practices in the area of employment of persons with disabilities. The two day conference was in the area of the employment scope of the UN Convention on the rights of persons with disabilities and the process of creation of employment indicators, the current situation and challenges of persons with disabilities in the labour market of OIC Member Countries and activities regarding vocational training and rehabilitation.
173.	SESRIC	Technical Training Workshop on 'Confined Spaces'	Workshop	Poverty Alleviation	Aid Effectiveness	National Occupational Safety and Health Institution, Malaysia	07-11 November 2016 Kuala Lumpur Malaysia	The outcome of the event was to form basis for mutual knowledge and experience sharing among member countries, and brought together technical experts of Occupational Health and Safety (OSH) authorities of the OIC Member Countries, namely from Albania, Bahrain, Brunei Darussalam, Bangladesh, Mauritania, Morocco, Oman, Pakistan, Palestine and Turkey.
174.	SESRIC	International Tourism in the OIC Countries: Prospects and Challenges 2015	Research	Tourism	Regulatory framework, Community based tourism, Marketing strategies	-	28 December 2015 SESRIC	This report examines the performance and the economic role of the international tourism sector in OIC member countries and sheds light on the challenges of tourism development and proposes recommendations for tourism development.
175.	SESRIC	The State of Transportation in the Member Countries of D-8	Research	Transport and Communications	Regulatory framework, Transport infrastructure policies	D-8	January 2016 SESRIC	This report investigates the performance of different modes of transportation by highlighting the relationship between transportation and trade and tourism. The report concludes with some broad policy recommendations aiming at improving the efficiency of the transportation sector in the D-8 countries.
176.	SESRIC	Transportation Networks in the OIC Member Countries: Impact on Trade and Tourism	Research	Transport and Communications	Regulatory framework, Transport infrastructure policies	-	30 March 2016 SESRIC	This report investigates the transport performance of OIC countries by looking at their transport capacity and its effective use for the promotion of trade and tourism sectors. The report concludes with specific policy recommendations.
177.	SESRIC	Agricultural and Food Security in OIC Member Countries 2016	Research	Agriculture	Diverse	-	02 May 2016 SESRIC	This report highlights the recent state as well as the constraints and challenges of agricultural development and food security in the OIC countries, sheds light on the importance of promoting intra-OIC investment in the agriculture sector and proposes projects and policy recommendations in this regard.

178.	SESRIC	Mapping Turkey's Resource Centres 2016	Research	All Cooperation Areas	Diverse	IDB	24 May 2016 SESRIC	This study provides an analysis of Turkey's institutional capacity for international development cooperation by showcasing best practices and South-South cooperation potential in some selected areas, including agriculture, livestock and food security, health and nutrition, technical and vocational education and training, transport and communications, disaster and emergency management.
179.	SESRIC	Somalia: Overview of Socio-Economic Development	Research	All Cooperation Areas	Diverse	-	June 2016 SESRIC	This report highlights the socioeconomic development performance of Somalia during the last 10 years with special emphasis on the current bottlenecks and challenges which are still impeding the developmental efforts of the country. The report concludes with a set of policy recommendations to serve as a broad guidance for policy-makers.
180.	SESRIC	Humanitarian Needs of Syrian Refugees: Challenges of the Neighbouring Countries 2016	Research	Poverty Alleviation	Effective Utilization of Financial Resources, Diverse	-	29 July 2016 SESRIC	This report assess the humanitarian as well as employment, health and educational requirements of the Syrian refugees in neighboring countries keeping in view the forecast for future increase in their numbers.
181.	SESRIC	The State of Tourism in the Member Countries of D-8	Research	Tourism	Diverse	D-8	September 2016 SESRIC	This report analyses and examines the trends in the major tourism indicators and looks at the intra-D-8 tourism trends to reveal the level of integration in this domain.
182.	SESRIC	OIC Economic Outlook 2016	Research	All Cooperation Areas	Diverse	-	November 2016 SESRIC	This report provides a detailed analysis of trends in major economic indicators during the latest five-year period and highlights a number of constraints and challenges confronting the OIC member countries in their efforts to enhance economic development and progress.
183.	SESRIC	Moving from MDGs to SDGs: Prospects and Challenges for OIC Member Countries	Research	Poverty Alleviation	Diverse	-	November 2016 SESRIC	This study makes a comprehensive analysis of the progress towards achieving the MDGs in OC countries based on the latest statistics and information. The study will also try to identify the major challenges and prospects for achieving the SDGs in OIC countries.

184.	SMIIC	1st OIC Stakeholders' Forum on Unified Halal Food Standards and Procedures	Conference	Trade	Trade liberalization	OIC General Secretariat	09-10 December 2015 Jeddah / KSA	The forum emphasized the importance of unified Halal accreditation scheme based on the OIC/SMIIC Standards.
185.	SMIIC	SMIIC Halal Conference	Conference	Trade	Trade liberalization	SMIIC GS and Department of Standards Malaysia	14-15 December 2015 Kuala Lumpur, Malaysia	The Conference has provided a platform for SMIIC Members to discuss and exchange views and experiences in the development and implementation of halal standards.
186.	SMIIC	Metrology Committee Meeting	Technical Meeting	Trade	Trade Facilitation	SMIIC GS and SMIIC Metrology Committee	18 January 2016 Kocaeli, Turkey	The meeting guided Member States in enhancing their capacity building in metrology field.
187.	SMIIC	Scientific Metrology Training	Technical Training	Trade	Trade liberalization	TÜBİTAK-UME, SESRIC	22- 26 February 2016 Kocaeli, Turkey	The training helped Member States to improve their human resources by training their experts in scientific metrology field.
188.	SMIIC	Committee on Standards for Conformity Assessment (SMIIC/CCA)	Technical Meeting	Trade	Trade liberalization	SMIIC GS	23-24 March 2016 İstanbul / Turkey	It was decided that SMIIC Technical Committees (TCs), Metrology Committee (MC) and Accreditation Committee (AC) to become liaisons of SMIIC/CCA and SMIIC/CCA Members shall submit, if any, the existing works on conformity assessment or new work item proposals on potential standards, guides or other technical specifications relating to conformity assessment and related areas.
189.	SMIIC	SMIIC Information System Training (IS)	Technical Meeting	Trade	Institutional and Human Capacity	SMIIC GS and SMIIC Technical Committees	19-21 April 2016 İstanbul / Turkey	The SMIIC IS which is aimed at harmonizing and simplifying the registration and management of data was introduced to the users who act as SMIIC member body representatives in technical committees, subcommittees and working groups.
190.	SMIIC	9th Meeting of SMIIC General Assembly	Meeting	Trade	Trade liberalization	SMIIC Member States	24 May 2016 Istanbul/Turkey	It was a regular meeting in which the General Secretariat briefed the General Assembly by presenting a comprehensive report on the latest developments and activities of SMIIC, Technical Committees (TCs) and SMIIC/CCA. Metrology Committee Secretary also briefed the GA on the recent activities carried out.
191.	CCO	7th Meeting of the Trade Working Group	Working Group Meeting	Trade	Trade Facilitation	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	February 25th, 2016 Ankara	During the Meeting, the participants deliberated on standards as non-tariff barriers, development of quality infrastructure, and strengthening the compliance of member countries with international standards. The research study prepared for the meeting highlighted the importance of compliance with international standards for the OIC Member Countries, especially for improving export competitiveness and trade facilitation through the elimination of barriers on trade. The policy recommendations were formulated during the WG Meeting in this regard.

192.	CCO	8th Meeting of the Trade Working Group	Working Group Meeting	Trade	Trade Facilitation	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	October 6th, 2016 Ankara	8th Meeting of the COMCEC Trade Working Group was devoted to "Improving the Border Agency Cooperation among the OIC Member States for Facilitating Trade." The research study and the participants of the working group highlighted the major challenges faced by the Member Countries. The policy recommendations were formulated during the WG Meeting in this regard.
193.	CCO	7th Meeting of the Tourism Working Group	Working Group Meeting	Tourism	Diversified tourism products and destinations	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	February 5th, 2016 Ankara	During the 7th Tourism WG Meeting, which was held with the theme of "Muslim-Friendly Tourism: Understanding the Demand and Supply Sides in the OIC Member Countries", the discussions specifically focused on the conceptual framework of the MFT, overview of the current state of the MFT sector in the world and OIC Member Countries, as well as the challenges faced for developing the MFT sector in the Member Countries. The policy recommendations were formulated during the WG Meeting in this regard.
194.	CCO	8th Meeting of the Tourism Working Group	Working Group Meeting	Tourism	Diversified tourism products and destinations	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	September 1st, 2016 Ankara	8th Meeting of the COMCEC Tourism WG was held with the theme of "Muslim Friendly Tourism: Developing and Marketing MFT Products and Services in the OIC Member Countries." During the meeting, the participants from the Member Countries discussed the current trends in the development of marketing MFT products and services, government policies for supporting the MFT sector, challenges faced by the member countries as well as the policy recommendations for effective MFT product development and marketing strategies. The policy recommendations were formulated during the WG Meeting in this regard.

195.	CCO	7th Meeting of the Transport and Communications Working Group	Working Group Meeting	Transport	**Institutional and Human Capacity** Improved national transport policy- making and planning capacity of the member states Enhanced professional skills of human resources **Transport Infrastructure Policies** Development of sound infrastructure policies Enhanced private sector involvement in infrastructure projects and promoted innovative financing modalities, including PPP	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	March 24th, 2016 Ankara	During the Meeting, the Transport and Communications Working Group shared their country's experiences regarding their road maintenance practices. The participants made deliberations on how to align their policies on road maintenance issue. The Meeting came up with sound policy recommendations with a view to addressing the challenges they face with respect to road maintenance.
196.	CCO	8th Meeting of the Transport and Communications Working Group	Working Group Meeting	Transport	**Institutional and Human Capacity** Improved national transport policy- making and planning capacity of the member states Enhanced professional skills of human resources **Transport Infrastructure Policies** Development of sound infrastructure policies Enhanced private sector involvement in infrastructure projects and promoted innovative financing modalities, including PPP	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	October 27th, 2016 Ankara	During the Meeting, the Transport and Communications Working Group exchange their experiences with respect to the road safety. The delegates also discussed on how to align their policies for improving safety of their roads. The Meeting came up with practical policy recommendations to be implemented for improving road safety.

197.	CCO	6th Meeting of the Financial Cooperation Working Group	Working Group Meeting	Financial Cooperation	**Visibility of Financial Markets** Enhanced awareness on Islamic Financial Markets **Training, R&D Activities and Statistics** Developed human resources and increased financial literacy **Regulatory and supervisory cooperation** Developed legal, regulatory and institutional framework Policy Recommendation of the 3rd Meeting: Developing Islamic Finance Strategies at National Level	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	17-18 March 2016 Ankara	• Opportunity for sharing experiences, achievements and challenges on developing Islamic Finance Strategies • Producing policy recommendations for 32nd COMCEC Ministerial Exchange of Views Session • Raising awareness on Islamic Finance • Strengthening cooperation among member countries by creating communication channels among Member States experts • Producing a comprehensive research report on the theme of Working Group Meeting • Proceeding report of the Working Group Meeting
198.	CCO	7th Meeting of the Financial Cooperation Working Group	Working Group Meeting	Financial Cooperation	**Visibility of Financial Markets** Enhanced awareness on Islamic Financial Markets **Training, R&D Activities and Statistics** Developed human resources and increased financial literacy Enhanced monitoring of financial institutions and markets **Regulatory and supervisory cooperation** Developed legal, regulatory and institutional framework	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	October 20th, 2016 Ankara	• Opportunity for sharing experiences, achievements and challenges on improving Islamic Financial Architecture • Producing policy recommendations for improving Islamic financial architecture in the member countries • Raising awareness on Islamic Finance • Strengthening cooperation among member countries by creating communication channels among Member States experts • Producing a comprehensive research report on the theme of Working Group Meeting • Proceeding report of the Working Group Meeting • Producing a financial outlook report

199.	CCO	7th Meeting of the Agriculture Working Group	Working Group Meeting	Agriculture	Increasing productivity	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	March 3rd, 2016 Ankara	• Providing a platform for share of experiences among Member Countries with regards to on-farm food losses. • Conducted research report titled "Reducing On-Farm Food Losses in the OIC Member Countries." • Encouraged the Member Countries for improving their produce and disseminate data on on-farm food losses. • Produced policy recommendations for reducing on-farm food losses in the OIC Countries. Thus, supported member countries to approximate policies. • Providing a platform for share of experiences among Member Countries regarding their current programs/project in the field of on-farm food losses.
200.	CCO	8th Meeting of the Agriculture Working Group	Working Group Meeting	Agriculture	• Increasing productivity • Reduction of post-harvest losses	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	October 13th, 2016 Ankara	• Providing a platform for share of experiences among Member Countries with regards to post-harvest losses. • Conducted research report titled "Reducing post-harvest Losses in the OIC Member Countries." • Encouraged the Member Countries for improving their produce and disseminate data on post-harvest losses. • Produced policy recommendations for reducing post-harvest losses in the OIC Countries. Thus, supported member countries to approximate policies. • Providing a platform for share of experiences among Member Countries regarding their current programs/project in the field of post-harvest losses.
201.	CCO	7th Meeting of the Poverty Alleviation Working Group	Working Group Meeting	Poverty Alleviation	• Streamlined and more efficient allocation of poverty related funds in the COMCEC region • Policy recommendation of the 3rd WGM: expanding the coverage of the existing ones in the member countries	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	February 11th, 2016 Ankara	During the Meeting, Poverty Alleviation Working Group made deliberations for policy approximation among the Member Countries regarding enhancing vulnerable groups' accessibility to social protection programmes. The Meeting came up with policy recommendations with the aim of increasing the accessibility of social protection programmes for vulnerable groups.

202.	CCO	8th Meeting of the Poverty Alleviation Working Group	Working Group Meeting	Poverty Alleviation	Increasing productive capacity of the poor	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	November 3rd, 2016 Ankara	During the Meeting, Poverty Alleviation Working Group made deliberations for policy approximation among the Member Countries regarding forced migration. The Meeting came up with policy recommendations with the aim of ensuring better life conditions for the forced migrant as well as increasing their productive capacities to enhance their employability.
203.	CCO	4th Annual Meeting of the COMCEC Focal Points	Meeting	All Cooperation Areas		Member Countries	1-2 June 2016 Ankara	During the meeting: • The participants were informed about the status of progress on the implementation of the COMCEC Strategy. • The participants were briefed on the role of focal points in the realization of the COMCEC Strategy, particularly in the preparation, coordination and follow up of the policy recommendations formulated by the Working Groups and adopted by the COMCEC Ministerial Session. • A discussion on the themes of the working group for 2017-2019 was held. • A moderated session was also conducted on COMEC Project funding and its benefits for the Member countries.
204.	CCO	Training Programme on COMCEC Project Funding	Training	All Cooperation Areas		Member Countries	29-30 March 2016 Ankara	A training program on the COMCEC Project Implementation Procedures was provided to the project owners and coordinators from member countries. The lessons learned from the first and second project implantation periods of the COMCEC Project Funding were considered during the program.

LIST OF ACTIVITIES
TO BE ORGANIZED BY THE OIC INSTITUTIONS ALIGNED WITH THE COMCEC STRATEGY
December 2016- November 2017

No	OIC Institution	Theme of the Activity	Type of the Activity	Relevant Cooperation Area	Relevance to Strategy's Output Area/ Related WG Policy Recommendations	Partner(s)	Date and Venue	Outcomes of the Activity (Please Briefly Explain)
1.	ICCIA	10th Forum for Businesswomen in Islamic Countries	Forum	Trade	Enhanced communication among private sector representatives / institutions of the Member States	MCs	To be determined Sudan/Egypt	Outcomes to be determined after the events.
2.	ICCIA	17th Private Sector Meeting for Promotion of trade and joint venture investment among the OIC	Meeting	Trade	Enhanced communication among private sector representatives / institutions of the Member States.	MCs	To be determined To be determined	-
3.	ICCIA	Training Program on Entrepreneurship Development through IT for OIC Countries	Training Program	Trade	Enhanced communication among private sector representatives / institutions of the Member States.	PGTF / UNOSSC/ MCs	To be determined To be determined	-
4.	ICCIA	Forum/Workshop for Private Sector Investors in the area of Development of Islamic Tourism.	Forum/ Workshop	Trade / Tourism	Enhanced communication among private sector representatives / institutions of the Member States.	MCs	18-21 October 2017 Cairo, Arab Republic of Egypt	
5.	ICCIA	Specialized Workshop/Training Program on (Development of SMEs / Skill Development / Food Security)	Workshop	Trade	Enhanced communication among private sector representatives / institutions of the Member States.	MC's	To be determined	-
6.	ICCIA	Trade Exchange Forum/Exhibition (Sector-wise)	Forum	Trade	Enhanced communication among private sector representatives / institutions of the Member States.	MC's	To be determined	

7.	ICCIA	Annual Halal Conference	Conference	Trade	Enhanced communication among private sector representatives / institutions of the Member States.	MC's	To be determined	-
8.	ICCIA	Innovation & Excellence Award (ITQAN).	Conference	Trade	Enhanced communication among private sector representatives / institutions of the Member States.	MC's	To be determined	-
9.	ICCIA	Conference on Muslim Business-owners	Conference	Trade	Enhanced communication among private sector representatives / institutions of the Member States.	MC's	To be determined	-
10.	ICCIA	Chambers of Commerce Forum	Forum	Trade	Enhanced communication among private sector representatives / institutions of the Member States.	MC's	To be determined	
11.	ICDT	Training Seminar on Industrial Property and Industrial contracts agreements in Arab Countries	Training Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	Ministry in Charge of Industry of Morocco, AIDMO, OMPIC, WIPO	20-22 December 2016 Casablanca/ Morocco	
12.	ICDT	15th Meeting of the Economic Counselors of the OIC Embassies accredited in Rabat	Meeting	Trade	Developing intra-OIC Trade	OIC Member States	January 2017 Rabat/ Morocco	
13.	ICDT	Seminar on Trade in Services	Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	Mınistry in Charge of Foreign Trade of Morocco SESRIC ITC WTO OIC Member States	February 2017 Casablanca/Morocco	

14.	ICDT	16th OIC Trade Fair	Trade Fair	Seminar	Developing intra-OIC Trade	Mınıstry of Trade of Iraq OIC Member States State Company for Iraqi Fairs & Commercial Services	2-7 April 2017 Baghdad, İraq	
15.	ICDT	10th Exhibition of Agribusiness Industries in the OIC Member States	Trade Fair	Seminar	Developing intra-OIC Trade	Ministry of Agriculture of the Kingdom of Saudi Arabia	10-13 April 2017 Jeddah/KSA	
16.	ICDT	3rd African Forum on Halal Business	Business Forum	Trade	Developing intra-OIC Trade	Ministry of National Entrepreneurship, Handicraft and Promotion of SMEs, Halal Côte d'Ivoire, ITFC, SMIIC, SIBM, OIC BIZ Malaysia	April 2017 Abidjan Côte d'Ivoire	
17.	ICDT	1st OIC Sport Equipment and Leisure"	Trade Fair	Trade	Developing intra-OIC Trade	Ministry of Sports of Azerbaijan Islamic Solidarity Sports Federation ITECA Caspian LLC	13-15 May 2017 Baku Azerbaijan	
18.	ICDT	Business Forum of Agadir, AMU and WAEMU Countries	Business Forum	Trade	Developing intra-OIC Trade	Mınıstry in Charge of Foreign Trade of Morocco, ITFC	May 2017 Casablanca/Morocco	
19.	ICDT	1st OIC Green Economy Expo	Expo and Forum	Trade	Developing intra-OIC Trade	Ministry of Environment and Sustainable Development Ministry of Energy and Development of Renewable Energies National Agency for Renewable Energies (ANER)	26-29 October 2017 Dakar Senegal	

20.	ICDT	3rd Tourism Fair of the OIC Member States”	Trade Fair	Trade	Developing intra-OIC Trade	Ministry of Tourism of Egypt Egyptian Authority for Tourism Promotion Egypt Expo and Convention Authority (EECA)	18-21 October 2017 Cairo/Egypt	
21.	ICDT	8th OIC World BIZ and 5th OIC-Asia Economic Forum	Expo and Forum	Trade	Developing intra-OIC Trade	Ministry of Trade of Malaysia OIC Biz Center Malaysia	October 2017 Kuala Lumpur Malaysia	
22.	ICDT	Buyers/Sellers Meeting on pharmaceuticals	Business Forum	Trade	Developing intra-OIC Trade	Ministry of Health and Public Hygiene of Cote d’Ivoire Building Events ITFC	2-5 November 2017 Abidjan Côte d’Ivoire	
23.	ICDT	5th OIC Halal Expo	Expo and Forum	Trade	Developing intra-OIC Trade	Ministry of Economy of Turkey SMIIC ITFC ICCIA	15-17 December 2017 Istanbul/Turkey	
24.	ICDT	2nd OIC Building and Real Estate Exhibition	Expo and Forum	Trade	Developing intra-OIC Trade	Ministry of National Entrepreneurship, Handicraft and Promotion of SMEs	2017 Abidjan Côte d’Ivoire	
25.	ICDT	Business Forum North Africa and C4 Countries	Business Forum	Trade	Developing intra-OIC Trade	Mınistry in Charge of Foreign Trade of Morocco, ITFC	2017 Casablanca/Morocco	
26.	ICDT	1st OIC Fisheries and Marine Expo,	Expo and Forum	Trade	Developing intra-OIC Trade	Ministry of Foreign Affairs and Senegalese Abroad Ministry of Fisheries and Maritime Economy of the Republic of Senegal ITFC	2017 Dakar Senegal	

27.	ICDT	Training Workshop on international marketing and export techniques for Coffee exporters of Asia	Training Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	Ministry of Trade of Indonesia, ITFC	2017 Jakarta, Indonesia	
28.	ICDT	Training Seminar for the benefit of the Member States of the Asian Countries on "the Trade Preferential System among the OIC Member States (TPSOIC)"	Training Seminar	Trade	Raising awareness of TPS/OIC and its protocols	Dept of Integration and Cooperation of IDB and COMCEC	2017 Jakarta, Indonesia	
29.	ICDT	Expert meeting on NTBs to trade and the observatory of non-tariff barriers within the Internet Web Site of ICDT	Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	ICDT/TPOs/ COMCEC	2016 Casablanca/ Morocco	
30.	ICDT	Seminar on commercial arbitration and dispute settlement under the TPS/OIC	Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	ICIEC/OIC MS	2017 Casablanca/ Morocco	
31.	ICDT	Preparations of the 3rd Round of Trade Negotiations	Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	COMCEC/OIC MS	2017 Turkey	
32.	ICDT	Launching of the Permanent exhibition of the OIC countries' products at the ICDT's headquarters	Meeting	Trade	Developing intra-OIC Trade		2017 Casablanca/ Morocco	
33.	ICDT	Administration of RTAs and the prospects of Regional Integration in the OIC English Speaking Member States	Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	ITFC	2017 Istanbul Turkey	

34.	ICDT	Promotion of the city of Madina Almunawara (Capital of OIC Tourism 2017):	Seminar	Trade	Developing intra-OIC Tourism	OIC GS, IRCICA, ISESCO, Turkey	2017 Madina Al Munawara/Cairo	
35.	ICDT	Regional Conference on International Investment Agreements	Meeting	Trade	Developing intra-OIC Investment	To be determined	2017 To be determined	
36.	ICDT	Training Workshop on Exports Strategies and SMEs Internationalization of Gabonese SMEs Wood Exporters	Training Seminar	Trade	Developing intra-OIC Investment	Ministry of Trade of Gabon	2017 Libreville Gabon	
37.	ICDT	Training Workshop on the role of Islamic Finance and Insurance on Intra-OIC Trade Facilitation	Training Seminar	Trade	Developing intra-OIC Investment	Ministry of Finance of and Economy of Morocco ITFC ICIEC SMAEX	2017 Casablanca/Morocco	
38.	ICDT	Training Workshop on Cross-border Parks and Protected Areas	Training Seminar	Tourism	Promoting Intra-OIC Tourism Development	Ministry of Foreign Trade of Morocco SESRIC	2017 Casablanca/Morocco	
39.	ICDT	Donnors' Conference for the project on "Sustainable Tourism Development in a Network of Cross-Border Parks and Protected Areas in West Africa	Meeting	Tourism	Promoting Intra-OIC Tourism Development	Ministry of Tourism of Morocco SESRIC UNWTO Member Countries	2017 Casablanca/Morocco	
40.	ICDT	Mapping des bases de données du TINIC avec celles de : United Nations Office for South-South Cooperation (UNOSSC)	Meeting	Trade	Developing intra-OIC Trade	UNOSSC	2017 Casablanca/Morocco	
41.	ICDT	Launching the Observatory on OIC NTB	Meeting	Trade	Developing intra-OIC Trade	COMCEC ITC WTO WCO	2017 Casablanca/Morocco	

42.	ICDT	Launching an OIC Portal on Tourism	Meeting	Tourism	Promoting Intra-OIC Tourism Development	ICCIA UNWTO ITC WTO	2017 Casablanca/Morocco	
43.	ICDT	Launching an OIC Portal on Investment	Meeting	Trade	Developing intra-OIC Trade	UNCTAD ITC	2017 Casablanca/Morocco	
44.	ICDT	Workshop on online marketing for OIC Women entrepreneurs	Training Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	Ministry of Trade of Guinea WIEF	2017 Conakry Guinea	
45.	ICDT	Training workshop on WTO Trade Facilitation and OIC SW Initiative	Training Seminar	Trade	Developing intra-OIC Trade	Ministry of Foreign Trade of Morocco Dept of Cooperation and Integration of IDB ITC WTO WCO SESRIC	2017 Casablanca/ Morocco	
46.	ICDT	Training Workshop on Exports Strategies for Primo-Exports of CIS Countries	Training Workshop	Trade	Developing intra-OIC Trade	Ministry of Trade of Uzbekistan Dept of Cooperation and Integration of IDB	2017 Tashkent Uzbekistan	
47.	IDB Group	Capacity Development Program for Trade Support Institutions	TA & Cap. Build Prog.	Trade	Capacity Development	ITC	2015-2017 Algeria, Oman, KSA, Kuwait, Lebanon	Technical capacities of selected TPOs will be enhanced
48.	IDB Group	2nd phase of NTM Study with the inclusion of new MCs	Workshop & Seminar	Trade	Trade Development	ITC	2015-2017 Jordan, KSA, Sudan	Ref to 1.3.
49.	IDB Group	Capacity Building & Institutional Support Prog for Nouadhibou Free Zone, Mauritania	Tech. Assistance prog.	Trade	Cap. Dev./Trade Facilitation Trade Promotion	ICD/IDB, Akaba Free Zone	October-2016- Dec 2017 Mauritania	Institutional and Human Capacity Dev.
50.	IDB Group	Special Program for Central Asia	Regional Economic Coop. Prog.	Trade	Trade Facilitation Trade Promotion Cap. Development	Central Asian MCs, Int. Org.	2015-2019 CA MCs	
51.	IDB Group	Training for Trainers on Market Analysis Tools	Training	Trade	Cap. Development	ITC, MCs, National Partners	Q2 of 2017 TBD	Trade flows analysis for selected markets and commodities will be conducted

52.	IDB Group	Trainings for National Trade Facilitation Agencies on BPA, TF measures	Training	Trade	Capacity Development	UNECE, UNESCAP, Nat. Part.	Q2 of 2017 TDB	Understanding and knowledge of participants on various TF measures will be enhanced
53.	IDB Group	B2B Meeting for Marine Industry	Int. Exhibition B2B Meeting	Trade	Trade Promotion		De. 2016	
54.	IDB Group	Trade Development Forum	Business Forum, Seminar, Exh.	Trade	Trade Promotion Trade Facilitation	OIC Inst. Int. Org, SMEs/TPO	TBD Dubai, UAE	Knowledge and experience of Tsis on promoting trade will be prepared, B2B meetings will be organized
55.	IDB Group	ITFC's Indonesian Coffee Export Development Program	Technical Assistance	Trade	Capacity Develop. Trade Promotion	Coffee Farmers	2017 Indonesia	Establishment of Coffee Farmers Training Center
56.	IDB Group	Assistance to at least two MCs in their efforts to accede WTO	Capacity Building	Trade	Trade	Member Country Concerned	2017 TBD	Enhanced capacity in member countries concerned for better negotiating their accession process to WTO.
57.	IDB Group	At least two major OIC agreements would be covered in the sensitization activities	Workshops	Trade	Trade	The relevant Regional Cooperation Organization (RCOs).	2017 TBD	Increased awareness about the OIC's trade agreements.
58.	IDB Group	Three events on trade facilitation/liberalization in the OIC region with a focus on WTO and RTAs	Workshops	Trade	Trade	The relevant Regional Cooperation Organization	2017 TBD	Enhanced capacity in member countries and the relevant RCOs.
59.	IDB Group	Supporting at least 2 RCOs to enhance cooperation of MCs	Capacity building	Regional Cooperation and Integration	Trade and regional cooperation and integration	The relevant Regional Cooperation Organization	2017 TBD	Enhanced capacity of the RCOs concerned for serving regional cooperation among organization.
60.	IDB Group	Workshop on Trans-Saharan corridor	Workshop	Trade/Transport	Trade/Transport	TRLC/ECOWAS	4 December 2016 Algiers	Feedback from Member countries on the proposal to develop a master plan for commercialization of the Corridor
61.	IDB Group	Workshop on Trans-Saharan corridor	Workshop	Trade/Transport	Trade/Transport	TRLC/ECOWAS	2017 Niger	Assisting MCs to contribute to commercializing the Corridor
62.	IDB Group	Workshop on a rail corridor in Asia	Workshop	Trade/Transport	Trade/Transport	The relevant RCOs	2017 TBD	Feedback from MCs on the proposal to develop an action plan for commercialization of the Corridor
63.	SESRIC	Organizing workshops and seminars related to FDI and competitiveness statistics	Statistical Enhancement Programmes	Finance	Training, R&D Activities and Statistics	UNSD, UNCTAD	December 2016- November 2017 TBD	Contributing to the capacity of financial stability and growth of the member countries.

64.	SESRIC	Capacity building on trade statistics including trade satellite accounts	Statistical Enhancement Programmes	Trade	Trade Promotion	UNSD	December 2016- November 2017 TBD	Contributing to the enhancement of the trade related institutional and human capacity of the member states by facilitating exchange of experiences and know-how among them.
65.	SESRIC	Conducting survey of food insecurity in OIC member states and LDCs , through improving the capacity of OIC Member States in alternative measurement methodologies like Food Insecurity Experience Scale (FIES)	Statistical Enhancement Programmes	Agriculture	Reliable and Up-To-Date Data	UNIDO, FAO, IFAD, ESCWA	December 2016- November 2017 TBD	Contributing in enhancement of the sector by obtaining reliable and up-to-date data collection with a view to ensuring sound analysis of the sector, which will allow collaboration and partnership with regional and international organization in data collection.
66.	SESRIC	Implementation of capacity building and reverse linkages programmes in the agricultural sector	Statistical Enhancement Programmes	Agriculture	Reliable and Up-To-Date Data	FAO, UNIDO	December 2016- November 2017 TBD	Contributing in enhancement of the sector by obtaining reliable and up-to-date data collection with a view to ensuring sound analysis of the sector, which will allow collaboration and partnership with regional and international organization in data collection.
67.	SESRIC	Organizing workshops and courses in poverty statistics to ensure evidence based policy making towards poverty eradication	Statistical Enhancement Programmes	Poverty Alleviation	Monitoring Poverty	UNSD	December 2016- November 2017 TBD	Contributing into obtaining advanced collection of accurate and reliable data as much as obtaining enhanced capacity of the member states in monitoring poverty.
68.	SESRIC	Capacity building programme on Science, Technology, innovation and its measurement promotion in OIC Member States	Statistical Enhancement Programmes	Transport and Communications	Institutional and Human Capacity	WIPO, UNESCO, UIS, ICDT	December 2016- November 2017 TBD	Contribution in increasing interactions between peer institutions of the Member States and enhancing professional skills of human resources.

69.	SESRIC	Improving the evidence-based decision making in tourism sector by conducting joint activities on tourism statistics including tourism satellite accounts	Statistical Enhancement Programmes	Tourism	Capacity Building and Training Programs	UNWTO	December 2016- November 2017 TBD	Contribution in enhancing data collection and data analysing capacity, increase quality of service in tourism statistics and increase institutional capacity
70.	SESRIC	Technical Operations and Infrastructure	Training	Transportation	Transport Infrastructure Policies, Institutional and Human Capacity	Turkish State Railways (TCDD) and Railway Assets Corporation, Malaysia	20-21 December 2016 Malaysia	To build the capacity of the staffs of the Railway Assets Corporation, Malaysia on the topic of "Technical Operations and Infrastructure"
71.	SESRIC	Railway Management	Training	Transportation	Transport İnfrastructure Policies, Institutional and Human Capacity	Turkish State Railways (TCDD) and Tajik Railways	21-22 December 2016 Tajikistan	To build the capacity of the staffs of the Tajik Railways, Tajikistan on the topic of "Railway Management"
72.	SESRIC	Public-private partnerships (PPPs) in Railways	Training	Transportation	Institutional and Human Capacity, Transport Infrastructure Policies	Turkish State Railways (TCDD) and Ministry of Transport and Civil Aviation, Niger	22-23 February 2017 Niger	To build the capacity of the staffs of the Directorate of Land Transport, Maritime and River, Niger on the topic of "Public-private partnerships (PPPs) in Railways"
73.	SESRIC	Maintenance Practices	Training	Transportation	Institutional and Human Capacity	Turkish State Railways (TCDD) and Directorate of Road and Rail Transport, Togo	19-20 April 2017 Togo	To build the capacity of the staffs of the Directorate of Road and Rail Transport, Togo on the topic of "Maintenance Practices"
74.	SESRIC	Psychosocial Support Program for Refugee Children	Project	Poverty Alleviation	Diverse	Doctors Worldwide	2017 Istanbul and Gaziantep, Turkey	The project aims to provide selected children with the capacity to recognize physical symptoms linked to anxiety and stress develop functional thinking and cope with difficulties and decrease the rate of anxiety, depression and post-traumatic stress disorder. It also aims at providing continuous support after the project through the training to be received by the Syrian teachers and psychologists in the Syrian schools.

75.	SESRIC	Training on Emergency Obstetrics and C-section in War	Training	Poverty Alleviation	Diverse	Ministry of Health of Republic of Turkey and the Union of Medical Care and Relief Organizations (UOSSM)	November 2016 - January 2017 Istanbul, Turkey	This programme aims to train doctors and midwives with a view to providing skilled health workforce in the area of war in Syria in obstetrics and gynecology.
76.	SESRIC	Consultation Meeting for the OIC Maternal Health and Child Survival Project	Workshop	Poverty Alleviation	Diverse	OIC, USAID, MCSP, UNFPA and WHO	30 November - 01 December 2016 Casablanca, Morocco	The project aims at supporting the countries that conducted the Bottleneck Analysis (BNA) in order to take the next steps toward improving MNCH care and reduce maternal and child deaths. Bottleneck analysis was based on the availability of MNH interventions and their consistency with WHO guidelines, focusing on the main bottlenecks for health system building blocks at country level and identification of feasible and effective strategies and solutions to prevent maternal and neonatal deaths among the participating countries.
77.	SESRIC	Tobacco Control Policies for OIC Member States	Workshop	Poverty Alleviation	Diverse	Ministry of Health of Turkey and Green Crescent	14-16 December 2016 Istanbul, Turkey	The workshop will share knowledge on the essentials of comprehensive tobacco control policies. Furthermore, the workshop aims to encourage cooperation and sharing expertise in tobacco-related problems among OIC Member States.
78.	SESRIC	Strengthening Coordination and Capacity Building on Preparedness and Response for Health Emergencies in OIC Member States Project	Training	Poverty Alleviation	Diverse	Ministry of Health of the Republic of Sudan, Ministry of Health of Republic of Turkey and OIC	2017 Turkey and Sudan	This programme aims to build the health workforce capacity in health emergencies in OIC Member States.
79.	SESRIC	Capacity Building of Al Quds Al Sherif Tourism and Hospitality Sector	Training & Study visit	Tourism	Regulatory Framework, Capacity Building and Training Programmes	Ministry of Tourism and Antiquities of Jordan and ICDT	2017 Amman, Jordan	This programme aims to train, educate and prepare tourism related staff in all of its subsets in Al Quds Al Sherif city. In this regard, the main objectives of this program are development of functional competencies in skills and to build up highly qualified and well trained human resources in public and private sectors so that eventually they will develop manage and serve the industry in a sustainable and competitive manner in accordance with international standards.

80.	SESRIC	Workshop on Exploring Tourism Potential of Al Medina Al Munawwarah	Workshop	Tourism	Regulatory Framework, Capacity Building and Training Programmes	ICDT	Q1 2017 Madinah Al Munawwarah, Saudi Arabia	The workshop will provide the participants an opportunity to deliberate and to exchange views, knowledge and expertise with a view to determining ways and modalities for future development of tourism in Al Medina Al Munawwarah.
81.	SESRIC	Preparation of the Draft Roadmap for the Development of Islamic Tourism in OIC Member Countries	Project	Tourism	Regulatory Framework, Capacity Building	OIC Working Group on Islamic Tourism composed of Indonesia (as coordinator), Bangladesh, SESRIC and IUT	February 2017 SESRIC	SESRIC will prepare the first Draft of the Roadmap for the Development of Islamic Tourism in OIC Member Countries to be submitted to the Islamic Tourism WG members chaired by Indonesia. This Strategic Roadmap aims to set overall goals for development of Islamic Tourism in OIC Member Countries and to develop a plan to achieve them while highlighting priorities in providing integrated solutions for implementation. In this regard, it involves firstly the Governance with guidelines for policy makers in member countries and subsequently building capacity for development and investment.
82.	SESRIC	Regional project on sustainable tourism development in a network of cross border parks and protected areas in West Africa	Project	Tourism	Regulatory Framework, Capacity Building and Training Programmes	ICDT	2017 TBD	SESRIC and ICDT have been mandated by the OIC General Secretariat in 2006 to follow up the implementation of the "Regional Project on Sustainable Tourism Development in a Network of Cross Border Parks and Protected Areas in West Africa"
83.	SESRIC	First Meeting of the Working Group on Preparation of Strategic Plan	Meeting	Trade and Poverty Alleviation	Diverse	GED, UNDP IICPSD, IDB	20-21 December 2016 Ankara, Turkey	The main objective of the working groups established at the said workshop is to develop cooperation among the institutions in order to improve the quality of TVET systems in line with the Sustainable Development Goals of 2030 Agenda. The First Meeting of the Working Group on Preparation of Strategic Plan will develop the Roadmap and Terms of Reference (ToR) for the preparation of a comprehensive multinational strategic plan for OIC Member Countries.
84.	SESRIC	Strengthening Cooperation of OIC Diaspora Institutions	Workshop	Trade and Poverty Alleviation	Diverse	YTB of Turkey	February 2016 Ankara, Turkey	The workshop aims to facilitate the cooperation among the OIC countries on the migration related topics and issues.
85.	SESRIC	Qualification and Quality Assurance System	Meeting	Trade and Poverty Alleviation	Diverse	GED, UNDP IICPSD, IDB	21-22 February 2016 Ankara, Turkey	The main objective of the working groups is to develop cooperation among the institutions in order to improve the quality of TVET systems in line with the Sustainable Development Goals of 2030 Agenda.

86.	SESRIC	Working Group on Occupational Standards	Meeting	Trade and Poverty Alleviation	Diverse	GED, UNDP IICPSD, IDB	14-15 March 2017 Ankara, Turkey	The main objective of the working groups is to develop cooperation among the institutions in order to improve the quality of TVET systems in line with the Sustainable Development Goals of 2030 Agenda.
87.	SESRIC	Certification and Modular Training Programs	Meeting	Trade and Poverty Alleviation	Diverse	GED, UNDP IICPSD, IDB	9-10 May 2017 Ankara, Turkey	The main objective of the working groups is to develop cooperation among the institutions in order to improve the quality of TVET systems in line with the Sustainable Development Goals of 2030 Agenda.
88.	SESRIC	OIC-VET Regional Collaboration Centres	Project	Trade and Poverty Alleviation	Diverse	TIKA, Sudanese Turkish Centre for Training of Trainers	TBD Khartoum, Soudan	The general purpose of the project is to contribute to sustainable economic development and the growing prosperity in the OIC member countries by promoting the professional and social integration through the development of human capital. Therefore, this project will play an important role in line with the Sustainable Development Goals of 2030 Agenda, especially in the SDG 8 (Decent work and Economic Growth) and 4 (Quality Education).
89.	SESRIC	Muslim Diaspora Research	Research	Poverty Alleviation	Diverse	Ankara Social Sciences University	TBD TBD	The general purpose of the project is to contribute of the well-being and human right and labour right of Muslim Migrant people. Muslim diaspora organizations will be invited into a cooperative scheme throughout the project work. The Project will provide a policy feed for both migrant-receiving and OIC countries; and cast a light on a cooperative platform among them.
90.	SESRIC	Sukuk and Liquidity Management	Workshop	Finance	Regulatory and supervisory cooperation, Training, R&D Activities and Statistics	Central Bank of Republic of Turkey (CBRT), World Bank Global Islamic Finance Development Center.	11-12 December 2016 Istanbul, Turkey	Relevant officials from Central Banks and Monetary Authorities from OIC Member. Countries will benefit from the programme
91.	SESRIC	Money and Banking Statistics	Training Course	Finance	Regulatory and supervisory cooperation, Training, R&D Activities and Statistics	Bank of Uganda, Central Bank of Somalia	19-21 December 2016 Mogadishu, Somalia	Officials of Central Bank of Somalia will benefit from the programme.

92.	SESRIC	Market Operations	Training Course	Finance	Regulatory and supervisory cooperation, Training, R&D Activities and Statistics	Central Bank of Republic of Turkey (CBRT), Central Bank of Iran	February 2017 Tehran, Iran	Officials of Central Bank of Iran will benefit from the programme.
93.	SESRIC	Macroeconomic Modeling	Training Course	Finance	Regulatory and supervisory cooperation, Training, R&D Activities and Statistics	Central Bank of Republic of Turkey (CBRT), Central Bank of Sudan	March 2017 Khartoum, Sudan	Officials of Central Bank of Sudan and other actors of the economic system will benefit from the programme.
94.	SESRIC	Reserve Management	Training Course	Finance	Regulatory and supervisory cooperation, Training, R&D Activities and Statistics	Central Bank of Egypt, Central Bank of Tunisia	May 2017 Tunis, Tunisia	Officials of Central Bank of Tunisia will benefit from the programme
95.	SESRIC	Treasury Management and Liquidity Issues in Islamic Finance	Training Course	Finance	Regulatory and supervisory cooperation, Training, R&D Activities and Statistics	Association of Islamic Banking Institutions Malaysia, Borsa Istanbul	May 2017 Istanbul, Turkey	Officials of Borsa Istanbul will benefit from the programme.
96.	SESRIC	Company Awareness: Exchange Basics	Training Course	Finance	Regulatory and supervisory cooperation, Training, R&D Activities and Statistics	Islamabad Stock Exchange	January 2017 Maputo, Mozambique	Officials of Mozambique Stock Exchange will benefit from the programme.
97.	SESRIC	Islamic Debt and Equity Markets and Products	Study Visit	Finance	Regulatory and supervisory cooperation, Training, R&D Activities and Statistics	Tehran Stock Exchange (TSE), Stock Exchange of Afghanistan	April 2017 Tehran, Iran	Officials from Afghanistan will visit TSE and benefit from the experience of Iran

98.	SESRIC	Investor and Financial Community Awareness	Training Course	Finance	Regulatory and supervisory cooperation, Training, R&D Activities and Statistics	Tunisia Stock Exchange, Douala Stock of Cameroon Exchange	June 2017 Yaoundé, Cameroon	Officials of Douala Stock of Cameroon Exchange will benefit from the programme.
99.	SESRIC	Islamic Financial Instruments	Training Workshop	Finance	Regulatory and supervisory cooperation, Training, R&D Activities and Statistics	Islamic Financial Services Board	September 2017 TBD	Officials of Central Banks and Monetary Authorities from OIC Member Countries will benefit from the programme
100.	SESRIC	Capacity Building of Central Banks	Training Workshop	Finance	Regulatory and supervisory cooperation, Training, R&D Activities and Statistics	Bank Negara Malaysia	2017 Kuala Lumpur, Malaysia	Officials of Central Banks and Monetary Authorities from OIC Member Countries will benefit from the programme.
101.	SESRIC	Capacity Building of Central Banks	Training Workshop	Finance	Regulatory and supervisory cooperation, Training, R&D Activities and Statistics	Bank Negara Malaysia	2017 Kuala Lumpur, Malaysia	Officials of Central Banks and Monetary Authorities from OIC Member Countries will benefit from the programme.
102.	SESRIC	Financial Inclusion in South Asia	Seminar	Finance	Regulatory and supervisory cooperation, Training, R&D Activities and Statistics	ADFIMI	2017 Islamabad, Pakistan	Officials from Central Banks and DFIs of OIC MS will benefit from the programme.
103.	SESRIC	Cash Management Operations	Training Course	Finance	Regulatory and supervisory cooperation, Training, R&D Activities and Statistics	Undersecretariat of Treasury, Prime Ministry of Turkey	2017 Kuwait City, Kuwait	Officials from Ministry of Finance-International Economic Cooperation Department will benefit from the programme.

104.	SESRIC	Exchange Rate Regimes for Major Currencies	Training Course	Finance	Regulatory and supervisory cooperation, Training, R&D Activities and Statistics	Treasury Department of Ministry of Finance of Malaysia	2017 Baku, Azerbaijan	Officials from State Treasury Agency of Azerbaijan will benefit from the programme.
105.	SESRIC	Alternative Dispute Settlement Mechanism in the Insurance Sector: Insurance Arbitration Commission	Training Course	Finance	Regulatory and supervisory cooperation, Training, R&D Activities and Statistics	Undersecretariat of Treasury, Prime Ministry of Turkey	2017 Amman, Jordan	Officials from Central Banks and DFIs of OIC MS will benefit from the programme.
106.	SESRIC	Competition Law Enforcement in Regulated Markets and Bid-Rigging	Training Course	Trade	Trade liberalization	Turkish Competition Authority and Competition Authority of Jordan	December 2016 Amman, Jordan	Officials from Competition Authority of Jordan will benefit from the programme.
107.	SESRIC	Competition Law and Policy	Training Course	Trade	Trade liberalization	Turkish Competition Authority and National Competition Authority of Qatar	March 2017 Doha, Qatar	Officials from National Competition Authority of Qatar will benefit from the programme.
108.	SESRIC	Mergers and Acquisitions	Training Course	Trade	Trade liberalization	Ministry of General Affairs / Directorate of Competition and Prices and National Competition Authority of Benin	May 2017 Cotonou, Benin	Officials from National Competition Authority of Benin benefitted from the programme.
109.	SESRIC	Cartels/ Horizontal and Vertical Agreements	Training Course	Trade	Trade liberalization	Ministry of General Affairs / Directorate of Competition and Prices, Ministry of Trade of Niger	May 2017 Niamey, Niger	Officials from Ministry of Trade of Niger will benefit from the programme.

110.	SESRIC	International Investment Agreements (IIA)	Training Workshop	Trade	Trade liberalization, Trade facilitation	UNCTAD, ICIEC-IDB, Islamic Centre for Development of Trade (ICDT)	February 2017 Marrakesh, Morocco	Relevant investment promotion agencies of OIC member states will benefit from the programme.
111.	SESRIC	Trade in Services	Training Workshop	Trade	Trade liberalization	International Trade Centre (ITC), Islamic Centre for Development of Trade (ICDT)	February 2017 Casablanca, Morocco	Relevant officials from Ministry of Trade of OIC member states will benefit from the programme.
112.	SESRIC	Rural Communities' Responses to Climate Change and Food Insecurity in Developing Countries	Conference	Agriculture	Increasing Productivity, Regulatory Framework and Institutional Capacity	Rural Business Development Centre (RBDC)	02 -04 November 2016 Konya, Turkey	Increasing the resilience of agricultural sector in the face of future crisis; increasing the effectiveness and capacity of government agencies; enhancing cooperation in disaster management and climate change
113.	SESRIC	Diversification of agro-forestry and reforestation	Training Course	Agriculture	Increasing Productivity, Regulatory Framework and Institutional Capacity	Ministry of Environment, Maldives	14-15 November 2016 Male, Maldives	Increasing the resilience of agricultural sector in the face of future crisis
114.	SESRIC	Risk in Agriculture and Climate Change	Training Course	Agriculture	Increasing Productivity, Regulatory Framework and Institutional Capacity	RDBC	December 2016 Ankara, Turkey	Enhancing cooperation in disaster management and climate change
115.	SESRIC	Risk in Agriculture	Workshop	Agriculture	Increasing Productivity, Regulatory Framework and Institutional Capacity	RDBC	April 2017 Ankara, Turkey	Enhancing cooperation in disaster management and climate change
116.	SESRIC	Impact of Climate Change in Agriculture	Workshop	Agriculture	Increasing Productivity, Regulatory Framework and Institutional Capacity	Ministry of Food and Agriculture of Turkey	May 2017 Ankara, Turkey	Enhancing cooperation in disaster management and climate change

117.	SESRIC	Reduction of post-harvest losses	Workshop	Agriculture	Increasing Productivity, Regulatory Framework and Institutional Capacity	Ministry of Agriculture, Indonesia and Turkey	March 2017 Ankara, Turkey	Improving the agricultural trade policy-making capacity of the member countries, especially LDCs
118.	SESRIC	Fisheries and Aquaculture	Training Course	Agriculture	Increasing Productivity, Regulatory Framework and Institutional Capacity	Ministry of Agriculture, Bangladesh	March 2017 Dhaka, Bangladesh	Increasing transparency of agricultural markets
119.	SESRIC	Crop Cultivation	Training Course	Agriculture	Increasing Productivity, Regulatory Framework and Institutional Capacity	Ministry of Agriculture, Brunei	January 2017 Brunei	Encouraging entrepreneurs and farmers to enhance their investments
120.	SESRIC	Seed Development: Laboratory Test and Certificates, Agriculture Combat: Plant Diseases, Pest and Weed Control	Training Course	Agriculture	Increasing Productivity, Regulatory Framework and Institutional Capacity	Ministry of Agriculture, Lebanon	February 2017 Lebanon	Increasing the capacity of analysing and testing agricultural products
121.	SESRIC	Land Management	Training Course	Agriculture	Increasing Productivity, Regulatory Framework and Institutional Capacity	Ministry of Agriculture, Cote D'ivoire	June 2017 Cote D'ivoire	Improving irrigation opportunities and adoption of efficient
122.	SESRIC	Land Management	Training Course	Agriculture	Increasing Productivity, Regulatory Framework and Institutional Capacity	Ministry of Agriculture Comoros	July 2017 Comoros	Improving irrigation opportunities and adoption of efficient
123.	SESRIC	Increasing Productivity	Training Course	Agriculture	Increasing Productivity, Regulatory Framework and Institutional Capacity	Ministry of Agriculture Guinea	August 2017 Guinea	Encouraging entrepreneurs and farmers to enhance their investments

124.	SESRIC	Reduction of post-harvest losses	Training Course	Agriculture	Increasing Productivity, Regulatory Framework and Institutional Capacity	Ministry of Agriculture Cameron	September 2017 Cameron	Encouraging entrepreneurs and farmers to enhance their investments
125.	SESRIC	Fisheries and Aquaculture	Training Course	Agriculture	Increasing Productivity, Regulatory Framework and Institutional Capacity	Ministry of Agriculture Bahrain	November 2017 Bahrain	Encouraging entrepreneurs and farmers to enhance their investments
126.	SESRIC	Occupational Hygiene	Training	Poverty Alleviation	Aid Effectiveness	Ministry of Labour and Social Security, Turkey	January 2017 Banjul, Gambia	Increasing interactions between peer institutions of the Member States and enhancing professional skills of human resources.
127.	SESRIC	Rural Development Projects	Training	Poverty Alleviation	Aid Effectiveness	Ministry of Family and Social Policies, Turkey	February 2017 Yaounde, Cameroon	Increasing interactions between peer institutions of the Member States and enhancing professional skills of human resources.
128.	SESRIC	Occupational Safety	Training	Poverty Alleviation	Aid Effectiveness	NIOSH	March 2017 Almaty, Kazakhstan	Increasing interactions between peer institutions of the Member States and enhancing professional skills of human resources.
129.	SESRIC	Poverty Reduction Projects: Income Generating Projects	Training	Poverty Alleviation	Aid Effectiveness	Ministry of Family and Social Policies, Turkey	July 2017 Ouagadougou, Burkina Faso	Increasing interactions between peer institutions of the Member States and enhancing professional skills of human resources.
130.	SESRIC	Regional poverty reduction policies	Training	Poverty Alleviation	Aid Effectiveness	Ministry of Family and Social Policies, Turkey	August 2017 Khartoum, Sudan	Increasing interactions between peer institutions of the Member States and enhancing professional skills of human resources.
131.	SESRIC	Actuarial and Financial Management	Training	Poverty Alleviation	Aid Effectiveness	Ministry of Labour and Social Security, Turkey	August 2017 Tirana, Albania	Increasing interactions between peer institutions of the Member States and enhancing professional skills of human resources.
132.	SESRIC	Occupational Hygiene	Training	Poverty Alleviation	Aid Effectiveness	Ministry of Health, Malaysia	August 2017 Lahore, Pakistan	Increasing interactions between peer institutions of the Member States and enhancing professional skills of human resources.
133.	SESRIC	General Health Insurance	Training	Poverty Alleviation	Aid Effectiveness	Ministry of Labour, Tunisia	August 2017 Amman, Jordan	Increasing interactions between peer institutions of the Member States and enhancing professional skills of human resources.

134.	SESRIC	Insurance Premiums	Training	Poverty Alleviation	Aid Effectiveness	-	September 2017 Islamabad, Pakistan	Increasing interactions between peer institutions of the Member States and enhancing professional skills of human resources.
135.	SESRIC	Unemployment Insurance and Employment Protection	Training	Poverty Alleviation	Aid Effectiveness	-	September 2017 Dhaka, Bangladesh	Increasing interactions between peer institutions of the Member States and enhancing professional skills of human resources.
136.	SESRIC	Management of Labour Mobility	Training	Poverty Alleviation	Aid Effectiveness	-	October 2017 Bishkek, Kyrgyzstan	Increasing interactions between peer institutions of the Member States and enhancing professional skills of human resources.
137.	SESRIC	Public Private Partnership	Training	Poverty Alleviation	Aid Effectiveness	-	November 2017 Ivory Coast	Increasing interactions between peer institutions of the Member States and enhancing professional skills of human resources.
138.	SESRIC	Third Meeting of OIC Public Employment Services	Network Meeting	Poverty Alleviation	Aid Effectiveness	Ministry of Labour, Morocco, Ministry of Labour and Social Security, Turkey	December 2017 Morocco	Increasing networking between peer institutions of the Member States and enhancing professional skills of human resources.
139.	SESRIC	Public Employment Services Funding	Training	Poverty Alleviation	Aid Effectiveness	-	September 2017 Mauritania	Increasing interactions between peer institutions of the Member States and enhancing professional skills of human resources.
140.	SESRIC	Strengthening local government capacities; Rights-based legislation, policy and programming; Participatory budgeting	Training	Poverty Alleviation	Aid Effectiveness	UN-HABITAT	November 2017 Lome, Togo	Increasing interactions between peer institutions of the Member States and enhancing professional skills of human resources.
141.	SESRIC	Capacity Building Assistance in Earthquake Seismological Research by using Pakistan Seismic Data	Project	Poverty Alleviation	Diverse	IDB, TİKA, Tubitak MAM	December 2016 – November 2017 Pakistan	To build the capacity of the Pakistan Meteorological Department (PMD) for improved execution of its mandate for earthquake monitoring and issuance of earthquake related information to Government organizations as well as to non-governmental organization.

142.	SESRIC	Capacity Development of the School of Medicine and Allıed Health Sciences At The University Of The Gambia	Project	Poverty Alleviation	Diverse	IDB, TİKA, YTB, Yıldırım Beyazıt University	December 2016 – November 2017 Gambia	Improving the quality and accessibility of health care for the people through exemplary teaching and innovative research by providing necessary and sustainable training to Gambian medical professionals and adequately equip the laboratories, upgrade the curriculum and improve the ICT infrastructure of SMAHS in line with the government of the Gambia National Health Policy 2012-2020
143.	SESRIC	IUIU Vocational Training Centre Project	Project	Poverty Alleviation	Diverse	IDB, TİKA,İSMEK and IUIU	December 2016 – November 2017 Uganda	Aims to meet the need of vocational training in Uganda regarding some specific vocational training branches which are applicable and beneficial for improving qualified personnel in related sectors in Uganda such as in carpentry, metal work, ICT, construction etc, in order to prepare young people in Uganda for jobs and for the fast-changing world of modern economies.
144.	SESRIC	Capacity Development Project in Mauritania	Project	Poverty Alleviation	Diverse	IDB, TİKA, İSMEK	December 2016 – November 2017 Mauritania	In collaboration with international and local partners, SESRIC seeks to support the National Occupational Health Office by enhancing its capacity in the field of Occupational Safety and Health, improve OSH legislation structure and create healthier efficient workplaces in Mauritania with a view to reducing the burden of occupational disease.
145.	SESRIC	The Challenges of the SDGs in OIC Member Countries: The Role of SESRIC	Roundtable Meeting	Poverty Alleviation	Diverse	-	May 2017 Ankara, Turkey	The Special Session will aim to provide a platform for the exchange of views and discussion on SDGs and the contribution of SESRIC to the implementation and monitoring of the SDGs.
146.	SESRIC	Seismology, Earthquake Engineering and Disaster Management for Afghanistan	Training Programme	Poverty Alleviation	Diverse	JICA, ITU, TİKA	December 2016 – November 2017 Afghanistan	Overall goal of the training project is to equip engineers from Afghanistan with the key knowledge on how to effectively reduce the earthquake risk in their home countries and how to effectively manage the potential natural disasters.
147.	SESRIC	The Bina Initiative	Project	Poverty Alleviation	Diverse	LPRD and IDB	December 2016 – November 2017 Benghazi & Tripoli, Libya	The major aim of the Bina Programme is to support LPRD to implement its reintegration and development programmes within Libya to actively contribute to medium and long term socio-economic development of the state.

148.	SESRIC	Joint Economic Empowerment Initiative	Project	Poverty Alleviation	Diverse	IDB, TIKA, UNDP IICPSD	December 2016 – November 2017 Palestine	The objective of the initiative is to increase job and livelihood opportunities for the disadvantaged, including migrants and refugees, through leveraging the role of markets and the private sector in skills development.
149.	SESRIC	Capacity Development of the Cotton Development Board (CDB) of Bangladesh	Project	Poverty Alleviation	Diverse	IDB, TİKA, YTB, THY, Government of Bangladesh	December 2016 – November 2017 Dhaka, Bangladesh	Increasing interactions between peer institutions of the Member States and enhancing professional skills of human resources.
150.	SESRIC	The State of Agriculture and Food Security in D-8 Countries	Research	Agriculture	Diverse	D-8	December 2016 SESRIC	This report will investigate the recent trends as well as the constraints and challenges of agricultural development and food security in D-8 countries. The report will also shed light on the importance of promoting investment in the agriculture sector and propose policy recommendations for enhancing D-8 cooperation.
151.	SESRIC	The State of Industry and SMEs in the Member Countries of D-8	Research	Poverty Alleviation	Productive capacity of poor	D-8	December 2016 SESRIC	This report will highlight the role of industrialization in structural change, analyse the current capacity of the industry sector and assess the strength of the industry in D-8 countries relative to global counterparts. The report will end with some policy recommendations.
152.	SESRIC	D-8 Economic Outlook Report 2016	Research	All Cooperation Areas	Diverse	D-8	December 2016 SESRIC	This report will analyse and examine the trends in major economic indicators for the D-8 member countries during the latest five-year period. The report will also highlight a number of constraints and challenges confronting the D-8 economies.
153.	SESRIC	Economic Reintegration of Prisoners and Displaced Persons	Research	Poverty Alleviation	Diverse	-	2017 SESRIC	This report will draw a broad picture about the current state of prisoners and displaced persons in OIC countries and suggest proactive solutions and interventions to promote their economic reintegration. The report will conclude with policy recommendations aiming to enhance the exchange of information and practices at national and intra-OIC cooperation level.
154.	SESRIC	Impact of Brexit on OIC Member Countries	Research	Trade, Financial Cooperation	Diverse	ICDT, IDB	2017 SESRIC	This study aims to investigate mainly the socio-economic ramifications of Brexit for the OIC countries and what opportunities this hold for a deeper intra-OIC cooperation.

155.	SESRIC	Prevention and Mitigation of Natural Disasters in Afghanistan	Research	Poverty Alleviation	Diverse	-	2017 SESRIC	This study aims to provide a comprehensive overview of the past natural disasters and offer strategic approaches in preventing and mitigating the potential disasters in Afghanistan. The analyses will focus mainly on the most vulnerable people in crisis-laden and disaster-prone areas.
156.	SESRIC	Environmental Issues in OIC Member Countries	Research	Agriculture, Poverty Alleviation	Increasing productivity, Regulatory framework and institutional capacity, Productive capacity of poor	-	2017 SESRIC	This report aims to discuss major environmental issues in OIC member countries against the backdrop of historic Paris Agreement on Climate Change. The report will also provide policy recommendations for enhancing bilateral and intra-OIC regional cooperation to address environmental issues.
157.	SESRIC	OIC Health Report 2017	Research	Poverty Alleviation	Diverse	-	2017 SESRIC	This report will evaluate the health performance of OIC member countries by analyzing the trends in major health indicators. The report will be mainly structured around the six thematic areas of cooperation identified under the OIC Strategic Health Programme of Action (OIC-SHPA) 2014-2023.
158.	SESRIC	OIC Tourism Report 2017	Research	Tourism	Regulatory framework, Community based tourism, Marketing strategies	-	2017 SESRIC	This report will examine the performance and the economic role of the international tourism sector in OIC member countries by analyzing the latest available data on major indicators and highlighting major issues and challenges.
159.	SESRIC	OIC Labour Report 2017	Research	Poverty Alleviation	Diverse	-	2017 SESRIC	This report aims to provide a detailed account of labour market conditions in the OIC member countries with a view to identifying and assessing the fundamental problems and challenges in the labour markets of the OIC countries.
160.	SESRIC	Single Window Preparedness of OIC Member Countries	Research	Trade	Trade facilitation	-	2017 SESRIC	This study will look into the current and potential implementation of SW in OIC countries by assessing the benefits realized and the challenges faced in implementing SW and will extract lessons from their experience that will benefit OIC countries that currently do not have SW.

161.	SESRIC	Industrial Development: The Comparative Advantage of OIC Member Countries	Research	Poverty Alleviation	Diverse	-	2017 SESRIC	This report will analyse the current level and capacity of the industrial sector to assess the comparative advantage of OIC member countries relative to their global counterparts. It will also highlight key industrial development policies and examine different trends in sub-sectors of industry.
162.	SESRIC	OIC Economic Outlook 2017	Research	All Cooperation Areas	Diverse	-	2017 SESRIC	This study will provide a comparative analysis of trends in major economic indicators for the OIC member countries in light of the recent global and regional economic developments.
163.	SESRIC	Urban Development in OIC Member Countries	Research	Poverty Alleviation	Diverse	-	2017 SESRIC	This report will present an overview on the current state of urbanization and its impacts on some critical issues related to urban development in OIC countries. The report will also highlight the critical elements of planning for sustainable urbanization and present relevant policy recommendations.
164.	SMIIC	10th General Assembly (GA) Meeting	Meeting	Trade	Trade liberalization	SMIIC Member States	17 December 2016 Istanbul, Turkey	Regular meeting for Member States to discuss and review activities of SMIIC.
165.	SMIIC	World Halal Summit (WHS)	Conference	Trade	Trade liberalization	SMIIC GS	15-17 December 2016 Istanbul, Turkey	International conference aiming to gather stakeholders of the Halal industry to exchange views and experiences.
166.	SMIIC	11th General Assembly (GA) Meeting	Meeting	Trade	Trade liberalization	SMIIC Member States	April/May 2017 Istanbul, Turkey	Regular meeting for Member States to discuss and review activities of SMIIC.
167.	SMIIC	12th General Assembly (GA) Meeting	Meeting	Trade	Trade liberalization	SMIIC Member States	November/ December 2017 Istanbul, Turkey	Regular meeting for Member States to discuss and review activities of SMIIC.
168.	SMIIC	5th OIC Halal Expo and Forum	Expo	Trade	Trade liberalization	SMIIC GS and ICDT	15-17 December 2017 Istanbul, Turkey	OIC Expo to provide a platform for relevant stakeholders to enhance their networks and to see the latest developments in Halal industry.
169.	SMIIC	Building and Enhancing Standardization, Metrology and Accreditation Capacity in the SMIIC LDC Member States	Workshop /Training	Trade	Simplified and streamlined trade procedures	COMCEC PCM	To be decided, 2017 To be decided	Workshop/training to improve quality infrastructure capacities in SMIIC LDCs.
170.	SMIIC	SMIIC/TC1 Halal Food Issues Meeting	Technical Meeting	Trade	Trade liberalization	SMIIC Technical Committee	To be decided, 2017 To be decided	Technical meeting to revise OIC/SMIIC 1 standard.
171.	SMIIC	SMIIC/TC2 Halal Cosmetic Issues Meeting	Technical Meeting	Trade	Trade liberalization	SMIIC Technical Committee	To be decided, 2017 To be decided	Technical meeting to finalize the draft standard on halal cosmetics.

172.	SMIIC	Building and Enhancing Standardization, Metrology and Accreditation Capacity in the OIC Member States	Workshop /Training	Trade	Simplified and streamlined trade procedures	Islamic Development Bank (IDB)	To be decided, 2017 North African Arabic Speaking Countries; African French Speaking Countries; African English Speaking Countries; Central Asian Countries	Workshop/training to improve quality infrastructure capacities in OIC Member States.
173.	SMIIC	Training on Halal Food and ISO 22000 Food Safety Management System	Workshop /Training	Trade	Trade liberalization	SMIIC Member States	To be decided, 2017 To be decided	Workshop/training for the experts of Member States for halal food and food safety standards.
174.	SMIIC	Training on Halal Cosmetic and Good Manufacturing Practice (GMP)	Workshop /Training	Trade	Trade liberalization	SMIIC Member States	To be decided, 2017 To be decided	Workshop/training for the experts of Member States for halal cosmetics and GMP.
175.	SMIIC	Training on ISO 17025 Laboratory Accreditation & Halal Requirements	Workshop /Training	Trade	Trade liberalization	SMIIC Member States	To be decided, 2017 To be decided	Workshop/training for the experts of Member States for laboratory accreditation and halal requirements.
176.	SMIIC	ISO 17021 & ISO 17065 & Halal Requirements (for Halal Manufacturers)	Workshop /Training	Trade	Trade liberalization	SMIIC Member States	To be decided, 2017 To be decided	Workshop/training for the experts of Member States for halal requirements.

177.	CCO	9th Meeting of the Trade Working Group	Working Group Meeting	Trade	Trade Facilitation	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	March 9th, 2017	Within the framework of the COMCEC Trade Working Group, which will be held with the theme of "Single Window Systems in the OIC Member States for Facilitating Trade", an analytical report will be prepared. The objectives of the study are to: • Improve awareness on the single window systems and their benefits on trade facilitation; • Share information on the best practices of implementing single windows • Analyze the current status of the implementation of the single windows in the OIC member states; • Provide policy recommendations for the OIC Member States for establishing or furthering the operation and implementation of the single window systems. In this framework, working Group aims to provide policy approximation among OIC countries, which is essential for implementation of the SDGs in the OIC Countries.

178.	CCO	10th Meeting of the Trade Working Group	Working Group Meeting	Trade	Trade Facilitation Trade Promotion	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	November 2nd, 2017 Ankara	Within the framework of the COMCEC Trade Working Group to be held with the theme of "Special Economic Zones in the OIC Member States" an analytical report will be prepared. The objectives of the study are to: • Share information on the best practices of Special Economic Zones (SEZ) • Assess the economic impact of SEZs in the OIC member states. • Identify common challenges and learn from experiences • Provide policy recommendations for the OIC Member States which enable them to get desired economic impact from SEZ In this respect, the working Group aims to provide policy approximation among OIC countries, which is essential for implementation of the SDGs in the OIC Countries.
179.	CCO	9th Meeting of the Tourism Working Group	Working Group Meeting	Tourism	Regulatory Framework/ Policy Recommendation of the 7th WG: Developing guidelines for streamlining the basic MFT related services	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	February 16th, 2017 Ankara	For the 9th Meeting of the Tourism Working Groups, which will be held with the theme of "Muslim Friendly Tourism (MFT): Regulations for Accommodation Establishments in the OIC Member Countries." A research report will be conducted for evaluating the current MFT regulations for accommodation facilities in OIC Member countries and showing the main difficulties and lessons learned from past applications in the Member Countries. In the light of this applications the study will provide a reference draft guideline for relevant OIC Member Countries. Working Group will provide a platform for experts from OIC Countries to discuss the issue and to come up with policy recommendations. Doing so, working Group aims to provide policy approximation among OIC countries, which is essential for implementation of the SDGs in the OIC Countries

180.	CCO	10th Meeting of the Tourism Working Group	Working Group Meeting	Tourism	Streamlined tourism policies	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	September 21st, 2017 Ankara	The meeting will be held with the theme of "Risk and Crisis Management and Recovery from Crisis in Tourism Sector in the OIC Member Countries." A research report will be prepared for this Tourism Working Group. The main objective of the study is to analyse and propose paths for tourism sector to avoid or pass crisis period with minimum damage. Doing so, Working Group aims to provide policy approximation among OIC countries, which is essential for the implementation of the SDGs in the OIC Countries.
181.	CCO	9th Meeting of the Transport and Communications Working Group	Working Group Meeting	Transport	**1. Information and Communications Technologies** - Coordination and harmonization of ICT policies, procedures and standards - Increased use of ICT applications in public services - Synthesized opportunities provided by ICT in banking, finance and e-commerce.	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	9th,March 2017 Ankara	Outcomes to be determined after the events.

182.	CCO	10th Meeting of the Transport and Communications Working Group	Working Group Meeting	Transport	**1. Institutional and Human Capacity** - Improved national transport policy- making and planning capacity of the member states - Enhanced professional skills of human resources **2. Transport İnfrastructure Policies** - Development of sound infrastructure policies - Enhanced private sector involvement in infrastructure projects and promoted innovative financing modalities, including PPP	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	19th, October 2016 Ankara	Outcomes to be determined after the events.

183.	CCO	8th Meeting of the Financial Cooperation Working Group	Working Group Meeting	Financial Cooperation	• Visibility of Financial Markets ✓ Enhanced awareness on Islamic Financial Markets ✓ • Training, R&D Activities and Statistics ✓ Developed human resources and increased financial literacy • Regulatory and supervisory cooperation ✓ Developed legal, regulatory and institutional framework	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	March 30th, 2017 Ankara	• Opportunity for sharing experiences, achievements and challenges on improving public debt management • Producing policy recommendations for improving public debt management quality in the member countries • Strengthening cooperation among member countries by creating communication channels among Member States experts • Producing a comprehensive research report on the theme of Working Group Meeting • Proceeding report of the Working Group Meeting

184.	CCO	9th Meeting of the Financial Cooperation Working Group	Working Group Meeting	Financial Cooperation	Regulatory and supervisory cooperation ✓ Developed legal, regulatory and institutional framework ✓ More standardized contracts and more harmonized regulations Visibility of Financial Markets ✓ Enhanced awareness on Islamic Financial Markets Training, R&D Activities and Statistics ✓ Developed human resources and increased financial literacy ✓ Enhanced diversification and variety of financial products Policy Recommendations of the 3rd Meeting: Diversification of Islamic Financial Instruments and Services	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	October 26th, 2017 Ankara	• Opportunity for sharing experiences, achievements and challenges on diversification of Islamic Financial instruments • Producing policy recommendations for enhancing diversification of Islamic financial instruments in the member countries • Raising awareness on Islamic Finance • Strengthening cooperation among member countries by creating communication channels among Member States experts • Producing a comprehensive research report on the theme of Working Group Meeting • Proceeding report of the Working Group Meeting

185.	CCO	9th Meeting of the Agriculture Working Group	Working Group Meeting	Agriculture	• Increasing productivity • Reducing post-harvest losses.	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	February 23rd, 2017 Ankara	• Providing a platform for share of experiences among Member Countries regarding the food waste. • Conducting research report titled "Reducing Food Waste in the OIC Member Countries." • Encouraging the Member Countries for developing programs/projects aiming at reducing food waste • Developing policy recommendations for reducing food waste in the OIC Countries. • Providing a platform for share of experiences among Member Countries regarding their current activities on food waste.
186.	CCO	10th Meeting of the Agriculture Working Group	Working Group Meeting	Agriculture	• Market Performance and Access • Creation and Development of Market Institutions • Regulatory Framework and Institutional Capacity • Improved legal, institutional, structural and administrative frameworks • Policy recommendation of 5th Meeting of AGW: The capacity of farmer organizations to access to agricultural market information and dissemination of the market information to their members needs to be improved.	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	September 28th, 2017 Ankara	• Encouraging the Member Countries for development of agricultural market institutions. • Developing policy recommendations for creation and development of market institutions in the OIC Countries. • Providing a platform for share of experiences among Member Countries regarding the agricultural market institutions. • Conducting research report titled "Improving Agricultural Market Performance: Creation and Development of Market Institutions."
187.	CCO	9th Meeting of the Poverty Alleviation Working Group	Working Group Meeting	Poverty Alleviation	Increasing productive capacity of the poor	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	April 6th, 2017 Ankara	The Meeting will discuss on the current status, causes and consequences of malnutrition as well as efforts for addressing malnutrition in the OIC countries. The Working Group is expected to come up with policy recommendations for reducing malnutrition in the member states.

188.	CCO	10th Meeting of the Poverty Alleviation Working Group	Working Group Meeting	Poverty Alleviation	Increasing productive capacity of the poor	MCs, OIC and other international institutions, private sector representatives	October 5th, 2017 Ankara	The Meeting aims to analyze the current status and trends regarding access to education and the efforts to increase access to education within the OIC member states with a special emphasis on disadvantaged groups. The Working Group is expected to come up with policy recommendations for increasing disadvantaged children's access to education in the member states.
189.	CCO	5th Annual Meeting of the COMCEC Focal Points	Meeting	All Cooperation Areas		Member Countries	Ankara	In the meeting, the progress in the implementation of the COMCEC Strategy, particularly the implementation of the COMCEC Policy recommendations by the member countries will be considered.
190.	CCO	Training Programme on COMCEC Project Funding	Training	All Cooperation Areas		Member Countries	Ankara	A training program on the COMCEC Project Implementation Procedures will be provided to the project owners and coordinators from member countries.

ANNEXE

6

Original : anglais

DISCOURS DE CLÔTURE DE S.E. LÜTFİ ELVAN,
MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE

(İstanbul, 24 novembre 2016)

Honorables Ministres
Distingués Délégués,

Essalamu Alaikum wa Rahmatullahu Wa Barakatuh

Nous avons conclu avec succès la 32ème Session du COMCEC, après des délibérations fructueuses. Nous sommes également ravis de participer à nombre d'événements dynamiques organisés sur la finance islamique, thème de notre Session d'Échange de Vues cette année. Je tiens à remercier tous les délégués, les représentants des institutions de l'OCI, ainsi que ceux des autres institutions internationales et le Bureau de Coordination du COMCEC, pour les efforts déployés au cours de la Réunion.

Messieurs les Ministres,
Distingués Délégués,

Nous vivons dans un monde interdépendant et indissociable. Ce monde assez complexe nous offre de diverses opportunités, mais nous place aussi devant des vulnérabilités et des effets négatifs. De nombreux pays souffrent toujours des effets défavorables de la crise financière même après sept ans de son déclenchement. Les perspectives de la croissance mondiale restent toujours faibles. Dans un tel environnement stagnant, nous devons avoir des économies plus compétitives pour atteindre des niveaux plus élevés en matière de développement et volume du commerce.

À cet égard, nous devrions prendre immédiatement les procédures nécessaires pour réaliser des réformes économiques structurelles visant à promouvoir l'investissement, la production à valeur ajoutée et l'activité économique productive plutôt que de dépendre principalement de l'exportation de matières premières.

Dans cette perspective, nous devrions diversifier nos partenaires commerciaux ; nous devrions également renforcer nos liens entre les pays frères de l'OCI.

Chers Collègues,
Comme vous le savez tous, notre objectif, pour la période 2005-2015, consistait à augmenter le commerce intra-OCI à 20%. Elhamdulillah, nous avons déjà réalisé cet objectif en atteignant 20,3%.

J'aimerais inviter tous nos distingués Pays Membres à concevoir des plans et des programmes spécifiques pour atteindre notre nouvel objectif de 25 pourcent, comme indiqué dans le Programme d'action 2015-2025 de l'OCI et la Déclaration d'Istanbul du 13ème Sommet de l'OCI.

Avec les efforts internationaux et régionaux, nous devrions faire aussi notre devoir au niveau national pour améliorer notre commerce avec nos pays fraternels. Dans ce contexte, et comme exemple, je suis très heureux d'annoncer qu'entre 2005 et 2015, le volume du commerce de la Turquie avec les pays islamiques est passé de 22,8 milliards de dollars à 65,1 milliards de dollars. Cela signifie que notre commerce avec les pays islamiques a presque triplé en 10 ans.

Dans ce contexte, nous devons mettre immédiatement en pratique le système SPC-OCI pour renforcer le commerce intra-OCI. Maintenant pour la mise en œuvre réelle du TPS-OCI nous devons compiler les listes de concessions mises à jour.

Ainsi, j'invite les Etats membres ayant ratifié, à remettre au plus tôt leurs listes de concession mises à jour au secrétariat du CNC pour réaliser ce rêve inachevé.

Honorables Ministres,
Distingués Délégués,

Comme nous en avons parlé hier en détail, l'industrie de la finance islamique reste un réel potentiel à être utilisé. La taille actuelle de la finance islamique est de 2 billions de dollars américains ce qui représente presque 1 pourcent de l'ensemble du marché financier. Dans une étude récente, il est prédit que les actifs de la finance islamique atteindront 5,3 billions de dollars américains à la fin de 2020.

La Finance islamique, avec ses principes éthiques solides basés sur des actifs réels, peut jouer un rôle important dans la promotion du développement économique, en particulier dans les domaines de l'industrie manufacturière et des investissements d'infrastructure. À cet égard, en tant que gouvernements, nous devons préparer la voie à la mise en place d'une industrie de la finance islamique solide, avec des stratégies bien conçues, des législations nationales et des capacités humaines et institutionnelles.

Nous devons aussi encourager notre secteur privé à s'investir plus activement dans la production d'instruments de finance islamique ainsi qu'à tirer avantage adéquatement des produits de la finance islamique.

A la lumière de nos délibérations approfondies d'hier, nous nous sommes félicités des 31 recommandations sous 6 rubriques. Je suis convaincu que les Pays Membres vont prendre ces recommandations en considération dans la conception de leurs stratégies nationales de Finance Islamique.

Honorables collègues,
Dans ce cadre, nous devons toujours garder à l'esprit les principes fondamentaux de notre grande religion. Le problème le plus délicat dans ce procédé est de produire des instruments financiers authentiques basés sur les éléments essentiels de l'islam plutôt que de reproduire les produits conventionnels du système bancaire, sur lesquels reposent les fréquentes crises financières que nous traversons. Dans cette perspective, j'espère que nos délibérations au cours de la 32ème Session du COMCEC et les discussions sur les différents évènements parallèles serviront effectivement à concevoir des stratégies efficaces pour renforcer les industries de la finance islamique dans nos pays.

Honorables Ministres,
Nous sommes heureux de constater que la stratégie du COMCEC est mise en œuvre avec succès et que le nombre des pays membres inscrits aux Groupes de travail du COMCEC a atteint 50. Nos experts nationaux du département technique pertinent ont de plus en plus participé activement aux travaux du COMCEC. J'invite les pays membres qui ne se sont pas inscrits aux Groupes de travail à le faire prochainement pour bénéficier de cet outil de coopération fructueux.

Les Groupes de Travail servent également à rapprocher nos politiques en développant une compréhension partagée en ce qui concerne nos défis et opportunités communs. À cet égard, je me félicite des recommandations de politiques concrètes formulées par les Groupes de travail et j'appelle les Pays membres et les Institutions de l'OCI à consolider leur coopération dans les domaines recommandés. Dans ce contexte, les institutions de l'OCI devraient également remplir un rôle bien défini en aidant nos pays dans la mise en œuvre de ces recommandations de politiques.

Je me réjouis également de constater que le mécanisme de financement de projets du COMCEC est de plus en plus utilisé par nos pays membres et les institutions de l'OCI. Trente et un projets ont été mis en œuvre au cours des trois dernières années. Pour la prochaine année, 33 projets ont été sélectionnés. J'espère que tous ces projets concrets et conjoints intensifieront davantage nos efforts de coopération et renforceront nos capacités humaines et institutionnelles.

Excellences,
Nous avons d'ailleurs déterminé le thème de l'année prochaine de la Session d'échange de vues du COMCEC, à savoir « Améliorer les Corridors de Transport Transnationaux entre les Pays Membres de l'OCI ». Il s'agit d'un thème très pertinent et opportun, car l'infrastructure et la logistique de transport sont des éléments indispensables pour le développement économique.

Avant de conclure, je voudrais réitérer ma gratitude à toutes les délégations des pays membres, au Secrétariat Général de l'OCI, aux Institutions de l'OCI et à d'autres organisations internationales pour leurs précieuses contributions.

À cette occasion, je voudrais féliciter les nouveaux membres du Bureau du COMCEC, à savoir le Qatar, la Malaisie et le Gabon au nom des régions Arabes, Asiatiques et Africaines respectivement et je leur souhaite tout le succès dans leurs importants efforts. J'aimerais aussi exprimer mes sincères remerciements et appréciations aux membres sortants du Bureau, à savoir le Kazakhstan et le Mali pour leurs précieuses contributions aux activités du COMCEC.

Je voudrais également exprimer mes sincères remerciements au Bureau de Coordination du COMCEC, à nos traducteurs et interprètes ainsi qu'à tout le personnel ayant pris part à l'organisation de notre réunion pour les efforts inlassables qu'ils ont déployés pour mener cette Session à bon terme. Je souhaite sincèrement que nos discussions, nos délibérations faites dans la session d'échanges de vues et nos résolutions aboutiront à des résultats fructueux pour le Monde Islamique et approfondiront notre coopération en tant qu'Oummah Islamique.

En espérant que vous partez d'Istanbul avec des souvenirs heureux, tout en ayant à l'esprit des idées brillantes sur la coopération, je vous souhaite un bon voyage de retour.

Merci infiniment.

*Esselamu Alaikum wa Rahmetullah wa Barakatuhu***.**

ANNEXE

7

Original : anglais

RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES
À LA SESSION D'ECHANGE
DE VUES DE LA 32ème SESSION DU COMCEC

La 31ème session du COMCEC a décidé que "L'élaboration de stratégies de financement islamique dans les pays membres de l'OCI" sera le thème de l'Échange de vues de la 32ème session du COMCEC et a demandé au Groupe de travail sur la Coopération financière du COMCEC d'élaborer des recommandations politiques sur le sujet susmentionné et de les soumettre à la 32ème session du COMCEC. Dans ce cadre, les participants, à la lumière des discussions ayant eu cours lors de la 6ème réunion du Groupe de travail du COMCEC sur la coopération financière et du rapport de recherche préparé spécialement pour cette réunion, ont révélé les défis et problèmes suivants, ainsi que les options politiques possibles au regard de l'élaboration de stratégies de financement islamique dans les pays membres.

Défis et Problèmes:

Les participants, en accord avec la discussion qui s'est tenue lors de la 6ème Réunion du Groupe de travail sur la Coopération financière du COMCEC, ont souligné les possibles défis et problèmes suivants:

- Faibles systèmes de régulation
- Manque d'infrastructure de gouvernance de la Charia
- Manque d'infrastructures institutionnelles nécessaires
- Manque d'instruments et services financiers islamiques
- Manque de programmes d'études et de formation spécialisés sur la finance islamique
- Manque d'initiatives comme des campagnes pour la sensibilisation du public ou pour la promotion de la finance islamique
- Manque de stratégies diversifiées sur la finance islamique/Politiques ciblant les besoins divers des investisseurs
- Manque d'accès au financement pour les PME
- Faible niveau d'intégration de la Finance Islamique au système financier mondial
- Absence de cadre de liquidités pour les banques islamiques
- Manque de recherche et de discussions intellectuelles de haute qualité

Recommandations de Politiques:

Considérant les défis et problèmes susmentionnés, les recommandations politiques soulignées lors de la Réunion sont les suivantes:

1. **Cadres juridiques, régulatoires, comptables et d'imposition**
   - Réviser les lignes directrices et règlements et financiers islamiques actuels pour assurer la compatibilité avec les lignes directrices de la Charia
   - Développer une agence indépendante pour contrôler les produits sur les marchés secondaires et les bourses
   - Développer une infrastructure juridique pour favoriser la croissance du système financier islamique
   - Développer des lignes directrices spécifiques de diffusions pour les institutions financières islamiques (IFI) qui améliorent la transparence
   - Assurer la neutralité fiscale pour les transactions financières islamiques afin de leur apporter un terrain d'activité satisfaisant

2. **Gouvernance de la Charia et Supervision:**
   - Création d'un Conseil National de la Charia/organisme institutionnel nécessaire pour assurer la surveillance et la gouvernance des Conseils de Charia internes et indépendants des institutions financières
   - Développer des séminaires et des programmes de formation sur les opérations financières islamiques et le développement de produits pour les spécialistes en Charia
   - Accroître la collaboration entre les spécialistes en Charia et la gestion de la finance islamique

3. **Infrastructure:**
   - Développer des marchés secondaires pour les produits financiers islamiques
   - Développer les échanges pour les produits financiers islamiques
   - Adoption/adaptation des normes internationales des IFI (CSFI, MFIS, OCAIFI, etc.)
   - Développer des cadres de gestion des liquidités pour les IFI
   - Améliorer les capacités en TI des institutions financières islamiques

4. Produits et Services:

- Accroitre la gamme de produits et services islamiques pour répondre aux besoins et aux demandes de la finance islamique
- Encourager la normalisation des produits et services des IFI
- Encourager l'innovation et l'adoption de nouvelles technologies, et autres canaux de distribution pour améliorer l'inclusion financière

5. Initiatives:

- Développer des campagnes nationales et internationales pour accroître la notoriété de la finance islamique
- Créer une nouvelle campagne pour mettre en valeur les aspects positifs de la finance islamique en direction des investisseurs
- Encourager l'expansion de la finance islamique sociale afin de promouvoir l'inclusion financière pour les pauvres et l'autonomisation de la femme
- Promouvoir la collaboration entre les diverses institutions internationales travaillant sur le développement de la finance islamique
- Mettre la finance islamique à l'ordre du jour des plates-formes/Institutions multilatérales économiques et financières
- Encourager le partage d'expérience dans la finance islamique parmi les pays membres par le biais de la coopération bilatérale et l'assistance technique

6. Développement des talents:

- Promouvoir des recherches universitaires sur la finance islamique et la finance sociale
- Promouvoir/Développer la formation et les programmes universitaires spécifiques à la finance islamique
- Développer l'industrie des certifications pour la finance islamique
- Développer les exigences de certification pour les professionnels de l'industrie de la finance islamique
- Créer de bourses et des programmes de subventions pour parrainer les personnes intéressées à travailler dans l'industrie de la finance islamique
- Créer des associations commerciales de l'industrie de la finance islamique et encourager leur collaboration au niveau international
- Développer et organiser des conférences pour les membres de l'industrie de la finance islamique, les chercheurs et les organismes de régulation pour partager des idées et collaborer sur les moyens de croissance et d'amélioration de l'industrie

- Promouvoir les périodes d'affectation régulières/rotations pour les membres des conseils consultatifs de la Charia dans les institutions financières islamiques
- Encourager des programmes de stages sur la finance islamique

---

ANNEXE

8

Original: anglais

RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES DES RÉUNIONS DES GROUPES DE TRAVAIL DU COMCEC SUR LE COMMERCE

1. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE COMMERCE

1.1. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES DE LA 7ème RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE COMMERCE

Une séance de débat sur les politiques a été tenue lors de la 7ème Réunion du Groupe de Travail sur le Commerce en ce qui concerne les mesures de politiques possibles à prendre en vue de rapprocher les politiques des Etats Membres dans le domaine des normes. Les thèmes discutés lors de cette session ont été identifiés en tenant compte de l'étude analytique intitulée «Renforcement de la conformité des Etats Membres de l'OCI aux normes internationales », ainsi que des réponses des Etats Membres aux questions de politiques envoyées particulièrement pour cette réunion par le Bureau de Coordination du COMCEC.

Recommandation de politiques I: Développement / Renforcement des Infrastructures Nationales de Qualité

Justification

Une infrastructure de qualité, qui fonctionne bien, est une forte composante d'un environnement commercial favorable qui peut largement faciliter l'accès aux marchés internationaux. Par conséquent, il y a de fortes raisons économiques et compétitives pour lesquelles les pays doivent développer les infrastructures. Si les marchés d'exportation importants utilisent les normes internationales, donc, les industries nationales auront besoin de se conformer à ces normes, avoir leurs produits testés et disposer d'une conformité certifiée avant de se lancer dans le marché d'exportation. Compte tenu de l'usage répandu des normes internationales comme l'ISO, la CEI et le Codex, le fait de répondre aux normes internationales, en tant que condition pour être en mesure d'exporter vers des marchés tiers, est une exigence commune pour les entreprises des pays en développement. Le développement des infrastructures de qualité nationales n'est pas seulement une question de ressources financières, mais il implique également de la capacité humaine et technique qui fait défaut dans de nombreux pays en développement, y compris les Etats Membres de l'OCI. L'ordre du jour pour la création de normes nationales et de capacité de qualité est très large, couvrant les institutions et les agences, les lois et les règlements, ainsi que les liens avec des institutions et des règles mondiales et régionales.

L'approche régionale peut être l'un des moyens utilisés pour traiter de cette question, en particulier pour les pays en développement où le volume de l'activité économique ne peut pas couvrir les coûts d'une infrastructure de qualité. Le fait d'avoir une approche régionale est très important car la coopération régionale et la division du travail dans le domaine des services d'infrastructure de qualité (la normalisation, la métrologie, les essais, l'évaluation de la conformité, l'accréditation, l'assurance qualité) permettront aux pays de mettre en commun leurs ressources et ainsi de bénéficier des économies d'échelle. Il est également important que les initiatives régionales devraient aussi faciliter et soutenir l'adoption des normes internationales. Le fait de joindre et d'aligner les politiques et les stratégies de qualité nationales des pays avec des initiatives régionales représente un autre élément important à cet égard.

Recommandation de politiques II: Soutenir les Efforts des Etats Membres dans leur Participation Active au Travail des Organismes de Normalisation Internationaux

Justification

Les organismes de normalisation internationaux sont principalement responsables de la normalisation au niveau international. Ce que tous les organismes internationaux de normalisation ont en commun c'est qu'ils émettent des normes qui peuvent ensuite être adoptées par les organismes nationaux de normalisation. Les normes émises par ces organismes doivent être applicables dans des contextes extrêmement variés. Les pays diffèrent considérablement sur le plan de leur niveau de développement économique, les préférences des consommateurs par rapport à diverses questions, le niveau d'industrialisation, ainsi qu'au niveau des facteurs institutionnels et culturels. Pour cette raison, il est important pour les pays de participer activement aux travaux des organismes de normalisation internationaux, de sorte que les normes qui en résultent puissent être applicables à leur situation particulière. De plus, outre la participation, la coopération étroite des Pays Membres de l'OCI avec les comités/organismes compétents des organisations de normalisation internationales est essentielle en particulier pour; i) établir des normes pour les gammes de produits spécifiques qui sont uniques ou très importants pour les Pays Membres ii) renforcer le pouvoir de vote des Pays Membres. D'ailleurs, la participation, à elle seule, représente un défi particulier pour les pays en développement, surtout pour ceux où l'infrastructure nationale de qualité est à un stade précoce du développement et où la normalisation n'est pas développée au niveau national. Il existe donc un risque réel ; c'est que les normes internationales peuvent ne pas refléter de manière adéquate les conditions qui prévalent dans les Etats Membres à faible revenu. A cet égard, il sera nécessaire d'entreprendre des activités de coopération entre les pays qui ont besoin d'une assistance technique et de renforcement des capacités et ces pays dotés d'une infrastructure de qualité nationale plus développée pour partager leurs expériences et soutenir leurs efforts pour prendre part à la normalisation d'une manière active. La conformité aux normes internationales augmenterait la compétitivité des exportations et le commerce entre les Pays Membres de l'OCI, renforçant ainsi le commerce intra-OCI.

Recommandation de politiques III: Renforcement de l'INMPI pour l'Adoption de Normes Harmonisées et le Développement des Infrastructures de Qualité dans l'OCI pour Améliorer le Commerce Intra-OCI

Justification:

L'Institut de Normalisation et de Métrologie des Pays Islamiques (INMPI) a un potentiel important pour les Etats Membres puisqu'il est engagé à réaliser une large harmonisation internationale des éléments de l'infrastructure de qualité, qui sont la normalisation, la métrologie et l'accréditation. Dans ce sens, le soutien et la responsabilité des Etats Membres envers le travail de l'INMPI seront essentiels pour sa réussite future afin de développer et diffuser des normes harmonisées dans les domaines où il n'y a pas de normes internationales établies et bien reconnues, ainsi que dans le domaine des services d'accréditation spécifiques au Monde Musulman tels que la nourriture halal, les cosmétiques, les produits pharmaceutiques, le tourisme, etc. et d'autres questions connexes. En outre, le fait de disposer des normes harmonisées au sein de l'OCI faciliterait le commerce des biens et services entre les pays membres, ce qui pourrait améliorer le commerce intra-OCI. D'ailleurs, l'INMPI peut fournir un forum pour échanger des informations, des expériences et des meilleures pratiques ainsi que l'assistance technique aux Etats Membres pour le développement des infrastructures de qualité.

Instruments pour réaliser les recommandations de politiques:

Groupe de Travail du COMCEC sur le Commerce: Dans ses réunions ultérieures, le Groupe de Travail peut discuter des domaines de politiques mentionnés ci-dessus d'une manière plus détaillée.

Financement de projets du COMCEC: Dans le cadre du Financement de Projets du COMCEC, le Bureau de Coordination du COMCEC lance un appel à projets chaque année. Grace au Financement de Projets du COMCEC, les Pays Membres participant aux Groupes de Travail peuvent présenter des projets de coopération multilatérale à financer par des subventions du Bureau de Coordination du COMCEC. Pour les domaines de politiques susmentionnés, les pays membres peuvent utiliser le Financement de Projets du COMCEC et le Bureau de Coordination du COMCEC peut financer les projets retenus à cet égard.

INMPI: Avec ses 32 membres, la mission de l'INMPI consiste à contribuer au développement des infrastructures de qualité entre les Etats Membres de l'OCI, y compris la promotion de l'harmonisation des normes, ainsi que divers autres aspects de l'infrastructure de qualité comme la métrologie et l'accréditation. Outre l'harmonisation des normes, par le biais de ses comités techniques, ses comités de métrologie et d'accréditation, l'INMPI représente également un forum important pour les Etats Membres afin de discuter et d'échanger des points de vue ainsi que des expériences sur les questions d'intérêt commun.

1.2 RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES DE LA 8ème RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE COMMERCE

Le Groupe de Travail sur le Commerce (GTC) a tenu avec succès sa 8ème Réunion le 6 octobre 2016 à Ankara, Turquie, avec pour thème «*Améliorer la coopération entre les Agences Frontalières des États membres de l'OCI pour faciliter le Commerce*». Au cours de la réunion, le Groupe de Travail sur le Commerce, a fait des délibérations en vue d'un rapprochement des politiques entre les Pays Membres concernant l'amélioration de la coopération entre les agences frontalières. Le document de séance, préparé conformément aux principales conclusions de l'étude analytique menée spécifiquement pour la 8ème réunion du Groupe de Travail sur le commerce du COMCEC intitulée «*Améliorer la coopération entre les Agences Frontalières des États membres de l'OCI pour faciliter le commerce*» et les réponses des Pays membres aux questions de politique générale adressées aux points focaux du Groupe de Travail du COMCEC sur le commerce par le Bureau de Coordination du COMCEC. Au cours de la Réunion, les participants se sont mis d'accord sur les recommandations de politiques incluses dans le Document de séance. Le document existant comprend ces recommandations de politiques soulignées au cours de la reunion

Recommandation de politiques 1: Promouvoir l'adoption de normes internationales en matière de douanes et d'autres questions transfrontalières et logistiques pertinentes ainsi que l'adhésion aux conventions internationales pertinentes pour l'harmonisation et la simplification des règles et procédures relatives au commerce transfrontalier et aux opérations logistiques

Justification:

La coopération des agences frontalières entre les pays membres est très importante pour la facilitation du commerce. La forte coopération entre les agences frontalières facilite les flux commerciaux et logistiques et réduit les coûts administratifs et autres coûts. Cette collaboration peut être assurée par la cohérence des règles et procédures appliquées par les agences frontalières des pays membres. À cet égard, l'étude analytique a également souligné l'importance d'harmoniser et de simplifier les règles et procédures relatives à la pesée, à la conformité technique des véhicules, des marchandises, des immatriculations, des permis de conduire, des assurances et d'autres questions liées aux opérations logistiques transfrontalières. En outre, les États membres peuvent adopter des normes internationales en matière de douanes et adhérer aux conventions internationales pertinentes.

Recommandation de politiques 2: Promouvoir les accords de reconnaissance mutuelle / accords sur le contrôle aux frontières et les commerçants de confiance

Justification:
La reconnaissance mutuelle est une pratique représentée par une action, une décision ou une autorisation prise par un organisme spécialisé et acceptée et reconnue par un autre organisme spécialisé. Les accords de reconnaissance mutuelle / dispositifs garantissent aux pays d'éviter les doubles efforts et augmentent l'efficacité économique en réduisant le temps et les coûts dans les agences frontalières. Grâce à ces accords, les pays membres peuvent bénéficier d'une gestion des risques développée et efficace et faciliter les flux de commerce extérieur.

La reconnaissance mutuelle des Opérateurs Economiques agréés (OEA), outil utilisé pour la coopération avec les agences frontalières, garantit la reconnaissance des résultats de la validation et des autorisations des OEA d'une administration douanière par une autre. Cet élément accélère les procédures douanières des entreprises autorisées et réduit les coûts et les délais des entreprises. Bien que ce mécanisme présente de nombreux avantages tant pour les pays que pour le secteur privé, selon l'étude analytique, seuls quelques pays membres recourent à la reconnaissance mutuelle des OEA.

Recommandation de politiques 3: Améliorer l'échange d'informations entre les agences frontalières des Pays membres en renforçant la connectivité des systèmes de technologie de l'information et de la communication, en fournissant régulièrement des plateformes d'échange de connaissances et en participant aux réseaux internationaux pertinents

Justification:
Le développement de l'échange d'informations entre les agences frontalières est essentiel pour une circulation transfrontalière des marchandises plus efficace. Il permet d'évaluer le risque représenté par les marchandises en transit antérieurement à leur arrivée. En outre, il peut réduire la charge administrative imposée issue de la gestion des risques et permettre aux douanes de consacrer leurs ressources à des biens ayant plus de risques. À cet égard, la connectivité des systèmes de technologie de l'information et de la communication revêt une importance particulière pour un échange d'information efficace entre les agences des frontières. En outre, la mise à disposition de plateformes régulières pour les agences frontalières et la participation active aux réseaux internationaux pertinents peuvent contribuer à l'échange formel et informel d'informations entre les agences frontalières. La création d'un comité est également cruciale pour se charger de la collaboration sur les produits à haut risque et pour surveiller la mise en œuvre du processus.

Recommandation de politiques 4: Amélioration de l'infrastructure des points de passage frontaliers et de la connectivité des transports grâce aux efforts conjoints des pays voisins, par ex. en établissant des comités techniques / conjoints qui comprennent les parties prenantes concernées afin d'identifier les facteurs qui engendrent des goulets d'étranglement.

Justification:

Pour faciliter le mouvement des marchandises entre les pays voisins, il est nécessaire de développer l'infrastructure des deux côtés des frontières. À cet égard, les pays voisins doivent travailler en étroite coopération pour assurer la modernisation simultanée de l'infrastructure des deux côtés des points de passage frontaliers terrestres. À ce stade, les pays voisins peuvent constituer des comités de travail / techniques mixtes qui comprennent les parties prenantes concernées, y compris le secteur privé, en vue de cerner les problèmes / obstacles infrastructurels et opérationnels et les mesures nécessaires pour y remédier et gérer le processus dès la planification jusqu'à la mise en œuvre.

Instruments pour réaliser les recommandations de politiques:

- **Groupe de Travail du COMCEC sur le commerce**: Lors de ses prochaines réunions, le Groupe de Travail pourra approfondir les domaines politiques susmentionnés.

Financement de projets COMCEC: Dans le cadre du financement de projets du COMCEC, le Bureau de coordination du COMCEC fait un appel à des propositions de projets chaque année. Avec le financement de projets du COMCEC, les Pays membres participant aux Groupes de Travail peuvent soumettre des projets de coopération multilatérale qui seront financés par des subventions du Bureau de coordination du COMCEC. Pour les domaines politiques mentionnés ci-dessus et leurs sous-domaines, les Pays membres peuvent utiliser le financement de projets du COMCEC et le Bureau de coordination du COMCEC peut financer les projets sélectionnés. Les projets peuvent inclure des séminaires, des programmes de formation, des visites d'étude, des échanges d'experts, des ateliers et la préparation d'études analytiques, d'évaluations des besoins et de documents / documents de formation, etc.

---

2. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE TRANSPORT ET LES COMMUNICATIONS

2.1. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES DE LA 7ème RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE TRANSPORT ET LES COMMUNICATIONS

Le Groupe de Travail du COMCEC sur le Transport et les Communications (GTTC) a tenu avec succès sa 7ème Réunion le 24 mars 2016 à Ankara en Turquie ayant pour thème « Amélioration de l'Entretien Routier dans les Pays Membres de l'OCI ». Durant la Réunion, le GTTC a procédé à des délibérations concernant la politique de rapprochement entre les Pays Membres dans le domaine de l'entretien routier. Le Document de Séance, préparé conformément aux résultats essentiels du rapport de recherche élaboré aux fins de la 7ème Réunion du GTTC et aux réponses des Pays Membres aux questions relatives aux politiques, a constitué l'apport principal des discussions. Durant la Réunion, les participants ont discuté des recommandations politiques mentionnées ci-dessous.

Recommandation de Politiques I : Développer une Stratégie Nationale d'Entretien Routier en se basant sur les preuves et les informations

Justification:

L'entretien préventif exige, presque par définition, de se tourner vers le futur. Il est nécessaire d'anticiper la condition future des besoins relatifs au réseau routier et d'envisager des actions préventives afin d'éviter la détérioration grave du réseau routier. Ce faisant, les éléments suivants sont requis : des buts et objectifs clairs, une excellente connaissance concernant l'état actuel du réseau routier, une image réaliste des fonds disponibles pour le financement des travaux d'entretien et des données précises, à jour et pertinentes de prime importance en vue de fixer les priorités et d'effectuer des compromis en déterminant les travaux d'entretien à financer et ceux à ajourner. Toutes ces questions devront être incluses dans la Stratégie Nationale d'Entretien.

Une stratégie nationale d'entretien routier doit déterminer des buts et des objectifs clairs pour la performance et les « niveaux de service » des différentes catégories des routes dans le cadre du réseau routier. Les buts de performance et les niveaux de service doivent être réalistes dans la mesure où ils doivent être liés explicitement et directement aux ressources disponibles et au financement des activités d'entretien. D'ailleurs, la stratégie nationale doit assigner explicitement les responsabilités de réalisation des buts et des objectifs de performance déclarés pour les différentes catégories des routes aux institutions et organisations spécifiques. Les sources et le volume des revenus/fonds disponibles pour chacune de ces institutions doivent être également déterminés dans la stratégie. La stratégie elle-même doit être basée sur des preuves et des données solides et régulièrement collectées afin de soutenir l'évolution continue de cette stratégie. Le Cadre

de Gestion des Biens est un cadre largement utilisé et peut constituer une bonne base pour développer une telle stratégie nationale d'entretien routier.

Recommandation de Politiques II : Assurer l'allocation d'un financement adéquat et durable pour l'Entretien Routier et augmenter l'utilisation effective du financement des routes disponibles via un cadre juridique solide et une structure institutionnelle

Justification :

La recherche et l'expérience ont prouvé que le financement inadéquat et incertain constitue un pas en arrière considérable contre l'amélioration d'entretien routier dans plusieurs pays. Le financement adéquat, sûr et stable pour la mise en œuvre des services périodiques de l'entretien est de prime importance pour un réseau routier qui fonctionne bien. Le nombre des pays qui ne jouissent pas d'un financement relatif aux routes représente évidemment un problème qu'affrontent les Etats Membres de l'OCI. Pourtant, les financements des routes sont simplement un mécanisme visant à faciliter un flux adéquat et stable des fonds pour financer les activités d'entretien requises. De plus, même les financements des routes qui ont été fournis ne sont pas tous performants à un niveau équivalent et efficace. La performance effective des financements des routes exige un cadre juridique solide et une structure institutionnelle. En général, les financements des routes qui ont été fournis dans les Etats Membres de l'OCI se caractérisent par ce qui suit :

- La base légale de plusieurs financements des routes reste faible. L'indépendance et l'autonomie des financements des routes ne sont pas assurées,
- La participation des parties prenantes aux financements des routes est vraiment limitée. la responsabilité et la transparence des financements des routes sont surtout limitées à une vérification financière annuelle,
- Les financements des routes ont rarement recours aux indicateurs de performance orientés sur les données pour le suivi et l'évaluation de l'impact de leurs activités de financement. Aucun lien n'existe donc entre le financement et les améliorations de la performance du réseau routier.

Par conséquent, le financement adéquat et stable pour l'entretien est parfois limité. Généralement, il existe un manque de source de financement particulière et consacrée aux activités d'entretien. Cette situation entraîne généralement le phénomène connu sous le nom d'« écart dans l'entretien », menant ainsi à des effets préjudiciables influant sur la performance du réseau routier.

Recommandation de Politiques III : Utiliser les contrats orientés sur la performance dans le domaine de l'Entretien Routier

Justification :

Les Contrats orientés sur la performance jouissent de plusieurs avantages pour l'externalisation de l'entretien en faveur du secteur privé. En vue de mettre en œuvre de tels contrats, les agences routières en charge ont besoin d'un programme gestionnaire compétent, d'un bon système de suivi et de procédures d'approvisionnement claires et transparentes. D'après ce type de contrat, le fournisseur est payé chaque mois selon les résultats de performance mesurés en fonction des normes citées dans le contrat plus que sur les apports. Les sanctions sont infligées en cas de non-conformité des résultats d'une certaine activité aux normes du contrat. Le paiement peut être diminué ou suspendu jusqu'à ce que les réparations nécessaires soient effectuées. Le point fondamental consiste à mettre l'accent sur la réalisation des objectifs de performance au niveau des résultats finaux, les rendements. A titre d'exemple, l'accent n'est donc pas mis sur le nombre de kilomètres ayant été entretenus dans le réseau routier, mais plutôt sur les retards accumulés, par exemple, à cause des travaux d'entretien des réseaux routiers. Cet accent mis rend important non seulement le fait de procéder simplement à l'entretien, mais le fait de l'effectuer de façon à minimiser les interruptions et les perturbations résultant des travaux d'entretien.

Recommandation de Politiques IV : Etablir un Système de Gestion de Base de Données Routière

Justification :

La base d'un entretien préventif efficace est la bonne information. Celle-ci concerne la condition du réseau routier et le volume du trafic de ce réseau. Rendre l'entretien préventif non seulement efficace mais aussi rentable, exige davantage d'informations concernant les coûts des différents travaux d'entretien et leurs effets bénéfiques. Cette information est requise non seulement pour l'heure actuelle, mais aussi pour ce qui a trait aux modèles (modèles de demande de transport, modèles de dégradation de chaussés, modèle de coûts) pour prévoir la condition future du réseau routier, évaluer la rentabilité de différentes options d'entretien, fixer les priorités et distribuer les ressources selon ces priorités. En comparaison avec le coût des travaux d'entretien même, cet exercice de collecte de données est assez abordable, mais les rendements fournis sont énormes.

Instruments pour concrétiser les Recommandations de politiques :

Le Groupe de Travail du COMCEC sur le Transport et les Communications : Dans ses prochaines réunions, le Groupe de travail peut donner des précisions sur les domaines de politique mentionnés ci-dessus d'une manière plus détaillée.

Financement de projets du COMCEC : Dans le cadre du financement de projets du COMCEC, le Bureau de Coordination du COMCEC lance annuellement des appels à projets. Grâce au financement de projets du COMCEC, les pays membres participant à des Groupes de Travail peuvent soumettre des projets de coopération multilatérale pour être financés par des subventions du Bureau de Coordination du COMCEC. Quant aux domaines de politique susmentionnés, les Pays Membres peuvent recourir au financement de projets du COMCEC. À cet égard, le Bureau de Coordination du COMCEC peut financer les projets réussis. Ces projets peuvent inclure l'organisation de séminaires, des programmes de formation, des visites d'étude, l'échange d'experts, des ateliers et l'élaboration d'études analytiques, l'évaluation des besoins et les documents/matériels de formation.

2.2 RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES DE LA 8ème RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL DU COMCEC SUR LE TRANSPORT ET LES COMMUNICATIONS

Le Groupe de Travail du COMCEC sur le Transport et les Communications (GTTC) a organisé avec succès sa 8ème réunion le 27 octobre 2016 à Ankara, en Turquie, avec pour thème « Amélioration de la sécurité routière dans les États membres de l'OCI ». Au cours de la réunion, le GTTC a procédé à des délibérations pour un rapprochement de politique entre les pays membres dans le domaine de la sécurité routière. Le document de séance, élaboré conformément aux principales conclusions du rapport de recherche réalisé pour la 8ème réunion du GTTC et aux réponses des pays membres aux questions de politique, a constitué la principale contribution aux discussions. Au cours de la réunion, les participants ont discuté des recommandations de politiques suivantes.

Recommandation de politiques I : Sensibiliser à la sécurité routière dans les États membres

Justification :

Les traumatismes dus aux accidents de la route constituent dans le monde un problème majeur mais négligé de santé publique, nécessitant des efforts concertés pour une prévention efficace et durable. De tous les systèmes auxquels les gens ont affaire quotidiennement, le transport routier est le plus complexe et le plus dangereux. Dans le monde, le nombre de personnes tuées dans des accidents de la route chaque année est estimé à près de 1,2 million, alors que le nombre de blessés pourrait atteindre 50 millions, soit la population totale de cinq des grandes villes du monde. Outre les décès, de nombreuses blessures moins graves sont causées par des accidents de la route : entre 20 et 50 millions de blessures non mortelles se produisent chaque année dans le monde. Ces blessures non mortelles sont également une cause importante d'invalidité.

Les facteurs humains tels la négligence, la fatigue, le manque de compétences, l'ivresse, l'excès de vitesse, la proximité d'autres conducteurs et la traversée en dehors des clous sont des facteurs importants à l'origine des accidents de la route. À cet égard, des campagnes intenses de sécurité routière, des stratégies renforcées d'application, des programmes de normalisation des auto-écoles et des examens médicaux pour les conducteurs commerciaux sont nécessaires pour sensibiliser les gens.

Recommandation de politiques II : Adhérer aux principaux accords de sécurité routière des Nations unies et adapter l'approche systémique de la sécurité[1] pour le système de gestion national de la sécurité routière

[1] *L'approche systémique de la sécurité a été conçue avec l'introduction de l'approche néerlandaise de la sécurité durable et de la Vision Zéro de la Suède. Cette réflexion a jeté les bases des recommandations formulées par l'OMS*

Justification :

En mars 2010, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté à l'unanimité une résolution par laquelle elle proclame la décennie 2011-2020 Décennie d'action pour la sécurité routière. L'objectif de la Décennie est de stabiliser puis de réduire le nombre prévu de décès imputables aux accidents de la route dans le monde d'ici 2020, en multipliant les activités de sécurité routière menées aux niveaux national, régional et mondial.
Le plan s'appuie sur les principes sous-jacents des systèmes sûrs adoptés dans la Décennie d'action. L'approche systémique de la sécurité vise à mettre en place un système de transport routier qui tienne compte de l'erreur humaine et de la vulnérabilité du corps humain. Le postulat est le suivant : les humains continuent à faire des erreurs et les accidents ne peuvent pas être totalement évités même si leur impact (en termes de blessures) peut être atténué via la mise à disposition des routes et des véhicules sûrs et qui pardonnent les erreurs. Les usagers de la route ont la responsabilité de respecter les règles et les règlements. Tout cela est appuyé par un système juridique et judiciaire, incluant une capacité d'application efficace, des systèmes de gestion des incidents et de soins d'urgence, des installations de formation, des systèmes de financement et des fonctions de recherche et de surveillance, conformément à l'approche systémique de la sécurité.

L'Approche systémique de la sécurité est internationalement acceptée comme étant l'approche la plus appropriée régissant la gestion de la sécurité routière. Elle est de plus en plus reconnue comme le moyen le plus efficace de rendre les systèmes de transport routier plus sûrs pour tous les usagers. Cette approche prévoit que la sécurité routière est une responsabilité partagée entre les concepteurs et les usagers du système de transport routier. L'objectif principal de cette approche est de prévenir les blessures graves et mortelles en identifiant les principales causes d'erreur et les défauts de conception qui y donnent lieu et en s'y attaquant. Contrairement aux approches traditionnelles, les usagers de la route, les véhicules et le réseau/l'environnement routier sont envisagés de manière intégrée dans l'Approche systémique de la sécurité.

Par conséquent, le respect et la mise en œuvre des accords et conventions des Nations unies, y compris la Convention sur la circulation routière (1998), la Convention sur la signalisation des routes (1968) et l'AETR (1970), l'harmonisation de la législation sur la sécurité routière au-delà des frontières des pays et le recours à l'approche systémique de la

---

et l'ONU et a été intégrée dans le rapport de l'OCDE « Zéro tué sur la route » et les directives de la Banque mondiale pour les examens de la capacité de gestion de la sécurité routière. Les directives de la Banque mondiale ont été élaborées spécifiquement pour promouvoir l'Approche systémique de la sécurité et pour introduire les examens de la capacité de la sécurité routière comme première étape visant à remédier aux problèmes croissants de la sécurité routière.

sécurité pour le Système de gestion national de la sécurité routière sont particulièrement importants au succès.

Recommandation de politiques III : Créer un système de données fiable et durable pour la sécurité routière et les accidents

Justification :

Des informations de base sur les accidents de la route et les traumatismes sont collectées chaque jour dans de nombreux pays. Ces informations ne peuvent être utilisées pour identifier les risques, choisir les interventions ou mesurer les résultats, à moins qu'elle ne soient adéquatement codées, entrées dans un système de base de données informatisé, traitées, analysées et diffusées,. Le terme Système de données sur les accidents renvoie aux personnes, aux processus, au matériel et aux logiciels intervenant dans la collecte et la gestion des informations relatives aux accidents de la route. Les systèmes de données doivent traiter les informations qui permettent l'analyse globale et facilitent les mesures fondées sur les données.

En outre, des données fiables et précises sont nécessaires pour sensibiliser à l'ampleur des traumatismes imputables aux accidents de la route, convaincre les décideurs de prendre les mesures nécessaires, identifier correctement les problèmes, les facteurs de risque et les domaines prioritaires, mettre en place des stratégies, fixer des objectifs et assurer le suivi des résultats. Par ailleurs, elles contribueraient à une meilleure allocation des ressources. L'utilisation de données fiables est également un élément déterminant de l'Approche systémique de la sécurité présentée dans la recommandation de politique précédente.

Recommandation de politiques IV : Mettre en place une stratégie nationale de sécurité routière et désigner une agence/ institution nationale chef de file chargée de la gestion de la sécurité routière

Justification :

La mise en place d'une stratégie nationale de sécurité routière à la lumière des bonnes pratiques internationales est importante pour assurer une meilleure gestion de la sécurité routière et relever les défis à l'échelle nationale. L'élaboration et la mise en œuvre de stratégies et programmes de sécurité routière qui seraient intégrés dans les politiques et stratégies spécifiques à chaque pays constituent l'un des huit objectifs spécifiques du Plan mondial (Décennie d'action pour la sécurité routière 2011-2020).

À cet égard, un organisme national multidisciplinaire ou un organisme chef de file est indispensable pour élaborer une stratégie nationale de sécurité routière et coordonner sa mise en œuvre. La désignation d'un organisme chef de file chargé de la sécurité routière est l'une des six principales activités identifiées dans le cadre du premier pilier, à savoir la gestion de la sécurité routière, dudit plan mondial. L'objectif principal de l'organisme chef de file serait de réduire considérablement les décès et les blessures graves. Il identifiera la portée de ses systèmes de gestion, en particulier en ce qui concerne son rôle, ainsi que les

rôles des partenaires et des parties prenantes dans la sécurité routière. Par conséquent, il aurait un rôle de coordination au niveau du système pour s'assurer que les interventions, généralement systémiques et orientées vers une mise en œuvre à grande échelle, ont lieu.

Instruments pour concrétiser les recommandations de politiques :

Groupe de travail du COMCEC sur le transport et les communications : Dans ses prochaines réunions, le Groupe de travail peut exposer en détail les domaines de politique susmentionnés.

Financement de projets du COMCEC : Dans le cadre du financement de projets du COMCEC, le Bureau de Coordination du COMCEC lance annuellement un appel à projets. Grâce au financement de projets du COMCEC, les pays membres participant aux groupes de travail peuvent soumettre des projets de coopération multilatérale pour être financés par des subventions du Bureau de Coordination du COMCEC. Quant aux domaines de politique susmentionnés, les pays membres peuvent recourir au financement de projets du COMCEC ; à cet égard, le Bureau de Coordination du COMCEC peut financer les projets couronnés de succès. Ces projets peuvent inclure l'organisation de séminaires, les programmes de formation, les visites d'étude, l'échange d'experts, les ateliers et l'élaboration d'études analytiques, l'évaluation des besoins et les documents/supports de formation, etc.

---

3. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE TOURISME

3.1 RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES DE LA 7ème RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE TOURISME

Le Groupe de travail du COMCEC (GTT) sur le Tourisme a organisé avec succès sa 7ème réunion le 4 février 2016 à Ankara, Turquie sur le thème de « Tourisme adapté aux touristes musulmans (TATM) »: Comprendre l'offre et la demande dans les pays membres de l'OCI." Au cours de la réunion, le Groupe de Travail sur le Tourisme a fait des délibérations sur le rapprochement des politiques entre les pays membres en ce qui concerne le TATM. Le document de séance, préparé en conformité avec les principaux résultats de l'étude analytique élaborée pour la 7ème réunion du GTT ainsi que les réponses des pays membres aux questions sur les politiques, était le sujet principal des discussions. Au cours de la réunion, les participants ont discuté des recommandations de politiques ci-dessous.

Recommandation de politiques 1. Élaborer des lignes directrices de base pour l'amélioration des services de base liés au TATM

Justification:

La population musulmane se développe rapidement et devrait se situer autour de 26% de la population mondiale en 2030. La croissance de la population musulmane ainsi que son revenu croissant disponible encourageraient des millions de personnes à voyager de plus en plus à des fins de loisirs, d'aventure et de découverte. Parallèlement au nombre croissant de touristes musulmans, il y aura une énorme demande des produits et services halal / adaptés aux musulmans. Beaucoup de voyageurs musulmans sont récemment plus conscients de la notion halal, ils préfèrent les aliments halal ou services adaptés aux musulmans au cours de leur séjour dans les hôtels ou pendant leurs vacances dans certains endroits.

Néanmoins, selon *l'étude analytique*, l'un des principaux défis auxquels sont confrontés les touristes musulmans est le manque de compréhension commune des principes de base des services adaptés aux musulmans. Ce défi augmente également les coûts pour les entreprises, car elles doivent respecter les différentes pratiques dans ce domaine. En outre, les touristes musulmans sont confrontés à différentes pratiques des sociétés concernant les services de TATM. Par conséquent, l'élaboration des lignes directrices de base en matière de TATM aidera pleinement les entreprises à fournir des services de TATM de meilleure qualité et à répondre aux besoins des voyageurs musulmans.

Recommandation de politiques 2. Accroître la sensibilisation au marché du TATM parmi les intervenants de l'industrie de voyage à travers la normalisation de la terminologie utilisée dans le domaine du TATM, introduire des programmes de formation en matière du service à la clientèle et de la sensibilisation du marché et utiliser des médias sociaux pour la promotion et la commercialisation.

Justification:

Bien qu'il s'agisse d'une notion relativement nouvelle au sein du secteur du tourisme, la compréhension du marché du TATM et de ses éléments clés est essentielle pour les Etats membres de l'OCI. Au cours des dernières années, une certaine amélioration de la prise de conscience au sujet du TATM, à titre d'exemple : l'indicateur de Voyage halal qui a été mis en place, plusieurs aéroports ont assuré des restaurants certifiés halal et des espaces de prière et certaines compagnies aériennes ont commencé d'offrir des aliments Halal à bord de leurs vols. En outre, les agences de voyage et les plates-formes de marketing numérique ont également évolué en fonction des besoins accrus des musulmans tels que la société basée à Singapour, HalalTrip.com, les tarifs des hôtels et des stations balnéaires sont fixés en termes du respect des normes Halal depuis décembre 2013 et HalalBooking.com fournit des circuits de vacances adaptés aux voyageurs musulmans, etc. En outre, certaines agences de voyage ont récemment lancé le Voyage Halal de Luxe se concentrant sur les expériences exceptionnelles de voyage comme le tour Halal de la Chine et de Hong Kong. De plus, plusieurs conférences ont été organisées sur le Tourisme Halal ou Tourisme adapté aux Touristes Musulmans pour améliorer la sensibilisation dans ce domaine.

Malgré les efforts déployés, à l'exception de quelques pays, la prise de conscience du marché du TATM est encore très faible dans la région de l'OCI. De plus, il y a une incohérence dans l'utilisation de la terminologie et des définitions relatives aux différents aspects du TATM. Par conséquent, il est nécessaire de

• normaliser la terminologie utilisée dans le domaine du TATM,
• introduire des programmes de formation en matière de service à la clientèle et de sensibilisation du marché pour des professionnels de voyage et d'accueil dans tous les aspects du TATM.
• Utiliser les médias sociaux et les autres outils médiatiques pour assurer une plate-forme de communication importante pour la commercialisation des produits et des services du TATM auprès d'un plus large public.

Recommandation de politiques 3. Développer les services et les installations sanitaires pour le marché du TATM en identifiant les différents points forts de la région de l'OCI, mettre en place des centres de spécialisation, et élaborer des programmes de traitements alternatifs / traditionnels et des programmes de bien-être.

Justification:

Le tourisme médical est l'un des marchés en croissance dans le secteur du tourisme. Il consiste à voyager dans un autre pays dans le but d'obtenir un traitement médical ou des soins aux personnes âgées. Afin d'attirer les patients musulmans, de nombreux pays ont commencé de fournir des services adaptés aux musulmans, tels que la nourriture halal, les produits pharmaceutiques halal, les salles de prière, etc. Selon l'étude analytique, l'OCI a un vaste potentiel inexploité en matière du tourisme médical adapté aux musulmans avec des coûts relativement plus abordables. Cependant, il y a un manque de sensibilisation au secteur des soins médicaux adaptés aux musulmans dans les pays membres. A cet égard, le marché des soins médicaux adaptés aux musulmans dans les pays membres pourrait prospérer pour attirer les musulmans qui s'intéressent au secteur de la santé en identifiant les différents points forts de la région de l'OCI, la création de centres de spécialisation, *la mise en place de programmes de traitements alternatifs / traditionnels et de programmes de bien-être* le développement alternatifs / traitements traditionnels et des programmes de bien-être en se basant sur les points forts de la Région de l'OCI

Recommandation de politiques 4. Lancement d'une alliance entre les agents de voyages adaptés aux musulmans / voyagistes ciblant le marché du TATM

***Justification**:*

Les agents de voyage et les voyagistes sont les principaux acteurs de la croissance du marché touristique adapté aux musulmans dans les pays membres. Pour bien servir les clients musulmans, les agents de voyage et les voyagistes devraient être au courant des préférences et des besoins des voyageurs musulmans. Toutefois, selon l'étude analytique, seules quelques PME se concentrent sur le tourisme adapté aux musulmans et elles ne peuvent pas rivaliser avec les acteurs mondiaux quand elles opèrent sur le marché du TATM. Afin de renforcer ces acteurs clés, les pays membres peuvent lancer une alliance des agents de voyage et des voyagistes ciblant spécifiquement le marché du TATM.

Instruments nécessaires pour réaliser les Conseils en matière de politiques:

- ***Groupe de travail du COMCEC sur le Tourisme**:* Dans ses deux prochaines réunions, le Groupe de travail du COMCEC élaborera sur les domaines et les sous-domaines mentionnés ci-dessus de manière plus détaillée. Les 8ème et 9ème réunions du Groupe de travail sur le tourisme seront organisées respectivement sous les thèmes de « Tourisme adapté aux Touristes Musulmans : développement et commercialisation des produits et services du TATM dans les États membres de l'OCI » et Tourisme adapté aux Touristes Musulmans : réglementation, normalisation et accréditation »

- ***Financement de projets du COMCEC:*** Dans le cadre du financement des projets du COMCEC, le Bureau de Coordination du COMCEC lance un appel à projets chaque

année. Avec le financement du projet du COMCEC, les Pays Membres participant aux Groupes de travail peuvent présenter des projets de coopération multilatérale à financer par des subventions du Bureau de Coordination du COMCEC. Pour les domaines et sous-domaines mentionnés ci-dessus, les Pays Membres peuvent recourir au financement des projets du COMCEC et le Bureau de Coordination du COMCEC peut financer les projets réussis à cet égard. Les projets peuvent inclure des séminaires, des programmes de formation, des visites d'étude, des échanges d'experts, des ateliers ainsi que la préparation d'études analytiques et d'évaluation des besoins et du matériel / documents de formation etc.

- **Forum du Tourisme du Secteur privé OIC / COMCEC**: Dans ses réunions, le Forum du tourisme du secteur privé OIC / COMCEC peut délibérer sur les domaines et sous-domaines mentionnés ci-dessus du point de vue du secteur privé. À cet égard, la 4ème réunion du Forum a eu lieu les 14 et 15 janvier 2016, sur le thème «Promouvoir les produits et services touristiques adaptés aux Touristes Musulmans des pays membres de l'OCI."

- ***INMPI :*** le Comité technique de l'INMPI sur le tourisme et les services connexes peut être bénéfique pour le développement / l'harmonisation des normes du tourisme adapté aux touristes musulmans dans les pays membres.

3.2. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES DE LA 8ème RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE TOURISME

Le Groupe de Travail du COMCEC sur le Tourisme (GTT) a organisé avec succès sa 8ème réunion le 1er septembre 2016 à Ankara, en Turquie avec pour thème « *Le Tourisme respectant les Règles de l'Islam (TRI) : Développement et commercialisation des produits et services du TRI dans les États membres de l'OCI* ». Au cours de la réunion, le GTT a effectué des délibérations pour un rapprochement de politique entre les Pays membres en ce qui concerne le développement et la commercialisation des produits et services du TRI. Le document de séance a été élaboré conformément aux principales conclusions de l'étude analytique réalisée spécifiquement pour la 8ème réunion du Groupe de travail du COMCEC sur le tourisme, intitulée « *Le Tourisme respectant les Règles de l'Islam (TRI) : Développement et commercialisation des produits et services du TRI dans les États membres de l'OCI* », et aux réponses des Pays membres aux questions de politique envoyées aux points focaux du Groupe de travail du COMCEC sur le tourisme par le Bureau de coordination du COMCEC. Durant la réunion, les participants ont approuvé les recommandations de politique figurant dans le document de séance. Le document existant comprend ces recommandations de politiques soulignées lors de la réunion.

Recommandation de politiques 1. Mettre au point une stratégie nationale du Tourisme respectant les règles de l'islam reliée aux objectifs généraux du tourisme du pays en mettant l'accent sur la sensibilisation des parties prenantes, la création d'un organisme/comité dédié au TRI et l'élaboration d'une stratégie nationale de développement et de commercialisation des produits et services du TRI

Justification :

Le rôle du gouvernement est très important pour le développement du secteur du Tourisme respectant les Règles de l'Islam (TRI). Dans les Pays membres de l'OCI, les gouvernements fournissent un soutien et des conseils à des degrés divers au secteur privé. Ces efforts varient de la sensibilisation des fournisseurs de produits et services touristiques quant au potentiel du marché du TRI, aux besoins des consommateurs musulmans, à l'aide apportée aux fournisseurs dans le développement et la certification des produits et services du TRI, ou dans le marketing des destinations. Cependant, pour mettre au point des politiques efficaces de développement et de commercialisation des produits et services du TRI, une stratégie nationale du TRI devrait être élaborée dans le cadre de la stratégie et des objectifs généraux du tourisme du pays. À cet égard, l'étude analytique propose les étapes suivantes pour réaliser avec succès la stratégie de marketing et les produits du TRI durables et de grande envergure :

1. *Sensibiliser les parties prenantes internes parmi les acteurs gouvernementaux du tourisme*

2. *Mettre en place un organisme dédié au TRI ou un comité qui relève du ministère du Tourisme*
3. *L'organisme dédié au TRI devrait élaborer et mettre en œuvre des initiatives et une stratégie nationale de développement et de commercialisation des produits/services du TRI.*

Recommandation de politiques 2. Procéder à la commercialisation des destinations axée sur le TRI sous l'égide du gouvernement en promouvant une image de marque et un positionnement du TRI au profit des prestataires de services locaux et en mesurant le potentiel d'une destination pour le TRI par le financement/l'organisation de campagnes à court terme.

Justification :

Dans le secteur du tourisme, la coopération et les réseaux entre les différents acteurs sont importants pour le marketing des destinations. Les gouvernements remplissent un rôle clé dans le marketing des destinations en tant qu'agrégateur et fournisseur de plateforme de communication pour les différentes parties prenantes. Dans le secteur du TRI, l'un des sous-secteurs qui connaît la croissance la plus rapide dans le domaine touristique, l'*Étude analytique* a identifié les politiques de marketing des destinations dirigées par le gouvernement comme étant un domaine principal des besoins des politiques publiques et des zones d'opportunité. Par conséquent, les efforts nationaux dans le cadre du marketing des destinations du TRI revêtent une importance particulière pour démarrer et créer une dynamique visant à mener à bien le développement et la commercialisation des produits/services du TRI.

Pour un marketing des destinations efficace, l'image de marque commune donnée par les gouvernements permet à l'industrie du tourisme d'améliorer son positionnement marketing et de lancer des initiatives communes de marketing et de promotion. À cet égard, les organismes nationaux du tourisme dans les pays membres devraient développer une image de marque et un positionnement du TRI pour les prestataires et fournisseurs locaux de services. En outre, afin de promouvoir une destination d'une marque du TRI, il est nécessaire d'évaluer le potentiel du TRI. À cet égard, le lancement/l'organisation de campagnes à court terme menées par le gouvernement peut faciliter l'évaluation de ce potentiel.

Recommandation de politiques 3. Soutenir les PME via l'élaboration de programmes de formation et de mentorat

Justification :

Les gouvernements fournissent un large éventail de soutien aux PME dans le secteur du tourisme traditionnel. Cependant, dans le secteur du TRI, domaine relativement nouveau dans le secteur du tourisme, il est encore nécessaire de fournir un soutien aux PME notamment via l'élaboration de programmes de formation et de mentorat. Les programmes

de formation permettent de renforcer la capacité humaine de l'industrie du TRI quant à l'adaptation de leurs produits et services au marché du TRI, et la commercialisation efficace de leurs produits et services. En outre, les programmes de mentorat se veulent un instrument important pour le développement de la compétence et de l'expertise de l'industrie du tourisme en associant chaque PME à un mentor.

Recommandation de politiques 4. Promouvoir la coopération touristique bilatérale au sein de l'OCI à travers l'échange de connaissances techniques et les efforts de promotion conjoints visant les destinations du TRI

Justification:

Selon l'étude analytique, certains pays de l'OCI ont des écosystèmes halal bien développés et une sensibilisation suffisante. Alors que de nombreux pays membres ont un faible niveau de sensibilisation en dépit de la présence d'un écosystème halal (tels la nourriture halal, le patrimoine islamique), d'autres ne disposent pas d'écosystème du TRI bien développé et sont peu sensibilisés au TRI. À cet égard, l'*Étude analytique* a identifié la coopération bilatérale comme étant un mécanisme majeur de l'échange de connaissances techniques dans le domaine du TRI. Le transfert de connaissances techniques entre les Pays membres de l'OCI bien développés et les autres augmenterait la sensibilisation au TRI et les capacités de restauration sur le marché du TRI.

Instruments pour concrétiser les recommandations de politiques :

- ***Groupe de travail du COMCEC sur le Tourisme :*** Dans ses deux prochaines réunions, le Groupe de travail du COMCEC exposera plus en détail les questions de politique mentionnées ci-dessus. La 9ème réunion du Groupe de travail sur le tourisme aura pour thème « *Le Tourisme respectant les Règles de l'Islam (TRI) : Règlements des établissements d'hébergement dans les Pays membres de l'OCI* ».

- ***Financement de projets du COMCEC :*** Dans le cadre du financement de projets du COMCEC, le Bureau de Coordination du COMCEC lance annuellement un appel à projets. Grâce au financement de projets du COMCEC, les Pays membres participant aux groupes de travail peuvent soumettre des projets de coopération multilatérale pour être financés par des subventions du Bureau de Coordination du COMCEC. Quant aux domaines de politique susmentionnés et à leurs sous-domaines, les Pays membres peuvent recourir au financement de projets du COMCEC ; le Bureau de Coordination du COMCEC peut financer les projets couronnés de succès. Ces projets peuvent inclure les séminaires, les programmes de formation, les visites d'étude, l'échange d'experts, les ateliers et l'élaboration d'études analytiques, l'évaluation des besoins et les documents/matériaux de formation, etc.

- ***Forum du Secteur privé sur le Tourisme de l'OCI/COMCEC :*** Dans ses réunions, le Forum du secteur privé sur le tourisme de l'OCI/COMCEC peut exposer en détail les domaines et sous-domaines susmentionnés du point de vue du secteur privé.

----

4. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'AGRICULTURE

4.1. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES DE LA 7ème RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'AGRICULTURE

Le Groupe de Travail du COMCEC sur l'Agriculture (GTA) a organisé avec succès sa 7e réunion le 3 mars 2016 à Ankara, Turquie, avec pour thème « Réduire les pertes post-récolte dans les pays membres de l'OCI ». Au cours de la réunion, le Groupe de travail sur l'agriculture a effectué des délibérations pour un rapprochement de politiques entre les pays membres en ce qui concerne les pertes post-récolte dans les pays membres de l'OCI. Le document de séance, élaboré conformément aux principales conclusions de l'étude analytique réalisée pour la 7e réunion du GTA et aux réponses des pays membres aux questions de politique, a constitué une contribution importante aux discussions. Au cours de la réunion, les participants ont discuté des recommandations de politiques ci-dessous.

Recommandation de politiques I : Déterminer les lacunes en matière de connaissances et d'information concernant les niveaux et les causes spécifiques de pertes post-récolte des principales cultures et des produits alimentaires en vue d'apporter des solutions pour chaque pays membre de l'OCI

Justification **:**

Des efforts considérables ont été déployés à l'échelle mondiale pour l'amélioration de la productivité agricole, l'augmentation de la production agricole, la promotion des activités agricoles et l'encouragement des entrepreneurs aux investissements dans l'agro-industrie pour répondre à la demande croissante de nourriture. Récemment, de nombreux pays développés, des organisations internationales, des plateformes multilatérales tel le G20 ont mis la question des pertes et du gaspillage de produits alimentaires à leur ordre du jour. Malgré les progrès mondiaux en termes d'évaluation de perte de produits alimentaires et de sa réduction, les efforts visant à réduire les pertes de produits alimentaires ne sont pas au niveau souhaité dans la région de l'OCI, qui jouit de vastes ressources telles que la main d'œuvre, la terre, l'eau, les engrais, le capital et l'énergie.

À cet égard, déterminer les causes possibles de pertes post-récolte et apporter les solutions aux pertes de cultures, d'aliments d'origine animale et de produits de la pêche d'une grande importance pour les pays membres de l'OCI aideraient à prévenir les pertes de produits alimentaires et à assurer la sécurité alimentaire dans la région de l'OCI. Néanmoins, la plupart des pays membres de l'OCI ne disposent pas de

données/d'informations nécessaires sur les niveaux et les causes spécifiques des pertes post-récolte. Par conséquent, afin de révéler le niveau exact des pertes post-récolte et d'élaborer des politiques saines pour y remédier, les études d'évaluation de la perte de produits alimentaires à grande échelle peuvent être réalisées pour les Pays membres en ayant recours aux ressources nationales et internationales. En outre, la participation des Pays membres aux études de cas pour l'évaluation de pertes de produits alimentaires parrainées par les organisations internationales peut être encouragée.

Recommandation de politiques II : Promouvoir/établir la vulgarisation agricole, les activités de formation et de sensibilisation pour réduire les pertes post-récolte

Justification **:**

Les services de vulgarisation agricole, les activités de formation et de sensibilisation et la fourniture des informations nécessaires aux agriculteurs contribuent considérablement à la prévention des pertes post-récolte. En ce sens, fournir les informations nécessaires aux agriculteurs sur les pratiques de base telles que la lutte antiparasitaire intégrée, l'assainissement et l'hygiène, la gestion du sol et de l'eau, l'utilisation des indices de maturité, la récolte soignée et la manutention, le bon traitement des racines et tubercules ou le séchage des céréales, des légumineuses et des oléagineux revêt une importance particulière. A titre d'illustration, dans le but d'utiliser correctement les produits agrochimiques dans la lutte antiparasitaire, les agriculteurs doivent connaître les doses d'application appropriées, la durée et les conditions d'application, les procédures de sécurité, et ainsi de suite.

Les services de vulgarisation agricole et les activités de formation et de sensibilisation peuvent également être essentiels dans l'identification et l'analyse des problèmes de production des agriculteurs. En outre, de nouvelles méthodes et techniques agricoles peuvent être introduites par la vulgarisation agricole et les activités de formation et de sensibilisation afin que l'efficacité et la productivité du secteur agricole s'accroissent. Bien plus, la diffusion et la vulgarisation des différentes technologies à travers des démonstrations destinées aux agriculteurs contribueraient également à promouvoir les processus de production agricole.

Recommandation de politiques III : Mettre au point des projets/programmes spécifiques pour faire face aux pertes post-récolte dans les chaînes de valeur agricoles en coopération avec les institutions pertinentes de l'OCI

Justification **:**

Les pratiques ou méthodes entreprises durant le stade de la récolte de la production affectent directement le niveau des pertes post-récolte et par conséquent la productivité agricole. Par exemple, si les cultures ne reçoivent pas de nutrition adéquate, ou souffrent de parasites, de coups de soleil ou de dégâts causés par le vent, ce fait entraînera une diminution du rendement.

Dans ce cadre, les institutions de l'OCI, en collaboration avec les organisations internationales et les ONG compétentes peuvent concevoir et fournir des projets-type, des programmes de e-learning et une série d'ateliers pour les agriculteurs sur l'évaluation des pertes de produits alimentaires, sur leur réduction, ainsi que sur les coûts et les avantages d'effectuer des changements quant à la récolte et aux pratiques de manutention des différents groupes d'aliments. Ces « projets-type » peuvent décrire les actions-clés, les ensembles technologiques et inclure les budgets qui pourraient être utilisés pour mettre au point des projets similaires dans les pays membres de l'OCI concernant la réduction des pertes dans les chaînes de valeur. Par conséquent, mettre au point les projets qui ouvrent la voie à des efforts de collaboration et qui sont réalisables avec les ressources actuelles peut améliorer les actions collectives en vue de réduire les pertes de produits alimentaires dans les pays membres de l'OCI.

Instruments pour concrétiser les recommandations politiques :

Le Groupe de travail du COMCEC sur l'agriculture : Dans ses prochaines réunions, le Groupe de travail peut donner des précisions sur les domaines susmentionnés d'une manière plus détaillée.

Financement de projets du COMCEC : Dans le cadre du financement de projets du COMCEC, le Bureau de Coordination du COMCEC lance annuellement un appel à projets. Grâce au financement de projets du COMCEC, les pays membres participant aux groupes de travail peuvent soumettre des projets de coopération multilatérale pour être financés par des subventions du Bureau de Coordination du COMCEC. Quant aux domaines de politique susmentionnés, les pays membres peuvent recourir au financement de projets du COMCEC ; à cet égard, le Bureau de Coordination du COMCEC peut financer les projets couronnés de succès. Ces projets peuvent inclure l'organisation de séminaires, les programmes de formation, les visites d'étude, l'échange d'experts, les ateliers et l'élaboration d'études analytiques, l'évaluation des besoins et les documents/supports de formation, etc.

4.2 RECOMMANDATION DE POLITIQUES DE LA 8ème RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL DU COMCEC SUR L'AGRICULTURE

Une session de débat politique a eu lieu au cours de la 8e Réunion du Groupe de travail sur l'Agriculture organisée afin d'aboutir à des recommandations politiques visant à réduire les pertes post-récolte dans les Pays membres de l'OCI et à rapprocher les politiques des Pays membres dans ce domaine important. Les recommandations de politique indiquées ci-dessous ont été identifiées à la lumière des principaux résultats de l'étude analytique intitulée «*Réduction des pertes post-récolte dans les Pays membres de l'OCI*» ainsi que des réponses des Pays membres aux questions de politique, préalablement envoyées par le Bureau de Coordination du COMCEC (BCC).

Recommandation de politiques I : **Mettre en place des comités nationaux de coordination de la réduction des pertes post-récolte en vue d'identifier, de rendre prioritaires, et de partager les données et les pratiques en matière de pertes post-récolte dans une gamme de produits stratégiques, ainsi que de sensibiliser au sujet des pertes post-récolte**

Justification :

La gestion et la transformation des produits nécessitent les connaissances et l'expertise techniques nécessaires. Cependant, les recherches portant sur les questions des pertes post-récolte sont effectuées très rarement dans les Pays membres de l'OCI, et les avantages qui peuvent en découler ne sont pas bien reconnus. À cet égard, l'identification des causes spécifiques des pertes post-récolte, la fourniture des données relatives à ces pertes dans les produits stratégiques, et leur priorisation, sont cruciales pour assurer la sécurité alimentaire. D'autre part, la plupart des Pays membres ne disposent pas des mécanismes institutionnels nécessaires pour traiter directement les niveaux et les causes spécifiques des pertes post-récolte. À cet égard, l'établissement de comités de coordination serait très important pour identifier les causes des pertes post-récolte, partager les bonnes pratiques et procéder à la sensibilisation à leur sujet. Ces comités pourraient inclure toutes les parties prenantes du secteur public, du secteur privé et des ONG.

Recommandation de politiques II : Mobiliser les fournisseurs de financement agricole pour allouer davantage de ressources financières en vue de répondre aux besoins d'investissements dans les infrastructures agricoles sur le plan des pertes post-récolte

Justification :

La sous-utilisation des technologies appropriées et le manque d'investissements dans les infrastructures font partie des principales causes des pertes post-récolte dans les Pays membres. Assurer un financement adéquat est nécessaire pour les petits exploitants agricoles et l'agro-industrie pour ajuster les dernières technologies et méthodes aussi bien que pour apporter les investissements d'infrastructure nécessaires. À cet égard, la mobilisation de fournisseurs de financement tels que les banques de développement, les coopératives de crédit agricole ou les donateurs a une importance particulière pour permettre aux agriculteurs et aux agro-industries d'ajuster les technologies modernes et d'avoir l'équipement nécessaire pour la réduction des pertes post-récolte.

Recommandation de politiques III : Améliorer et développer les activités de vulgarisation agricole, de formation et de sensibilisation à la recherche pour réduire les pertes post-récolte

Justification :

Les services de vulgarisation agricole, les activités de formation et de sensibilisation ainsi que la fourniture d'informations nécessaires aux agriculteurs sont très utiles pour empêcher les pertes post-récolte. Les procédés de manipulation, de transport et de stockage doivent être traités de manière appropriée, en particulier pour les produits périssables. Par conséquent, la conception et l'utilisation de méthodes et de technologies appropriées revêtent une grande importance à travers ces processus. À cet égard, la diffusion et la vulgarisation des diverses technologies par l'éducation, la formation et les démonstrations agro-industrielles aux agriculteurs contribueraient à la réduction des pertes post-récolte. Par conséquent, ces activités devraient être étendues dans les Pays membres.

Instruments pour concrétiser les Recommandations de politiques :

Groupe de travail du COMCEC sur l'Agriculture : Au cours de ses prochaines réunions, le Groupe de travail peut donner des précisions sur les domaines susmentionnés d’une manière plus détaillée.

Financement de projets du COMCEC: Dans le cadre du Financement de Projets du COMCEC, le Bureau de coordination du COMCEC lance annuellement des appels à projets. Grâce au Financement de Projets du COMCEC, les pays membres participant à des groupes de travail peuvent soumettre des projets de coopération multilatérale pour être financés par des subventions du Bureau de Coordination du COMCEC. Quant aux domaines de politique susmentionnés, les pays membres peuvent recourir au Financement de projets du COMCEC; à cet égard le Bureau de coordination du COMCEC peut financer les projets couronnés de succès. Ces projets peuvent inclure l'organisation de

séminaires, les programmes de formation, les visites d'étude, l'échange d'experts, les ateliers et l'élaboration d'études analytiques, l'évaluation des besoins et les documents / matériel de formation, etc.

---

5. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ALLEGEMENT DE LA PAUVRETE

5.1 RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES DE LA 7ème RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL DU COMCEC SUR L'ALLEGEMENT DE LA PAUVRETE

Le Groupe de Travail du COMCEC sur l'Allègement de la Pauvreté (GTAP) a tenu avec réussite sa 7ème Réunion le 11 février 2016 à Ankara en Turquie ayant pour thème « l'Accès des Groupes Vulnérables aux Programmes de Protection Sociale dans les Pays Membres de l'OCI ». Durant la Réunion, Le Groupe de Travail sur l'Allègement de la Pauvreté a procédé à des délibérations pour aboutir à une politique de rapprochement entre les Pays Membres concernant le renforcement de l'accès des groupes vulnérables aux programmes de protection sociale. Le Document de Séance, préparé en vertu des conclusions principales de l'étude analytique élaborée par la 7ème Réunion du GTAP et des réponses des Pays Membres aux questions concernant la politique, a constitué l'apport essentiel des discussions. Durant la Réunion, les participants ont discuté des recommandations de politiques mentionnées ci-dessous.

Recommandation de politiques 1 : Promouvoir la formalisation du marché du travail via la création d'un environnement réglementaire pour faciliter la transition des affaires informelles au secteur formel et augmenter la productivité des individus embauchés d'une façon informel et les chômeurs de longue durée à travers la formation, les programmes de développement des compétences et les services du crédit et du développement des affaires

Justification:

Le travail informel est prédominant dans plusieurs Pays Membres de l'OCI qui offrent une protection sociale réduite en termes de revenus, de santé et de sécurité mais aussi de l'assurance-chômage. Par conséquent, il existe un risque plus grand de vulnérabilité à cause principalement d'un secteur informel à un niveau très élevé, et de la présence des segments considérables de la population dans les Pays de l'OCI qui ne sont pas couverts par le cadre des politiques d'assurance sociale. Ces segments deviennent visés par un système de filet de sécurité sociale à cause de leur situation de pauvreté. Afin de réduire le risque de pauvreté et donc la nécessité de créer des programmes de filet de protection sociale, les opportunités d'emploi formel nécessitent d'être améliorées.

Augmenter la part de l'emploi formel peut contribuer à la fois à la croissance économique et au bien-être social. À Cette fin, un effort doit être déployé par les entreprises d'une part et par les employés d'autre part. En ce qui concerne le côté-entreprise, les gouvernements ont besoin de créer un environnement réglementaire susceptible de prévenir l'emploi informel et de soutenir les petites entreprises pour être impliquée dans le travail formel. D'autre part, les individus embauchés d'une façon informelle doivent être habilités pour être plus productifs en vue de travailler dans un secteur formel nécessitant principalement davantage de compétences et d'aptitudes. À cette fin, les interventions et les politiques liées au marché du travail actif (comme les programmes de formation et de développement de compétences) et les opportunités du crédit et du développement d'affaires peuvent être introduites/améliorées.

Recommandation de politiques 2: Promouvoir la couverture de soins de santé gratuite et universelle en faveur des groupes vulnérables

Justification:

Les indicateurs de santé dans les pays membres de l'OCI, en général, ne sont pas prometteurs. Les enfants et les femmes constituent les groupes les plus vulnérables en termes d'accès inadéquat aux services de soins de santé. Les pays à bas revenu et à revenu intermédiaire inférieur ont notamment un taux faible d'espérance de vie (entre 45 et 60 avec quelques exceptions) et un niveau élevé de mortalité infantile et maternelle (30-150/1000 et 100-1200/100,000 respectivement). Les groupes les plus vulnérables parmi les enfants et les femmes sont surreprésentés dans les pays à bas revenu et à revenu intermédiaire inférieur.

Quelques Pays Membres de l'OCI jouissent d'un soin de santé universel. De plus, quelques Pays Membres de l'OCI (notamment les pays à revenu moyen élevé et à revenu élevé) disposent d'une aptitude et d'une capacité pour introduire de tel système dans leurs pays. D'autre part, dans les pays à bas revenu un système de santé performant qui couvre la plupart des groupes vulnérables gratuitement peut être introduit. Un tel fait peut contribuer à un cumul de capital humain du pays et à la création des indicateurs sanitaires et démographiques.

Recommandation de politiques 3: Développer des programmes spécifiques de filet de sécurité sociale afin d'améliorer l'accès des enfants vulnérables aux services de santé et d'éducation pour prévenir la transmission intergénérationnelle de la pauvreté

Justification:

Tous les Pays Membres de l'OCI disposent d'un certain type de programmes de filet de sécurité sociale. Cependant, dans plusieurs pays membres, ces programmes ne contribuent pas au développement économique à des niveaux souhaités. Le manque de capital humain adéquat est un défi commun qu'affrontent les pays membres. Le capital humain faible dans la plupart des pays membres de l'OCI crée un cercle vicieux. Le capital humain faible entraîne les bas revenus qui entraînent à leur tour la pauvreté menant ainsi à un capital humain faible pour la génération à venir.

Dans les Pays Membres de l'OCI, les jeunes font face à des risques tels que le manque d'accès aux services d'éducation et de santé, les difficultés en intégrant le marché de travail formel et donc le chômage. À cet égard, les programmes de filet de sécurité sociale doivent être conçus afin de soutenir le capital humain et la croissance économique par la suite. Par conséquent, en favorisant l'assistance sociale aux pauvres, leurs enfants doivent être soutenus pour améliorer leur accès à la santé et à l'éducation.

Recommandation de politiques 4: Concevoir des programmes de filet de sécurité sociale pour offrir un revenu régulier minimum aux individus incapables de travailler (les handicapés, les ménages pauvres dirigés par une femme, les personnes âgées sans pension) et développer des programmes de filet de sécurité sociale (y compris les programmes d'activation) pour les personnes incapables de travailler

Justification:

Les programmes de filet de sécurité sociale doivent distinguer entre les individus capables de travailler et ceux incapables de travailler. Pour ceux qui peuvent travailler, ces programmes doivent être associés aux programmes du marché du travail pour diminuer la dépendance à l'égard des programmes de filet de sécurité sociale et diminuer la pauvreté d'une façon plus soutenue. Alors que ces individus reçoivent une assistance sociale, ils doivent se préparer pour entrer le marché du travail et/ou passer à des emplois à haut revenu. S'agissant des adultes dans les Pays Membres de l'OCI, ils affrontent des risques tels qu'un faible capital humain, traduit souvent en une rémunération faible due à un travail précaire et informel dans le cadre de l'emploi et du chômage. À cette fin, l'assistance sociale doit être favorisée avec des programmes actifs du marché du travail pour les adultes.

D'autre part, quelques individus n'ont pas d'accès au marché du travail à cause de leur handicap, âge ou responsabilités de soin vivant ainsi avec un revenu inadéquat. Ces individus ont besoin d'être soutenus par un minimum de revenu régulier garantissant un niveau de vie décent.

Instruments pour concrétiser les Recommandations de politiques :

Le Groupe de Travail du COMCEC sur l'Allègement de la Pauvreté: Dans ses prochaines réunions, le Groupe de travail peut donner des précisions sur les domaines de politique mentionnés ci-dessus d'une manière plus détaillée.

Financement de projets du COMCEC : Dans le cadre du financement de projets du COMCEC, le Bureau de Coordination du COMCEC lance annuellement des appels aux projets. Grâce au financement de projets du COMCEC, les pays membres participant à des Groupes de Travail peuvent soumettre des projets de coopération multilatérale pour être financés par des subventions du Bureau de Coordination du COMCEC. Quant aux domaines de politique susmentionnés, les Pays Membres peuvent recourir au financement de projets du COMCEC. À cet égard, le Bureau de Coordination du COMCEC peut financer les projets réussis. Ces projets peuvent inclure l'organisation de séminaires, les programmes de formation, les visites d'étude, l'échange d'experts, les ateliers et l'élaboration d'études analytiques, l'évaluation des besoins et les documents/matériels de formation.

5.2 RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES DE LA 8ème RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL DU COMCEC SUR L'ALLÈGEMENT DE LA PAUVRETÉ

Lors de la 8ème Réunion du Groupe de travail sur l'Allègement de la pauvreté, une séance de réflexion a été organisée afin d'élaborer des recommandations de politiques judicieuses à l'égard des migrants forcés et de rapprocher les politiques des Pays membres dans ce domaine important. Les conseils de politiques présentés ci-dessous ont été identifiés à la lumière des résultats principaux de l'étude analytique intitulée «*Migration forcée dans les Pays membres de l'OCI: cadre politique adopté par les Pays hôtes*» et des réponses des Pays membres aux questions politiques qui ont été envoyées par Le Bureau de Coordination du COMCEC. Reconnaissant les circonstances uniques et particulières concernant les diverses formes de migration forcée, le Groupe de Travail a formulé les recommandations de politiques non contraignantes suivantes.

Recommandation de Politiques I: Mettre en place un cadre politique solide au niveau national cohérent avec les législations et les mécanismes dans les pays d'accueil et renforcer leurs capacités institutionnelles et humaines afin de gérer divers flux migratoires forcés et répondre aux besoins des migrants

Justification:
La migration forcée a de graves répercussions sociales et économiques sur les migrants, le pays d'origine et les pays d'accueil. Les immigrants constituent un lourd fardeau sur l'infrastructure locale et les services publics dans les pays d'accueil, en particulier dans les secteurs du logement, de la santé et de l'éducation. Une réponse efficace aux déplacements et aux flux migratoires complexes exige un cadre politique solide au niveau national des pays d'accueil. À cet égard, l'élaboration d'un cadre politique permettant de déterminer les besoins des migrants et d'attribuer un statut juridique / temporaire peut être envisagée, le cas échéant, conformément aux législations et mécanismes nationaux.
En outre, l'existence d'un cadre politique peut ne pas suffire à faire face à la migration forcée dû à une capacité institutionnelle inadéquate. Dans certains cas, la mise en œuvre peut prendre du retard par rapport à la conception de la politique. Dans ce cas, des investissements importants en personnel et en infrastructures peuvent être nécessaires pour mener à bien les politiques et les réglementations, en particulier dans les pays hôtes recevant un afflux massif.

Recommandation de Politiques II: Faciliter l'accès à un logement sûr et abordable en vue de réduire le manque de logements et le fardeau économique pour les migrants et les communautés d'accueil tout en leur permettant de participer activement à la vie quotidienne dans le pays d'accueil

Justification:

Le logement dans un pays d'accueil est le besoin le plus fondamental des migrants forcés. Toutefois, l'accès à des logements sûrs et abordables dans certains pays membres est un défi majeur en raison du nombre élevé de migrants et des contraintes liées aux ressources. La plupart des réfugiés dans les pays d'accueil résident dans les zones urbaines plutôt que dans des camps. Par exemple, plus de 90 pour cent des Syriens actuellement abrités en Turquie et 80 pour cent des Syriens en Jordanie vivent à l'extérieur des camps prévus. De même, près de 90% des réfugiés iraquiens hébergés par la Jordanie vivent dans des zones urbaines.

L'afflux d'un grand nombre de migrants entraîne un manque de logements et une forte pression sur le marché du logement dans les pays d'accueil. Le logement des migrants forcés doit donc être pris en considération lors de l'élaboration de stratégies nationales d'allègement de la pauvreté dans les pays d'accueil et, dans la mesure du possible, des ressources financières nécessaires doivent être allouées pour fournir un abri habitable. En particulier, il est impératif pour la communauté internationale, y compris les institutions internationales concernées, de partager le fardeau économique des pays d'accueil en ce qui concerne les réfugiés.

Recommandation de Politiques III: Accroître l'accès des migrants forcés au marché du travail en leur fournissant des permis de travail et en élaborant des programmes de perfectionnement de leurs compétences en vue d'améliorer leur autosuffisance

Justification

L'absence des moyens nécessaires pour gagner sa vie est l'un des principaux défis auxquels sont confrontés les réfugiés et a des conséquences sur leur vulnérabilité dans d'autres domaines, y compris l'accès au logement et à l'éducation. La participation au marché du travail est donc cruciale pour les populations déplacées afin de soutenir leurs moyens de subsistance et leur intégration dans les sociétés d'accueil. La délivrance de permis de travail peut faciliter leur accès au marché du travail, mais elle ne leur permet pas toujours de trouver facilement un emploi. Les différences linguistiques, les disparités entre leurs compétences et les besoins du marché du travail ainsi que le coût de l'obtention de la documentation peuvent constituer des obstacles à leur accès au marché du travail. À cet égard, la mise en place de programmes permettant aux migrants forcés d'apprendre la langue locale et de mettre à jour leurs compétences, comme la formation professionnelle, faciliterait leur accès au marché du travail.

Recommandation de Politiques IV: Assurer l'accès des migrants forcés aux services de santé et d'éducation en éliminant les obstacles pratiques, y compris les disparités linguistiques et les frais de service.

Justification:
L'accès aux services de base tels que l'éducation et la santé est un défi important pour les migrants forcés. Bien qu'il existe dans la plupart des pays des dispositions permettant aux réfugiés et aux demandeurs d'asile d'avoir accès aux services de base, des obstacles pratiques peuvent en empêcher l'utilisation. Les frais d'inscription ou de service peuvent être inabordables pour les réfugiés qui ne disposent pas d'une source de revenu approprié, et les prestataires de services peuvent manquer de connaissances ou de capacités pour desservir une population ayant des besoins exceptionnels, comme des antécédents linguistiques divers. À cet égard, le manque d'accès à l'éducation et aux soins médicaux peut être particulièrement problématique pour les réfugiés qui sont des enfants et à un stade critique de leur développement physique et mental.

En ce qui concerne l'éducation, tous les enfants à l'âge scolaire doivent avoir accès à l'éducation et certaines mesures nécessaires, telles que des cours de langue préparatoires et des services de conseil et d'orientation devraient être prises. En ce qui concerne le secteur de la santé, tous les migrants devraient pouvoir accéder gratuitement aux services médicaux primaires et secondaires. Dans ce cadre, les communautés hôtes peuvent bénéficier des migrants hautement qualifiés, tels que les médecins et les enseignants.

Recommandation de Politiques V: Recueillir des données fiables sur la population de migrants forcés en vue d'accroître l'efficacité de l'élaboration des politiques et du suivi ainsi que des processus d'évaluation

Justification:
Le fait de disposer de données fiables constitue la première et la plus importante étape pour concevoir et mettre en œuvre des politiques efficaces pour servir les communautés d'accueil et les migrants forcés. Il est également nécessaire dans le processus de suivi de comprendre si les politiques mises en œuvre aboutissent aux résultats escomptés et de décider s'il est nécessaire d'intervenir davantage. Cependant, la collecte de données sur les migrations forcées reste un défi pour les pays d'accueil. La détermination du nombre exact de migrants forcés dans un pays donné ainsi que de leurs caractéristiques démographiques et socio-économiques peut être difficile, en particulier lorsque les réfugiés ne s'inscrivent pas au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. De plus, des informations détaillées sur les conditions de vie ou les défis socioéconomiques des communautés de migrants forcés peuvent être encore plus difficiles à obtenir. Par conséquent, des données détaillées sur les migrants forcés devraient être collectées par de nouvelles enquêtes ou en étendant la couverture des données existantes.

Recommandation de Politiques VI: Mobiliser l'appui international et de l'OCI ainsi que les ressources pour atténuer la pauvreté parmi les migrants forcés

Raisonnement:
L'ampleur des migrations forcées et des flux fréquents rendent impossible à tout pays de satisfaire seul les besoins des migrants forcés. Par conséquent, les pays hôtes exigent un soutien international durable et holistique, qui va au-delà de l'approche humanitaire traditionnelle, qui se concentre uniquement sur l'aide humanitaire. À cet égard, il faudrait obtenir davantage de financement des bailleurs de fonds internationaux en plaidant pour des campagnes d'engagement de haut niveau de la communauté mondiale. La communauté de l'OCI devrait non seulement préconiser de faciliter cet engagement mondial, mais également mobiliser efficacement ses propres institutions et ressources.

Instruments pour réaliser les recommandations de Politiques:

Le Groupe de travail du COMCEC sur l'Allègement de la pauvreté: Lors de ses réunions ultérieures, le Groupe de travail pourrait élaborer plus en détail les domaines politiques susmentionnés.

Financement du projet du COMCEC: Dans le cadre du financement du projet du COMCEC, le Bureau de coordination du COMCEC appelle à des projets chaque année. Avec le financement du projet du COMCEC, les pays membres participant aux groupes de travail peuvent soumettre des projets de coopération multilatérale qui seront financés par des subventions du Bureau de coordination du COMCEC. Pour les domaines politiques susmentionnés, les pays membres peuvent utiliser le financement du projet du COMCEC et le Bureau de coordination du COMCEC peut financer les projets réussis à cet égard. Ces projets peuvent inclure l'organisation de séminaires, de programmes de formation, de visites d'étude, d'échanges d'experts, d'ateliers et de préparation d'études analytiques, d'évaluations des besoins et du matériel / documents de formation, etc.

---

6. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA COOPÉRATION FINANCIÈRE

6.1. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES DE LA 7ème RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA COOPÉRATION FINANCIÈRE

Le Groupe de travail sur la Coopération Financière du COMCEC (GTCF) a tenu sa 7ème réunion le 20 octobre 2016 à Ankara / Turquie sous le thème de « l'Architecture financière islamique nationale et mondiale: problèmes et solutions possibles pour les Pays Membres de l'OCI». Au cours de la réunion, les participants ont discuté de certaines questions stratégiques cruciales à la lumière des résultats principaux du rapport de recherche préparé spécifiquement pour la réunion et des réponses des Pays Membres aux questions de politiques envoyées par le BCC avant la réunion. En conséquence, le Groupe de Travail a présenté les conseils de politiques ci-dessous.

Recommandation de Politiques 1 : Élaborer / soutenir un cadre juridique de la finance islamique en examinant les lois financières islamiques, les régimes fiscaux, le cadre de règlement des différends et la loi sur les faillites

Justification: Étant donné que les secteurs financiers sont liés par les lois et les règlements, il est essentiel de soutenir l'infrastructure légale pour les différents secteurs financiers islamiques. Différents segments du secteur financier islamique (banque, Takaful et marchés des capitaux) devraient disposer d'un environnement juridique propice à leurs opérations et réduisant les risques juridiques. En outre, il existe des incidences fiscales pour les produits financiers islamiques car ils sont assujettis à des transactions réelles telles que la vente, le crédit-bail et les partenariats dans les projets. Les lois fiscales relatives au revenu (bénéfice, retenue), aux transactions (gains en capital et droits de timbre) et aux biens et services (taxe sur la valeur ajoutée) doivent être ajustées en fonction de la neutralité fiscale. De plus, comme les tribunaux civils de la plupart des pays membres de l'OCI utilisent soit le droit commun, soit les lois civiles pour régler les différends, il est nécessaire d'aborder le cadre de règlement des différends pour les cas liés à la finance islamique. Alternativement, les centres d'arbitrage peuvent être utilisés pour les différends survenant dans le secteur financier islamique. Enfin, un cadre juridique de la faillite susceptible de traiter les insolvabilités et les résolutions impliquant le secteur financier islamique est nécessaire pour atténuer les risques juridiques.

Recommandation de Politiques 2 : Élaborer un cadre institutionnel de réglementation et de surveillance nécessaire pour les industries de services financiers islamiques (IFSI) en adoptant des normes élaborées par les institutions d'architecture financière islamique et en améliorant le cadre national

Justification : Comme l'introduction des principes de la Charia modifie les risques naturels et le retour des transactions financières islamiques par rapport à leurs homologues conventionnels, le traitement réglementaire du premier serait différent par rapport au dernier. En tant que tel, il est nécessaire d'élaborer un cadre réglementaire sain pour les banques islamiques, le Takaful et les marchés des capitaux. À cet égard, les normes réglementaires élaborées par les organismes de normalisation des finances islamiques, y compris IFSB et AAOIFI. Dans les pays où le secteur financier islamique prend de plus en plus d'ampleur et devient systématiquement important, il devrait y avoir des départements / unités de réglementation distincts pour traiter des questions soulevées dans les différents secteurs financiers islamiques. Pour atténuer l'arbitrage réglementaire, les exigences en matière de licences et de réglementation des institutions financières classiques et islamiques devraient être clairement définies et appliquées.

Recommandation de Politiques 3 : Établir un cadre de gouvernance solide en introduisant l'exigence de la gouvernance de la charia au niveau des institutions financières dans les lois financières islamiques et dans les règlements.

Justification : Comme la conformité à la Charia est la principale caractéristique distinctive de la finance islamique, il est nécessaire d'avoir un cadre de gouvernance de la Charia pour s'assurer que les produits et les opérations des institutions financières islamiques ne contredisent pas les principes de la Charia. L'un des éléments clés de la mise en place d'un cadre de gouvernance saine de la Charia serait d'en faire une exigence légale / réglementaire. Cela peut être fait en introduisant l'exigence de la gouvernance Charia au niveau des institutions financières dans les lois ou dans les règlements financiers islamiques. Les régulateurs peuvent élaborer des directives spécifiques de gouvernance de la Charia que les banques doivent suivre. Entre autres, cela devrait inclure l'exigence d'un audit de la Charia pour s'assurer que toutes les opérations des institutions financières sont conformes à la Charia. De plus, l'existence d'un organe consultatif national indépendant peut aider à harmoniser les décisions de la Charia et à minimiser la diversité des fatwas qui créent des risques juridiques et de réputation. Le conseil consultatif national peut être établi par les régulateurs. L'un des rôles du conseil consultatif national est d'élaborer des paramètres ou des normes de la Charia pour les différents produits financiers islamiques. Cela renforcera l'harmonisation des pratiques financières islamiques au sein de la juridiction et réduira également les coûts de la gouvernance de la Charia au niveau organisationnel.

Recommandation de Politiques 4 : Améliorer la protection du consommateur et l'éducation financière en assurant la pleine divulgation dans les contrats de finance

islamique et avoir des programmes d'éducation financière pour accroître la sensibilisation et le niveau de compréhension des transactions financières islamiques

Justification : Un régime de protection des consommateurs robuste est nécessaire pour le développement d'un système financier sain. Il est nécessaire d'élaborer des lignes directrices précises sur la protection des consommateurs des institutions financières islamiques. Comme les produits financiers islamiques confèrent divers droits et obligations aux différentes parties du contrat, les lois et règlements doivent exiger que ces droits spécifiques soient protégés. Entre autres, la divulgation d'informations sur les contrats utilisés et leurs structures devrait notamment être divulguée auprès des consommateurs. Comme de nombreux consommateurs choisissent la finance islamique en raison de convictions religieuses, l'une des questions clés pour protéger les consommateurs du secteur financier islamique serait non seulement d'assurer la conformité à la Charia, mais sa divulgation complète. Une question connexe du côté de la demande est d'avoir des programmes de littératie financière pour accroître la sensibilisation et le niveau de compréhension des transactions financières islamiques. Les produits financiers islamiques sont nouveaux pour le consommateur dans la plupart des juridictions et il est nécessaire d'éduquer les consommateurs quant aux caractéristiques de ces produits. Outre l'introduction des concepts de finance islamique dans les programmes scolaires et collégiaux, les différentes parties prenantes telles que les régulateurs, les institutions financières et les associations commerciales de finance islamique peuvent utiliser diverses méthodes pour diffuser les connaissances sur les produits et services financiers islamiques.

Recommandation de Politiques 5 : Développer une infrastructure de liquidité pour le secteur financier islamique en émettant des instruments de liquidité conformes à la Charia, en développant un marché monétaire islamique actif et en garantissant au prêteur du dernier ressort d'offrir des services conformes à la Charia.

Justification : La plupart des institutions financières ont besoin de facilités de liquidité qu'elles peuvent utiliser en cas de besoin. L'infrastructure de liquidité peut être renforcée en fournissant des instruments conformes à la Charia, des marchés et des facilités pour les institutions financières islamiques. Cela nécessiterait de développer et d'émettre des instruments de liquidité conformes à la Charia que les institutions financières islamiques peuvent utiliser soit pour placer des fonds excédentaires, soit pour acquérir des fonds lorsque cela est nécessaire. Il peut être nécessaire de proposer des instruments liquides conformes à la Charia qui satisfont aux conditions de liquidité de haute qualité des nouvelles exigences de liquidité de Bâle III. Ces instruments de liquidité peuvent être

émis soit par le gouvernement, soit par des institutions financières. Il est également nécessaire de développer un marché monétaire actif qui utiliserait certains de ces instruments pour répondre aux besoins de liquidité à court terme de manière organisée. Cette plateforme peut être établie par le gouvernement dans les pays où la finance islamique est dans ses premiers stades de développement. Enfin, un prêteur de dernier ressort conforme à la Charia serait nécessaire pour que les institutions financières islamiques puissent bénéficier de la facilité de liquidité en cas d'urgence.

Instruments visant à réaliser les recommandations de Politiques:

Groupe de Travail sur la Coopération Financière du COMCEC : Lors de ses réunions ultérieures, le Groupe de Travail pourrait faire des délibérations plus détaillées sur les domaines politiques susmentionnés.

Financement du projet du COMCEC :

Dans le cadre du financement du projet du COMCEC, le Bureau de coordination du COMCEC appelle à des projets chaque année. Avec le financement du projet du COMCEC, les pays membres participant aux Groupes de Travail peuvent soumettre des projets de coopération multilatérale qui seront financés par des subventions du Bureau de coordination du COMCEC. Pour les domaines politiques susmentionnés, les pays membres peuvent recourir au financement du projet du COMCEC et le Bureau de coordination du COMCEC peut financer les projets réussis à cet égard. Ces projets peuvent inclure l'organisation de séminaires, de programmes de formation, de visites d'étude, d'échanges d'experts, d'ateliers et de préparation d'études analytiques, d'évaluations des besoins et de matériel / documents de formation, etc.

ANNEXE

9

Original : anglais

LISTE DES DOCUMENTS DE BASE EXAMINÉS ET / OU PRESENTÉS A LA TRENTE-DEUXIEME SESSION DU COMCEC

(İstanbul, du 21 au 24 novembre 2016)

1.	Rapport d'Avancement Annuel du COMCEC 2016……..	*OIC/COMCEC/32-16/D(1)-CCO*
2.	Pour une Coopération efficace : Stratégie du COMCEC pour Construire un Monde Islamique Interdépendant. …….	*OIC/COMCEC /32-16/D(2)-CCO*
3.	Rapport du Secrétariat Général de l'OCI sur la Mise en œuvre du Programme D'Action Décennal de l'OCI (TYPOA) ……...	*OIC/COMCEC /32-16/D(3)-OIC*
4.	Perspectives Economiques de l'OCI de 2016 – Rapport Economique Annuel……	*OIC/COMCEC /32-16/D(4)-SESRIC*
5.	Note sur la Coopération dans le domaine du Commerce /SPC-OCI……	*OIC/COMCEC /32-16/D(5)-CCO*
6.	Actes de la 7ème Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur le Commerce ……	*OIC/COMCEC /32-16/D(7)-CCO*
7.	Actes de la 8ème Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur le Commerce …….	*OIC/COMCEC /32-16/D(8)-CCO*
8.	Recommandations de Politiques de la 7ème Réunion du Groupe de Travail sur le Commerce.	*OIC/COMCEC /32-16/D(9)-CCO*
9.	Recommandations de Politiques de la 8ème Réunion Groupe de Travail sur le Commerce.	*OIC/COMCEC /32-16/D(10)-CCO*
10.	Rapport sur les Foires et les Expositi Commerciales des Pays Membres de l'OCI …….	*OIC/COMCEC/32-16/D(11)-ICDT*
11.	Note Explicative sur la Proposition pour la Révision des Règlementations des Foires Commerciales……..	*OIC/COMCEC /32-16/D(12)-ICDT*
12.	Résumé Exécutif du Rapport Annuel sur le Commerce Intra-OCI ……...	*OIC/COMCEC /32-16/D(13)-ICDT*
13.	Rapport sur les Questions relatives aux activités l'Organisation Mondiale du Comme (OMC)……...	*OIC/COMCEC /32-16/D(14)-ICDT*

14.	Rapport sur le Programme d'Assistance Technique et de Renforcement des Capacités de la BID en lien avec l'OMC ……	*OIC/COMCEC/32-16/D(15)-IDB*
15.	Rapport d'Avancement de la SIFC sur la Promotion du Commerce Intra-OCI …..…….….....	*OIC/COMCEC/32-16/D(16)- ITFC/IDB Group*
16.	Rapport de l'INMPI ……	*OIC/COMCEC/32-16/D(17)-SMIIC*
17.	Rapport d'Activités de la CICIA	*OIC/COMCEC/32-16/D(18)- ICCIA*
18.	Stratégie pour l'augmentation des échanges dans le domaine des Services dans les Pays Membres de l'OCI	*OIC/COMCEC/32-16/D(19)-ICCIA*
19.	Note sur le Transport et les Communications…….	*OIC/COMCEC /32-16/D(21)-CCO*
20.	Actes de la 7ème Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur le Transport et les Communications ……	*OIC/COMCEC /32-16/D(22)-CCO*
21.	Actes de la 8ème Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur le Transport et les Communications ……	*OIC/COMCEC /32-16/D(23)-CCO*
22.	Recommandations de Politiques de la 7ème Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur le Transport et les Communications…….....	*OIC/COMCEC/32-16/D(24)-CCO*
23.	Recommandations de Politiques de la 8ème Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur le Transport et les Communications…….....	*OIC/COMCEC/32-16/D(25)-CCO*
24.	Note sur le Tourisme ……..	*OIC/COMCEC/32-16/D(26)-CCO*
25.	Actes de la 7ème Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur le Tourisme……..	*OIC/COMCEC /32-16/D(27)-CCO*
26.	Actes de la 8ème Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur le Tourisme.....	*OIC/COMCEC /32-16/D(28)-CCO*
27.	Recommandations de Politiques de la 7ème Réunion du Groupe de Travail sur le Tourisme ……..	*OIC/COMCEC/32-16/D(29)-CCO*

28.	Recommandations de Politiques la 8ème Réunion du Groupe de Travail sur le Tourisme ……..	*OIC/COMCEC /32-16/D(30)- CCO*
29.	Rapport sur la 4ème Réunion du Forum du Secteur Privé dans le domaine du Tourisme de l'OCI/COMCEC …….	*OIC/COMCEC /32-16/D(31)- Ministry of Culture and Tourism of Turkey*
30.	Note sur la Coopération dans le domaine de l'Agriculture…….. ….	*OIC/COMCEC/32-16/D(33)-CCO*
31.	Actes de la 7ème Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur l'Agriculture……	*OIC/COMCEC /32-16/D(34)-CCO*
32.	Actes de la 8ème Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur l'Agriculture…….	*OIC/COMCEC /32-16/D(35)-CCO*
33.	Recommandations de Politiques de la 7ème Réunion du Groupe de Travail sur l'Agriculture……	*OIC/COMCEC/32-16/D(36)-CCO*
34.	Recommandations de Politiques de la 8ème Réunion du Groupe de Travail sur l'Agriculture……	*OIC/COMCEC/32-16/D(37)-CCO*
35.	Note sur l'Allègement de la Pauvreté ……	*OIC/COMCEC/32-16/D(39)-CCO*
36.	Actes de la 7ème Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur l'Allègement de la Pauvreté ……	*OIC/COMCEC /32-16/D(40)-CCO*
37.	Actes de la 8ème Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur l'Allègement de la Pauvreté ……	*OIC/COMCEC /32-16/D(41)-CCO*
38.	Recommandations de Politiques de la 7ème Réunion du Groupe de Travail sur l'Allègement de la Pauvreté ……..	*OIC/COMCEC/32-16/D(42)-CCO*
39.	Recommandations de Politiques de la 8ème Réunion du Groupe de Travail sur l'Allègement de la Pauvreté ……..	*OIC/COMCEC/32-16/D(43)-CCO*
40.	Rapport d'Avancement sur les Activités du FSID ……..	*OIC/COMCEC/32-16/D(44)-ISFD*
41.	Rapport sur le Programme Spécial pour le Développement de l'Afrique (PSDA) ……	*OIC/COMCEC/32-16/D(45)-)-SPDA/IDB*
42.	Contributions des Institutions de l'OCI à la Mise en œuvre des ODD…...	*OIC/COMCEC/32-16/D(46)-CCO*
43.	Note sur la Coopération Financière …..……	*OIC/COMCEC/32-16/D(47)-CCO*

44.	Actes de la 6ème Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur la Coopération Financière …….	*OIC/COMCEC /32-16/D(48)-CCO*
45.	Actes de la 7ème Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur la Coopération Financière ……..	*OIC/COMCEC /32-16/D(49)-CCO*
46	Recommandations de Politiques de la 6ème Réunion du Groupe de Travail sur la Coopération Financière ……..	*OIC/COMCEC/32-16/D(50)-CCO*
47.	Recommandations de Politiques de la 7ème Réunion du Groupe de Travail sur la Coopération Financière ……..	*OIC/COMCEC/32-16/D(51)-CCO*
48.	Rapport de la 10ème Réunion du Forum des Bourses de Valeurs des Etats Membres de l'OCI……	*OIC/COMCEC/32-16/D(52)-BORSA İSTANBUL*
49.	Etude sur la Proposition de la Mise en place d'une Bourse d'Or entre les Pays Membres de l'OCI…….	*OIC/COMCEC/32-16/D(53)- BORSA İSTANBUL*
50.	Rapport sur le Forum des Régulateurs des Marchés des Capitaux du COMCEC…….	*OIC/COMCEC/32-16/D(54)-SPK*
51.	Etude sur la Proposition de la Mise en place d'une Bourse d'Immobilier entre les Pays Membres de l'OCI …….	*OIC/COMCEC/32-16/D(55)-SPK*
52.	Recommandations de Politiques de la 6ème Réunion du Groupe de Travail sur la Coopération Financière – Session d'Echange de Vues…….	*OIC/COMCEC/32-16/D(56)-CCO*
53.	Rapports des Pays sur « l'Elaboration des Stratégies de la Finance Islamique dans les Etats Membres de l'OCI » - République de Turquie - Sultanat d'Oman	*OIC/COMCEC /**32-16**/CR*

- Les Rapports sont disponibles sur le site Web du COMCEC (www.comcec.org)

COMCEC

www.comcec.org